

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - Nº 13653 - 4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 20 DÉCEMBRE 1988

## M. Gorbatchev, la perestroïka et le désarmement

## Une législation pénale rénovée

suites du tremblement de terre d'Arménie, la nouvelle est passée quelque peu inaperçue : le gouvernement soviétique vient de rendre publics les « principes généraux » en fonction desquels la législation pénale va être réformés, conformément aux promesses de M. Gorbatchev de ment soviétique vient ransformer une société dominée par l'arbitraire en un « Etat socialiste de droit». La lecture de ces principes généraux — qui devront être respectés par les codes pénsux des quinze Répu-bliques — permet de constater de sérieuses avancées, mais aussi la persistance de zones d'ombre importantes.

Premier progrès : la restriction du champ d'application de la peine de mort. Les cas où elle pourra être appliquée sont définis avec précision : trahison, espionnage, tarrorisme, subversion contre l'Etat, crime prémédité avec circonstances aggra-vantes, viol de mineurs et crimes commis en temps de guerre.

Las femmes, d'autre part, ne plus plus passibles de l'exécu-tion, ni les hommes agés de moins de dix-huit ans ou de plus de soixante. La demi-mesure ne satisfera sans doute pes les par-tisans de l'abolition de la peine de mort. Elle n'en constitue pas moins un important pas dans la bonne direction pour un pays qui a toujours fait bon marché de la vie numaine et où la peine de mort est beaucoup plus popu-laire qu'on ne le croit.

Autre progrès parce qu'il s'agit d'une rupture avec une tradition teariste qui avait été allègrement reprise à leur compte par les bolcheviles : la fin de l'exil intérieur, c'est àdire de la relégation au nom de lequelle des dizaines de millions de vies ont été brisées. Nouveau principe bienvenu : tout condemné retrouvera ses droits

La peine de substitution préconisée pour remplacer la mort est de quinze ans ; elle sera appliquée dans les cas de crime organisă, de crimes économi ques, de corruption, de détournements d'avion ayant entraîné la mort et dans les cas de « génocide ». Ce dernier concept a manifestement été introduit Arméniens au lendemain des pogroms dont ils viennent d'être victimes, mais il est probable que beaucoup d'entre eux regretteront que leurs assassina ne scient pas passibles de la fusillade, la mode d'exécution en usage en Union soviétique.

La plus grande déception concerne capandant la maintien de la notion de crime politique dans le document qui vient d'être publié affirme que le but de la nouvelle législation sera de « préserver la structure sociale de l'URSS et son système politique et économique ». C'est au nom de ce même principe que tant d'hommes et de femmes ont été persécutés sous l'accusation vague d'agitation ou de propagende anti-soviétiques.

10 mg 15

jan maren

jakon ...

Special Contract

3-76

Use va till adve nir des deux articles du code de la Fédération de Russie - le 70 et le 190 — en vertu desquels les goulag ? Leur maintien sous une forme ou sous une autre constituerait un recui per rapport aux intentions affichées, y compris par M. Gorbatchev, qui évoquait récemment encore à la tribune des Nations unies la nécessité pour l'URSS de se rapproche des « plus hautes normes humanistas ». Réponse dans un mois lorsque les principes publiés



# La réduction unilatérale des effectifs inquiète les militaires soviétiques

Les mesures unilatérales de désarmement annoncées récemment devant les Nations unies par M. Gorbatchev suscitent quelques inquiétudes dans les forces armées de l'URSS comme en témoigne la lecture de « l'Etoile

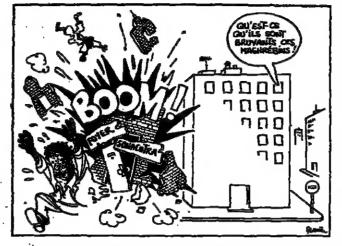
La situation peut être rapprochée de celle créée, pour les mêmes raisons, par Nikita Khrouchtchev il y a près de trente ans. A l'époque, le numéro un soviétique n'avait pas été en mesure de mener à bien ses projets.

M. Gorbatchev a-t-il des ennnis avec ses militaires? La question se pose après sa décision de démo-biliser cinq cent mille membres des forces armées, surtout si l'on en juge par la lecture de l'Etoile rouge organe de l'armée soviétique. Ce quotidien a publié, jeudi 15 décembre, une demi-page de correspondances d'officiers, dont l'une au moins admettait qu'il est « difficile de se faire à cette réduction ». Une autre, signée par un général et intitulée « Je veux mettre en garde! » rappelait que des mesures du même ordre prises de manière « irréfléchie et volon-tariste » par Khronchtchev en 1960 avaient « influé négative-ment sur la qualité » de la défense du pays. Le lendemain, l'Étoile rouge indiquair, sous la plume du général Iouri Lebedev. que - tout a été étudié - pour que les militaires de carrière libérés trouvent un emploi et un loge-

> MICHEL TATU. (Lire la suite page 5.)

Peugeot et Fiat Auto devaient signer, lundi 19 décembre, à Turin, un accord créant deux nouvelles unités de production de véhicules commerciaux : l'une installée en France, près de Valenciennes (Nord), pour 3 milliards de francs, et l'autre en Italie, près de Naples. Cette annonce intervient à quelques jours de la visite que doit faire M. Chérèque, ministre chargé du dossier de la reconversion, jeudi 22 décembre, dans la vallée de la Sambre et le Valenciennois.

# Attentat contre un foyer d'immigrés



A Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), un engin explosif provoque la mort d'une personne dans un foyer de la SONACOTRA (lira page 40).

Trois mille emplois créés dans le Valenciennois

# Peugeot et Fiat investiront 3 milliards de francs dans le Nord

La région Nord-Pas-de-Calais, particulièrement frappée par les restructurations industrielles, apprend coup sur coup deux bonnes nouvelles : après Pechiney, qui a décidé, il y a un mois, d'installer une usine d'aluminium à Dunkerque, c'est au tour de Peu-geot d'annoncer, le lundi 19 décembre, l'implantation d'une nouvelle unité de production de véhicules commerciaux près de Valenciennes, ce qui créera trois mille emplois en sus du millier induit par Pechiney. L'opération sera menée par la SEVEL, une société détenue par PSA et Fiat Auto, qui produit déjà des véhicules commerciaux en Italie. Elle prévoit également la création d'une troisième usine près de Naples et donne une nouvelle dimension au partenariat entre les deux constructeurs.

| Lire page 27 nos informations et l'article de FRANÇOIS GROSRICHARD « Oublier l'acier ». }

## Dimanche électoral

Les mauvais résultats du PS confirmés. PAGE 11

## L'OLP et Israël

L'Organisation palestinienne poursuivra ses attaques contre les « cibles mili-

PAGE 3

## M. Chevardnadze au Japon

Tokyo se félicite de l'« offensive de charme » de Moscou.

PAGE 6

## **Transports** marseillais

Après deux mois de grève, le maire demande la réquisition de camions militaires. PAGE 29

## Les ambitions de FR3

Un entretien avec le PDG, M. René Han.

**PAGE 18** 

Le sommaire complet se trouve en page 32

Les déclarations de M. Michel Rocard à la télévision

# La République des «petits desseins»

M. Rocard a estimé dimanche 18 décembre à «7 sur 7 » sur TF 1 qu'il faut « déverrouiller la France ». Il s'est déclaré « acharné au dialogue » et a annoncé que « nous commençons à soriir un peu de la rigueur ». Il s'apprète à consulter les syndicats sur l'instauration d'un service minimum dans le secteur public. Le PC, par la voix de M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, a tout de suite dénoncé la « poursuite de l'austérité », tandis que M. Balladur « approuve » la démarche concernant le

M. Rocard a une manière charmante et enifienne de se moquer de ceux qui, dans l'opposition et parmi les socialistes lui, réclament = en sautant comme des cabris » : « le grand dessein ! le grand des-sein ! » (1). Il a trouvé le moyen de les tourner en ridicule par la grâce d'un méli-mélo de formules — « la France qui gagne dans une Europe unie » ou, au choix, « la France unie dans une Europe qui gagne » — qui ressemblent aux slogans publicitaires de la campagne présidentielle de M. Mit-

Au dessein clinquant qui se résume, pour cenx qui s'en réclament, à une sorte de course-poursuite entre grandes puissances et nations moyennes - le Japon vent rattraper les Etats-Unis, qui s'efforcent de garder leur première place tandis que la France, halo-tante, court après les autres afin de n'être pas décollée par le peloton de tête — le premier ministre oppose, à juste titre, une mul-tiplication de petits desseins : moderniser l'Etat par sa fonction publique (promotions, projets d'entreprise, formation, décentralisation et accessoirement service minimum en cas de grève), moderniser l'éducation nationale et revaloriser la condition des

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU. (Lire la suite page 8 et page 9 - Service minimum : un consensus difficile à trouver » par MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le 14 décembre 1965, su cours d'une interview à la télévision, le général de Gaulle avait déclaré : « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant « l'Europe! l'Europe! », mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien. »

Un entretien avec l'anthropologue Marc Augé

# La société, le SIDA et le diable

Parce qu'elle associe le sang, le sperme et la mort, l'épidémie de SIDA provoque, dans les sociétés, un trouble profond, des attitudes passionnelles que ne compensent pas encore les efforts de la recherche. Nous avons demandé à M. Marc Augé, président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, de porter sur le SIDA un regard d'anthropolo-

scientifique sur le phé sions morales, sociales, médicales et poli-tiques révélatrices de notre civilination ?

- On s'intéresse à cette grave maladie parce qu'elle à justement des dimensions multiples. On a même pu dire que le SIDA était • une maladie de civilisation - (1): des interrogations éthiques, sociologiques, scientifiques et géopoliti-ques y sont inextricablement mélées. Ce qui retient mon attention, alors que je ne suis à aucun titre spécialiste de cette maladie, c'est sa dimension à la fois globale et individuelle.

 Le SIDA correspond à ce que les ethnologues appellent un «fait social total . Il réactualise les catégories du « malheur », de la « maladie » et de la « mort », qui sont à la fois le fondement et le ressort d'une société. Mais il vise des individus singuliers, qu'il isole et marque comme mortels. Or c'est une chose que d'être mortel, c'en est une autre que de savoir qu'on va bientôt mou-rir. Le SIDA impose quasiment à celui qu'il atteint une date de disparition : il individualise terriblement le destin.

» En même temps, c'est un phénomène épidémique qui soulève des problèmes de bref, des problèmes sociopolitiques, ne serait-ce que pour prévenir les injonctions de ceux qui, comme dans tous les cas d'épidémie grave, voudraient faire de l'ordre social avec le malheur individuel

Propos recueillis par GUITTA PESSIS-PASTERNAK. (Lire la suite page 2.)

(1) Professeur Luc Montagnier, de l'Institut

# L'Exposition coloniale

## Le Monde

ÉCONOMIE

L'Europe et ses îles : vivre à Madère Les dirigeants de l'archipel portugais se félicitent d'appartenir à la CEE

La fin du nucléaire en Suède La fermeture des réacteurs pourrait doubler le prix de l'électricité

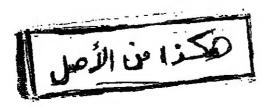
La chronique de Paul Fabra Pages 21 à 24

SPORTS

## La RFA gagne la Coupe Davis

Enorme surprise à Göteborg pour la finale de la Coupe Davis : tenante du trophée, la Suède, qui alignait Mats Wilander, vainqueur des Internationaux d'Australie, de France et des États-Unis, et Stefan Edberg, champion de Wimbledon, a été battue 4-1 par l'équipe de RFA. composée de Becker, Steeb et Jelen.

Page 16



2 Le Monde • Mardi 20 décembre 1988 •••

# Débats

# Un entretien avec Marc Augé

La société, le SIDA et le diable

(Suite de la première page.)

- Ce qui m'intéresse donc, en tant qu'anthropologue, c'est ce caractère exemplaire du SIDA, qui est le plus individualisant et le plus collectif des phénomènes actuels. Au fond, quand nous nous intéressons aux questions sociales, c'est toujours cela que nous tentoas de comprendre : l'étroite imbrication des destins singuliers et de l'ordre général dans lequel ils s'inscrivent.

- Pourquoi le SIDA, véhiculé par les fluides vitaux et sacrés du sang et du sperme, suscite-t-il les futasanes les plus archalques dans ma société qui se tarque d'être à l'avant-garde du progrès technos-cientifleme?

- Parce que le sang et le sperme, vecteurs du virus HTV, ont toujours été constitutifs, justement, des images que l'homme se faisait de sa réalité, de sa perpétuation, en même temps qu'ils étaient la source de toutes les hantises.

. Quel que soit le degré d'élaboration technique de potre société, il n'est donc pas étonnant qu'il y ait assimilation entre toutes les sécrétions, et que des peurs ancestrales se manifestent à nouveau. Car le sang et le sperme, c'est ce qui nous constitue, c'est ce avec quoi on fabrique les hommes et éventuellement les dieux, c'est du fondamen-talement vital.

» Si l'on veut comparer le SIDA à d'autres fléaux, la syphilis me paraît plus pertinente que la peste ; comme le SIDA, elle était porteuse de mort et associée au sexe, au sang et au sperme. Pensez à Bau-delaire dans les pièces condamnées des Fleurs du mal. Ce poète, vous le savez, avait un rapport particu-lier au corps de la femme, à l'amour et à la syphilis. Or les images qu'il évoque sont justement celles de la succion, de l'aspiration et de la déperdition d'énergie, qu'il

 Les limid vie peuvent ainsi être porteurs de mort. D'ailleurs, dans les mythologies, toutes les divinités qui sont censées soigner possèdent aussi le pouvoir de mort : c'est vrsi d'Apolon, c'est vrai des dieux africains. Cenx-là mêmes qui ont la puis-sance de guérir ne l'ont que parce qu'ils sont les maîtres du mal.

parce qu'il y longtemps que notre société n'a pas été confrontée à me mort épidémique ?

- Nous tirions jusqu'à présent une espèce d'orgueil du fait que tention de maîtriser) toutes les maladies épidémiques ou endémicapacité que l'Occident apportait son message civilisateur aux penples qu'il colonisait. Par conséquent, l'impuissance à maîtriser un sondain assaut de la mort aurait une signification importante pour la civilisation occidentale, car si nons n'étions plus en mesure d'arrêter la mort, c'est l'essentiel de notre puissance qui serait mis

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

André Fontaine, cteur de la publication

Anciens directeurs:

Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Derée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944, Capital social : 620 000 F

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

Administrateur général :

Rédocteur en chef:

Daniel Vernet.

Carédacteur en chef :

Claude Sales.

MM. André Fontaine, gérant et Hubert Beuve-Méry, fondate

sécurité (vaccinations, allon de la durée de la vie) qui s'effon-

Punivers\_

- Jusqu'ici, on pouvait croire que l'homme allait maîtriser les choses, différer sans cesse les choses, differer sans cesse les échéances fatales : c'est cette prétention même qui risque en effet de s'écrouler sous la menace du SIDA. Je pense d'ailleurs qu'il s'agit là d'une inquiétude fondamentale. Il y a, bien sûr, la crainte de chacun se disant : « Cela pourrait auxsi m'arriver!» Mais, il y a protent le deute sortant sur trat surtout le doute portant sur tout un système de rationalité qui n'a de sens que s'il continue à être conquérant et qui, tout d'un coup, est l'objet d'un doute.

- Comment éviter que la "Mertaire » révolution sexuelle, accusée aujourd'hai d'être la principale propagatrice du virus HIV, ne devienne le bouc émissaire des gardieus de l'ordre social ?

- Toute catastrophe suscite des systèmes d'interprétation et une mise en cause de ce qui l'a précé-dée. On peut donc supposer que certains tendront à voir dans les



nouveaux rapports à la sexualité la cause du mai actuel. Cele dit, je ne suis pas sûr que le phénomène du SIDA n'apparaisse pas à un moment où cette - révolution libertaire » était déjà en train de s'essouffler.

## « Une épreuve de liberté »

– Ne deviendrait-li pas un prétexte pour limiter certaines libertés, bien au delà de l'émanci-

- Je souhaite que non, mais ce n'est pas totalement à exclure. Bien sûr, certains représentants d'idéologies de l'« ordre » feraient rapidement le saut. Au nom de la lutte contre les ravages de l'épidémie, on peut, morceau par morceau, entamer l'ensemble des libertés. Dès qu'on est engagé dans un processus de remise en ordre, celui-ci gagne toutes les sphères de la vie. Par conséquent, on ne

peut pas être partisan d'un retour à l'ordre dans la vie sexuelle et rester libéral sur d'autres plans. Il y a un risque de dérive. Je crois que cela peut être un test pour la capacité démocratique d'un certain nombre de pays. Les individus vont s'y éprouver, comme à l'occasion tout malheur, de tout déli, mais aussi les systèmes politi-ques. C'est fondamentalement d'une épreuve de liberté qu'il s'agit.

- Juytement, le SIDA - virus privé mais muladie publique -est-il la cause du renversement des rapports qui régissent la sphère et l'espace public ?

- la problème est de savoir si l'autorité publique peut s'occuper de ce fléau sans toucher à la sphère privée. L'idée que l'accession à certaines fonctions, à certaines professions, soit soumise au préalable d'un dépistage sérologique systématique est une incontestable atteinte à la liberté individuelle.

» Nous vivons toujours deux histoires : la nôtre, singulière, et celle de tous les autres, la grande Histoire. Il y a des moments où la vie privée coîn-cide avec la vie publique. Or le SIDA, c'est la version catastrophique de ces deux histoires. C'est un îléau mondial qui mar-quera le siècle. Et le malheureux qui est atteint du SIDA devient en quelque sorte un personnage historique. Ce qui, peut-être, aide certains à affronter la maladie, promus « victimes du siè-

- Le SIDA ne semble-t-il pes resusciter les vieux fautas d'une sexualité perverse ?

Le fait que des maisons de prostitution ferment parce qu'il n'y a plus de clients, prouve bien que la peur est déjà intériorisée. Mais peut-être est-elle consubstantielle à la sexualité en général. « 68 » a mis en avant un discours giorieux sur une sexualité affranchie et transparente bien innocente au regard d'une tradition qui, chez nous, de Racine à Mauriac, analyse le composé sulfureux où se mêlent plaisir, amour, peur et transgres-sion. Des fléaux comme la syphilis on le SIDA ne feraient pas aussi peur si cette peur ne leur préexistait déjà. On ne peut certes pas réduire la sexualité à l'exercice légitime de la reproduction, mais faire dépendre d'une absence de normes le triomphe d'un épanouissement sans problème serait naif. Il n'existe peut-être pas de sexualité sans transgression!

- Qu'en est-il des homo-

- Malgré leur caractère particulier et le fait qu'ils aient été frappés plus massivement par le SIDA, on peut faire à leur sujet les mêmes analyses qu'à propos de la sexualité en général, mais dans une lumière plus crue. Or c'est juste au moment où la discrimination qui les frappait commençait à s'estomper que le SIDA, cette espèce de rappel à l'ordre, est intervenu. Cela dit, le fait que nous sachions que ce groupe n'est plus le seul exposé relativise peut-être les sentiments particuliers qui pourraient être portés à son égard.

. Cela dit, l'image du « groupe à risque » sert à rassurer l'opinion en assignant à certaines catégories le triste destin de victimes du SIDA. Parallèlement, cette menace du SIDA. qui place la position de transgression sous le signe de la mort. peut donner à certains le sentiment d'un « absolu ». Ils sont

Merc Augé, anthropologue, normalien et syrégé de lettres classiques, est président de l'École des hautes études en

sciences sociales. La cinquan-

taine, l'ail vif, ce chercheur a

consacré ses premiers travaux, sur la terrain, à l'analyse des sociétés lignagères d'Afrique de

l'Ouest, qui l'ont conduit à une réflexion théorique aur l'idéologie

Actuallement, au terme d'un

renversement de perspective, Marc Augé se demande si la

société occidentale n'est pas jus-

ziciable du même « regard » que

ses premiers champs d'investiga

tion. Un athnologue peut-il observer l'univers symbolique de

maturs et rituels qui tissant la

allés jusqu'au bout de cette indi-

vidualité totale qui n'est ni faci-lement vivable ni même pensa-

Interdit

et communanté

- Pour l'anthropologie, tous les interdits, dont ceux de la sexualité, sont-lis indispensables

- L'interdit est en effet

constitutif de toute communauté

à commencer par la prohibition

de l'inceste qui, comme Lévi-Strauss l'a établi, fonde le social.

Pour que l'on puisse se repérer dans une société, il faut qu'il

existe, sinon des « interdits », du

moins des « différences ». Or ce

qui est commun à beaucoup

d'ensembles socianx c'est que s'y

sont élaborées des positions inverses de celles qui définis-

saient l'ordre social normal, jus-

tement pour fonder celui-ci.

Position souveraine: celle du

chef qui n'a pas les interdits des

autres. Position ambiguë: celle

du sorcier où l'on découvre éven-

tuellement la source du malheur.

- Et le SIDA dans tout cela ?

- Il pourrait apparaître

comme la conséquence d'une

transgression, comme la « sanc-

tion - d'un désordre social et

ceux qui en sont atteints alternativement comme des héros, des

victimes émissaires, des coups-

tières juridiques.

Précis droit du

Gérard Lyon-Coen,

Jean Pélissier.

à l'édification d'une société ?

ble, en héros de la trangression.

at la religieux.

Le Persan anthropologue

- Seralt-ce la raison peur laquelle on perçoit les indices d'un repli marcissique, d'une sorte de contro-révolution sexuelle? S'agit-il d'une simple réaction au SIDA ou d'une mutation

- Je ne lierais pas directement les mouvements du « repli sur soi » ou du « retour à la fidélité », qui me semblent indéniables, aux siarmes suscitées par le SIDA. Ils lui sont antérieurs. Il y a aussi des modes en matière de morale, d'éthique, de relations sociales. Je ne suis d'ailleurs pas certain que, dans l'immense majorité des cas, en France, le SIDA ait des incidences pratiques considérables sur le comportement des gens. Cette épidémie renforce plutôt un mouvement qui lui préexistait. . Réelle mutation sociale? » Je l'ignore; néan-

discemer le jeu des interdictions

Dens le Traversée du Lucem-bourg (Hachetta 1985), Marc Augé inaugure une formule de

« socio-ethnographie » du quoti-

dien, en tillescopent la sponta-néité du discours subjectif avec

l'analyse anthropologique objec-

tive, prolongeant ainsi le concept de « fait acciai total ». Cet atimo-

romen d'une journée française, navigue entre le pub, le foot, le

look. Durkheim et Sèvres-

Rehylone... Homme des cerre-

fours, des correspondances, cet

ethnologue rigoureux est un peu

moins, à l'houre actuelle, des

formules inédites s'essaient : de

nouvelles façons d'aimer, de

vivre, de communiquet. Mais je ne pense pas que les valeurs fon-damentales qui leur sont asso-ciées soient nécessairement diffé-

rentes de celles qui existaient auperavant. Ce qui est certain,

toutefois, c'est que si l'on prend

en considération à la fois ces

nouveaux comportements, la las-

situde de la génération de 68

(elle vieillit!), et les menaces

du SIDA, on ne voit pas so des-

siner l'image d'une sexualité

épreuve planétaire puisse réviser radicalement notre vie, qu'une

sont que des hypothèses, se véri-

fient, c'est-à-dire s'il n'y a pas

une intervention médicale suffi-

certain que s'il y a une crois-sance exponentielle du nombre

des victimes du SIDA, nous cou-

rons à des événéments graves

qui auront une incidence sur la démographie, l'économie, et

aussi les relations Nord-Sud...

On pourrait même imaginer que certains soient tentés de voir

dans le SIDA un remède à la

démographie galopente de cer-taines régions du monde.

» Pour ce qui concerne nos

- Pensez-rous que cette

- Si ces prévisions, qui ne

triomphante et libérée!

nouvelle ère émergera ?

Q.P.P.

le Person de notre société.

rios sont concevables. On peut imaginer pour certains un repli sur l'individualisation, la cellule familiale, la frilosité séculaire, pour d'autres une vie plus aven turcuse et plus risquée. Ainsi distinguerait-on deux groupes humains : l'un où rien de néfaste ne se transmettraif, parce que la «coupure» y aurait déjà été faite avec l'extérieur, et les groupes à risque où se jouerait l'aventure du SIDA. Et puis, au bout de cinq à dix ans, l'épidémie diminuerait, l'humanité reprendrait le cours normal de son existence.

1001

- N/W

1945 g **186**1

m. 156.34

100 4675

and same

2007 N. Salate.

January 20043, 1

A series because

ne 19 19

ine infirmiere

erait menacee

يوشهر المام

-The said said and

Andrew States

ALTONO #

"是我们的基本<del>的的。"</del>

-----

m. t. Les Mario

-

S. C. Sand

State biggs

The Person

10% Test

Street Park House

22 A 300

» Dans cette hypothèse, le groupe préservé n'aurait évidem-ment pu l'être qu'à cause de son attitude de repli, de sa morale très normée, véritable système de sécurité. Je connais ce scénario, il est peut-être vraisembla-ble, mais je n'en suis pes sûr. Je crois platôt que l'ou trouvera assez rapidement un vaccin effi-cace contre le SIDA. La recherche scientifique d'avant-garde est capable de progresser très vite. On tronvers le moyen d'enrayer le mal et de l'éliminer, au moins, pour un premier temps, dans certaines parties du monde, car; dans ce domaine-là non plus, il n'y aura pas d'éga-lité, je le crains.

## L'histoire distinguerait-elle ainsi, su seuli de XXF siècle, l'avant et l'après-SIDA?

- Comme on a parle de l'avant et de l'après-68 ? Certainement; parce que si l'après-SIDA correspond à une victoire sur la maladie, on aura retrouvé ce triomphalisme qui était le propre de l'Occident. Toujours est-il que se rétablirait alors cette confiance de l'homme dans 5CS 2005 dans ce qu'elle a de plus agressif. le vous laisse imaginer la libération sexuelle qui pourrait

## Le physicien américale John Platt a imaginé un scénario selon lequel, aux alentours de l'an 2000, le pouvoir bencalerait à l'Est... à cause du SIDA.

- Mais ce scénario repose sur ane double hypothèse : que l'épi-démie se développe sans inter-raption aux Etats-Unis et que l'étanchéité de l'URSS soit maintenne. Si cela devait se vérifier l'histoire aurait donné raison à ceux qui n'étaient pas de faronches partisans de la liberté de circulation. Ce serait en quelque sorte la perversion des accords d'Heisinki. On devrait alors considérer que le SIDA a été le prix à payer pour la liberté - liberté sexuelle, liberté de la communication entre les hommes. Cette catastrophe serait comme la mésavensante à temps, je vois mal qu'on puisse faire l'économie de ces projections redoutables. Il est

tare de l'humanité libérale. » Mais ce que nous savons de l'histoire de ce siècle montre au contraire que la liberté a tou-jours le dernier mot. Dans cette guerre contre le SIDA, je crois qu'il faut parier également pour la liberté. C'est parce que la recherche scientifique se développe librement et c'est grâce à la coopération internationale qu'on trouvera les moyens de conjurer cette ultime figure du

Propos recueillis per GUITTA PESSIS PASTERNAK. comportements, plusieurs scéna-

Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650672 F

7, RUE DES ITALIENS, 76427 PARIS CEDEX 09 opieur : (1) 45-23-06-81

unission paritaire des journaux et publications, er 57 437 ISSN: 0395 - 2037 st index du Monde au (1) 42-47-93-51

Reproduction interdite de tous articles

Le Monde **TÉLÉMATIQUE** Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

**ABONNEMENTS** 

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUBSE	AUTRES PAYS
3 mais	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	9725	1 337 F
9 mois	954 F	1 000 F	1 494 F	1 952 F
1:	1 200 F	1 390 F	1 900 F	2 530 F

## TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre reglement à l'adresse ci-dessus ou pur MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à formaler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT



**DURÉE CHOISIE** l an 🔲 6 mois 🔲 Adresse : Code postal: Localité : \_Pays: Vanillez anoir l'obligames d'écrère tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

es précis Dafloz soni d les ouills de à la réussite universticire ou professionnelle. Constamment réactualisés au fil des rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité, ils obor-

> EXHAUSTIF, IVE [egzostif, iv]. adj. du lat. exhaustus. Qui épuise, qui traite à fond un sujet. V. Complet. Étude exhaustive. Des ouvrages exhaustifs: les précis DALLOZ.

So précis Dalloz • Le droit de comprendre

iO??

# Etranger

Tandis que la situation empire dans les territoires occupés

## M. Shamir estime que « l'alliance entre Israël et les Etats-Unis sera soumise à rude épreuve »

-

Mark to the second -

-

ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE

The same that th

The state of the s

The state of the s

The state of the state of

E Bereit in the

The state of the s

Marian water in the

Sept. In the sec.

The second second

THE PARTY OF THE P

Mark De - War Song

THE PARTY OF THE PARTY.

William State State

Begentliche Die bei wer auf eine Berteile er mit eine Beite gemeine gener er auf eine Generalen generalen

A property of the same of

in the second of the second

white afternoon and to see you

profession of the second

SAMPLE AND THE

State of State of Street, or other wife.

Committee to the second

of the same of the

A SAME OF THE PARTY OF THE PART

Spile hip ages as

选 編 ... a ...

STATE SANCE OF THE STATE

ATTENDED BY THE TANK

THE PARTY STEEL ST.

78.35 To 11.97 15.25

海南 サルード

Maringan mer ber us

1997 Falet L. et Lie

SECTION OF THE PARTY OF THE PAR

Market grander was a server of

NE ME SO THE PERSON OF THE PER

2 4 500

THE LAW .

7457 37,45°

سيا د فيتحاد

State and the state

किंद्रन अ ४

The same of the sa

新になるのではなるのである から 1900 A

Make a supply of the second

, . <u>~</u>

There was \$11-1-11-11

16 minus & Prince

The second secon

de notre correspondant

La crise politique n'en finit plus et la situation dans les territoires occupés empire. Tout se passe comme si les dirigeants israétiens réagissaient avec désarroi face au bouleversement que constitue l'amorce d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP.

Le week-end s'est achevé avec na nombre de morta et de blessés pales-tiniens particulièrement élevé. Cinq tués vendredi à Naplouse, et trois autres dimanche, lors de nouveaux accrochages avec l'armée. D'autres affrontements out ou lieu, çà et fà, se soldant par plus d'une trentaine de blessés (dont certains dans un état très grave, notamment un enfant de douze ans), cependant que les Palestiniens observaient une grève géné-rale de trois jours à la mémoire des morts de Naplouse, Plusieurs voi-tures de colons israélieus ont été bombardées à coups de pierres : une demi-douzaine de personnes ont été blessées, dont une fillette de neuf mois touchée en pleine tête.

Les versions divergent sur la cause de ce regain de violence. De source palestinienne, on affirme que l'armée se livre à des propoca-tions destinées à multiplier les affrontements. Il s'agirait de discréditer ainsi le camp palestinien modéré et de saboter le dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP. Interrogé par le Jerusalem-Post, un industriel de Naplouse, M. Said Kanaan, a stigmatisé le comporte-ment de l'armée dans cette ville.

## · · · · Ameriume

an Likoud

Il a parlé de « massacre de sangfroid . affirmant que des soldats, vendredi, avaient ouvert le seu sur un corrège d'enterrement qui avait, certes, pris des alliures de manifes-tation nationaliste, mais saus vio-lence. Trois députés de la gauche israélienne ont demandé une enquête, s'étonnant du grand nom-bre de biessés à la tête ou à la poitrine et s'interrogeent sur les consi-gnes de tir données à l'armée.

Le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, a répliqué que les soldats avaient agi conformément aux ordres et avaient fait l'objet d' - attaques organisées - de la part d'éléments radicaux. Pour le minis-tre, ce regain de violence - et notamment les incidents de perits groupes - extrémistes » décidés à torpiller les initiatives diplomatiques de l'OLP.

L'ouverture d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP suscite toujours des commentaires aigres au Likoud.M. Itzhak Shamir est sorti samedi de son muisme pour dénon-cer avec violence le comportement de Washington. La décision améri-caine constitue, a-t-il dit, un geste · grave, pénible et dur · pour Israël. Coutamier d'un vocabulaire mesuré dès qu'il aborde les relations entre Jérusalem et Washington, M. Shamir a estimé que « l'alliance américano-israélienne serait sou-

mise à rude épreuve ».

« Les Etats-Unis, a-t-il ajouté, ont succombé à la vogue mondiale de sympathie envers les terroristes.» C'est oublier que les gouvernements du Likoud se sont, ces dernières années, systématiquement attachés à torpiller toutes les initiatives amé-

Cette crispation du Likoud ne facilite pas les négociations en cours pour former un gouvernement avec les travaillistes. Du côté de ces derniers, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour porter une appréciation positive sur la décision américaine. Cela fut le cas, dimanche, de la part des «colombes» du parti - ce qui n'est pas étonnant. -

M. Motta Gur, ministre sans porte-feuille et ancien chef d'état-major.

Les travaillistes ont jugé, ce weekend, qu'il leur était impossible de participer à un gouvernement avec le Likond si celui-ci continuait à réclamer la création de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires occupés et refusait de reve-nir sur les dispendieuses promesses faites aux partis religieux.

M. Shamir aurait fait des concessions, lors d'ultimes tractations dans la nuit de dimanche à lundi. Le pre-mier ministre souhaiterait conclure dans la journée du 19 décembre un accord avec le ches travailliste. M. Shimon Pérès, afin de présenter un gouvernement jeudi à la Knesset. ALAIN FRACHON.

## Nous poursuivrons nos attaques contre les «cibles militaires» israéliennes

déclare le numéro deux de l'OLP

Le président égyptien Hosni Moubarak a invité, dissauche 18 décembre, les Israéliens à entamer le dialogue avec POLP en vue de réaliser in paix, rap-porte notre correspondant an porte notre correspondant an Caire, Alexandre Buccianti. Dans une conférence de presse donnée au terme d'un entretien avec M. Yasser Arafat, qui s'est ensuite renda bandi en Autriche, le rais a précisé que les responsables israéliens, comme toutes les autres parties, devaient « faire preuve de souplesse et accepter de faire des sacrifices afin de réaliser la stabilité et la sécurité pour la nation arabe et Israël dans ses frontières ». « La paix coûte très cher et il faut en payer le prix », a-t-il ajouté.

TUNIS de notre correspondant

De passage, samedi 17 décembre, pour quelques heures à Tunis, entre sa visite à Bucarest et le voyage qu'il s'apprétait à entreprendre au Caire, M. Yasser Arafat a estimé que le premier contact américanopalestinien de la veille constituait sur pas juste dans la bonne direc-

M. Arafat, qui parlait devant les très nombreux journalistes venus assister à « la rencontre histori-

que », s'est abstenu d'en divulguer la teneur, dont il venait d'être informé par ses amis. Le dialogue a été engagé, a-t-il rappelé, à la demande des Etats-Unis, « sans la participation desquels aucun règle-ment du conflit ne peut être trouvé », mais qui désormais doivent demourer « neutres ».

Le premier point à discuter, selon lui, doit porter sur la tenue « très rapide » d'une conférence internationale de paix sous les auspices des Nations unies. L'Europe, a-t-il dit, qui a des responsabilités politiques, géographiques et morales », doit avoir un rôle » plus efficace » dans le processus de paix.

Le président de l'OLP, a souligné qu'il approuvait la proposition de M. Dunas de tenir une réunion rapide des cinq membres permanents du Consell de sécurité, pour mettre en route la préparation de la conférence, internationale (Le conférence internationale (le Monde du 17 décembre).

Evoquant le regain de violence dans les territoires occupés ces derniers jours. M. Arafat y a décolé - la preuve qu'Israël veut accroître son agression et se refuse toujours à un règlement juste ».

Je voudrais rappeler à ceux qui parlent de terrorisme que c'est Israel qui le pratique: un terro-risme d'Etat », a ajouté M. Arafat, qui faisait ainsi nettement allusion à l'insistance qu'avait mise, d'entrée de jeu, l'ambassadeur américain Robert Pelletreau sur la renoncia

tion par l'OLP au terrorisme. Cette insistance a d'ailleurs été confirmée par l'un des interiocuteurs palestiniens du diplomate, M. Abdallah Hourani, qui a déclaré à l'Agence Tunis Afrique Presse: « La partie américaine a axé son intervention par les autres du terrorisme de la constitue de la constitu americaine a axe son intervention sur la question du terrorisme dans le souci de satisfaire certaines forces bien déterminées aux Etats-Unis et en Israël et pour justifier le pas franchi en engageant le dialogue avec l'OLP.

M. Arafet a accomé autil fection.

M. Arafat a assuré qu'il ferait « tout ce qui est en son pouvoir » pour empêcher des actions terro-ristes, tout en reconnaissant que le ristes, tout en reconnaissant que le contrôle de certains groupes extrémistes peut lui échapper.

Le président de l'OLP a enfin reconnu que le chemin serait encore long et difficile avant d'arriver à un règlement du conflit. La paix en 1989? « Nous devons lutter pour cela », a-t-il dit. Mais, d'Abou-Dhabi, où il se trouve en visite, M. Salah Khalaf (Abou Iyad), bras droit de M. Arafat à la direction du Fath, a lancé cet avenissement:

Si le président Reagan pense que nous stopperons les attaques contre les cibles militaires israéliennes, alors je lui dis de cesser maintenant le dialogue. Ni les attaques mili-taires ni notre soulèvement historique ne s'arrèteront. Nous poursui-vrons notre lutte jusqu'à ce que le drapeau palestinien flotte sur Jéru-

MICHEL DEURÉ.

## Wahid Gordji réapparaît en Europe

COPENHAGUE

tants de la République islamique

aphères politiques, le président du Parlement, M. Svent Jakobvous prévu avec les envoyés de M. Ellemann-Jensen, s'est avec M. Larijani, à l'exclusion de

CAMILLE OLSEN

## Réunis à Bahrein pour leur neuvième sommet

## Les pays du Golfe examinent leurs relations avec l'Iran et l'Irak

MANAMA

de notre envoyée spéciale

Bahrein a fait peau neuve pour ocueillir le neuvième sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Koweit, Oman et Qatar) qui devait s'ouvrir, lundi 19 décembre, à Manama. Comme de contume, la sécurité est l'objet de tous les soins. Les forces spéciales bahreinies ont pris position depuis plusieurs jours dejà le long des avenues menant à l'hôtel où se tiendra la conférence. Toute circulation y est interdite. Des soldats sont visibles sur les toits et des blindés légers patrouillent dans les rues.

Si les combats entre l'Iran et l'Irak, qui ont été au centre des discussions de tous les sommets du CCG depuis se création en 1981, ont pris fin le 20 zoût, la définition des rapports des pays du Golfe avec ces deux puissances régionales devrait constituer néanmoins l'un des thêmes majeurs de ce neuvième sommet. L'unanimité ne s'est jamais faite au sein du CCG quant aux rap-ports avec l'Iran, un clivage très net opposant notamment Oman et les Emirats arabes unis (EAU), restés proches de l'Iran durant les huit amnées de guerre, à l'Arabie saou-dite et au Kowell, il est vrai durement touchés par Téhéran et favorables à une condamnation de l'attitude iranienne.

Depuis le CCG de décembre 1987, l'Arabie saoudite a d'ailleurs rompu ses relations diplomatiques avec Téhéran, et il a fallu le cessezle-feu d'août pour que Ryad fasse de nouveau un geste en direction de

Après le 20 août, le Koweit, Bahrein et Qatar ont cherché à renouer des relations avec Téhéran. Celles-ci pourraient reprendre un cours normal, au niveau des ambassadeurs, dans les mois à venir. Recevant, en novembre, M. Ali Mohamed Becharati, vice-ministre iranien des affaires étrangères, de retour d'une tournée dans les pays du Golfe, à l'exception de l'Arabie saoudite, le président du Parlement iratien, M. Rafsandjani, avait souhaité un renforcement des relations de l'Iran avec la monarchie pétrolière.

Lors de ces rencontres, M. Becharati avait d'ailleurs fait valoir à ses interlocuteurs qu'il n'était pas nécessaire d'attendre l'application complète de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU pour appli quer d'ores et déjà son point 8, qui prévoit, en consultation avec les Etats de la région, l'adoption de mesures susceptibles de renforcer la stabilité et la sécurité du Golfe.

## Ouvrir une brèche

L'Iran, à maintes renrises, a tenté d'ouvrir une brêche entre le CCG et l'Irak. Lors de la dernière rencontre de l'OPEP à Vienne, le ministre iraconcertation avec les pays du Golfe tendant à une prise de position commune dans le cadre de l'OPEP. Cette offre avait été refusée par l'Arabie saoudite et le Koweit.

Même si la prudence est de règle, l'heure d'un rééquilibrage entre Téhéran et Bagdad a sonné. Mais il n'est pas question que les pays du Golfe, qui ont largement soutenu l'effort de guerre irakien, à la fois par solidarité arabe et aussi en rai-son de la crainte que leur inspiraient

les tentatives d'exportation de la révolution iranienne - notamment vers leurs communautés chites. se rapprochent trop de Téhéran. II ne fait pas de doute cependant que les pays du CCG sont plus impatients que Bagdad - qui se contente pour l'instant fort bien de l'état de cessation des hostilités - de voir se conclure une paix en bonne et due forme entre l'Irak et l'Iran.

Ce n'est que lorsque cette paix sera conclue, estime-t-on ici, que les pays du Golfe seront rassurés quant à leur sécurité, notamment sur les garanties de non-ingérence iranienne dans leurs affaires et sur la sécurité de la navigation dans le Golfe, dont dépendent très largement leurs exportations pétrolières.

## Eventuelle poussée expansionniste

La multiplication, ces dernières semaines, des assurances données aux pays du Golfe par i'Irak, réalfirmant que Bagdad n'avait aucune visée à leur endroit, prouve, d'autre part, s'il en était besoin, que les craintes des pays du Golfe quant à l'éventuelle poussée expansionniste de leur puissant voisin ont refait surface maintenant que Bagdad est débarrassée du fardeau de la guerre.

Sur la question palestinienne, les Etats du CCG n'ont pas de diver-gences. On s'attend qu'ils saluent le dialogue enfin établi entre l'OLP et les Etats-Unis, en réaffirmant leur désir de voir se réunir au plus vite une conférence internationale nour la paix au Proche-Orient. Dans cette perspective, le rapprochement américano-soviétique est suivi de près dans les pays du Golfe. Ils en apprécient pour l'instant les retom-bées sur l'affaire afghane, qui a toujours été une de leurs préoccupa-tions. Pour le CCG, Moscou ne fait plus figure de pestiféré. Seuls l'Ara-bie saoudite et Bahrein n'ont pas encore établi de relations diplomatiques avec l'URSS.

Mais un très pet rapprochement s'est opéré entre Ryad et Moscou et, hormis la question des relations diplomatiques, l'Arabie saoudite entretient des rapports avec l'Union soviétique dans presque tous les domaines. L'émir de Bahrein a reçu, quant à lui, pour la première fois, en juin, un émissaire soviétique, M. Ernest Zverev, venu lui rendre compte du résultat du sommet Reagan-Gorbatchev.

Le problème libanais fera sans doute aussi l'objet de débats dans la mesure où Cheik Zayed, président des Emirats arabes unis, est à l'origine de la demande de convocation d'un sommet extraordinaire arabe sur le Liban.

Le roi Fahd, qui a reçu récem-ment à Ryad le président Assad de Syrie, informera surement ses pairs de la position de Damas, à la fois sur le problème libanais et sur la question de l'éventuelle convocation d'un sommet arabe ordinaire, qui devrait consacrer le retour de l'Égypte au sein de la Ligue arabe. Les pays du Golfe avaient pesé de tout leur poids au sommet arabe d'Amman, en novembre 1987, pour que la décision de renouer avec l'Egypte devienne une affaire bilatérale. On estime aujourd'hui que Damas, sans forcement renouer directement avec Le Caire, ne ferait plus obstacle à la participation du président Moubarak à un sommet arabe.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Détenue en Iran

## Une infirmière française serait menacée d'exécution

été capturée dans les derniers jours des combats entre l'Iran et l'Irak. Selon le récit fait de sa capture per le mouve-ment d'opposition iranien des Mondjaridines du peuple - son mari, Hassan Habibi, est lié à cette organisation, -elle a été faite prisonnière alors que, accomplissant son métier d'infirmière, elle conduisait une ambulance ramo

nant des biessés vers l'arrière. Le 23 juillet, Annie Esbert arrive à Bagdad. Le lendemain, les Moudjahidines lancent leur offensive « Lum éternelle », qui les mènera à plus de 100 kilomètres à l'intérieur du territoire iranien, avant qu'ils ne soient obligés de se replier. Cette attaque sera suivie d'une répression impitoyable de la part du régime.

Toujours selon les Moudjahidines, la eune infirmière conduissit une ambu-

e LIBAN : une organisation islamiste revendique l'enfèvement d'un médecin belge. - Une organisation jusqu'à présent inconnue, l' « l'organisation des soldats du droit » (Jund al-Hago), a revendiqué dimanche 18 décembre le rapt, il y a huit mois su Liben sud, du médecin belge Jan Cools, et l'a accusé d'être un e espion du Mossad », les ser-

vices de renseignements israéliens. Dans un communiqué dactylographié en arabe parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'organisation clandestine. qui tient un discours islamiste, iffirme avoir trouvé en pos docteur Cools, volontaire de l'association caritative norvégienne NOR-WAC, des « documents » prouvant son implication dans des activités

Une commission, affirma le communiqué, doit juger le docteur Cools, enlevé le 21 mai, alors qu'il se rendair du camp palestinien de Rachidivé à la ville, proche, de Tyr. -

**िन्**रास्त्रव अञ्चलका विकास वर्षा करा

Une jeune infirmière française, Annie-Odite Esbert, est prisonnière en l'arrière lorsque, dans la région d'Isla-lran depuis juillet dernier. Agée de mabad — prise puis perdue par les vingt-six ans, originaire d'Aix-en-Provence et mariée à un franien, elle a son véhicule a été touché, le 28 juillet, par une roquette anti-char. Elle même blessée, ella a disparu, avant que des dignitaires du régime n'évoquent, quelques jours plus tard, la capture d'une Française. Torturée, elle risquerait, selon les Mondjahidines, d'être exécutée. Au Quai d'Orsay, on indique sculement être au courant de ce dossier et qu'une « action » a été engagée De son côté, la CICR a égale entrepris des démarches, à la demande

du père de la jeune femme.

de notre correspondante

Wahid Gordji a fait sa réapparition en Europe occidentale. Il accompagnait la délégation iranienne conduite par la viceministre des affaires étrangères, M. Javad Larija rendu, ces jours-ci, à Stockholm et à Copenhague, il semble que les Suédois n'aient pas fait le rsporochement - ou se soient prète du groupe et l'homme qui, en 1987, aveit, pendant des mois, défrayé en France la chro-nique político-judiciaire et fut au centre de la « guerre des ambas-sades », Les Danois étaient à leur tour sur le point de suivre le même chemin, et leur premie

au grand complet, quand brus-quement l'affaire s'est sue, Grâce à qui ? La mystère reste entier. Mais, dès que la

vérité est apparue dans les sen, qui s'est toujours prononcé risme, s'est hâté de trouver un prétexte pour annuler le rendezdes affaires étrangères, contenté d'un strict tête-à-tête toute autre réunion plus large avec ses collaborateurs.

## A TRAVERS LE MONDE

## **Etats-Unis**

Lyndon LaRouche reconnu coupable

d'escroquerie et de fraude fiscale

M. Lyndon LaRouche, dirigeant d'un groupuscule d'extrême droite aux Etats-Unis, a été reconnu coupeble d'escroquerie et de fraude fiscale vendredi 16 décembre par un tribunal fédéral d'Alexandria (Virginia). M. LaRouche, soixanta-six ans, starnel candidat marginal à la Maison Blanche, était depuis plusieurs années l'objet d'attention du FBI sûreté fédérale). Selon l'acta d'accusation, qui concerne également six autres inculpés, il a emprunté quel-que 30 millions de dollars auprès de sympathisants de son mouvement sans avoir jemais eu l'intention de les restituer. Il est également accusé de frauda fiscale pour avoir dissimulé ses revenus dans diverses organisations prête-nom, ce qui lui a permis

de ne pas remplir de déclaration d'impôts depuis 1978. M. LaRouche risque un total de soixante-cinq ans de prison et de 3,25 millions de dols d'amende. La sentence sera rendue le 27 janvier. ~ (AFP.)

## Grèce

## Le projet de budget pour 1989 a été adopté

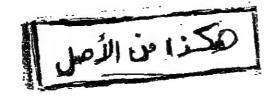
Le Parlement grec a approuvé dimanche soir 18 décembre par 156 voix contre 138 le projet de budget pour 1989. Le premier ministre socialiste, M. Andrées Papandréou, avait engagé l'existence du gouver nement sur cette question. Samedi, dans une intervention radiodiffusée cabinet démissionnerait si le budget n'était pas voté.

Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), au pouvoir, contrôle 157 des 300 sièges de l'Assemblée nationale. Mais catte majorité a été ébrantée ces derniars mois par le scandale Koskotas, du nom de l'homme d'affaires grec, ancien PDG de la Banque de Crète, arrêté récemment aux États-Unis et dont Athènes réclame l'extradition. Il est accusé notemment, d'usage de faux et de détournement de fonds. Beaucoul soupçonnent cet escrec d'avoir béné ficié de protections au plus haut niveau du gouvernement.

Pour M. Papandréou, le vote du

budget constituait un « tournant criti-que pour l'histoire du pays ». Il a affirmé qu'il était décidé à rester aux commandes e jusqu'à la fin », c'està-dire jusqu'aux législatives prévues pour le 18 juin 1989. L'opposition avait demandé des élections antici-pées « immédiates » et le report du débat budgétaire en raison de la gravité de la crise traversée par le pays. Un seul député du PASOK a voté contre le budget. Deux se sont abstenus et quatre autres étaient absents. A l'issue de la discussion, M. Papandréou s'est déclaré « plein de joie et de fierté » et heureux que c la tentative de dé-stabilisation du pays ait échoué ». dé-





MONTRÉAL

de notre correspondant

Le gouvernement du Québec maintisadra l'obligation d'afficher exclusivement en français à l'exté-rieur des commerces tout en permet-tant l'utilisation d'une autre langue à l'imérieur, à la condition que le français y soit prédominant. Un pro-jet de loi en ce sens devait être déposé, lundi 19 décembre, à l'Assemblée nationale du Québec.

La décision du premier ministre, M. Robert Bourassa, répond à un jugement de la Cour suprême du Canada à Ottawa, rendu jeudi der-nier, qui déclarait inconstitutionnels les articles de la « loi 101 » du Ouébec imposant l'affichage commer-cial uniquement en français, à l'inté-rieur et à l'extérieur des magasins.

Pour présenter son projet de loi. M. Bourassa a décidé d'utiliser la clause de dérogation, dite « clause nonobstant », contenue dans la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte québécoise des

La clause nonbostant peut être utilisée par les gouvernements provincianz dans des circonstances exceptionnelles, pour passer outre certaines dispositions de la Charte certaines dispositions de la Charte-canadienne (ou des chartes provin-ciales) des droits et libertés. Or jeudi, la Cour suprême, statuant sur un recours de commerçants anglo-phones, avait estimé que l'affichage uniquement en français violait la

liberté d'expression garantie par les chartes canadienne et québécoise. Il faliait donc se plier ou faire exception. Visiblement très nerveux et presque solennel, M. Bourassa, qui presque solemel, M. Bonrassa, qui s'exprimait dimanche à la télévision québécoise, déclarant « gouverner c'est choisir », à ajouté qu'il avait posé « un choix dans le seus de la solidarité et de notre histoire ».

La « clause nonbostant » utilisée pour maintenir l'affichage unilingue sera d'une durée illimitée et pourra être revue selon l'évolution des événements, a également indiqué M. Bourassa. An nombre de ces événements, pourrait figurer notam-ment la ratification de l'accord constitutionnel du lac Meech conclu en 1987 qui reconnaît au Québec le statut de « société distincte ».

Selon M. Bourassa, cet accord,

s'il est confirmé par toutes les provinces, pourrait éventuellement fournir la protection nécessaire à la sécurité culturelle québécoise. Mais la ratification de cet accord par les deux provinces récalcitrantes, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, est plus que jamais incertaine. Il y a quelques jours, le premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson, a averti son homologue du Québec que l'utilisation de la « clause nonobostant » en matière de politique linguistique serait interprétée comme un geste inamical par le Canada anglais et pourrait remettre en ques-tion l'accord du lac Meech. — (Inté-

PEROU: alors que le chef de l'Etat quitte la direction de son parti

## Le romancier Mario Vargas Llosa est le candidat de la droite à l'élection présidentielle de 1990

LIMA. - Le Front démocratique, Llosa comme son caudidat pour l'élection présidentielle de 1990. L'écrivain (autent de Conversation dans la cathédrale, la Maison verte, la Guerre de la fin du monde, Tante uillard et Histoire de Mayta») avait d'abord assumé, dans les années 60, une position clas-sique d'intellectuel de gauche latinoaméricain. Sa runtura, en 1971. avec Fidel Castro à propos de l'« autocritique » à laquelle avait été astreint le poète cubain dissident Heberto Padilla l'a, peu à peu, ponesé vers des positions conse trices. Sa véritable entrée dans la vie publique péruvienne remonte à 1983, avec sa participation active à une enquête concernant l'assassinat de huit journalistes par des paysans qui avaient cru voir en eux des guérilleres du mouvement maciste Sen-

Mario Vargas Llosa avait été un alliance de trois formations conservéhément contempteur de la nationatrices modérées, a désigné le nalisation des banques péruviennes, en 1987. Lors du r ture, l'écrivain s'est écrié à l'adresse du président Alan Garcia : . Dons l'histoire du Pérou, aucun président n'a déstabilisé le monde du travail comme vous l'avez fait », allusion aux licenciements provoqués par la grave récession en cours, qui s'accompagne d'un taux d'inflation azunel tendant vers les 2 000 %. Cette crise a pour effet de remettre en selle, face à une gauche plus radicale que l'Allinace pour la révolu-tion américaine (APRA, socialdémocrate, parti du président Garcia), et qui a le vent en poupe, les partis proposant des solutions économiques de type libéral.

De son côté, le président Garcia est en difficulté devant le congrès de l'APRA, réuni depuis le 16 décem-bre. M. Garcis a annoscé qu'il se retirait de la présidence de son parti.

# Europe

URSS: les suites du tremblement de terre en Arménie

## Incertitude sur la poursuite des recherches de survivants

La situation dans les zones sinistrées d'Arménie a fait, au cours des dernières quarante-huit heures, l'objet d'informations souvent contradictoires. Rentré dimanche 18 décembre à Moscou, un journaliste de l'AFP rapportait qu'il avait vu les bulldozers commencer ven-dredi les travaux de déblaiement à Spitak, où les opérations de secours étaient arrêtées. La télévision soviétique annonçait cependant qu'une personne avait encore été dégagée vivante des raines le même jour et que les recherches se poursuivaient,

L'agence Tass a pour sa part rendu compte d'une visite du prenier ministre soviétique, M. Ryjkov, dimanche à Spitak, au cours de laquelle un responsable militaire a parlé d'une période de cinq à six jours avant que ne commence le déblaiement des ruines. A Leninalen écalement les efforts se concenkan également, les efforts se concentraient encore samedi sur les endroits où subsistait un espoir de retrouver des survivants et l'on prévoyait de finir les travaux de déblaiement des bâtiments détruits dans une dizaine de jours.

L'agence Tass a d'autre part annoncé samedi soir que le dernier bilan des victimes identifiées et déclarées mortes des suites du tremelement de terre s'établissait à 23 390, ajoutant toutefois qu'un nombre à peu près équivalent de corps sont encore ensevelis sous les décombres. Mardi dernier, le porte-parole du ministère des affaires trangères, M. Guerassimov, avait fait état d'une estimation provisoire de l'ordre de 55 000 morts. Le nombre des sans-abri est maintenant éva-

lué entre cinq cent mille et sept cent

Lors d'une réunion de la commis sion spéciale du bureau politique du PC soviétique chargée de coordon-ner les secours, M. Ryjkov s'est de nouveau indigné de l'inorganisation des autorités locales, déclarant qu'il avait rencontré depuis le séisme des responsables « démobilisés et inca-pables de prendre une quelconque

La tension reste par ailleurs vive à Erevan, où l'on annonce qu'une pro-cédure pénale a été engagée contre les membres du comité Karabakh arrêtés il y a une semaine pour avoir poussé « à l'inimitié » entre les nationalités et répandu » des inventions mensongères ». Evoquant ces arrestations samedi soir à la télévision, le vice-ministre de l'intérieur, M. Vassili Trouchine, a déclaré que « les dirigeants activistes auront ce qu'ils méritent ». L'agence Tass a enfin annoncé avec un mois de retard samedi la condamnation à mort par la Cour suprême de l'URSS d'Ahmed Akhmedov, l'un des trois Azéris accusés d'avoir mené les massacres anti-arméniens de Soumeaît en février dernier. Tass ne précise pas si la sentence a été exécutée. La condamnation d'Akh-medov avait été annoncée dès le 18 novembre de source arménienne.

En ce qui concerne les denx autres Azéris accusés d'avoir participe aux massacres de Soumgan, ligham Ismailov et Iavar Djafarov, le tribumi a décidé un complément d'enquête. — (AFP, AP.)

## Le retour des sauveteurs français

De retour d'Arménie, cent cinquante-quatre pompiers, spécia-listes de la sécurité civile, médecins, civils et militaires, accompagnés de vingt chiens, ont été accueillis, samedi soir 17 décembre, à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, notamment par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joze, et l'ambassa-deur de l'Union soviétique en France, M. Iakov Riabov.

Au total, 499 Français ont été engages dans les opérations de sau-vetage qui ont permis, entre autres, de dégager 15 personnes vivantes des décombres, 13 femmes et

Dans une brève allocation adresée aux sauveteurs, M. Joxe a déclaré: « Au nom du président de la République, du premier ministre et du gouvernement, je tiens à vous dire que la France est fière de vous Je vous remercie et vous félicite. »

De son côté, l'ambassadeur de l'URSS à Paris, M. Riabov, a qualifié de « camarades » ceux qui sont allés en Arménie et sont venus au secours « dans le malheur qui a frappé le peuple soviétique ». « Je vous remercie non seulement, a-t-il dit, parce que, en partant de Paris et en arrivant à Erevan, vous avez apporté votre savoir-faire, votre technologie, vos connaissances, mais aussi le sentiment de tout le peuple français. - «77 pays ont participé aux secours, mais nous n'oublierons jamais que les Fran-çais sont arrivés les premiers sur place », a-t-il conclu sous les applau-dissements, tandis qu'un responsable des mouvements arméniens en

Dimanche, 400 tonnes de vête-ments et de jouets (soit 20000 car-tons) ont été recueillis an cours de la collecte organisée, à la demande des Médecias du monde et de SOS Arménie, dans les 20 mairies d'arrondissement de la capitale, s annoncé dans la soirée la mairie de

Devant le succès de cette opération, M. Jacques Chirac, le maire de Paris, a décidé de la prolonger toute la semaine dans les 20 mairies d'arrondissement durant les beures d'arrongissement durant les beures à d'ouverture (9 heures à 18 heures). La mairie de Paris indique enfin qu'il convient de rappeler aux Parisiens la nécessité d'apporter des vêtements chands pour les enfants.

· Envoi de spécialistes français. — Douze apécialistes français de alsmologie, neotectonique, génis parasiemique, mécanique des sols, et deux ou trois représentants du secrétariat d'Etat aux risques majeurs vont aller en Arménia du 20 au 30 décembre pour sessyer de comprendre les causes de la catastrophe du 7 décembre. Les frais de cette mission sont assumés par le gouverne-ment français et l'UNESCO. Une équipe américaine analogue et, probablement aussi, des spécialistes soviétiques travailleront sur plece

Des sismologues français, avec des sismographes, sont déjà au travail en Arménie depuis le 17 décem-bre. Ils aurveilleront pendant un mois l'agitation tellurique et feront des études de terrain dans la région rava-France lançait aux sauveteurs: gée par le aélame du 7 décembre.

## POLOGNE

## L'opposition met en place un cabinet fantôme

Le « Comité des sourante », com- n'auront pas exprimé leur « volonté prenant les dirigeants du syndicat Solidarité et une centaine d'intellectuels représentant l'opposition modérée polonaise, a décidé, dimanche 18 décembre, à Varsovie, de créer un « comité civique auprès du président de Solidarité Lech Valesa » pour formuler ses propres réponses aux problèmes qui se posent à la Pologne. Cette initiative précédait l'ouverture du 10º plénum du comité central du POUP, le parti communiste polonais, qui doit débattre les 20 et 21 décembre des conditions indispensables » pour meuer à bien la politique de réforme engagée par le gouvernement.

Véritable - cabinet fantôme », le comité civique mis en place autour de Lech Walesa comprend 15 commissions chargées des principanx dossiers, du pluralisme à la protection de l'environnement en passant par l'éducation ou l'agriculture. La résolution adoptée à l'issue de la réunion souligne le refus des partici pants de s'asseoir à une table ronde avec les autorités tant qu'elles

de reconnaître officiellement » Soli-darité.

De son côté, dans un document de trente pages rendu p bureau politique du POUP a renou-velé son appei à l'opposition jugée « raisonnée » pour œuvrer en com-mun à la recherche de solutions. Il y rappelle que les principes essent en cause, notamment le « rôle constitutionnel » du parti au sein de la société. - (AP, AFP, Reuter.)

e ESPAGNE: un policier tué été tué dans un attentat à la voiture piégée, dimanche 18 décembre, dans la localité d'Elbar (province basque de Guipuzcoa), au passage d'un convoi de la police qui devait assurer le service d'ordre lors d'un match de football. Trois autres policiers ont été grièvement blessés. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais la police espagnole l'attribue à l'organisati séparatiste basque ETA. – (AFP.)

## «Vous auriez pu appartenir à la famille royale»

Le petit-fils de Trotski en Union soviétique

MOSCOU

de notre correspondant

Nerveux, les doueniers, qui savaient très bien à qui ils avaient à faire, éplucheient tout, photos de famille, vieilles coupures de presse et livres en toutes les langues. «Là, c'est moi enfant», « ià, c'est mon grand-père », « là, mon oncle », expliqueit, dens un sabir franco anglo-espagnol, ce visitsur mexi-caim du nom de Volkov et cale durait déjà depuis des heures quend d'importants messieurs en civil sont venus danner ordre de

Cinquante-sept ans eprès Favoir quittée à l'âge de cinq ans, le petit-fils de Léon Trotsid a alors pénétré, jeudi 15 décembre 1988, en Union soviétique. Vétu comme s'il n'avait jamais entendu dire que l'hiver ru rigoureux, il a dit : «Eh bien I ca n'a pas beeucoup changé la, et il 'a couru au chevet de sa sceur aînée. Il y avait cinquante-cept ans qu'ils ne s'étaient pas vus. Elle a vécu, elle, la terreur stali-nienne de l'intérieur. Il a vécu, ici, le suicide de leur mère, le mort mystérieuse de leur oncle, l'errance d'une famille proscrits dens une planète sens vise, puis l'assessinat de leur grand-père, au Mexique, en 1940, par un

Elle est marquée, elle, par la peur, une peur qui ne lui a jamais laisse un instant de répit. Il est affecté, lui, d'une distraction foureuse d'homme auquel la vie a appris à survivre en prenent de la distance. Elle ne parle que le russe et il a tout gublié, lui, de leur langue maternelle.

Un cancer le ronge. Le moindre geste est une souffrance. Elle lui a pris la main, l'a carassée, a dit : «La vie aurait pu ne pas nous séparer. » Un interprète a traduit. et la suite ne leur appertient qu'à eux.

La suite est leur, mais Siéva Volkov s'est aussi promené dans Moscou, filmé par une équipe du département vidéo d'Ogoniok, pointe de la perestroika. Trotski n'étent « pas encore » réhabilité, ce matériel ne verre sans doute pas le jour avent qualque temps, mais la rencontre entre le petit-fils du fondateur de l'armée rouge et les jeunes journalistes de la glasnost n'en fut pas moins un grand moment... d'incommunicebilité historique.

Pour oux, il stalt une sorte de prince déchu, descendent d'un ne seurait faire oublier ou'il fut un des maîtres de l'URSS des premières années. Pour lui, il s'agissait de dire que son grand-père n'avait jarmis trahi la révolution,

démonisque dépoint per la pro-pagande de Staline, La jaunesse hâte : tourrer la page de 1817 et entrer dans le vingt et unième siècle, Lui n'avait qu'un désir : témoigner de la fidélité de Trotski aux idéaux de 1917 st contribuer per là à se réhabilita-

## Complicité

La décalage était complet, mais il y avait de chaque côté tant de sincérité qu'il y out très vite une complicité. Dans la pour entrer au mausciée de Lánina, lorsque les journes nardiens aux gueufes de brutes pompeuses aboyaient : « Pas de mains dans les poches I », « Silence I », « Otez vos chapeaux », tous se regardaient avec un même efferement, et estie s'est au demourant révétée contagiouse. Ce jour-là, des Soviétiques ont ri dans la queue, ri autout d'un homme dont ils n'auraient jamais pu imaginer qui il était. Puis, derrière le mausolée, il y

eut un même silence face au buste de Staline et un même haut-le-corps face à la piscue de Vychinski, le procureur des procès de Moscou. «L'histoire aurait pu tourner autrement : vous auriez pu appartenir à la famille royale, fait remarquer un journalista d'Ogoniok. - Me non... - Mais si : regardez les enfants de Brejnev I - Pour Lénine, pour Trotski, pour les bolcheviks, il n'était pes question réaliser les idéaux du commu nieme, le vrai socialieme. »

« Vrai socialisma, vrai socialiame... », murmure un membre de l'équipe tandis que le journeliste continue : « Donc, un bolchevik qui profite de privilèges cesse de l'être ? - S'il y a des privilèges, ce n'est pas le socia-

Cette dernière réponse plaît beaucoup, et le journaliste soviétique explique au corresponde français : « Lui, il a vécu dans la théorie, nous, dans la pratique. » Il y aut un diner avec louri Afaiev, le directeur de l'Institut des archives, pour qui l'auteur de la Révolution trahie sera bientôt. publié en URSS. La fille de Joffé. l'un des plus proches amis de Trotski, était à ce diner. Elle a quatre-vingt-deux ans. Elle a été communiste et elle est aujourd'hui e social-démocrate, »

Siéva Volkov devra repartir mardi - avec une liste de médicaments qu'onne peut se procurer en URSS que contre pote-de-

BERNARD GUETTAL

V.

On des effets les pais ordinaires de toute dictature est l'atomisation de l'opposition quand elle a pu se maintenir. Après son échec au référendum du 5 octobre, le général Pinochet reprend sans doute espoir à observer les convulsions d'une démocratie chrétienne qu'on imaginait volontiers déjà vouée à lini succéder en mars 1990.

CHILI

Les querelles intestines

de la démocratie chrétienne

Ini succéder en mars 1990.

Des élections internes ont eu lieu dans le parti le 25 novembre. Trois tendances se disputaient les suffrages des militants: la conservatrice, dirigée par celui qui depuis quelques mois présidant aux destinées du parti, M. Patricio Aylwin; la progressiste, dont le lesder était le précédent chef de la formation, M. Gabriel Valdes; et une voie médiane, représentée par M. Eduardo Frei – un bomme sans expérience politique comme, mais porteur d'un montrés prestigieux : celui de l'unique président démocrate-chrétien qu'ait comme le Chili, Eduardo Frei précisément (1964-1970), et dont il est le fils.

Le serutin a en lieu comme présu

Le serutin a en lieu comme prévu. Mais de sérieuses présomptions de fraude — ont été relevées, dès le vote achevé, par MM. Valdes et Frei contre l'appareil du parti tenu par des sympa-thisants de M. Aylwin. La victoire à la majorité absolue revendiquée par le président de la DC a ainsi été vivement contestée par ses deux adversaires.

L'affaire est d'autant plus navante que, d'avis général, le vainqueur de ce scrutin devrait normalement être le candidat unique de l'opposition an général Pracchet pour les élections de

Les trois prétendants out, fait savoir qu'ils renonceraient à être proposés, à la mi-janvier, comme unique « candidat à la candidature » auprès de l'ensemble de l'opposition à la dictature,

JEAN-PIERRE CLERC.



YOUGOSLAVIE Le Parti radical

transpational de M. Pannella ne pourra tenir un congrès à Zagreb

BELGRADE de notre correspondant

La Yougoslavie a refusé pour des « raisons juridiques » d'accacillir le congrès du Parti radical transmational (PRT) dont l'un des leaders, M. Marco Pannella, membro du Parlement curopéen, vient de passer trois jours à Belgrade. Le PRT avait l'intention de tenir ce congrès à Zagreb, en Croatie, de 4 au 8 janvier prochain. M. Alexandre Sekulonaies au comité central de la Ligue des communistes, a déclaré à un quotidien belgradois que l'un des principaux objectifs de cette réunion erait d'encourager la création en Yougoslavie d'un système politique pluraliste. M. Sekulovic affirme que le Parti radical italien est « profondément auticommuniste ». Ce s'est pas la première fois, ajoute-t-il, que sous de préteadnes thèses pacifistes, « il essaye de déstabiliser la You-

An cours d'une conférence de presse, M. Pannella a regretté de voir le régime yougoslave répondre par - des accusations et des njures » aux marques d'amitié que le PRT ne cesse de prodiguer à l'égard de la Yougoslavie.

# Europe

URSS: perestroika et désarmement

## La réduction unilatérale des effectifs inquiète les militaires soviétiques

(Suite de la première page.)

THE STATES

M. Marieteurs frança

The state of the s

Er min.

The state of the s

The second second

And the second s

The Water was a second of the second of the

A CONTRACT OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF T

The second of the second

ورواني فالتهيد المهر

The state of the s

CARREST THE REST

ganger of the state of the state of

religion arriva cari

AND RESIDENCE AND LAND

A STATE OF STATE

10 July 2010

10 miles (12 miles 17 miles)

4 - 4 4 F

And Thomas

- La capacité défensive de l'Etat soviétique ne souffre pas de ces réductions », poursuivant le général Lebedev. Deux jours apperavant, le général Lobov, un des principaux responsables de l'état-major, avait pi quest affirmé ou autre profisier du pacte de Varsovie à donnait aussi une précision sur le paraître l'année suivante à la tête

il pliait alors son index comme pour fusiller quelqu'un... »

Aucun nom n'était cité, mais le responsables de l'état-major, avait lui aussi affirmé qu'aucun officier mandant du pacte de Varsovie à l'époque. De fait, Konev fut destitué ou montilement du mandant du pacte de Varsovie à l'époque. De fait, Konev fut destitué ou moralement des réductions ». Il de son poste en avril 1960 pour réap-



nombre des cadres de carrière qui démobilisés : 100 000 hommes, soit un cinquième

La comparaison avec les mesures prises par Khronchtchev il y a bien-tôt vingt-neuf ans s'impose en effet. D'abord parce que c'est le seul pré-cédent. Ensuite parce que cette réduction était encore plus impor-tante qu'anjourd'hui. à la fois en nombre (1 200 000 hommes contre-500 000) et ea proportion un tiers des forces armées devait être démobilisé, contre un dixième aujourd'hui. Et cette réduction s'ajontait à une autre, encore plus importante, effectuée sans être amoncée entre 1955 et 1960.

L'on avait profité aussi de l'occasion pour faire connaître, pour la première et la dernière fois dans l'histoire du régime, les effectifs militaires soviétiques à diverses périodes. En s'abstenant de faire de même dans son discours du 7 décembre, M. Gorbatchev n'a pes poussé la glasnost aussi loin que l'avait fait Khrouchtchev.

Le contexte était d'ailleurs différent, et, dans un sens, plus favorable aux militaires professionnels, puisque la réduction accompagnait une réorientation de la défense vers les indices de technologies modernes et le « tout dans certain nucléaire » : le commandement spécial des fusées stratégiques avait été cial des fusées stratégiques avant ete créé quelques semaines plus tôt, en décembre 1959, et les missiles de tous types, fabriqués à la chaîne — comme de la sancisse », devait dire Khronchtchev — entraient à un dire Khronchtchev — entraient à un dire trace de la nouvelle » posture » de terrain : les chars restaient les charses en medécaires a été chargé, parantese ment à ses activités traditionnelles, de réorganiser — la chaîne de traitement à ses activités traditionnelles, de réorganiser — la chaîne de traitement à un la chaîne de traitement à un la chaîne de traitement à les activités traditionnelles, de réorganiser — la chaîne de traitement de la chaîne de réorganiser — la chaîne de reorganiser — la ch

même proportion qu'aujourd'hai : un cinquième du total) victimes de la démobilisation. Publiant dans Ogoniok cet automne ses souvenirs sur la chute de son père en 1964, Serguel Khrouchtchev cite ce propos de Nikolal Ignatov, un ancien membre de la direction qui complotait alors contre le chef du parti: « Eux aussi en ont assez de Khrouchtch (Khrouchtchev). Les réductions d'effectifs leur sont res-Kirrouchtch (Khrouchtchev). Les nombre de pouts transportables pour réductions d'effectifs leur sont restètes en travers de la garge. Ils supériorité de dix-sept contre un n'attendent que l'occasion de le... Et

## Plus d'avortements que de naissances

Il y a chaque année 20 % de plus d'avortements que de naissances en Union soviétique, où l'on vient d'enregistrer 6 800 000 interrap-

25 000 jeunes filles de moins de dix-sept ans se font avorter, et les avor-tements clandestins entraînent la mort de quielque 600 femmes.

des troupes soviétiques ca Allema-gne, au beau milieu de la crise de Berlin. Et cette crise, bien qu'elle ait été entièrement fomentée par Khrouchtchev, marqua l'enterre-ment de ses projets de détente mili-taire. Il ne fut pratiquement plus question de démobiliser le moindre soldat pendant un quart de siècle...

## La « pesture »

Les conditions sont différentes anjourd'hui, mais ce précédent est tout de même instructif pour M. Gorbatchev, d'autant que celuici n'a pas de solide compensation à offrir à ses militaires. Bien au contraire, le nucléaire est déjà en déclin avec la destruction des SS-20, et la démobilisation actuelle doit aller de pair avec une profonde réorganisation affectant tous les effec-tifs restants : il s'agit de donner au dispositif militaire soviétique la « posture » défensive annoncée par la nonvelle doctrine.

Jusqu'à présent, tous les experts occidentant avaient pris note des bomes intentions affichées par la nouvelle direction, ils enregistraient les indices de reconversion

(c'est ainsi que le ministère chargé de la fabrication des ogives sur le terrain : les chars restaient Malgré cela, les militaires avaient surabondants en RDA et dans les été profondément mécontents, notamment les 250 000 officiers (la notam rouge en Europe, ils étaient même modernisés.

Or, anjourd'hui, il semble que cette posture va enfin devenir réa-lité : le retrait de six divisions blindées d'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie et de Hongrie (sur quinze), de 5 000 chars (soit plus de la moitié de l'effectif stationné dans ces trois pays), ainsi que d'un grand d'Europe) répond visiblement à ce

Tout cela implique de profonds changements à tous les niveaux des forces armées, probablement aussi une réforme du service militaire. Dès la fin d'octobre, M. Gorbatchev avait envisagé une réduction de sa durée (deux ou trois ans actuelled'enregistrer 6 800 000 interraptions de grossesse contre 5 600 000 maissances, a révêlé la Pravda vendredi 16 décembre.

Selon le professeir Vladimi Koulakov, directeur du Centre de recherche national pour la mère et l'enfant, ces chiffres s'expliquent en grande partie par le manque de moyens contraceptifs, difficiles à trouver sur le marché on de manvaise qualité. Chaque année, 25 000 jeunes filles de moins de dix-sept ans se font avorter, et les avortes du respectation qui prévalait à la fin du règne de Staline et à laquelle Khronichtchev avait misse le moins de dix-sept ans se font avorter, et les avortes du rois ans actuellement), et un responsable du ministère de la défense vient d'indiquer que les mesures en cours devraient permettre d'en exempter les étudiants. La mesure ne serait pas très juste, puisqu'elle établirait l'inégaliste de situation qui prévalait à la fin du règne de Staline et à laquelle Khronichtchev avait mis fin. Et l'un versité de Mossept ans se font avorter, et les avorter de la défense vient d'indiquer que les mesures en cours devraient permettre d'en exempter les étudiants. La mesure ne serait pas très juste, puisqu'elle établirait l'inégaliste de situation qui prévalait à la fin du règne de Staline et à laquelle kiné des citoyens devant la conscription, mais elle marquerait le retour à la situation qui prévalait à la fin du règne de Staline et à laquelle kinée de la défense vient d'indiquer que les mesures en cours devraient permettre d'en exempter les étudiants. La mesure ne serait pas très juste, puisqu'elle établirait l'inégaliste, puisqu'elle

Un autre motif pour lequel le chef du parti pourrait en vouloir à ses nilitaires concerne la catastrophe d'Arménie. Tous les témoins sur place ont rapporté l'image cho-quante de militaires présents en grand nombre sur les lieux, mais s'occupant beaucoup plus du maintien de l'ordre que des travaux de déblayage. Or cette passivité contraste avec les services rendus par l'armée dans le désastre de Tchernobyl il y a deux ans : les milisouvent dangereux, dans le combat contre le réacteur et ses radiations, an point d'éclipser, et de loin, le parti et les autres administrations.

On dira que l'armée était naturellement mieux adaptée au risque nucléaire (grâce notamment à ses troupes chimiques, spécialisées dans la décontamination) qu'à celui d'un tremblement de terre et que de toute manière n'importe quelle adminis-tration, dans tout pays, est été débordée par une catastrophe d'une telle ampleur. Mais cela n'enlève telle ampieur. Mais cetà n'enleve rien au rôle qui aurait du revenir aux services de la protection civile, forts en principe (selon les évalua-tions américaines) de 45 000 sol-dats, de 12 000 civils à plein temps et de seize à vingt millions de volontaires à travers tout le pays.

## Réductions de troupes

Ces services sont dirigés au som-met par un vice-ministre de la défense (actuellement le général Governov), ils ont en principe un res-ponsable dans chaque région mili-taire et même dans chaque Républi-que. Pent-être leur tâche principale est-elle d'assurer, en cas de guerre. l'évacuation en bon ordre de la nomenklatoura » vers les abris antinucléaires prévus pour elle 1 500 installations pouvant héberger un peu moins de 200 000 personnes, selon les Américains.

Mais dans ce cas, il est argent de créer, ea prévision des autres catas-trophes, tout de même plus proba-bles que la guerre atomique, l'équi-valent de nos plans ORSEC et des diverses équipes de secours qui ont fait leurs preuves en Arménie.

Dans ce pays où les contrôles démocratiques manquaient cruelle-ment jusqu'à présent, les relations du pouvoir politique avec les mili-taires ont toujours été délicates. Sans aller jusqu'à évoquer le danger « bonapartiste », brandi une scule fois en 1957 contre le maréchal Joukov par un Khrouchtchev qui, paraît-il, voyait dans la présence du général Eisenhower à la Maison Blanche un précédent un peu inquiétant pour lui, on ne saurait se contenter du siogan commode : « Le parti commande aux furils. - Or les militaires subissent de plein fouet aujourd'hui la politique de réformes du secrétaire général : non seule-ment avec les réductions de troupes, sions de maintien de l'ordre qui leur incombent face aux tensions nationales. De quoi, pour eux, se poser quelques questions sur l'avenir et, en quelques questions sur l'avenr et, en attendant, défendre leurs privilèges et prérogatives.

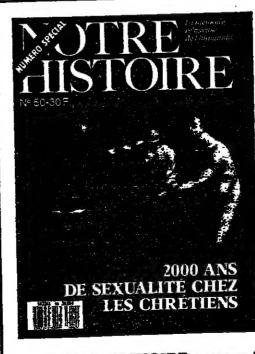
MICHEL TATU.

## Les effectifs de l'armée

	Hommes
1927	586 000
1937	1 433 000
1941	4 207 000
1945	11 365 000
1948	2 874 000
1955	5 763 000
1960	3 623 000
1988	5 096 000
Les données pou	r les ennées

1927 à 1960 correspondent aux chiffres officiels communiqués par Khrouchtchev devant le Soviet suprême de l'URSS le 14 janvier 1960. La réduction annoncée ce jour-là aurait du ramener l'affectif à 2 423 000 hommes deux ans plus tard, mais elle fut suspendue début juillet 1961, au moment de la crise de Berlin. Le chiffre indiqué pour 1988 est celui de l'institut international pour les études stratégiques de Londres (IISS). Il inclut les troupes spéciales des services de la construction, des chemins de fer et de la défense civile, mais exclut les forces de la sécurité d'Etat (KGB) et du minietère de l'intérieur (MVD), ces deux groupes totalisant, toujours selon l'IRS, 570 000 hommes en 1988.





## Un travail d'historiens sur un sujet "délicat".

Les principes et la pratique : les premiers chrétiens avaient déjà tout compris. Le plus vieux commerce du monde. L'homosexualité. La contraception. Les maitresses des rois très chrétiens de la France. Ce que l'on ne dit pas aux filles. Ce que l'on apprend, en latin, au séminaire. Le puritanisme protestant n'est pasce que l'on croit. Les missionnaires face à la polygamie : une morale difficile à exporter. Les prêtres orthodoxes mariés. Héloïse, une chance pour Abélard...

NOTRE HISTOIRE, un numéro spécial à ne pas manquer. 30 F.

هكذا من الأصل

安全 本面 マッカン 10 mg 10 mg

the second of the second المراجعة فتيانيهم المالي

Begin in the Company of the Company areas in the second Secretaries forand the second THE YEAR ...

-Mark to the Control

## La visite de M. Chevardnadze au Japon

## Tokyo se félicite de l'«offensive de charme» soviétique

affaires étrangères, arrivé dimanche 18 décembre à Tokyo, a commencé lundi ses entretiens avec son homologue nispon, M. Uno. M. Chevard-nadze, qui s'entretiendra également avec le premier min M. Takeshita, et son prédécesseur, M. Nakasone, ainsi qu'avec le secrétaire général du Parti libéral-démocrate au pouvoir, M. Abe, s'est rendu au Palais impérial pour signer le registre ouvert en l'honneur de l'empereur Hirohito. Des manifestations d'extrême droite out en lieu à Tokyo contre la visite de M. Chevardusdze. de M. Chevards

TOKYO de notre correspondant

Ce sont les ciscaux migrateurs qui seront les premiers bénéficiaires de la visite au Japon du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, qui est arrivé à Tokyo dimanche 18 décembre. Les deux pays doivent, en effet, ratifier à cette occasion un traité sur la protection des espèces en danger, migrant de Sibérie vers l'Australie, en souffrance depuis quinze ans. Avec un accord sur les échanges culturels, cette ratification sera le principal résultat concret de la visite. Au regard de l'importance des problèmes entre les deux pays, ce résultat peut paraître mince.

En réalité, cette ratification est significative d'un infléchissement de la position de Moscou sur la ques-tion des quatre îles du nord de Hoktion des quaire lles du nord de Hok-katio (ile septentrionale du Japon), occupées depuis la guerre par les Soviétiques et qui constituent la grande hypothèque pesant sur les relations nippo-soviétiques, bloquant en particulier la signature d'un traité de voir sentre les deux part traité de paix entre les deux pays. En 1956, année où le Japon et l'URSS établirent des relations diplomatiques, Moscon se déclara prêt à restituer deux des quatre îles ignature d'un traité de paix. M. Gorbatchev a récemment repris à son compte cette proposition.

 Si les Soviétiques font preuve de la même approche constructive dans tous les domaines, cette visite peut être très positive », estime-t-on au ministère des affaires étrangères. Les Japonais espèrent au « mini-mum » que les Soviétiques accepteront de parier de cette question sans opposer leur habituelle fin de non-recevoir. Plusieurs signes indiquent que Moscou est désormais plus sou-

La visite de M. Chevardnadze an Japon, puis aux Philippines (il ter-minera sa tournée en Corée du Nord) est perçue à Tokyo comme l'expression du souci de Moscou de l'expression du souci de Moscou de donner un volet asiatique à l'offensive diplomatique de M. Gorbatchev. Le dégel sino-soviétique en constitue un premier élément. Une amélioration des rapports avec le Japon et les pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est citations) et les pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est atique) est le second. Les Japonais se félicitent de cette « offensive nais se rencriem de cette " opperave de charme », qui peut se traduire par une détente dans la région ; mais ils restent réservés sur ses consé-quences concrètes. Les « faucons » y ent une tentative de démobili tion de l'opinion publique face à la

Il est clair que les Japonais ne eurs. Ils observent se félicitent des évolutions et des initiatives soviétiques. Ils sont prêts au dialogue, mais ils restent sur leur position: une amélioration substan tielle des relations avec l'URSS passe par un règlement global, sup-posant la signature d'un traité de paix, et donc une solution à la ques-

La réserve des Japonais s'explique par plusieurs raisons. Il existe tout d'abord un antisoviétisme diffus parmi les dirigeants. La vieille génération n'a pas oublié comment l'URSS avait « poignardé dans le dos » le Japon en lui décla-rant la guerre au lendemain d'Hiroshima, en acêt 1945, ni le dédain dont elle fut l'objet lorsque le pays était faible. Sur le plan économique, l'engouement pour le développe-ment de la Sibérie du début des années 70 est largement retombé. Moins intéressés par ce que pent vendre l'URSS, les industriels nippons sont sceptiques sur les chances de succès de la politique de restructuration de M. Gorbatchev.

Le commerce entre le Japon et l'Union soviétique n'est pas négli-geable (5 milliards de dollars en 1987), mais il est en diminution (de PUnion soviétique n'est pas negligeable (5 milliards de dollars en 1987), mais il est en diminution (de 700 millions de dollars par rapport à 1982). L'année dernière, les exportations nippones out été victimes du

suite des violations des règlements du COCOM dont s'était rendue coupable la société Toshiba Machine. Les importations, en revanche, ont augmenté de 19 %.

## Profiter de l'anti-américanisme

Si les industriels nippons attendent que la perestrolka donne des résultats plus concrets, le gouverne-ment, quant à hii, évalue avec cirction la portée des ouvertures de paix de M. Gorbatchev. On note, certes, à Tokyo des signes d'un chan-gement d'attitude des Soviétiques (le départ récent de M. Ivan Kovalenko, responsable de la politique japonaise au sein du PCUS, considéré comme un « dur », est un fait positif). La nouvelle souplesse des Soviétiques sur la question des îles indique, en outre, souligne-t-on à Tokyo, que Moscou prend désormais le Japon plus au sérieux qu'aupara-

Si Moscou entend véritablement réduire la tension en Asie, il ne doit pes seulement faire des déclarations. pas sentement tante des documentants, mais réviser sa politique antérieure, qui a consisté à renforcer sa pré-sence militaire dans la région, souli-gne un diplomate japonais (200 000 hommes un tiers de l'arre-(900 000 ho mmes, un tiers de l'arsenal nucléaire, 840 navires et 140 sous-marin). Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan pourrait se traduire, estiment certains experts, par le renforcement du front Pacifique : des chars auraient notamment été transférés à Sakhaline. Pour M. Makoto Momoi, ancien directeur de l'Institut de défense, « dans le Pacifique, la menace soviétique est essentielle-ment navale, et il n'est prévu aucune réduction en ce domaine. Au

contraire, les Soviétiques cherchent à renforcer leurs bases : il est possible qu'ils utilisent le port de Kompong-Som au Cambodge, d'où partit, en 1941, l'attaque japonaise sur la Maiaisie et Singapour ».

Un anti-américanisme diffus favorise les initiatives de Moscou en Corée, mais aussi aux Philippines. où se rendra M. Chevarda après le Japon. La récente visite du ministre des affaires étrangères philippin, M. Manglapus, à Hanoi, est significative de la tentative de Manille, qui vient de renouveler le traité sur les bases américaines aux Philippines, de renforcer ses liens avec la région, comme de son souci de prendre une certaine distance avec Washington. Le ministre vou-lait sonder les Vietnamiens sur la proposition de M. Gorbatchev de retirer ses forces de la base de Cam-Ranh si les Etats-Unis en faisaient autant aux Philippines.

A Manille, M. Chevardnadze proposera au gouvernement Aquino un accord d'utilisation par les navires soviétiques des installations portnaires philippines. Une initiative à laquelle Washington est hostile dans la mesure où elle faciliterait les activités de renseignement des Soviétiques près de leur base navale de Subie.

Dans un souci d'affirmer leur indépendance, les Philippins pour-raient être tentés par la proposition de M. Chevardnadze, Les liens qu'entretiennent les Soviétiques avec la rébellion communiste pour-raient cependant dissuader Manille d'aller trop loin. A moins que les Soviétiques ne coupent les ponts avec la rébellion, comme l'ont fait les Chinois au milieu des années 70, afin d'établir des relations diplomatiques avec les Philippines.

PHILIPPE PONS.

## CAMBODGE

## Les «bons mots» du prince Sihanouk contre ses «fils dévoyés»

Après une longue abence, le prince Sitienouk a fait samedi 17 décembre sa réapparition devant les médies. A l'occasion du congrès à Parie de son mouvement, le FUNCINPEC, avec sa verve coutumière, le prince a réglé avec férocité leur compte à ses adversaires et rappelé ses termes d'une solution du problème cam-bodgien. Parlant pendant trois heures devent un perterre de pertisane, de diplomates et de jour-nalistes ravis, celui qui se défend d'être un « prince changeant » « Ce sont les autres qui ont changé, pas moi », affirme-t-il — a réalisé de sa voix stridente un de ces « one man's show a dont il

La première victime de ses sarcosmes a été le chef du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, qu'il a rencontré à trois reprises en un an en France. M. Hun Sen est tour à tour qualifié de « Quisling qui n'a même pas le classe d'un Lavai », de « traître et valet des Vietnemiens », d'ancien « Khmer rouge responsable du génocide », accusé de « s'être servi de moi pour assecir an légitimité haustante ». « Je no me laisserai pas séduire par ce bor-gne (...) qui m'a trompé et qui veuz que le Cambodge reste une colonie vietnamienne à jamais. » En conséquence, « je ne le recevrei plus tent qu'il n'acceptera pas mon programme en cinq points (1). C'est à prendre ou à

Le prince, qui avait reçu deux jours plus tôt le chef des Khmers rouges - « C'est un assassin mais pas un traître a, — aveit commoncé par faire l'éloge de cas alliés encombrants, « inhumains mais intelligents ». Confronté aux propos tenus par M. Kieu Sam-

phan, qui a affirmé que le prince était « au-dessus des contingences » comme les violations des droits de l'homme, celui-ci s'est déchaîné. Tel un diable sorti de sa boîta, il s'est écrié : « On veut faire de moi un Le Pen evec cette histoire de détail ! (...) Mon armée se bat sur deux fronts, contre les Khmers rouges et les

## « Je seis le papa!»

Mais « il faut tenir compte des réalitée. Depuis dix ans, les Vietnamiene n'ont pas réussi à les él-miner (...). On ne vit pas dens des rôves. Si on veut la paix, il faut rassembler tous les Khmers, par une réconciliation nationale (...). Je auis le papa de tout le monde et un fils un pau dévoyé est quand même un fils 1 (...) Après le départ des Vietnamiens, nous aurone des élections sous contrôle des Nations unies. Je n'ai pas à antic-per si le peuple rejettera les Khmers rouges. Si vous voulez vous en déberrasser, dites aux Cambodgiens de le faire par leurs votes (...). Nous ne sommes pas des Khmers rouges, nous ne vou-lons éléminer physiquement per-sonne. Nous voulons seulement les rendre mains aruels. Faut-il en faire des hors-le-loi qui empê raient le reconstruction du Cembodge ? # « M. Hun Sen viole aussi les droits de l'homme avec ses prisons et ses Auschwitz. Or je n'entends personne qui me demende de l'éliminer i s

Le prince a destiné sa volée de bois vert suivante aux Vietnamiens, « qui craignent le paix. Ils l'eau quend ils sont en guerre. En

faire de la paix, et ils ont fait la guerre au Cambodge ». Mais, en dépit de tous leurs défauts, ils sont si e fiers, courageux et intelligents » qu'il ne croit pas qu'un accord sino-soviétique puisse les contraindre à quitter le Cambodge. Il faut donc se battre, avec le soutien de Pékin et des Occidentaux, dont il détaille l'aide militaire sans donner les noms des fournisseurs mais en citant per exemple cun pays qui est membre de la CEE mais qui ne parle pas français ». Devinez ? C'est la Grande-Bretagne de

M~ Thatcher ! Que souhaite donc le prince, qui « se place au-dessus des feçtions » ? Réconcilier à Paris ses trois enfants « dévoyés » dans une conférence internationale sous l'égide de l'ONU, où il espère trouver une solution à un drame qui dure depuis 1970. Cet objectif n'exclut pas quelques bons mots, comme ce « Me demander de dire à le Chine de cesser d'aider les Khmers rouges, c'est comme de demander aux Français de supprimer le père Noti », ou cet appel au Guide Michelin pour qu'il rende sa deuxième étails à l'Hostellerie du château à Fère-en-Tardenois où il a par deux fois rencontré M. Hun

## PATRICE DE BEERL

(1) Accepté par les Khmers rouges et les nationalistes de M. Son Sann, ce plan prévoit un calendrier précis du retrait des troupes violza-mieuses; le démantèlement des deux régimes, khmer rouge et pro-vietnamies; des élections sous courrèle international; le formation d'un sonvernement provisoire et

## CHINE: à la veille du voyage de M. Gandhi

## Des étudiants tibétains ont manifesté pour la première fois à Pékin

de notre correspondant

Moins de vingt-quatre heures avant que le premier ministre indien, M. Rajiv Gasdhi, ne pose le pied, lundi 19 décembre, à Pétan, l'agitation tibétaine a fait une apparition, numériquement modeste mais politiquement embarrassante pour le gouvernement, au cœur de sa capi-tale. Soixante dix étudiants d'ori-gine tibétaine, selon le chiffre offi-ciel, ont tenté de manifester aux abords de la place Tiananmen pour protester coutre la mort de leurs compatriotes le 10 décembre à Lhassa. Ils venaient pour la plupart de l'Institut des minorités, dans la

banlieue nord-ouest de la ville. Leur tentative n'avait pas été annoncée à l'avance, mais quelques étrangers en ont été témoins par hasard. S'abstenant de revendiquer l'indépendance du Tibert, les étudiants se bonaient à scander: « Ils ont tué nos comurades ! » en chinois et en anglais et exigeaient que les droits de l'homme soient appliqués sur le « toit du monde ».

Un bref communiqué de l'Agence Chine nouvelle a annoncé que les étudiants avaient été « persuadés » de regagner leur établissement à bord des autobus gracieusement dépêchés par celui-ci. Ils avaient négligé de déposer, dans le délai légal de dix jours, une demande d'autorisation de manifester, au denœurant irrecovable : les manifesterations sur la voie publique sont interdites à Pékin depuis la crise estudiantine, il y a deux ans. On ignore si des arrestations ont été opérées.

### Brutalités policières

Parmi les témoins, un correspondant américain d'un quotidien de Hongkong, le South China Morning Post, a goûté des méthodes poli-cières de moins en moins exceptionnelles : prises de « kung-fu » à la Bruce Lee, interrogatoire, libération après confiscation de son carnet de notes. On lui reproche d'avoir enfreint les ordres des policiers qui saivaient le cortège, en tentant d'engager la conversation avec les étudiants, ainsi que d'avoir... foulé une pelouse interdite aux piétons.

Cette manifestation est plus grave pour Pékin que ne le suggère le nombre des participants. En quatre décennies de régime socialiste, c'est la première fois que la capitale chinoise est le théâtre d'une telle tentative de la part des membres d'une des minorités consées avoir été libérées du joug féodal.

libérées du joug féodal.

En outre, les étudiants tibétains qui effectuent des études en université chinoise sont ceux-là même sur qui les autorités comptent pour former une infrastructure administrative docile. Ils repoivent un endoctrinement intensif, dont on peut supposer qu'il s'est encore accru depuis les émeutes de Lhassa. Le fait qu'ils aient cherché à metre à profit le calendrier diplomatique sino-indien montre leur capacité de résistance à l'effort d'assimilation.

L'Inde, à qui la Chine reproche

L'Inde, à qui la Chine reproche oujours d'avoir donné asile au dala}toujours d'avoir donné asile au dalatlama après le soulèvement de 1959,
se retrouve dans une position délicate à l'anbe d'une visite présentée
des deux côtés comme historique.
Pékin, tout en répétant cette critique à M. Gandhi, peut lui demander
en sous main d'aider à nouer le dislogue avec le « dice-roi». Mais la
chef du gouvernement indien ne
veut nullement paraître forcer ce
dernier à des compromis qu'une aile
radicale des exilés tibétains ne comprendrait pas. Enfin et surtout,
M. Gandhi peut s'interroger sur des
points de vue de la direction chinoise
quant à la politique à suivre désormais au Tibet, après l'échec patent
de la manière forte.

FRANCIS DERON.

FRANCIS DERON.

## VANUATU: imbroglio politique à Port-Vila

## Le premier ministre a fait arrêter les dirigeants de l'opposition et assigner à résidence le chef de l'Etat

NOUMÉA

de notre correspondant

La crise politique qui seconait le Vanuatu ces derniers mois (le Monde du 17 novembre) vient de commitre un nouveau rebondissement avec l'assignation à résidence, handi 19 décembre, du président de la République, M. George Solomanu, et l'arrestation, dimanche, des principant dirigeants de l'opposition, parmi lesqueis MM. Barak Sopé et Maxime Carlot, respectivement chefs du Parti progressiste mélanésien (PPM) et de l'Union des partis modérés (UPM).

Cette offensive générale du gos-

Cette offensive générale du gos-vernement du pasteur Walter Lini intervient une semaine après les élec-tions partielles du 12 décembre, marquées par un fort taux d'abstention (36,5 %), à la suite des consignes de boycottage laucées par l'opposition. Ce scrutin a plongé l'archipel de Vanuatu - l'ancien condominium

franco-britannique des Nouvelles-Hébrides – dans un conflit de légiti-mité. Passant outre aux taux d'abstention, le Parlement, contrôlé per la formation au pouvoir, le Vanuat Pati, s'est réuni sans turder vendredi, en session budgétaire normale, tindis que les unités des forces mobiles qua

rillaient la capitale, Port-Vila. De son côté, l'opposition recevais en précieux soutien en la personne du président Sokomann, qui prononçait a dissolution du Parlement et annoncait le formation d'un gouvernement intérimaire chargé de gérer les affaires courantes en attendant de nouvelles élections générales en février 1989. M. Barak Sopé était nommé premier ministre par intérim et M. Carlot vice-premier ministre.

Cette initiative a été visoureus ment rejetée par le pasteur l.ini, qui conteste au président le droit consti-tutionnel de dissondre le Parlement et de constituer un gouvernement. La Cour suprême, saisie lundi du comentieux, hi a donné raison.

Selon diverses sources locales, un calme apparent régnait lundi après-midi à Port-Vila. Mais les autorités ont maintenn un dispositif de sécu-rité omniprésent devant l'Assemblée et les édifices publics afin de dissuader les partisans de MM. Sopé et Carlot de tout attroupement. Les trois villages périphériques de la capitale – Erakor, Isira et Pango, – fiels de l'opposition, seraient toute-

fois en proie à une certaine fébrilité. M. Sopé, jusqu'à récemment secrétaire géaéral du parti au pouvoir, et qui avait l'ambition de remplacer M. Lini, s'est allié avec l'opposition francophone de M. Carlot. Tons deux sont, en effet, originaires Tons deux sont, en effet, originaires de ces villages où persiste une agitation fondée sur des confitis agraires avec le gouversement. A la traditionnelle rivalité entre francophones et anglophones, et entre catholiques et protestants, a saccédé une opposition sur des bases régionales et des ambitions pérsonnelles, qui risquent de bouleverser la relative stabilité qui avait fini par s'instaurer dans l'archipel, déjà menacé par des monvements sécessionsistes en 1980.

FRÉDÈRIC BOBIN.



No.

## **Afrique**

## RWANDA: après les massacres d'août

## La majorité des réfugiés burundais sont rentrés chez eux

KIGALI de notre envoyée spéciale

L'immense majorité des paysans burandais, réfugiés au Rwanda après les massacres interethniques du mois d'août, sont, aujourd'hui, rentrès chez eux. Selon la délégation du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) à Kigali, le nombre de Burundais recensés dans l'ensemble des camps de la région de Butare s'élevait, à la mi-décembre, à trois mille quatre cent soixante-tois persounes au lieu des quelque soirante-trois mille comptabilisés en septem-bre. Sur les cinq sites d'accueil installés au départ, deux ont été

fermés. Il semble cependant que le retour des réfugiés donne lieu à des inci-dents. Plusieurs dizzines d'entre

parlent, euz, de - soixante à soixante-dix personnes ». Dans les milieux chrétiens, on avance le chiffre - beaucoup plus précis - de trois cent vingt-huit personnes revennes au Rwanda pour échapper aux représailles de l'armée burundaise. Selon des témoignages recueillis

- (Publicité) -CÉOPOLITIQUE AFRICAINE

COOPERATION:

LE SYSTÈME DE L'ALLEMAGNE

FEDERALE 6 & 8, square Sainte-Croix de la Bretomière, 75004 Paris ca vente en librairie он рыг согтехроподанов contre 90 F au « livre poste »

2, me H. Heine, 75016.

plusieurs paysans de l'ethnie hutue auraient été assassinés au cours de raids nocturnes. D'autres auraient été arrêtés et emprisonnés dans le sud du pays, Enfin, l'armée burun-daise – qui reste dominée par l'eth-nie minoritaire des Tutsis – patrouillerait sans relâche le long de la frontière pour prévenir tout dépla-

Bien qu'inquiétantes, ces informa-tions, démenties par le gouverne-ment burandais, doivent être considérées avec la plus grande prudence : « Nous ne disposons, actuellement, d'aucun élément qui nous permette de confirmer ou de démentir ces témoignages » indi-quent, en substance, les organisa-tions humanitaires concernées. La Croix-Rouge rwandaise affirme, quant à elle, « ne pas être au courant de ces rumeurs ».

Lors d'une récente conférence de presse à Nairobi, le premier ministre du Burondi, M. Adrien Sibonama — d'origine luttue comme plus de la moitié du nouveas gouvernement désigné fin octobre — s'était montré

extrêmement serein concernant l'avenir de son pays. Tout en admet tant qu'une soixantaine de personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur les massacres perpétrés dans le nord du Burundi M. Sibomana a défendu le rôle joué par l'armée an cours des « évênements - du mois d'afit. Il semble qu'aucun militaire ne figure dans la liste actuelle des suspects empri-

CATHERINE SIMON.

• NIGERIA : libération de l'ancien président Buhari. -L'ancien chef de l'Etat nigérien, l'exgénéral Muhammadu Buhari, a été libére, mercradi 14 décembre, de la prison de Benin-City où il était détenu depuis le 27 août 1985, jour de sa destitution par le général librahim Babangids. Son adjoint, l'exgénéral Tunde Idlagbon, bénéfic

حكذا من الأصل

Les centristes sont en passe de res slogan de leurs aucêtres MRP : « Ni à droite, ni à ganche, en avant! » En avant au Parlement! En avant derrière M. Pierre Méhaignerie! En avant pour les municipales! En avant pour les élections **CHTODéennes!** 

Le conseil politique du CDS rémi à bais clos, samedi 17 décembre, aura permis aux dirigeants de ce parti - qui commençaient sur ce point à

l'ancien député de Seine-Saint-Denis, M. Jean-Jacques Salles, a parlé de « la belle aventure de l'UDC » profitable à la démocratie parlementaire, efficace en matière de « retombées de presse » et indispensable pour marquer « l'indépen-dance vis-à-vis de l'UDF ».

du prince Sin.

Ills dévoyés,

100

To have been

The same and the s

Land to State

-

The state of the s

Section 2 Sectio

44 a

を できる できる できる

40 17

FA\*EE

The state of the s White the same of the same of

--

-

-

The Marin Law on

the same of the same

神经子 地名 2 年

-

意味 かん を ではっち

Charles and the said

The Property of the same

Later - single days

the service in

-

Service Many Super

-

THE SHE SHAPESTER . THE

----

-

STREET, SOUTHER TO SE

THE THE PARTY OF THE

THE RESIDENCE

STATE OF PARTY

The same of the same of

The second of the party

Mary Mary Mary

-

Military de colema ya

The state of

The same of the same of

The state of the same

海岸では ・パー・ニー

100 mg - 1 mg - 1 mg

Miles of Lange of

Transfer State Land

Mary and Assessed to

Married Street, Street

----

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Francisco . .

Mr. A. Sandania Com.

المها شواء التهمومية وكالم

Trave was select

and the

i<del>- in</del>

neglection of the second

A regarded that is the

-

· \*\*\*\*\*

---

----Sec. 4 4321.21

--

repaired that is a second of

Special Special Special N. 1

The same of the sa

water ministry a faller

arante de l'opposin

er à residence le chés

Section Charles

M. Jacques Barrot n'a pas hésité pour sa part à parler de « bilan élo-quent », relevant que les centristes avaient effectivement contribué à redonner vie au Parlement » en ne se contentant pas - de déclarer avec Laurent Fabius et Philippe Séguin : s'il te plait, Michel Rocard, saismoi un dessein! - « Ne craignons pas de gêner, a renchéri M. Bernard. Stasi. Prenons le risque d'être incompris. Soyons plus offensifs, faisons des propositions l' Notre voie est difficile, a comela sur ce point M. Méhaignerie, mais elle est

En avant derrière M. Méhaigne-

rie! Le président du CDS n'est plus. militants se sont félicités de le voir enfin accéder - au top ziveau - des médias. M. Bernard Besson a déclaré que « l'UDC existait grâce au courage de Pierre Méhaignerie ». Le Marseillais Jean Chelini a fait beaucoup rire en développant cette thèse: « A Marzeille, on disait hier de Chelini, c'est un and de Gaudin! Avouez que c'est un peu court comme définition politique! Nous étions les enfants naturels de la démocratie chrétienne. Nous sommes maintenant, ses enfants légitimes. Notre père, c'est Pierre Méhaignerie. Noure pare, com la consideraignerie. Aujourd'hui, on dit :
Chelini, c'est celui qui est avec
Méhaignerie. Tout le monde comprend et approuvre. »

Mais l'hommage le plus spectaculaire a été rendu par M. Barrot, souimmédiatement à ce qu'il a appelé « les bayardages médiocres et jaloux », rapportant consines tonsions entre le président du CDS et son secrétaire général : « Dès lors que Pierre Méhaignerie préside le mouvement et le groupe parlemen-taire, s'est félicité M. Barrot, nous pouvons avoir la certitude qu'il est en mesure d'incarner le centrisme et de le conduire jusqu'aux marches d'une élection présidentielle. >

En gyant pour les municipales! Notant que le CDS disposait d'autant de villes de plus de treate mille habitants que le PR (dixsept). M. Méhaignetie a donné pour consigne à ses amis de « maintenir port de forces le plus d'u

nourrir quelques frayeurs - d'enregistrer avec satisfaction que leurs troupes de province les suivaient, voire qu'elles les précédaient dans ce grand élan d'autonomie et d'enthousiasme qui les anime depuis six mois. Il ne s'est ainsi pas trouvé une scale voix pour remettre en cause la création. le mode de fonctionnement et de vote du groupe

l'engagement des jeunes et des femmes. Il leur a sunsi donné trois thèmes de campagne : « plus d'emploi », « moins d'impôts », « le développement de l'humanisme au

En gyant pour les élections euro-péennes! Même ni le mot d'ordre est d'en parler publiquement le moins possible jusqu'air rendez-vous des municipales, les cadres CDS en ont municipales, les cadres CDS en ont beaucoup causé entre eux, samedi. Ces élections restent pour les cen-tristes l'échéance la plus importante. D'abord parce qu'elles viendront après le cougrès, préva en avril, que beaucoup dans leurs rangs annon-cent déjà comme historique. Car il a été dit et répété que ce congrès serait celui de l'élargissement, de l'ouverture à tout le centre et de la l'ouverture à tout le centre et de la maturité. « Nous devons élargir le centre par un rassemblement de ceux qui nous sont proches - a releve M. Stasi « Notre ambition est d'être une force majoritaire et pas une force d'appoint, 2 assuré M. Méhaigneria cale M. Méhaignerie, cela passera par un élargissement de notre parti ».

M. Barrot a souhaité, quant à lui. que ce congrès soit l'occasion d'un remorcement de l'organisation et de la vie démocratique au sein du CDS « pour ne pas risquer de deventr un hall des pas perdus où se rassembleraient quelques opportunistes pour le temps où le centre fait

## « Divisions

Ces élections européennes seront missi déterminantes pour les cen-tristes parce qu'elles devraient, selon eux, favoriser tous les reclassements et tous les éclaircissements nécessaires. Le CDS, a précisé M. Barrot, demandera au président de la Répu-blique et au Parti socialiste de «choisir entre la complicité avec le PC et les nécessités de la construotion européenne» et au RPR de se déterminer clairement - entre un refus frileux prisonnier des corpo-ratismes et les exigences d'une Europe ouverte » et à l'UDF de i nhuiser utilement la conjugaison de ses options nationales et des impératifs d'une Europe qui ne soit pas seulement celle d'une élite». Ces élections européennes seront déterminantes, a conclu encore M. Barrot, « parce que 1989 doit être pour nous l'occasion unique de monorer au monde qu'll existe une vision centriste de l'Europe ».

Rendant compte de ce conseil possible avec les partenaires de que le débat sur la composition des

Pour ou contre M. Barre

donner une définition trop restric-

de l'UDC à l'Assemblée nationale.

Résumant le sentiment général, l'UDF et du RPR -, en privilégiant futures listes aux européennes était prématuré ». Le CDS arrê-tera sa décision lors de son congrès, ou, s'il y a résurgence, avant avril, lors d'un conseil politique extraordi-naire. A l'unanimité de ses membres, moins une abstention, le conseil politique de samedi a approuvé cette façon de faire. Reste que l'idée d'une liste centriste auto-nome conduite par M. Méhaigperie — pas une fois le nom de mone Veil ne fut évoqué ni invoqué - paraît faire de plus en plus de chemin. « Ne jouons plus placés, jouous gagnants », a lancé M. Chelini. Une phrase maintes fois reprise par d'autres intervenants et qui peut résumer l'état d'esprit général des centristes sur la ques-tion. Parlementaire européen, M. Michel Debatisse a noté qu'une liste centriste française était très attendue à l'étranger ». Toujours un peu en avance sur la musique, les jeunes centristes pous-sent pour la liste autonome.

Le secrétaire général des JDS, M. Bernard Sanénès a rejeté « la liste unique qui serait le triomphe du compromis » et a expliqué qu'il était indispensable « de faire la part entre les Européens convaincus et ceux qui le sont moins ». « Des divisions chez les uns, a-t-il conclu, des dinosaures chez les autres, seule une liste centriste conduite par M. Méhaignerie serait novatrice ».

En réalité, les centristes sont sûrs aujourd'hui d'une chose : ils ne veulent à aucun prix d'une liste unique avec le RPR. M. Bosson, l'ancien ministre délégué aux affaires euro-péennes et chargé par M. Giscard d'Estaing d'un rapport sur la ques-tion, a indiqué qu'il était, lui aussi, hostile à une liste unique - en raison du RPR qui, malgré ses progrès, demeure ambigu, hostile à l'Europe ». Mais il redoute aussi qu'une liste UDF ne permette pas aux centristes de faire passer leur vrai message : « servir l'Europe au lieu de s'en servir ».

Les centristes veulent exister et n'out apparemment pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. «L'année 1988 a été l'année de notre notoriésé. 1989 sera celle de notre affirmation », a lancé en guise de vœux de bonne année M. Barrot. Nous ne nous laisserons pas intimider par les coups de gueule des militants boutefeux en mal de revanche ni par les morceaux de bravoure d'états-majors en déclin. »

18 décembre, interrogé sur le

rafus de M. Raymond Barra de

voter la motion de censure contre

le gouvernement, a estimé :

« La logique de la Vª République

veut que l'on appartienne à la

majorité ou à l'opposition. On ne

Un avertissement qui, dans la perspective de ces élections européennes, a presque valeur d'engage-ment ferme et définitif.

DANIEL CARTON.

## Le RPR fixe sa doctrine « sans complexe et avec conviction »

été promptement réglée samedi 17 décembre par le Comité central du mouvement (le Monde du 17 décembre) bien que celle-ci apporte de sensibles modifications à l'esprit plus encore qu'aux structures du parti fondé par M. Chirac, le 5 décembre 1976. En effet, la généralisation de la règle démocratique à tous les échelons, la possibilité de soumettre le secrétaire général à une éventuelle censure du conseil national et un mandat de trois ans accordé au président par le vote des assises regroupant les adhérents, constituaient des réformes auxquelles les plus conservateurs ne pourraient décemment s'opposer et pourraient decemment s'opposer et auxquelles les « rénovateurs » ne pouvaient qu'adhèrer. M. Juppé, secrétaire général, a donc obtenu au regard de la cohésion du mouvement un réel succès puisque tous les délé-gués, y compris M. Philippe Séguin, ont approuvé ce projet de réforme Les « rénovateurs » n'ont plus de raisons de contester la nouvelle direction du monvement, convenzient-ils eux-mêmes.

L'unanimité s'est également réali-L'unanimité s'est également réali-sée (à la seule exception d'un délé-gué, M. Léon Boutbien, ancien député SFIO) pour la définition de la ligne politique du RPR en ce qui concerne l'Europe. Cette opération-là a été conduite par M. Edouard Balladur (le Monde daté 18-19 décembre). Se prononçant pour la construction de l'Europe, cons la construction de l'Europe « sans complexe et avec conviction », l'ancien ministre d'Etat a fait adop-ter vingt propositions (lire par ailter vingt propositions (tire par ail-leurs) qui tendent à démontrer qu'e il y a cohérence à être ambi-tieux à la fois pour la France et pour l'Europe ». Il souligne aussi que la réalisation du marché unique de 1993 ne doit pas se limiter au demisse focusione mais consecudomaine économique mais concerner aussi ceux de la fiscalité, de la monnaie, du social, de la famille et encore toucher à la culture, à la défense, à l'aide au tiers-monde et aux relations avec « l'autre Europe », c'est-à dire celle de l'Est.

Le RPR, par la voix de M. Balla-dur, soutenu par M. Chirac, a anssi formulé des propositions concrètes concernant les institutions européennes : désignation par les chefs d'Etat et de gouvernement, pour deux ans, du président du conseil européen et des présidents des conseils des ministres, renforcement des pouvoirs de contrôle du Parle-ment européen sur le budget et les dépenses de la Communauté.

## de cinq ans

Bien que, sur ces derniers sujets, il fasse quelques différences avec le projet de l'UDF, qui propose notam-ment un mandat de cinq ans pour le président du Conseil de l'Europe, on estimait au RPR qu'il ne s'agissait là que de nuances sur lesquelles un accord pourrait sans difficultés être obtenu... pour peu qu'en existe la volonté!

Le RPR s'est en effet attaché à être irréprochable dans deux domaines : d'une part, sa volonté de faire progresser la construction eurosans négliger les intérêts de la France et, d'autre part, la réaffir mation de son sonci d'union de

• M. René Couveinhee, député (RPR), quitte le conseil général de l'Hérault. - Le Conseil constitutionde La Grande-Motte, M. René Couveinhes, comme député de l'Hérault, celui-ci, en vertu de la loi sur le cumul de conseiller général pour conserver celui de premier vice-président délégué du conseil régional du Languedoc-Roussillon. M. Jean-Pierre Grand, maire de Castelnau-le-Lez (Hérault), qui est conseiller du cabinet de M. Chaban-Deimas, pourrait être le candidat RPR pour le

conseil général. ◆ PR : la nouvelle « bande à Léo ». - Complétant le nouvel organigramme du Parti républicain, M. François Léotard a procédé mercredi 14 décembre à la désignation de huit conseillers perticuliers. Il s'agit de MM. Michel Boyon, Michel Calzaroni, Jean-François Deniau, André Giraud, Raymond Marcellin José Rossi, Philippe Vasseur et Patrick Wajsman. M. Renaud Bonnedieu de Vabres a été maintenu à son poste de directeur de cabinet.

## Autran Dourado LA MORT **EN EFFIGIE**

Une relecture baroque du mythe de Phèdre

₹ Diff. COE/SODIS Editions A.M. Métailié

La réforme des statuts du RPR a l'ensemble de l'opposition en mon-té promptement réglée samedi trant que ses convictions europécanes sont aussi grandes que celles de ses partenaires. Ces derniers sont maintenant en possession de trois documents (le discours-programme de M. Balladur, les vingt propositions et une résolution votée par le comité central) qui constituent la base de la doctrine au RPR pour les conversations avec l'UDF. En procédant de cette façon, c'est-à-dire avec un vote de ses inscest-a-que avec un vote de ses ins-tances avant que l'UDF ne se pro-nonce elle-même sur ses propres orientations, le RPR reprend d'une certaine façon l'initiative et invite

ses alliés à se déterminer par rapport

Ainsi, après l'ébranlement provoqué par les scrutins du printemps dernier, le RPR a procédé à une révision générale de sa propre machine pour aborder 1989 en ordre de marche, afin non seulement de débatre avec ses partenaires de l'opposition mais aussi pour criti-quer plus fortement la majorité et enfin pour s'adresser à l'opinion de façon plus convaincante. Les résul-tats des récentes élections partielles

ANDRÉ PASSERON.

## Les vingt propositions pour l'Europe

M. Balladur a présenté à l'adoption du comité central du RPR « vingt propositions pour l'Europe ». Ce sont les sui-

1) Préserver et développer les politiques communes, notem-ment agricoles;

2) Promouvoir à l'échelle européenne une réelle harmoni-sation fiscale, juridique et univer-sitaire, pour faciliter la libre circulation des hommes, des biens et des capitaux;

3) Edification d'une Europe sociale fondée sur une « déclaration des droits sociaux des traurs européens » ;

4) Renforcement du système tion du rôle d'une monnaie commune européanne;

5) Mise au point d'une charte européenne de la famille pour lutter contre la décadence démographique;

6) Réduction des dépenses publiques françaises; 7) Allégement de la fiscalité française de 100 millierds de

francs en trois ans; 8) Poursuite et approfondisse ment d'une politique de privati-action et de libéralisation en

9) Veitter au maintien de la sécurité et de la lutte contre le

terrorisme en Europe; Elaborer, en accord avec les régions et les professions, les mesures leur permettant d'affronter la concurrence ;

11) Limiter la prolifération de la burequeratie européenne par la rigueur budgétaire ;

12) Désignation en son sein conseil européen;

13) Désignation en leur sein pour daux ans des présidents de chacun des conseils des ministres spécial

14) Un débet annuel du Parlement européen sur l'action du président du conseil européen qui lui rendre comme de i rendra compte de son action ;

15) instituer pour le Parlement européan un système d'élection de ses membres identique dans tous les pays, tenant un plus large compte de l'imporunce des populations ;

16) Développer la coopération avec les autres Etats de l'Europe en matière d'environnement, technologies, de respect des droits de l'homme et de développement économique ;

17) Concrétiser l'Europe de la culture en créant une véritable université européenne et en développant l'apprentissage de plusieurs langues étrangères dans chaque pays ; 18) Promouvoir une politique

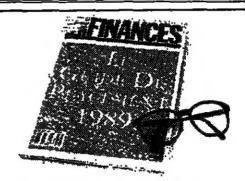
sé-lès

inx

européenne de l'image en soutenant les productions cinématographiques et en développant une chaîne culturelle à vocation européenne ;

19) inciter la Communauté à accroître son aide économique, technique et financière aux pays en voie de développement dans

20) Développer la défense au sein de l'Union de l'Europe occidentale et renforcer la coopération svec la RFA, le Royaume-Uni et l'Italie dans le domaine des armements. L'identité de l'Europe suppose que soit poussée à son terme l'évolution vers una défense européenne organisée par les nations européenn



J'ai 50000 F, je veux des conseils bien placés.



38 F. L'INVESTISSEMENT DE L'ANNÉE. Le 12 décembre chez votre marchand de journaux.

## GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

17 7 7 7 2 2

provoqué besucoup de commentaires au centre. De la part de l'intéressé d'abord qui n'a pes réagi personnellement mais s'est chargé par l'entremise de son secrétarist de faire savoir que « ni le président de l'UDC ni le secrétaire général du RPR ne sont quelifiés pour définir les limites de l'opposition »: « M. Barre, » précisé le chargé de presse de M. Barre, M. Bernard Brun n'entend polémiquer ni evec l'ancien président de la République ni avec qui que ce soit dans l'actuelle opposition. Il-s'en tiencire à la ligne de conduite qu'il a définie à plusieurs reprises depuis juin 1988 : appartenance A l'apposition et vigilance construc-

« M. Barre n'est plus chez

per M. Valéry Giscard d'Estaing

contre son ancien premier minis-

tre lors de l'étnission « Questions

à domicile » du 15 décembre a

tiva vis à vis du gouvernement. » e Je crois, a déclaré de son côté M. Jacques Barrot, dimanche 18 novembre ser Pacific FM, que les frontières de l'opposition ne sont pas fixées par une motion de censure, mais par le vote de confiance. Sur ce point je suis en désaccord avec M. Giscard d'Estaing. Pour le reste, a conclu la secrétaire général du CDS, je crois que personne n'e la monopole du centre (...). Il ne faut pas

tive de l'opposition ou de la majorité si l'on veut vraiment être au centre. » Son ami, M. Bernerd Stasi, invité le même jour du Forum FR 3 a été encore plus sévère à l'endroit de M. Giscard d'Estaing, « Son propos, a-t-il déclaré,: n'est pas convenable. M. Giscard d'Estaing n'a pas à se comporter en surveillant général qui met à la porte les élèves trop turbulents. » Dans un entration à Valeurs actuelles, M. Michel Durafour constate, pour sa part, « que c'est la première fois depuis 1958 qu'un bomme de la stature de M. Barre se détermine autrement qu'an fonction d'un suiviame imbécile...»

> M. Noir: pes rigoriste

Enfin, M. Alain Madelin, invité du « Club de la presse d'Europe 1 », après avoir estimé que M. Barra, désormais e marginal », se situe « ailleurs », a raopelé qu'à ses yeux le vote politique important est celui du budget, et a souligné que M. Barre a voté contre, comme

toute l'opposition. M. Michel Noir, député RPR du Rhône, invité du « Grand-Jury RTL-ie Moade », dimenche paut pas être entre les daux. Il y a incompréhension du choix de M. Raymond Barre. Ce qui gêne chacun d'entre nous qui ne compranons pas cette décision, c'est qu'il semble pratiquer une lecture variable de la Constitution. Tentôt il est très rigoriste dans l'application de la Constitution. C'est ainsi qu'il dit, au landemain de la victoire présidentielle, le 10 mai 1988 : « il faut qu'il sit dissolu-» tion ; c'est ainsi qu'il dit égalea ment que la logique de la » Vº République veut qu'un goua vernement soit soutenu par une » majorité gouvernementale, qu'il » faut savoir s'il y a majorité gou-» vernementale. » Tantôt il est moins rigoriste, per exemplel, lorsqu'il explique en 1986, que si nous gegnons, nous ne devons pas remplir nos responsabilités, ou lorsqu'aujourd'hui il n'entre pas dans la logique de l'article 49 en étant soit dans l'opposition, soit dans la majorité, de par son vote, lorsqu'il y a engagement de la responsabilité du gouvernement ou, surtout, dépôt d'une

هكذا من الأصل

M. Michel Rocard, dimanche 18 décembre, lors de l'émission « 7 sur 7 », a justifié sa politique face aux revendications salariales en affirmant que onze sur treize des branches du secteur public out maintenant un accord salarial signé et que les deux derniers sont en cours de négocia-

Au total, les agents de l'Etat out obtenu, mesures générales et catégorielles confondues, a jugé M. Rocard, une augmentation salariale d'environ 4,9 %, ce qui, selon le premier ministre,

moutre qu'« on commence déjà à sortir un peu de la rigueur ».

M. Rocard s'est félicité de la vigueur de l'économie, de la tenue du franc malgré les grèves et a réaffirmé que, dans quinze mois, l'état de l'économie française, qui est « sur la bonne pente », permettra « d'avoir un petit mieux disponible ».

Le premier ministre a résumé son projet de rénovation du secteur public en quatre grands axes : « Projet de service, responsabilité, décentralisation, formation et facilitation des promotions. » Pour lui, il s'agit, à travers cet « immense chantier », de « déverrouiller la France ». M. Rocard a également affirmé qu'il engagerait des négociations contractuelles avec les syndicats pour définir un service minimum et qu'avec ou sans l'accord de ces organisations il souhaite déposer un projet de loi en ce seus lors de la session de printemps du Parlement.

المكذا من الأصل

M. Rocard, qui taxe de «fadaises » in qua-relle du « grand dessein », a résumé ses objectils

en une formule réversible : « Une France qui gagne dans une Europe unie ». Il a affirmé que le président de la République est son « meilleur sou-tien » et jugé que l'existence d'une « majorité relative » à l'Assemblée nationale lui laisse une liberté « absolument totale ». M. Lionel Jospin et plusieurs ministres (M. Pierre Bérégoroy avait été excusé) ainsi que MM. Pierre Mauroy (M. Louis Mermaz n'avait pu venir) étalent présents sur le plateau de TF1 tout au long de l'émis-

## Vers une sortie progressive de la rigueur

Invité, dimanche 18 décembre, de l'émission - 7 sur 7 - sur TF 1. M. Michel Rocard s'est expliqué aur son choix de gouverner en silence en affirmant : - J'ai toujours trouvé que les hommes politiques parlaient trop, trop souvent pour dire peu de chose ou rien du tout. Il y a un temps pour tout. - Avant de par-ter, il faliait écouter aussi (...). Il m'est arrivé, certaines semaines, d'avoir (...) à piloter jusqu'à six négociations sociales à la fois (...). Dans les autobus et dans les autocars, il est souvent écrit : « Il est interdit de parler au conducteur. » Pourquoi croyez-vous qu'on met cela? Sinon parce que le conduc-teur, il est prudent de le laiser conduire (...). Quand une situation est chaude, on n'entend pas un pre-

A propos des mouvements sociaux, M. Rocard explique: - Je ne pensais pas, personne n'imaginalt qu'un démarrage serait aussi multi-ple et aussi large (...). On peut être surpris. Mais, en même temps, le socialiste que je suis comprend. Qui peut dire qu'on vit bien à 6 000 F par mois? Personne n'a le droit de le dire même si, hélas, on ne peut pas augmenter les six millions de travailleurs - pour la fonction publique, c'est un peu moins, mais, pour toute la France, c'est une dizaine de millions qui gagnent leur vie dans ces conditions-là, - on ne peut pas faire l'impossible tout d'un coup. I 000 F de plus, ce n'est tout simplement pas possible. Cela représenterais, disons, une somme de 350 milliards pour l'économie française : de 80 milliards pour le budget de l'Etat. Ces chiffres sont tellement énormes, ce sont des montagnes, qu'on ne sait pas ce qu'ils veulent dire. Cela veut dire que l'inflation repartirait, cela veut dire que notre commerce extérieur redescendrait, cela veut dire, probablement, quelques dizaines de mil-liers de chômeurs de plus parce qu'on vendrait moins à l'étranger. (...) Il a fallu faire un assainissement financier, il a été dur. (...) Au moment où la gauche arrive, bien entendu l'espoir arrive avec, et c'est normal (...) seulement (...) nous sommes toujours un pays qu achète aux autres plus qu'il ne leur vend et nous sommes touiours un pays un peu fragile. Nous avons réussi entre 1982 et 1985 à ramene notre hausse de prix annuelle de 13% à 3%, c'est la condition de survie de notre économie. Dès l'instant que les prix s'emballent, que les prix se remettent à monter, n'importe quel travailleur salarié comprend fort bien que c'est sa paye qui est mangée. (...) Le coût budgétaire des différentes mesures que nous venons de prendre pour 1989. cumulé dans l'ensemble des professions, va dépasser une quinzaine de milliards de francs. On ne trouve pas des sommes comme cela par-tout. (...) Nous avons, en effet, fait un peu plus qu'on ne le pensait. .

## « Un pilotage fia »

Le premier ministre estime qu'au total, en incluant les mesures catégorielles, les augmentations consenties sont de l'ordre de 4,9 %. Il continue : · Si nous dépassons les limites dans lesquelles nos prix restent stables, c'est immédiatement le pouvoir d'achat – je paie en monnaie de singe, si vous voulez - que l'Etat distribuerait qui serait immédiatement rongé. Nous cesserions de pouvoir exporter chez les autres et, si nos prix se remettent à courir plus vite que ceux de nos voisins (...), ce sont des dizaines de milliers de chômeurs (...) dans les six mois. Voilà les garde-fous et dans ces gardefous, le mieux possible et c'est ce que nous faisons (...), vous nous verrez très soucieux de ne pas compromettre l'aventr par le présent »

A propos de l'échéance de quinze mois pour la sortie de la rigueur salariale, M. Rocard précise: - On commence dé là à en sortir un peu de la rigueur (...). Quand les pales des agents publics augmentent en près de deux ans de 500 F, ce n'est plus

la rigueur, il faut changer de vocabulaire. C'est un pilotage sin (...). Dans une quinzaine de mois (...) nous aurons regagné assez de paris de marché (...), les investissements que l'économie française fait beau-coup, rapidement aujourd'hui, nous permettrons de créer davantage d'emplois, d'économiser sur l'allocation-chômage et d'avoir un petit mieux disponible, pas plus, mais ce sera progressif, n'imaginons pas qu'un lendemain matin par rap-port à la veille, ce sera changé (...), mais, en effet, l'économie française est sur une bonne pense.

Nous aurons, cette année, resugné quelques dizaines de points de nos parts de marche, c'est très importara (...). Derrière, il y a 50 000, 60 000, 70 000 emplois consolidés (...). Les entreprises françaises peuvent commencer à créer des emplois (...) parce que nous avons assaini financièrement ce pays. Pierre Bérègovoy lui tient la main avec une certaine apreté. c'est vrai, mais il a raison. Non seulement je le soutiens, mais nous sommes là-dessus en parfait

riales dans le secteur public, le premier ministre explique : « Il y a treire ensembles significatifs qui relèvent de l'Etat : la fonction publique et une douzaine de grandes entreprises (...) huit sur ces treize n'avaient pas d'accords de salaires (...) onze sur les treize ont maintenant un accord de salaire négocié (...) deux sont en négociation finale (...) rarement il y a eu un tel effort de négociation contractuelle dans la politique sociale fran-

## Service minimum: ouvrir la discussion

A propos de la situation à la RATP, M. Rocard remarque que · même à la CGT on est en train de comprendre que l'Etat n'en fera pas plus, car, là, nous serions imprudents pour l'économie générale ».

Le premier ministre, interrogé sur l'article publié dans le Monde du 14 décembre par M. Paul Reverdy, orésident de la RATP, qui déplorait les faibles marges de manœuvre des dirigeants d'entreprises publiques, explique, à propos de l'autonomie . des entreprises publiques Elles en ont déjà plus qu'il n'était dit, elles en manquent (...) cela etant, dans le cas de la RATP, il y a des moments où il vaut mieux aussi être au travail directement aue d'en

A propos des grèves et du débat autour de l'instauration d'un - service minimum ». M. Rocard iune que « la légitime colère des usagers a été entendue par les organisations syndicales [qui] ont (...) besoin de garder une image respectable » et affirme: « Il ne faut pas compter sur un socialiste, il ne faut pas compler sur moi pour meltre en cause le droit de grève. (...) Quand la loi n'est plus acceptée par une population, elle est inapplicable. Cela veut dire qu'il faut se mettre d'accord. Et comme plusieurs organisations syndicales, pas toutes, hėlas, mais plusieurs, ont reconnu publiquement que la question du service minimum se posait mainte-nant, nous allons ouvrir la discussion. (...) J'entends le définir contractuellement et soumettre au Parlement, si possible à la session de printemps, les résultats d'une vraie négociation. Parce que c'est difficile, parce que c'est spécifique à chaque entreprise. (...) Les moyens rechniques et juridiques de ces discussions, je les meis en place des ceste semaine. (...) [Le] bon vouloir [des organisations syndicales] sera un peu accéléré. J'espère légiférer dans des conditions d'accord négocié. Je crains d'avoir à légifèrer sans un tel accord, nous verrons! »

Le premier ministre détaille les axes de son projet de renouveau du secteur public pour lancer qu'il faut déverrouiller la France .

M. Rocard évoque son affaiblissement dans les sondages d'opinion pour juger : « Il arrive qu'un appel de l'opinion ne puisse pas rencon-trer une bonne réponse (...) donc. baisse de sondages, c'est logique, je l'assume, et puis tant pis. »

Le premier ministre aborde la question du « grand dessein » dont on lui reproche de manquer pour estimer qu'il s'agit de » fadaises » et affirmer que « les conditions ne sont pas pour qu'un (...) vocabulaire » tel que « nouvelle frontière » ou nouvelle société = « dire quelque

Il ajonte : • Jamais la France n'a eu autant de chances, à condition de savoir les saisir. (...) On attend la France un peu partout. (...) La France est le pays qui, mobilisé, sûr de lui, offensif et réconcilié, a la plus grande pesée sur les affaires du monde par rapport aux autres et surtout à travers l'Europe, pour qui nous sommes le focture d'esterime. nous sommes le facteur d'entraîne-ment. » M. Rocard résume son propos en une formule réversible une France unie dans une Europe qui gagne », « la France qui gagne dans une Europe unie », et conclut ; - La société est ce qu'elle est, elle est impossible à transformer très vite. L'idée que moi, qui (...) ai rêver, me surprend un peu. Mais que je sois attendu sur la direction,

cela c'est bien normai. > Le premier ministre aborde la question de la « majorité relative » socialiste à l'Assemblée, pour affirmer : « J'ai le 49-3 dans ma poche et j'essaie d'arriver à des solutions consensuelles plutôt qu'à des solutions brutales, je n'y arrive pas si mal (...) mais j'ai le choix, à chaque moment. Ma liberté est absolument totale (...). Tout l'art, c'est de déposer de beaux textes. (...) La présente session démontre à merveille que l'on se passe très bien de majorité absolue et qu'une majorité relative, ça tient très bien. (...) Nous avons redonné gout à

l'ouvrage au Parlement ». Selon lui. « le seul risque qui s'est produit pendant cette session-là, il est lié au fait que nous avons encore des élections importantes (...) et. ensuite, il y aura trois ans sans grandes élections significatives ».

A propos des centristes.

Selon l'IFOP

La cote de M. Michel Rocard av

baromètre mensuel de l'IFOP publié

par le Journal du dimanche, qui

mesure la « satisfaction » des per-

sonnes interrogées, est, pour la pre-mière fois, négative : 40 % des per-sonnes interrogées se déclarent

mécontentes - de M. Rocard

comme premier ministre, contre

37 % qui se disent - satisfaites -. Le mois dernier, 41 % des Français affirmaient être satisfaits du chef du

gouvernement (37 % de mécon-tents). Sa cote a baissé de 16 points

M. Mitterrand perd 3 points dans

ce baromètre mensuel : 46 % des sondes se disent satisfaits de lui

comme président de la République (49 % l'in novembre), et 39 % décla-

rent être mécontents (36 % le mois

dernier). La cote de popularité du ches de l'Etat a baisse de 8 points

(Ce sondage a été réalisé à partir

de mille sept cent trente-six inter-

views effectuées du 5 au 13 décem-

bre auprès d'un échantillon national représentatif de la population fran-

caise agée de dix-huit ans et plus.)

D'autre part, M. Mitterrand reste

l'homme politique préféré des Fran-çais (avec 42 % des suffrages),

devant M. Rocard (25 %) et

MM. Barre (24 %) et Chirac

(23 %), seion un sondage de la

SOFRES que publie cette semaine le Point, MM. Mitterrand et Rocard

sont en hausse de 2 et 3 points par rapport au même sondage d'octobre

1987, M. Barre baisse de 5 points.

Enfin. 50 % des personnes interro-

gées jugent politiquement positive la

notion de - centre -, contre 40 % en

(Ce sondage a été réalisé du 21

au 24 novembre auprès d'un échan-tillon national de mille personnes

agées de dix-huit ans et plus.)

octobre 1987.

depuis mai 1988.

depuis sa réélection.

M. Rocard affirme: - Si (...) les centristes (...) jugent que l'on peut travailler avec les gens que nous sommes, ils le diront (...) le dernier acte que je leur connais, c'est de me censurer. » Le premier ministre, interrogé sur M. Raymond Barre, déclare : « Ces homme libre est implioyable dans sa critique, (...) il a le sens de l'Etat, (...) il fait tout de même partie de l'opposition (...) mals je ne l'al pas vu voter dans un

## Le « drame » des électeurs

sens contraire à sa conscience

devant un dossier important. »

M. Rocard en vient au PCF pour affirmer que les « électeurs [communistes] vivent un drame, la direction du PCF propose toujours (...) une vision que j'appellerais sommairement « stalinienne » de l'avenir. En gros, je suis convaincu que ce n'est pas du tout l'avis des électeurs communistes (...), de braves citoyens de France (...) que personne n'a le droit de négliger. - J'entends, continue M. Rocard, conduire une politique qui ait leur compréhension et qui prenne en charge leurs intérêts. Et je suis maire, d'ailleurs, dans ces conditions-ià. Rien ne m'empechera iamais de considérer que tout travailleur a sa place en France (...). Je ne laisserait nas dire au au nom d'un désaccord central avec une direction politique, nous nous sentons dans l'incapacité d'appeler au rassemblement des électeurs de gauche, car il y a toujours des intérèis collectifs à défendre. »

M. Rocard évoque ses relations avec le président de la République pour affirmer : - C'est mon meilleur soutien (...). On partait de plus loin, cela facilite la rencontre». Dans ses rendez-vous avec le président de la République, le premier ministre affirme que « le rireensemble commence y prendre une part significative ».

## La République des « petits desseins »

(Suite de la première page.)

En bref, il s'agit de « déverrouiller la France - et, pour le passé, assurer un minimum de justice sociale par la kei (revenu minimum d'insertion, impôt de solidarité sur la fortune) : voilà bien quelques petits desseins » qui en valent un grand.

grand.

Le premier ministre s'est donc débarrassé d'une querelle dont les auteurs voulaient qu'il soit la victime et qui, en fait, atteint le président de la République. Sons la Ve République, le chef du gouvernement chargé de mettre en musique les choix essentiels qui appartienment au chef de l'Etat ne saurait, sans danger pour lui-même, proposer son propre projet. M. Jacques Chaban-Delmas s'y était essayé en 1969 avec la « nouvelle société». Il fut chassé en 1972 par Georges Pompidou et ne s'en remit jamais.

M. Rocard considère que, dans

M. Rocard considère que, dens une vieille démocratie comme la une vieille démocratie comme la France, en ne peut que « corriger à la marge ». Encore faut-il s'y atteler et ne pas négliger les terrains d'action privilégiés des socialistes. M. Harlem Désir, président de SOS Racisme, en a fait la remarque, avec quelque vigueur : « Rien n'a changé depuis six mois pour les immigrés (...). L'immigration est devenue un sujet tabou, passé par pertes et profits de je ne sais quel consensus. » Il fits de le ne sais quel consensus. » 11 est dans son rôle et s'adresse à celui qui vent améliorer le vie quotidienne de tous ceux qui vivent sur le terri-toire national. Mais, lorsque dans la déclaration des droits des immigrés en Europe », adoptée le weck-end dermier à Paris, à son initiative, M. Harlem Désir réclame à nouveau le droit de vote des immigrés pour les élections municipales - il se trompe d'interlocuteur. Il devrait plutôt en parlet au président de la République – une fois encore – qui avait pratiquement écarté cette avant prauquement écarte cette hypothèse pendant sa campagne présidentielle en déplorant, dans sa Lettre à tous les Français, « que l'Etat de nos mœurs ne permette pas » un tel progrès de la démocra-tie.

Le poids des contraintes institu-tionnelles (répartition des rôles au sommet de l'Etat), politiques (une majorité relative qui se réduit au fil des consultations partielles) et la multiplication des « petits desseins » rendent évidemment difficile de faire passer un message simple et clair dans le pays. La première grande émission de télévision à

laquelle M. Rocard a participé depuis son entrée à Matiguon en a été, dimanche, l'illustration. -- Griff

reside VIII

F 400

~m ===

N. M. Street of

TOTAL OF A COMMENT

THE THE SECTION ASSESSMENT

The second of the state of

Carried States

Property of the way

Profession and a ways

Progression of a second containing

From the second second

Commission of the complete

A Charles Same

and the first of property

The second second second

Contract of the the

E DETAIN

the second state forth

The second secon

3a

The second secon

---

Marie and the second section of the second section

A Comment of the Comm

The second secon

1000 mm

The state of the s

A Day

The second secon

The state of the s

The second second

The Court of the C

9 All 100 All 100

Of the Park

The state of the s

the same of the same of

10 and 44.67

On retiendra tout de même, d'anc part, que le pays sort progressive-ment, et de façon cahotante de la rigueur et, d'autre part, que les syn-dicats sont invités à réflechir sur le service minimum dans la fonction publique. Il est vrai que M. Rocard ne prend pas nécessairement le meilleur chemin pour atteindre la ciarté lorsque, pour faire simple, il croit bon de se comparer à un conducteur d'auxolège. Dans les woitures de la contracteur d'auxolège. bon de se comparer à un conducteur d'autobus. Dans les voitures de la RATP, il est en effet « interdit de parler au conducteur ». M. Rocard, qui vent imposer le silence aux voyageurs, serait mieux inspiré de se comporter comme M. Gorbatchev que l'on voyait, au cours de la même émission, haranguer des Arménieus mécontents, justement de leur mécontents, justement de leur

Le premier ministre paraît, en effet, victime de l'isolement inhérent à l'exercice du ponvoir. Tandis que M. Mitterrand, à chacune ou presque de ses sorties en province, provo-que le dialogue, même s'il est diffi-cile et parfois rugueux, avec des infirmières ou des militants de la CGT, on n'a pas le souvezir que M. Rocard, pour sa part, se soit offert, depuis sept mois, à de telles interpellations publiques. Il agirait, s'il s'y prétait, en meilleure conformité avec la définition de l'exercice du pouvoir qu'il avait élaborée en avril 1977 devant le congrès du Parti socialiste réuni à Nantes : « Le pouvoir, ce n'est pas de faire des décrets ou le droit de voter des budgets. Le pouvoir, c'est un rapport de forces, fondé sur la confiance de la base populaire, des masses ouvrières en lutte, dans le gouvernement qui la

M. Rocard a certes réaffirmé dimanche qu'il ne vent pas que le PC passe pour meilleur défenseur des « travailleurs » que le PS : . J'entends conduire une politique oui preme en charge leur intérêt », a t-il dit à propos des électeurs com-munistes. Mais en la matière, seule compte la perception qu'ont les inté-resses d'une politique. En interve-nant tard, et donc en se limitant à une émission rétrospective. M. Rocard a pris un risque que sa seule sincérité et son refus d'abuser l'opinion ne suffiront peut-être pas à

> JEAN-MARIE COLOMBANI of JEAN-YVES LHOMEAU.

## Les réactions de l'opposition

### L'approbation de M. Balladur Plus de « mécontents » que de « satisfaits »

incertitudes sur les objectifs de son action : c'est ainsi qu'est analysée, dans l'opposition, la prestation du premier ministre. « Il y a un pilote dans l'avion mais il n'est manifestement pas seul maître à bord après Dieu, a déclaré M. Alain Lamasoure, porte-parole de l'UDF. Il lui faut composer que se callife meli faut composer avec ses alliés quali-fiés de staliniens, avec son propre parti qui l'accuse de manquer de grands desseins et avec les accords européens qui contredisent ses enga-gements socialistes. »

M. Edouard Balladur ajoute pour sa part que M. Rocard « n'arrive pas à sortir de la contradiction dans laquelle il est pour des raisons poli-tiques et économiques et qui fait

M. Michel Rocard n'a pas levé les que les Français ne savent ni quelle est l'assise politique du gouvernement, ni quelle est sa politique exactement, ni sa politique sociale, ni sa politique européenne ». Toute-fois, l'ancien ministre des finances

« approuve » le projet de service minimum. En revanche, M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républi-cain, qui était l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a qualifié de « solution de facilité » l'idée d'un service minimum dans la fonction publique. En cas de grève, a-t-il dit, on doit essayer non pas d'assurer le service minimum mais le service maximum », dans le secteur public

## comme dans le privé. Au « Grand Jury RTL-« le Monde »

M. Michel Noir évoquant au - Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 18 décembre, l'absence de majorité absolue en faveur du gouvernement Rocard a déclaré : « Ma conviction profonde est que cela ne durera pas cinq ans. On ne tiendra pas cinq ans en jouant au chas et à la souris avec une majorité!

 Il faut que les socializtes choi-sissent. Il faut qu'ils disent qu'ils choisissent ou la coalition gouvernementale avec le Parti communiste c'est la version de Pierre Mauroy, qui s'écrie « à gauche, toute ! », ou examiner s'ils peuvent proposer une coalition gouvernementale de type allemand à certains de l'opposition aujourd'hui - pour ne pas les nommer, à nos amis centristes. C'est aussi simple que cela. •

L'ancien ministre du commerce extérieur du gouvernement Chirac ayant affirmé : · Le gouvernement de M. Rocard ne gouverne pas ».

M. Michel Noir: « Ca ne durera pas cinq ans » explique : « Pour moi, gouverner, ce n'est pas gérer! Gouverner, cela veut dire trois choses fortes et simples : en premier lieu, indiquer un cap que l'on voudrait atteindre avec les Français, autour de trois ou quatre idées-forces; en deuxième lieu. être capable d'identifier les lieux de blocage et de proposer aux Français de les surmonter ensemble; en troisième lieu, être capable de prendre en compte les besoins des François, besoins du cœur et en

même temps très matériels, de vivre

un peu mieux. . A propos des grèves il estime : "Le gouvernement s'est fait pléger car le Parti communiste a souhaité entretenir un certain nombre de conflits sociaux en pensant avoir là un moyen de négociar ce qui a de l'importance pour lui, c'est-à-dire l'union de la gauche dans le souci de préserver une quinzaine de mairies communistes.

## Entreprises publiques et agents de l'Etat

M. Rocard a fait preuve d'une vision très extensive de la fonction publique en ayant l'air d'englober dans les agents de l'Etat les salariés d'entreprises publiques comme Air France et la RATP... Au moins les choses avaient-elles ainsi le mérite de la clarté : la tutelle n'a plus à se cacher. Les décisions salariales essentielles pour les entreprises publiques se sont bien prises au niveau du sommet de l'Etat.

Alors que M. Chirac avait renoncé, à la fin de 1987, à édicter une recommandation salariale écrite pour le secteur public en 1988 - mais des instructions orales étaient données, -M. Rocard a adressé une recommandation salariale écrite pour le secteur public après la signature des accords salariaux dans la fonction publique et à EDF, fin novembre. Ces règles pour 1989 sont connuce : une augmentation générale de 2,2 % en niveau et une sortie du GVT (glissement vieillesse technicité, mesurant les promotions et l'ancienneté) de la masse salariale négociée. Pour 1989, M. Rocard a parlé de onze accords dans le secteur public. Des textes ont en effet été signés dans la fonction publique, à EDF, à la SNCF, à la RATP, au Commissariat à l'énergie atomi-Que. à Air Inter et à Air France loù quatre syndicats représentant 41 % du personnel ont signél. Les négociations se poursuivent aux Charbonnages de France.

rc, nsi

-

the the settle impact of the

The same of the

The state of the state of the state of

The same of the same Mary Marie Comment Photo is deal many the company is not being the the state of the state of the state of The State of the same THE PERSON A. L. Frank Sing to किंदिनी विकास स्थापन । The same of the same Company of the Contract of the

AND ARREST OF THE PARTY OF THE Marie Principal Con-Martin Company PROPERTY OF PROPERTY. Andread Control of the Control of th RECEIPT OF STATE OF A CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF

Acres they are

LE ASSESSED THE

2 8 th 14.2

The second second

14 - 1 - 4 - 4

A 14.2

40.45.65

1 mg 1 mg

-c-9

a vertex

1 - 14 - 2 - 2 - 2 - 2 - 12 - 1

THE WORLD SHOW THE STATE OF THE SAME TO SERVICE AND A PERSON OF to destine in an **海 海** 第二 THE THE THE STATE OF THE STATE OF A. 各位的 《辛 Secretary Control of the Control CAR CAR ST. CARS. **編集 2000年**、 2017年 - 1000年 - 多一篇 第四十六 二 **発達である。 かっこ** 100 may 100 ma Service Commence

AND THE RESERVE OF THE PARTY OF - خو موانيون 100 mg A Section 18 Section 19 وأران معوضها ----

A STATE OF THE STA Property with ME /54

## M. Mitterrand, le PS et le droit de grève

Dans sa Lettre à tous les feit per des décisions jurispru-ançais, M. François Mitterrand dentielles s. Français, M. François Mitterrand. indiquait : « Las foi Auroust, la politique contractuelle et la securité sociale constituent, avec le SMIC (...) et le droit de grève, un bloc d'acquis sociaux que j'entends défendre et préserver, mais sur lequel se concentrent des attaques frontales ou insidieuses, comme a le besoin de revanche contre le progrès social remontait du fond des luttes de l'autre siècle. »

à TF 1

Les « Propositions pour la France », adoptées par le PS lors de sa convention nationale, du 17 janvier demier, annonçaient : a Conquête essentielle du mou-vement ouvrier, le droit de grêve sera mieux protégé (...). » Esti-mant que a caux qui (...) prêtendent ou souhaitent légiférer sur le droit de grève veulent, en réalité, en limiter l'application », les socialistes envisageaient que e si la concertation la plus large avec les parteneires sociaux en faisait apparaître clairement la nécessité », l'Assemblée natio-nale pourrait fixer « le cadre de grave non remis en cause, de

Il s'agissait donc, pour les socialistes, de recourir éventuel-lement à la loi pour mettre l'exercice du droit de grève à l'abri de décisions de justice et non pour le réglementer. Aussi bien le porte-parole du PS. M. Jean-Jack Queranne, précisait-il, il y a deux semaines, que « les travailleurs doivent exercer (le droit de grève) avec responsabilité », mais qu'« il n'y aura pas de modification législa-

M. Pierre Mauroy ne songe pas davantage à un aménage-ment législatif du droit de grève. mais il observait, le 13 décem-bre, devant le Cercle de Paris, qu'e il faut laisser les organisa-tions syndicales » se charger d'organiser sa mise en couvre. « Les infirmières, disait le pre-mire reportation de Paris. un mouvement qui a été aympa-thique et suivi jusqu'au bout par l'apinion publique parce qu'elles ont assigé un service minimum. Caux qui seront capables d'assurer un service minimum auront le sympethie de l'opinion publique, »

## Service minimum: un consensus difficile à trouver

M. Michel Rocard s'est montré particulièrement ferme à « Sept sur sept », c'est bien le mise en place du service minimum en ces de grève. La premier ministre entend dégager dès cette semaine e les movens techniques sion » afin qu'un projet de loi soit déposé à la session de prin-tamps. M. Rocard espère auparavant trouver un accord avec les syndicats, tout en craignant e d'avoir à légiférer sans accord

Le changement de ton vis-àvis des organisations syndicales, à moins de deux semaines d'intervalles. Le 6 décembre, lors d'une réunion électorale à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), le-Sec (Seine-Saint-Denit),
M. Rocard avait écerté « une législation adoptée sous le coup d'une exaspération légitime des usagers ». Il avait même estimé que « c'est des organisations syndicales elles-mêmes que doivent venir une réflexion, une proposition équilibrée, une négociation entre les différents intérêts qu'elles représentent ». qu'elles représentent ». Aujourd'hui, le chef du gouvernement n'écarte évidemment ni réflexion ni propositions syndi-cales, mais il les prévient, d'une part, que *e leur bon vouloir sera* un peu *socéléré* » et, d'autre part, que, le cas échéent, il se passera de leur accord.

Pourcuoi ce changement ? En dix jours, le conflit de la RATP a cristallisé le mécontentement des usagers, tandis que l'accord de la quasi-totalité des syndicats pas un noveu d'irréductibles de

C'est pour l'essentiel avec M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, auquel le premier ministre a rendu un hommage particulier, que les fédéra-tions de fonctionnaires vont tions, de fonctionnaires vont engager le dialogue sur le service minimum, même si la discussion doit être élargle à plusieurs entreprises publiques, à com-mencer par la RATP. La question pourrait être évoquée, dès le mardi 20 décembre, lors de la réunion du conseil supérieur de la fonction publique, et M. Durafour devrait engager très prochainement une concertation sur ce sujet en faisant le lien avec Lamassoure qui prévoit une rete-nue salariale d'une journée même quand l'arrêt de travail ne dure qu'une heure. L'amendement Lamassoure sera abrogé, mais... un engagement des syndicats en faveur du service minimum deviendra la contrepertie impli-

Un consensus sera très diffi-Un consensus sera très diffi-cile à trouver avec les organisa-tions syndicales, méfiantes dès qu'il s'agit de s'engager — de près ou de lois — dans la voie de la réglementation du droit de grève. La Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) s'est montrée ouverte à une pouvelle pratique de la une nouvelle pratique de la une nouvelle pratique de la grâve, mais le gros de ses troupes vient des policiers, qui n'ont pas le droit de grêve. M. Jean Kaspar, le nouveau secrétaire général de la CFDT, s'est également montré ouvert à une réflexion sur le service minimum, mais toutes les organisa-tions CFDT du secteur public ne se montreront pas ausai conci-

On risque de trouver un plus grand nombre de syndicats dans

i presidente de la

même opposée à tout débet sur ce thème avec les pouvoirs publics. Mals du côté de FO, où la prochaine succession favorise l'immobilisme, on se montre plus que rétiesne. M. André Bergaron ne s'est pas contenté de soulioner récemment, et à juste titre. que « la mise en place d'un ser-vice minimum poserait d'inextri-cables problèmes techniques », il a ajouté que « dans un pays comme la France on ne peut réglementer la grève. Lorsque les salariés ont anvie de la faire, ils in font s.

Le service minimum sera tech-niquement difficile à mettre en place, alors que, des dispositions existent déjà pour les chaînes publiques de l'audionisuel, les services de senté et les hôpitaux, EDF-GDF. Dans l'éducation rationale, l'accueil des enfants doit normalement être assuré l'e doit normalement être assuré ( le Monde du 8 décembre). Mais l'exemple pris récomment par M. Duratour à propos des PTT faudra-t-il ouvrir une lettre pour savoir si elle est urgente? -montre l'ampleur des difficultés qui attendent le gouvernement.

## Peu de recours

Il est visi aussi que les usegers disposent de peu de recours pour sa défendre. Un jugement récent va dans ce sens. Le 15 décembre 1987, l'Associa-tion des utilisateurs d'électricité et plusieurs sociétés avaient assigné EDF à propos du préju-dice subi pour des coupures de sauvage, déclerchée sans préavis et limitée à certains per-sonnels. Les plaignants esti-maient qu'EDF aurait du raire appel à la force publique » sfin de e permettre au personnel non gréviste d'assurer la production et la distribution de l'électricité ». Le 27 octobre 1988, le tribunal Le 27 octobre 1988, le tribunal de grande instance de Paris a rejeté l'action des demandeurs, estimant notamment que l'on ne saurait « retenir une faute à le charge d'EDF, dont l'action a été aussi énergique que possible dès le début des occupations illi-

Si en France, « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent », l'arrêt Dehaene, rendu par le Conseil d'Etat le 7 juillet 1950, s donné tes moyens à la puissence publi-que d'éviter un « usage abusif » de la grève. Dens cet arrêt, le Conseit d'Etat estimait qu'« il appartient au gouvernement, res-ponsable du bon fonctionnement des services publics, de fixer luiroême, sous le contrôle des juges, en ce qui concerne ces services, la nature et l'étendue desdites limitations ».

By a un peu plus d'un an, les By a un peu plus d'un-an, les syndicats s'étaient émus à propos d'une jurisprudence qui leur apparaissait restrictive quant au droit de grève. La Cour de cessation elle-même avait été dans le collimateur des ayndicats. Mais si, aujourd'hui, une réglementation négociée du service minimum échoue et si, au demier moment, les pouvoirs demier moment, les pouvoirs publics renoncent à légiférer sans accord, c'est à nouveau aux juges qu'il appartiendra d'impo-ser des obligations à partir de laurs propres règles opérant le tri entre grèves « licites » et « illi-

MICHEL NOBLECOURT.

Le PSU s'apprête à rejoindre M. Pierre Juquin

## L'avant-dernière séance d'un petit parti

et 13 % d'absteutions), la centaine de délégués présents au dix-septième congrès du PSU, réuni à Angers (Maine-et-Loire) du 16 au 18 décembre, a décidé la « fusion unificatrice » du « petit » parti avec la Nouvelle Ganche (NG) avant la fin 1989.

**ANGERS** de notre envoyé spécial

Voilà bien un étrange congrès! Il n'est pas banal de voir des délégués se demander dans quelles conditions leur parti va fusionner avec une nouvelle force politique que leur parti a précisément contribué à faire éclore, précisèment commune a faire ectore, quinze jours avant. C'était pourrant l'enjeu de ce dix-septième et avant-demier congrès du PSU, parti fondé le 3 avril 1960 par une fusion du PSA (Parti socialiste autonome), de l'UGS (Union de la ganche socialiste) et de Tribune communiste en réaction à la « dérive droitière » de la réaction à la « dérive droitière » de la SFIO lors de la guerre d'Algérie et la compromission du PCF qui avait voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. Le dix-huitième et dernier congrès d'autodissolution précédera, de peu, l'an prochain, un congrès de fusion avec la Nouvelle Gauche, organisation née les 3 et 4 décembre et dont le porte-parole est M. Pierre Juquin.

La résolution finale du congrès du

La résolution finale du congrès du PSU se félicite de « la clarification du projet politique » qui a permis « la constitution de la Nouvelle Ganche » et engage « les autogestion-naires et toutes les forces alternatives à participer en 1989 au rassemblement pour cette nouvelle force politique « socialiste écologique. Se fondant sur une démarche collective, le PSU sonhaîte que cette fusion soit « une première étape fondatrice d'un propugnent rouse et datrice d'un mouvement rouge et vert », selon l'expression utilisée par M. Juquin au cours de sa campagne pour l'élection présidentielle, où il a btem un score de 2.1 %.

L'ancien porte-parole du PCF est du reste venn à Angers pour assurer que ce congrès du PSU était - une étape importante vers une refonda-tion de toute la gauche ». « Si le PSU décide de se dépasser, a affirmé

Par 83 % des voix (4 % contre M. Juquin, ce sere la fin du PSU comme organisation mais pas comme force humaine porteuse d'espoir. Ce n'est pas un suicide. mais une vie nouvelle pour sortir de la confidentialité dans laquelle se trouve le PSU. - Il a successivement attaqué le PS et le PCF, qui se contentent de gérer, pour l'un, les affaires du pays, et, pour l'autre, « son patri-moine municipal et syndical », les Verts du « petit parti d'Antoine Waechter ., qui - ne se posent même pas la question de changer les rapports - dans la société, et l'extrême gauche, « figée dans ses dogmes et son archaisme marginalisé ».

## Ecologie et autogestion

Si de nombreux délégués ont défendu la thèse de la fusion, par nécessité au moment où le PSU compte moins de sept cents adhé rents, certains ont soit fait part de leur méliance à l'égard de M. Juquin accusé par un représentant de Midi-Pyrénées d'apporter • une gerbe sur la tombe du PSU », soit exprimé des réticences sur les conditions de la fusion. Encore faut-il noter que ces réticences étaient de deux ordres Elles émanaient tant de ceux qui estiment le processus trop rapide, le PSU y perdant son âme..., et son patrimoine nobilier, que ceux le considérant trop lent et trop frileux. Se classant dans la seconde catégorie, MM. Jean-



No 2 En vente chez votre marchand de journaux

Lanig Le Dilosquer (Bretagne) et Bernard Ravenel (Paris) se sont abstenus sur le texte final en faisant valoir que, selon cux, le PSU adopte « une position d'extériorité et de spectateur à l'égard du mouvement en construction ».

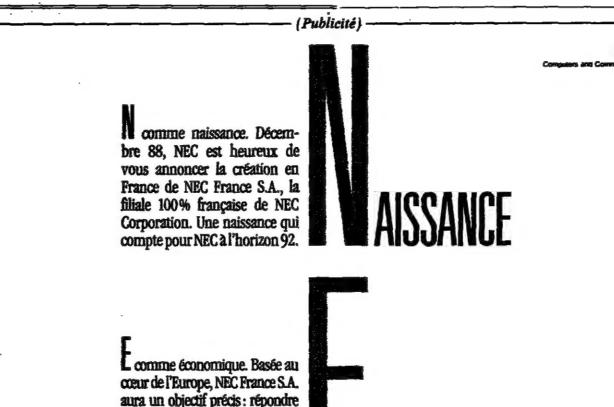
Dans l'immédiat, le PSU participera aux élections municipales, soit sur des - listes d'union des forces de iche », et non pas de la majorité presidentielle, soit sur des listes autonomes, éventuellement avec les Verts. Il assure vouloir se lancer dans la compétition européenne de juin 1989 en nouant des contacts avec « les forces politiques de France et d'Europe attachées à l'écologie et à l'autogestion ». A cet égard, si « une

dénuté » des Verts allemands et un représentant de l'Académie des sciences d'URSS avaient trouvé l'adresse du Palais des congrès d'Angers, les représentants des Verts français et du PCF semblaient l'avoir

Au terme de ce congrès, le secrétariat national du PSU a été - élargi - à deux dirigeants supplémentaires:
Mmc Marie-Fançoise Pirot (organisation) et M. Jean-Claude Genet (entreprises). Si M. Patrick Santini remplace M. Didier Claude (prospective), M. Guy Labertit conserve le secteur international et M. Jean-Claude Le Scornet reste porte-

OLIVIER BIFFAUD.





Comme culturelle. Fondée sur le concept "Computers & Communications", la philosophie de NEC Corporation sera également celle de NEC France S.A., bien décidée à jouer un rôle actif dans l'évolution des tech-

niques et cultures en Europe.

idéalement aux besoins infor-

matiques des entreprises fran-

çaises, grâce aux produits NEC

dont la qualité défie le temps.

WEC France S.A. Tour Gan Cedex 13, 92082 Paris La Défense - Tél.: (1) 49.00.07.07

هكذا من الأصل





"A Strasbourg, bat le cœur du monde qui s'élabore."

Strasbourg me plait parce qu'elle est noble, rugueuse, rigoureuse, indifférente aux modes, tendue comme la flèche de sa cathédrale vers l'essentiel, parce qu'elle est lourde de vingt siècles d'histoire mais ouverte de tous ses yeux sur le futur et déterminée à y imprimer sa marque, parce qu'il se passe toujours quelque chose à Strasbourg qui justifie que l'on y court... Les craquements de notre vieille Europe en révolution, l'accouchement de l'avenir en gestation, c'est à Strasbourg qu'on en saisir le mieux le double mouvement à la fois douloureux et exaltant. Ici bat le cœur du monde qui s'élabore. Et puis des Français qui aiment la musique, passionnément, voilà qui mérite d'être salué n'est-il pas vrai!

Françoise Giroud

STRASBOURG

Capitale Européenne

Le Monde ■ Mardi 20 décembre 1988 11

# **Politique**

## Cinq élections partielles

## Succès de l'opposition et du PCF

-Le précédent dimanche électoral s'était soldé par le succès du RPR, qui avait gagné un siège de député en Meurthe-et-Moselle aux dépens du PS. Les scrutius du dimanche 18 décembre confirmant les résultats des premiers tours out marqué de nouveaux . revers pour le PS: comme préva, c'est ... M. Roger Goubler (PC), qui succède à M. Claude Fuzier (PS) pour représenter la

circonscription de Bondy, en Seine-Saint-Denis, à l'Assemblée nationale, et le PS perd un siège au conseil général de l'Avey-

Le RPR confirme son implantation à Grenoble, où M. Alain Carignon a passé sans problème le relais à son « poulain », M. Richard Cazenave, étu député de la pre-

mière circonscription de l'Isère. Quant à l'UDF, elle a deux motifs de satisfaction un conseiller PR vient conforter la majorité de M. Jean Puech, président du conseil général de l'Aveyron et sénateur, également UDF-PR, et, dans le canton de Saumur-Sud, c'est un CDS qui succède à un RPR à l'assemblée départementale du Maine-et-

## Deux législatives

## Isère : le RPR sans surprise

L'HISTOIRE

CHEZ FAYARD

La sage-femme ou le médecin

ne nouvelle concepnon de la sur

Un tournant décisif

vingt années de recherches.

réflexions, de concepts....

Du même autaur thez Fayard:

moderne, XVI'-XIX' siècle.

Tel quel, l'ouvrage est grand.

dans l'histoire des femmes

La "somme" redigée par Gélis resulte de

C'est une mine d'anecdores, mais aussi de

L'Arbre et le Fruit, la naissance dans l'Occident

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

ISERE, 1<sup>th</sup> circonscription. — Inscr., 71 171; vot., 25.968; abst., 36,49%; suffr. expr., 25.493. M. Richard Cazenave, RPR, 16.554 (64,94%), £LU. M. Raymond Espagnac, PS, 8 939 (35,06 %).

Dans cette première el conscription de l'Isère (Grenoble), où M. Alain Carignon (RPR), maire de le ville et ancien ministre de l'environnement de M. Jacques Chirac, avait obtenu en juin dernier 53,04 % des suffrages dès le premier tour, l'élection de M. Richard Cazenave, seorétaire désartements Cazenave, secrétaire départemental du RPR, ne posait aucun problème. Celui-ci a di toutefois attendre le second tour en raison d'un tanx d'abstention particulièrement élevé. M. Cazenave avait obtenu 55,28 % des voix, mais il avait réuni, sur son nom, moins du quart des suffrages des électeurs inscrits.

Dimanche 18 décembre, face à M. Raymond Espagnac, ancien sénateur socialiste, le candidat du RPR, qui semble avoir bénéficié d'une plus forte mobilisation de son electorat et du report des voix du candidat du Front national, obtient 64,94 % des voix. Le représentant du PS a fait, pour sa part, les frais d'un taux d'abstention — 36,49 % — légèrement inférieur à celui du premier tour (37,15 %), mais il a bénénicie du report des voix commu-nistes. En revanche, celles du candidat écologiste, M. Daniel Rou-zier, qui avait été crédité le 11 décembre de 6,97 % des voix, et qui n'avait donné aucune consigne de vote, se sont réparties à part égale entre les deux candidats.

Au premier tour les résultats avaient été les suivants :

Inscr., 71 170; vot., 26 441; abst., 62,84 %; suffr. expr., 26 215.

MM. Cazenave, RPR, 14 491 voix (55,27 %); Espagnac, PS, 7 161 (27,31 %); Rouzier, Verts, 4 826 (6,96 %); Hugues Petit, FN, 1 546 (5,89 %); Patrick Cortey, PC, 1 191 (4,54 %).

M. Richard Coverage and in a Paris.

I 191 (4,54 %).

[M. Richard Cazenave est us à Paris le 17 mars 1948, mais c'est à Grenoblo qu'il a vécu depuis lors, à l'exception de trois années passées en Alpérie, de 1959 à 1962. Membre de l'UJP à partir de 1967, il adhéra à l'UJR en 1975. Responsable localement de l'organisation des assées du RPR en novembre 1984, il a été éin an comité central de son parti la même année. En 1986 il a saccidé à M. Jacques Boyon, président du renseil général de PAis, devens secrétaire d'Etat amprès du ministre de la défense, su poste de délégné régional Rhône-Alpes du RPR. M. Cazenave a été éin conseiller régional en mars 1986 et il préside, depuis octobre 1987, le groupe RPR au sein de cette assemblée. Il est depuis un an secrétaire départemental du RPR de l'Isère.)

## Seine-Saint-Denis : une formalité pour le PC

Seine-Saint-Denis, 9º circonscription. — Inscr., 60116; vot., 11124; abst., 81,50%; suffr. expr., 8098. M. Roger Gouhier, PC, m. de Noisy-le-Sec, a.d.,

Pour le maire communiste de Noisy-le-Sec, M. Roger Gouhier, le second tour de cette élection législative partielle de la 9º circonscription de Seine-Saint-Denis (Bondy) n'a été, comme prévu, qu'une formalité après le retrait du candidat socia-liste, M. Claude Fuzier, devancé le dimanche précédent. Mais M. Gouhier n'a recueilli que 1815 voix de plus qu'an premier tour, ce qui signi-fie que la plupart des électeurs socialistes sont restés chez eux.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inser., 60 116; vot., 20 782; abst., 65,43 %; suffr. expr., 20 451.

MM. Gouhier, PC, 6283; Fuzier, 6209; Jean-Jacques Ladel, UDF-PR, 3740; Pierre Dufour, FN, 1933; Louis Girard, ext. dr., 1625; Richard Bétro, 6col., 335; Jean-Louis Vidal, Verts, 326.

Louis Vidal, Verts, 326.

[Né le 26 janvier 1928 à Vitral-aous-L'Aigle (Orne), M. Roger Gouhier, ancien employé de la SNCF, est maire de Noisy-le-Sec depuis 1971, après y avoir été adjoint pendant douze ans. Député de 1967 à 1968, puis de 1973 à 1981, M. Gouhier avait de nouveau siégé à l'Assemblée nationale de 1986 à join dernier. Après son échec de 1981, il avait été membre du cabinet de M. Charles Fiterman, ministre des transports.]

## Deux cantonales

MAINE-ET-LOIRE: cantor de Saumur-Sud (2º tour).

Jusce., 20 075; vot., \$ 858; abst., 55,87 %. MM. Louis Robineau, UDF-CDS, sout. RPR, m. de Chacé, 5 260 voix (60,71%), ÉLU; Jacques Percereau, PS, cons. mun., a. d., 3 403 (39,28 %).

[Bles qu'il elt chteen 53,88 % des velt es preside tour, M. Robinson n'avait pu être déclaré éta, feuts d'avair franchi la barre de 25 % des inscrits. Le second tour a confirmé Pavantage pris par le candidat CDS, sonteun par le RPB, qui succède aiusi à M. Jean-Paul Hagot (RPR) maire de Samur, mem-bre de l'Assemblée des Communantés européeunes, démissionnaire du conseil général en raison de la loi limitant le cumul des mendats.]

Au premier tour, les résultats out été les snivants : insc., 20 075 ; vot., 8 743 ; abst., 56,44 % ; suffr. expr., 8 592 MM. Robineau, 4 630 voix (53,88 %); Percereau, 2 877 (33,48 %); Gérard Foulon, sa étiq., m. de Montsoreau, 442 (5,14 %); M= Micheline Hernandez, FN, 375 (4,36 %); M. Raymond Berthelemie, PC, 268 (3,11%).

**AVEYRON:** canton de Capdenac-Gare (2º tour),

Inser., 6 927; vot., 4 843; abst., 30,08 %; suffr. expr., 4 670. MM. Jacques Dournes, UDF-PR, 2 600 voix (55,67 %), ELU; Fernand Deleris, PS, 2 070 (44,32 %).

nand Deleris, PS, 2 070 (44,32 %).

[Dues en canton qui paraissaif bien ancré à ganche, le PS vient d'essuyer une sévère défaite en perdant un siège de conseiller général. Seut candidat à ganche, M. Fernand Deleris, avec plus de 600 vocases supplémentaires, ne retrouve nouve pas les 2025 vots que avaient vain à Pierre Riols (PS), décédé depuis lors, sa réélection dès le premier tour des cantouales de septembre 1988. Les divisions internes du PS dans les tractations pour assurer la succession de Pierre Riols ont saus aneun doute ont pesé de façon décisive.

La dynamique, largement amorche m premier tour, a joné en faveur de M. Dournes (UDF). Le report des volx communistes n'a pas été bon : M. Deleris ne retrouve pas le total des voix du PS et du PC du premier tour, alors que la participation élactorale a progressé.]

Les résultats du premier tour ont

Les résultats du premier tour ont té les suivants : inscr., 6 927; vol., 4 552; abst., 34,28 %; MM. Dournes, 2 137 voix (48,66 %); Deleris, 1 569 (35,73 %); Jean-Marie Gras, PC, 685 (15,6 %).]

## Une municipale

HAUTE-CORSE :

(2º tour). Inser., 2 764; wor., 1 592; abst., 42,40 %; suffr. expr., 1 543, Liste de M. François Zanotti (div. d.), entre 875 et 849 voix : 3 £LUS; liste d'union de la gauche, conduite par M. François Canava, entre 675 et 660 voix.

(Le serutin partiet avait été rendu nicessère par la démission du maire M. Xavier Colomni (nans étiq.) et celle de ses conneillers. M. Colomni s'étuit estimé désavoné par le corps électoral après son échec aux dernières élections cautonales, où il avait été buttu par M. Engine Accaldi, maire RPR de

le vice-président du Parlement nuro-pion M. François Masso. En effet, M. Zanetti, l'ascien PDG de Remoit-Véhicules industriels, and liere son résultat du premier tost de 223 voix.

Les vingt-trois conseillers munici-paux de Calvi se rémiront vendreils pour étire le maire de la ville. M. Zanotti samble être le misux placé pour l'emporter, face à M. Angu San-tini, candidat de la ganche.]

Au premier tour, les résultats ont 6té les snivants : inscr., 2 764 ; abst., 44,97 %; vot., 1 521 ; suffr. expr., 1 479 ; liste de M. Zanotti (div. d.) : entre 652 et 615 voix; liste de M. Canava (un. g.): entre 445 et 412 voix; liste de Mª Françoise Mammiferi (RPR): entre 377 et 346 voix; liste de M. Robert-Jacob Dilusi (FN); entre 57 et 47 voix.

## L'adaptation du droit interne à l'Europe

## M. Michel Rocard demande une étude au Conseil d'Etat

Le premier ministre vient d'invi-ter le Conseil d'Etat à mener « une réflexion synthétique » destinée à éclairer « l'action menée par las pouvoirs publics - an moment où « la construction européenne consti-tue un enjeu fondamental pour l'ensemble de la société française ».

· La réalisation du grand marché traérieur, soumis au principe de libra circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux, suppose en particulier, précise M. Michel Rocard, que soit poursulvi et amplifié l'effort d'adaptation de notre droit interne aux exigences communautaires.

L'étude demandée au Conseil d'Etat par le premier ministre, dont la réalisation pourrait demander dixhuit mois à deux ans, comprendra deux volets. A propos des « questions institutionnelles et méthodologiques », M. Rocard suggère à la Haute Assemblée d'examiner les thèmes suivants : « les procédures administratives de nature à permettre une application complète et dans les délais requis du droit communautaire . : « le rôle des collectivités locales - dans l'application de ce droit ; · l'articulation entre les méconismes consultatifs prévus à l'échelon européen et ceux qui existent sur le plan national ».

Quant aux questions de fond, le premier ministre propose au Conseil d'Etat les thèmes suivants : « les notions d'équivalence et de recon-naissance mutuelle »; « l'accès aux professions réglementées, à l'exclu-sion de la fonction publique sur laquelle des réflexions ont déjà été menées » et « les marchés publics ».

## Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE L'AFRIQUE

**AUX PIEDS NUS** 

JACQUES GASC 13,5 x 20 cm - 192 p. - 90 F

Berger-Levrault International 161.: 46 34 12 35

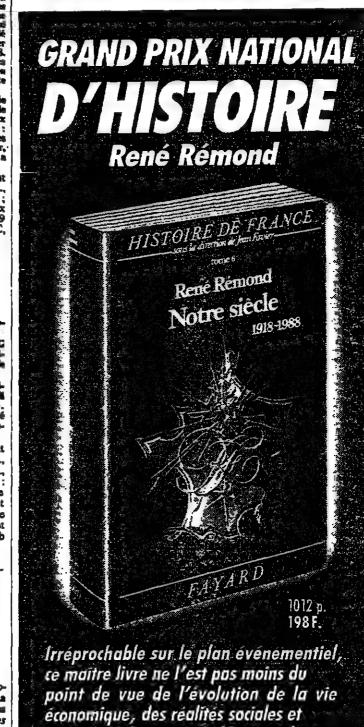
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Le Illonde. ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS-LE MONDE ET SES PUBLICATIONS Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 7 jours sur 7 **ABONNEMENTS** 36.15 LEMONDE



bien placés.

38 F. L'INVESTISSEMENT DE L'ANNÉE. Le 12 décembre chez votre marchand de journaux.



surtout du changement des mentalités... Rene Rémond vient de réussir la un autre chef-d'œuvre, à la fois irremplaçable instrument de référence et précieux outil de prospective. Eric Roussel, Le Figaro.

Tome J., Karl Ferdinand Werner, Les origines (ovant l'an mil) Tame 2, Jean Favier, Le Temps des principaules (de l'an mil à 1515) Tome 3, Jean Meyer, La France moderne (de 1515 à 1789) Tome 4, Jean Tulard, Les revolutions (de 1789 à 1851) Tome 5, Français Caton; La France des patriotes (de 1851 à 1918)

er tageth carry

هكذا من الأصل

564 p. 1**50 F.** 

## En visite à Angoulême

## M. Mitterrand encourage les conseils municipaux d'enfants

**ANGOULEME** de notre envoyée spéciale

Bravement, malgré sa petite taille

et quelques frissons de timidité, Daïssa s'est avancée vers le micro pour souhaiter la bienvenue au président François Mitterrand. De haut de ses onze ans, cette blondinette venue des Pays-Bas participait avec grande conviction an Rassemble ment européen des conseils municipaux d'enfants, qui s'est tenu à Angoulême les 17 et 18 décembre.

Quelque cinq cents jeunes origi-naires de France, d'Itaelie ou de Belgique ont accueilli le 17 décembre à leur tribune le président de la République, qui répondait à une invita-tion de son ami Jean-Michel Bou-cheron, député (PS) et maire d'Angoulème. Dans cette ville où il fut collégien, M. Mitterrand a voulu donner à son public enfantin une leçon de civisme à l'échelle euro-

Sagement réunis sur les gradies de la MJC Louis-Aragon, les jeunes édiles attendent l'ébrilement l'arci-vée de leur invité d'honneur. Ces adolescents qui n'ont pas le droit de vote et doivent encore obéir à leurs parents sont des conseillers munici-paux très sourcilleux. Qu'importe si beaucoup d'entre eux portent encore des appareils dentaires, tremblent pour leur carnet de notes et n'ont nour toute richesse personnelle qu'un peu d'argent de poche... Elus font partie des conseils en berbe qui se réunissent régulièrement pour proposer aux adultes les projets qui leur tiennent à cœur.

Les pouvoirs de ces municipalités sous tutelle sont certes limités, et leur existence même procède d'une initiative d'adultes. Pourtant, les élus présents à Angoulême n'entendent pas laisser leur part an chat. Malgré leur âge tendre, ils ne man-quent pas d'idées sur l'avenir de l'Europe et ce qu'ils en retireront.

« Je pense que les enfants seront plus heureux lorsque les frontières auront disparu, parce qu'ils pour-ront s'unir et être plus foris », explique candidement une fillette de douze ans.

## Une deuxième langue à l'école primaire

Pius explicite, M. Jean-Claude Sichel, directeur des programmes de l'Association nationale des conseils nicipaux d'enfants, affirme que « ce colloque est la première pierre d'un grand édifice. Il s'agit de lancer un travail d'échanges entre les jeunes sur l'Europe des cultures et de proposer une authentique dyna-mique des loisies, de la protection sociale et des droits des jeunes ».

En attendant, les jeunes en question s'impatientent parfois à l'idée qu'on les prennent pour des enfants. « Elle rève l », s'exclame l'un d'entre eux: lorsqu'une animatrice leur propose de chanter pour célé-brer l'arrivée du président de la ablique. Un autre, originaire de Poitiers, s'indigne en déclarant que certaines des questions qu'il pré-voyait de poser à M. Mitterrand ont

Enfin, après quelques quarts d'heure d'attente, le président fait

bune entièrement composée d'enfants. Dans la salle, au milieu des élus locaux, M™ Edith Cresson et M. Pierre Joxe écoutent le petit maire du conseil municipal d'enfants d'Angoulème réciter son discours de bienvenue. Répondant aux questions des jeunes, M. Mitter-rand insiste d'abord sur la nécessité de construire une Europe unie dans le respect des diversités. Le chef de l'Etat aborde notamment la question résoudra ce problème que si on apprend plusieurs langues dans nos écoles, certainement deux, et pouquoi pas trois? (...) Nous ne ferons pas l'Europe si, dès l'école primaire, on ne commence pas describérants describérants des l'école primaire.

Comme un maître d'école s'adres sant à une vaste classe, M. Mitter rand note que l'Europe doit « disposer des moyens communs de sa vie quotidienne », condamnant ceux qui poussent l'amour de leur patrie jusqu'au nationalisme. « La France est ma patrie, déclare-t-il, mais c'est l'Europe qui est mon aventr. » Aux envisage d'aider les conseils munici-peux d'enfants, M. Mitterrand explique: « Je ne demande pas mieux que de saisir le gouverne ment de dispositions particulières pour voir de quelle saçon on peut aider (...) ces consells. »

apprendre au moins une deuxième

ingue. »

Mais s'appayant sur les Fables de La Fontaine, il suggère surtout sux enfants de travailler et de développer lours conseils, avant de songer à une assemblée européenne des

RAPHAELLE RÉNOLLE.

## A l'initiative de SOS-Racisme

## Une charte des immigrés en Europe

SOS-Racisme a réuni dans les locaux de la Sorbonne à Paris, les samedi 17 et dimanche 18 décembre, les « premiers états généraux européens de la jeunesse pour l'égalité ». Près de deux mille participants, jeunes pour la plupart, venant de divers pays d'Europe, y ont participé, Parmi les intervenants : MM. Jacques Delors, président de la Commission des communantés européennes, Jorge Sempran, ministre de la culture d'Espagne, Bruno Trentin, secrétaire général du syndicat itslien CGIL, ales que deux secrétaires d'Etat français, MM. Bernard Kouchner (action humanitaire) et Thierry de Beaucé (affaires étrangères).

Pour sa part, M. François Mitterrand avait envoyé un message soulignant la nécessité de « faire entrer dans la pratique quotidienne et dans nos lois de nouveaux droits ». Les participants out adopté une « charte des citoyeus de l'Europe ou déclaration des droits des immigrés en Europe » qui réclame, pour les étrangers rési-dents, quasiment les mêmes droits que pour les nationaux. C'est un débat qui ne fait que commencer dans la perspective de l'ouverture des frontières au sein de la CEE à partir du 1° janvier

## Des droits culturels, sociaux et politiques

La charte adoptée le 18 décembre d'asile dans des conditions lui garan-comporte un préambule et les dix-tissant toutes les libertée définies sept articles suivants :

Article premier. - Toute personne née sur le territoire d'un État suropéen jouit dès sa naissance, et sans aucune restriction, de la natio-nalité de cet Etat. Seule cette personne peut décliner cette nationalité

· Article 2. - Toute personne résidant depuis cinq ans ou plus sur le territoire d'un Etat européen a le droit d'acquérir le nationalité de cet Etat. Tout refus devra être motivé et devra pouvoir faire l'objet d'un TOCOMPS.

• Article 3. - Toute personne persécutée dans son pays ou qui craint légitimement de l'être en raison de ses origines racialés, de son sexe, de sa sexualité, de ses opinions. de sa religion, de ses croyences, ou contrainte de fuir des situations de guerre, bénéficie, sur le territoire du pays européen de son choix, du droit

tissant toutes les libertés définies par la présente déclaration. L'asile provisoire devra être accordé sans

 Article 4 - Toute personne régidant sur le territoire d'un Etat européen a droit à un séjour garanti, ce qui implique : la délivrance de titres de long séjour ; la protection des mineurs et des jeunes ayant grandi dans ce pays ; l'exertice sans restriction aucune du droit au regroupement familial. Toute décision de modification du statut d'un immigré ne peut résulter que d'une modification de justice ponvant faire l'objet d'un appel suspensif. Toute personne vivant dans un pays d'Enrope a le droit d'y choisir libre. ment et sans aucune discrimination son lieu de résidence. Toute persome résidant dans un Etat européen jouit d'une entière liberté de circulation sur le territoire des Etats

• Article 5. - Toute personne résidant sur le territoire d'un Etat européen a le droit, au bout de cinq ans, de perticiper, en tant qu'électeur et candidat, au moins aux élections locales, dans le cadre des sorntins organisés par cet Etat. Toute personne, quel que soit son pays d'origine, résidant dans un Etat membre de la CEE, a lo droit de participer aux élections au Parie-

droit au respect et au libre exercice de sa culture, tant que cenx-ci ne portent pes atteinte aux droits élémentaires de l'homme, à la dignité et à l'intégrité de la personne

• Article 7. - Toute personne se volt garantir le libre exercice de sa liberté de conscience. Nul ne saurait interdire ou entraver, sous quelque forme que ce soit, la liberté de la foi, le libre exercice des cultes ou le respect des fêtes et rites religieux, publics ou privés, tant que coux-ci ne portent pas atteinte à la dignité et à l'intégrité de la personne humaine.

• Article 8. - Toute personne résidant sur le territoire d'un Etat européen bénéficie des droits économiques et sociaux, sans distinction

santé, à l'éducation, à la sécurité matérielle ou à l'assistance en cas d'invalidité, ne saurait être tolérée par un Etat européen.

 Article 9. — Tout enfant, quelle que soit sa nationalité, a le droit à l'instruction et à l'éducation. L'organisation de l'enseignement public à tous les degrés est un devoir de l'Etat. Cet enseignement doit être gratuit et rendu accessible à tous par une side matérielle et un effort public particulier pour tous ceux qui, sans elle, ne pourraient poursui-vre leurs études.

 Article 10. - Toute per-onne a droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un tra-

• Article 11. - Toute personne stridant dans un Etat européen peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et la grève, et dhérer au syndicat de son choix.

 Article 12. – Tout salariă est électeur et éligible aux élections pro-fessionnelles du pays dans lequel il

• Articie 13. - Toute personne

résidant sur le territoire d'un Etat suropéen bénéficie de la protection sociale recomme aux nationaux de ce pays sans distinction ancune. Article 14. - Toute presente résidant sur le territoire d'un Etat

ouropéen a le droit de créer, de diriger ou d'adhérer à une association, • Article 15. - Toute association de droit privé d'un Etat européen dont la vocation est de combattre la discrimination raciale sous

toutes ses formes est autorisée à exercer l'action civile et à déclepcher l'action publique devant les juridictions compétentes de tout Etat suropéen, sans aucune restric-tion, notamment d'encienneté on de nationalité, pour obtenir la répression d'une infraction de caractère

 Article 16. — Toute personne résidant dans un pays européen a le droit de participer à, de créer et de diriger une publication, un outil de communication, dans les mêmes conditions que les nationaux.

 Article 17. – Le droit de réuaucune. Nulle cause ou pratique de nion est recomm à toute personne, fait, discriminatoire en matière quelle que soit se nationalité.

## **SCIENCES**

Une conférence de presse de Jean-Loup Chrétien

## Conversation en orbite

MOSCOU de notre envoyée spéciale

"Un étonnement permanent » : c'est ainsi que Jean-Loup Chrétien a qualifié son séjour à bord de la sta-tion spatiale Mir qu'il partage depuis le 20 novembre avec les con-monautes soviétiques, au cours d'une « conférence de presse orbi-tale » organisé au centre d'opéra-tions spatiales soviétiques (COS), dans la banlieue de Moscou dimanche 19 décembre. Très précisément entre 7 h 51 et 8 h 12 puis entre 9 h 23 et 9 h 46 (heure de Paris),

fois survolait le territoire soviétique. Le cosmonante français entamait alors son avant-avant-dernier jour dans l'espace avant le retour sur Terre prévu mercredi 21 décembre à 7 h 51 (heure de Paris) en compagnie des « recordmen » de l'espace Vladimir Titov et Moussa Manarov, qui s'apprêtent à célébrer un singu-lier anniversaire. Un an déjà passé à

tandis que la station Mir par deux

Visiblement bien remis de sa longue sortie de six heures dix minutes dans l'espace (le Monde daté 11-12 décembre) effectuée neuf jours plus tôt 🗕 • Une expérience fantastique, inoubliable, qui a dépassé toutes mes espérances », — Jean-Loup Chrétien, tout en taquinant une maquette miniature (et flot-tante) du futur avion spatial euro-péen Hermès, s'est prêté de bonne grâce au jeu des questions-réponses, auquel, il est vrai, il commence à

Dort-il bien? - Comme d'habitude, comme un bébé et sans cau-chemar. » Comment se déroulent les expériences scientifiques? « L'ordre du jour est parfaitement suivi. » Physiquement, ressent-il des suivi. » Physiquement, ressent-il des perturbations dues à l'apesanteur? « Aucun changement perceptible pour le moment... » Avant d'avous tout sourire : « Seul élément qui a peut-être changé, c'est le poids : je

contaminés per un « virus ». — L'Union soviétique a confirmé, dimanche 18 décembre, que certains de ses ordinateurs avaient été contaminés par un « virus » informatique. Environ quatre-vingts ordinateurs appartenant à cinq instituts auraient été touchés, en août demier, par ce processus de destruction introduit dans les logiciels des machines lors de copies de programmes effectuées per des étudiants soviétiques et étrangers au cours d'un camp d'été. Ce n'est pas la première fois, semble-t-il, qu'une telle minimumum frappe l'Union soviétique, puisque, seion Radio-Moscou, un program-meur anonyme travaillant dans une usine d'automobiles de Gorki avait introduit un « virus » dans le svatème informatique de l'entreprise pour désorganiser une ligne de produc lors de conflits sur les conditions de traveil. – (UPI.)

crois bien avoir pris quelques cen

Outre l'intense entraînement subi à la Cité des étoiles par le cosmo-naute français pendant les deux années qui out précédé le vol, deux raisons peuvent être invoquées pour raisons peuvent être invoquées pour Tout d'abord, on s'en souvient, Jean-Loup Chrétien n'en est pas à sa première expérience puisque son bap-tême de l'espace remonte au r 🖦 franco-soviétique en juin 1982. De plus, son séjour en apesan-teur se prolonge maintenant depuis près de trois semaines, alors que, sa première mission, d'une durée de huit jours seulement, lui avait à peine laissé le temps de s'adapter. Comme lors du premier vol, le temps m'aura manqué pour réaliser tout ce que j'espérais », a-t-il avoué.

 Nous avons du parfois travailler de 9 heures du matin à 10 heures du soir. Ce qui laisse peu de loisirs pour admirer la Terre et goûter le calme de la vie à bord. Mais la durée du vol m'a donné l'occasion cette fois d'apprécier vraiment l'apprenteur et de prendre mon anteur et de prendre mon rythme de croisière. Et l'on se rend compte alors que l'on peut rester longtemps dans l'espace...» Une impression à laquelle Vladimir Titov et Moussa Manarov, en orbite autour de la Terre depuis le 21 décembre dernier, n'ont appa-remment rien trouvé à redire... Conformément aux résultats du jours par le médecin de bord, Valery Poliakov, les deux cosmonautes se portent bien et leur aptitude au trail est restée optima

CATHERINE VINCENT.

## Un rapport remis au gouvernement

## Des mesures sont proposées pour promouvoir les émissions scientifiques à la télévision

C'est misérable», constatent Jean Audouze, directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris et Jean-Claude Carrière, écrivain, soénariste et président de la Fondation euro-péenne des métiers de l'image et du ion, auteurs d'un rapport sur la science à la télévision. A peine quelques vagues émissions comme «Thalassa» on «Océaniques» « sur un océan vide ». « Pour le reste, c'est un wal cimetière », expliquent ces deux experts dans le texte d'une soixantaine de pages qu'ils viennent de remetire à M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et à M<sup>m</sup> Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la

Pire, disent-ile, . les diffuseurs ont une représentation systém quement négative de la science comme sujet de programmes. La constat paraît d'autant plus affligeant que beaucoup de ceux qui ont été interrogés au cours de l'enquête (plus d'une centaine de personnes), reconnaissent que « naguère, on faisait mieux avec beaucoup moins de moyens ». Faut-il pour autant ne pas réagir? Jean-Marc Lévy-Leblond ne le pense pas et estime qu'il est temps de « remettre la science en

Une orientation que ne refusent pas d'ailleurs les deux rapporteurs, pour qui les conditions aont peut-être réunies pour relancer la machine. A cela au moins olusieurs

confirmée par les enquêtes, un foisonnement de projets d'émissions scientifiques de la part des fabricants de programmes, un intérêt de la part des organismes de recherche, l'existence réelle de moyens financlers hélas trop dispersés et une certaine volonté politique. Aussi Jean Audouze et Jean-Claude Carrière

- Créer une chaîne culturelle hertzienne. Quelques-uns, disent-ils, out imaginé qu'elle prenne la place la Cinq ou de M6 au cas où l'une d'elles viendrait à disparaître. Mais cela paraît bien utopique. D'autres out envisagé une chaîne à péage qui se heurte à l'opposition de ceux qui affirment « qu'une culture popu-laire ne s'achète pas ». Ne reste donc que FR 3 dont la collaboration avec la SEPT est - exemplaire ».

proposent-ils trois mesures prati-

Créer un grand bureau de répertoire, le Grand Album de la science, qui aurait le mérite de rassembler en un seul lieu tous les films, toutes les images scientifiques produites et stockées « dans des tiroirs multiples et inconnus ».

- Mettre enfin sur pled le bureau Jules-Verne, véritable « cen-tre d'accueil, de réflexion et de liai-son, destiné à rechercher des projets, à les recevoir, à les choisir et à alder à les financer », au moins au

J.-F. A.

# L'aventure Destins croisés coloniale de la France LUS MARINS ET L'OUTRE-MER L'EMPIRE ECARTELE Collections dirigées par BERNARD LAUZANNE

## Sur TF 1

## Bretelles du cœur

il a fallu attendre que l'émission consacrée aux Restos du cœur touche à sa fin, samedi soir 17 décembre sur TF 1, pour que l'on retrouve un peu l'esprit de Coluche : ce fut quand M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget — qui avait rapidement tombé la veste pour tenir la rôle de trésoriercomptable — se laisse déliment de ses bratelles, afin que calles-ci soient également mises aux enchères. De superbes bretelles bleu, blanc, rouge, omées de gros père Noël, et qui atteignaient la somme de 200 000 F...

Jusqu'à cette vente de dernière minute - non prévue au programme, paraît-il - la soirée, organisée pour collecter des onds, en collaboration avec Radio-Nostalgie, avait été, près de deux heures durant, sinistre. TF 1 ne voulant pas être en

resta en matière d'audie tative, face au Téléthon d'Antenne 2, il s'agissait, princi-palement, samedi soir, de vendre aux enchères, pour assurer les trois mois de fonctionnement des Restos du cœur (20 décembre, 21 mars) huit vélo moteurs per-rainés par des artistes et des personnalités diverses, huit deuxroues réservés aux responsables de grandes entreprises qui for-maient le public du studio.

Une aubaine, beaucoup plus œu'un secrifice financier, pour ces entreprises : qu'est-ce que

200 000 F, 500 000 F ou même 1 million de francs pour des firmes aux rains solides, quand, deux heures durant, leur nom est prononcé dix fois à la télévisio – y compris par le ministre du budget lui-même; quand des micros attentionnés recueillent es propos promotionneis de leurs dirigeants ; quand leur image de marque, associée à une qu'en sortir grandie, et quand on sait combien coûtent les spots de publicité sur la première

C'est le vélomoteur « soutenu » par M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, qui a obtenu la plus forte enchère : 1,95 million de francs (offerts en commun per plusieurs managers, dont le pro-ducteur de cinéma Claude Berni). Comme il fallait - faux équilibre un représentant de l'opposition pour que l'on ne crie pas à l'emprise des socialistes sur les Restos du cœur, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, a également parrainé, avec un peu

moins de succès, un deux-roues. À la fin de l'émission, le ministre du budget annonçait qu'au total 6,1 millions de francs avaient été recueillis : c'est tant mieux pour les flestos du cœur ; mais Coluche a du souffrir tout là-haut, avant que M. Charasse se laisse ôter les bretelles (

MICHEL CASTAING

ee Le Monde • Mardi-20 décembre 1988 13

A l'initiative du Gouvernement, les députés et les sénateurs viennent d'autoriser, à l'unanimité, la ratification du protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone.

La couche d'ozone, très haut dans le ciel, enveloppe la planète et protège la vie contre l'excès des rayons solaires.

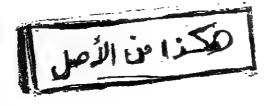
Le protocole de Montréal est un traité. Il prévoit de réduire la production et la consommation mondiales des gaz artificiels qui, utilisés dans les aérosols, les mousses plastiques, les réfrigérateurs, les extincteurs et l'électronique, finissent par s'élever dans l'atmosphère et détruisent la couche d'ozone.

Des techniques de substitution vont désormais se développer très vite.

Nous vous demanderons de contribuer au succès de cet effort international sans précédent en choisissant quand vous le pourrez des produits ou des procédés inoffensifs.

La France préserve ainsi l'écologie planétaire.

Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de l'Environnement.



هكذا من الأصل

Société

## Au tribunal de Paris

## Charles Hernu parmi les siens à la mairie de Villeurbanne

Il parle du bout des lèvres, mais les mots sont là : à la mairie de Villeurbanne, dans le royaume de Charles Hernu, le climat était ∉ difficile a, il y avait des ∉ antagonismes », des « problèmes de tempérament, d'attitude, de comportement ». C'est peu, diront certains ; trop prudent, ajouteront d'autres, mais peut-on faire plus lorsque l'on s'appelle Jean-Jack Queyranne, que l'on est porte-parole du Parti socialiste et que l'on témoigne, devant la 17º chambre correctionnelle du tribunal de Paris, en qualité d'ancien premier adjoint au maire de Villeurbanne dans un procès en diffemation intenté par Charles Hernu à l'Evenement du jeudi ? Non pas au côté de son camerade de parti. Jean-Jack Queyranne était cité comme témoin par... l'avocat de l'Evenement du jeudi, M. Jean-Yves Dupeux, et cela pour un article titré « Hernu est-il devenu fou ? »...

Cette question n'a pas été posés à Jean-Jack Queyranne, mais les ellences, parfois, en disent long. Les sourires aussi. Après sa déposition, installé sur son banc de bois, le porteparole du Parti socialiste ne pourre s'empêcher de s'escleffer en entendant le chef du cabinet de Charles Hernu déclarer qu'il n'avait jamais vu son supérieur faire la moindre pression sur un employé municipal. Il rira plus encore en entendant le secrétaire général de le mairle affirmer avec une belle candeur que l'équipe municipale était « diverse et variés », mais qu'on ne pouvait pas dire qu'il y avait quine mauvaise ambiance ». Sur son banc, Jean-Jeck Queyranne ricane, mais son sourire reste vaguement figé ; il a abandonné son poste d'adjoint l'été dernier, officiellement pour cause de cumul de mandate, et il n'a pas trouvé de place sur la liste socialiste de Villeurbanne pour les prochaines municipales...

cabinet de Charles Hernu. Alora d'où venait donc le climat qui régnait en novembre 1987 ? Un climat évoqué à la barre par Planel, du Monda, et Robert Marmoz de Lyon-Libération. Des rumeurs affolantes, des adjoints terrorisés exigeant l'anonymat, des rencontres mystérieuses ayant lieu partout sauf à la mairie de Villeurbanne, et des confessions dignes de romans policiers ; √ Vous ne savez pas de quoi il est capable. ».

De quoi était-il donc « capable » ce ministre déchu qui sortait à peine de la tourmente de l'affaire Greenpeace ? Dans son article, Murielle Szac-Jacquelin rapportait, entre autres, deux épisodes de la vie municipale de Villeurbanne: Charles Hernu fournissant aux employés communaux membres du Parti socialista - et ils sont nombreux - la liste des noms à rayer pour l'élection du bureau de la section ; Charles Hernu soupçonné par cartains de procéder à des écoutes téléphoniques au sein même de la mairie. Deux passages de l'article attaqués en diffamation.

## Adjoint en disgrâce

Il y surs des témoignages, Celui de l'adjoint en disgrâce Bernard Rivalta. Comme Jean-Jack Queyranne, Bernard Rivalta, actuel président du groupe accialiste du conseil général, a disparu comme par enchantement de la liste socialiste pour les prochaines municipales. Lorsque l'avocat du maire, Me Christian Charrière-Bournazel lui demande si cette mise à l'écart est la conséquence d'une décision « personnelle » de Charles Hernu, Bernard Rivalta se contente de lâcher d'une voix raugue ; « Je la panse. » À la mairie, ajoute-t-il, l'ambiance était « diffic passionnelle, pas facile à vivre ».

Out, dire-t-il è la barre, il a vu de ses veux. lors de l'élection du bureau de la section, cette liste de nome qui permettait à Charles Hernu e d'éliminer ceux qu'il ne souhaiteit pas voir représentée ». Une seconde adjointe viendra confirmer ses dires : Pascale Crozon se dit certaine que cette liste émenait de Charles Hernu. Jean-Jack Queyranne racontera, lui, une réunion de section où la question fut posée à l'ancien ministre de la défense. « A-t-il slors dera le président de la 17º chambre correctionnelle. M. Alain Lacabarats. « Oui autant que je m'en souvienne », répondre le porte-parole du Parti socialiste après un bref silence.

Comment s'étonner, dès lors, dans cette ambiance de colère et de méfience, de l'ampieur de la « rumeur des écoutes téléphoniques > ? Charles Hamu a fait installer un nouvaau standard pour aspionner son monde, diton. Le « mouchard » ne relève-t-li pas les postes d'appel et les heures et les durées des conversations ? « Une façon comme une autre de maitriser les dépenses téléphoniques », répondra le secrétaire général de la mairie, qui en profitera pour préciser que seuls les quatre premiers chif-fres du numéro d'appet étaient mémorisés. Impossible donc de retrouver l'Interlocuteur

## Ambition et rivalité

Sur leurs bancs, les témoins font le moue, levent les yeux au ciel. Certes, Après tout, aucun d'entre eux n'est allé jusqu'à accuser formeilement Charles Hernu d'écouter les postes de ses collaborateurs. Mais la rumeur, elle, allait bon train... De cels, c'est sûr, ils peuvent

Jean-Jack Queyranne, Bernard Rivalta, Pascale Crozon. Trois témoins, trois adjoints au maire de Villeurbanne, trois membras éminents du Parti socialiste, trois exclus de la liste de Charles Hernu aux prochaines municipales Tous formels : l'ambiance était « mauvaise », et la liste feisent pression sur la vote des employés municipaux a bel et bien circulé à la mairie, sans doute sur l'initiative de Charles

L'avocat du maire de Villeurbanne ne manquera pas de souligner cette connivence des adjoints. Non sans insinuations : « Que dire de ce qui est dicté par la ranceur, la jalousie, l'ambition et la rivalité? lancers-1-il dans sa pialdoirle. (...) Quand Charles Hernu est parti dans son ministère à Paris, beaucoup ont salivé. Et beaucoup ont été dépus de le voir reprendre

Trois des adjoints au mairs, la sacrétaire cénéral de la mairie, le chef de cabinet de Charles Hernu à Villeurbanne, le responsable du toute la petite famille de la mairie s'épie en allence sur les bancs des témoins. Il y a les Sidèles et les renécats, les crovants et les perjures, les «responsables» et les «comploteurs ». Les pro et les anti-Hernu, en somme «Hernu est-il devenu fou ? », demandant l'Evénement du jeudl. Le principal intéressé était prudemment resté chez lui.

Jugement le 13 janvier 1989.

ANNE CHEWIN,

## Un colloque organisé à Lyon par des avocats

## Pour juger mieux et plus vite

de notre envoyée spéciale

Des bâtonniers en nombre, les plus hauts magistrats - de l'administration centrale comme du siège et du parquet, pour une fois mêlés, - des conseillers d'Etat, des professeurs de droit, des spécialistes du « terrain » judiciaire, une longue visite du ministre de la justice : le colloque organisé à Lyon le 16 décembre réunissait des partici-pants de choix. Il s'agissait pour cette assemblée, réunie à l'initiative du bâtonnier de Lyon, M. Jean Bonnard et de M. Pierre Truche, anjourd'hui procureur général près de la cour d'appel de Paris, mais dont la carrière lyonnsise n'est plus à rappeler, de répondre, si possible, à une question vraiment simple dans son innocence: « Juger, as peut-on faire ncieux ? ».

D'évidence, chacun y répondait " out " et les choses se seraient vite conclues a l'on avait été tout à fait d'accord sur l'art et la manière de parfaire une justice abondamment décriée. « Justice débordée, dépossédée, espérée », « l'urgence et le provisoire », « résoudre sans trancher . : les trois thèmes choisis permettaient des développements passionnants qu'il aurait fallu tous DOUVOIT STIVE.

Alors que la demande de justice n'a jamais été aussi forte, celle-ci a rarement semblé aussi dépassée et décalée par rapport à la société. Le garde des sceaux l'a bien signifié : Le juge n'est plus suffisamment crédible s'il se contente de définir le bien et le mal. Il lui faut mainténant faire mieux (...); prendre des décisions qui saient comprises par tous et acceptées, qui apaisent et s'insèrent dans le mouvement d'une société qui se transforme très vite (...). On doit juger, sans doute, mais on peut faire autre chase que juger (...). Le fossé ouvert entre mense besoin de justice de nos concitoyens et leur méfiance à l'égard de l'institution ne sera pas comblé tant que la justice restera pour eux ce qu'est l'hôpital pour le maiade : un lieu où le sujet devient objet et subit, sans y avoir pris part,

donner la clé = Le justiciable, a dit encore

M. Pierre Arpaillange, a le droit d'être traité comme l'utilisateur normal et majeur d'un service

Personne ne l'aurait, on s'on doute, constesté. Et sûrement pas M. Gilbert Bonnemaison, député (PS) et maire d'Epinay-sur-Scine, médiateur du récent conflit avec les personnels pénitentiaires. Sur les dizzines de milliers de personnes qui passent chaque année par la prison, a-t-il rappelé, la moitié y séjournent mains de trois mois. Après leur sortie, plus de la moitié récidivent et retournent devant la justice. M. Bomemaison estime que octte situation - mult à l'Institution judiciaire, qui ne sait répondre quanti-tativement et qualitativement aux sollicitations sociales dont elle est l'objet. La crise de la justice est une arreinte à la crédibilité de l'Esat. Celle-ci ne sauratt être isolée de la crise générale qui affecte, aujourd'hui, l'ensemble des services

## Routine et checurantisme

Efficacité, rentabilité : « Les proticiens du droit pensent y pardre leur âme ». Il faudra peut-être se mettre à une véritable modernisa-tion de la justice, qui ne passe pas que par l'informatique et la bureau-tique, mais par un bon coup de balai dans la routine et l'obscurantisme. Li circulaire pour un service public do la justice (le Monde du 17 novembre), récemment envoyée au monde judiciaire par M. Arpaillange, va dans ce sens. Elle incite è l'innovation, mais porte en elle-même ses limites : les participants an colloque le disaient à plus ou moins haute voit.

Combien, dans le monde judiciaire, sont prêts à se risquer vrai-ment au changement? Le manque de moyens pèse moins lourd que Pesprit conservateur. Attend-on qu'un ministre vous prie d'être intelligent pour le deveair? C'est M. Bruno Cotte, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, qui a mis le ministere de la justice, qui a mus re doigt sur les questions les plus trou-blantes, et il n'était pas indifférent que ce soit lui qui le fasse, alors que, de M. Badinter à M. Arpaillange, en passant par l'intermède de M. Cha-landon, il n'a cessé d'ausculter, au plus près, la politique judiciaire.

## Les contentiens « de papier »

Si l'on dénonce sans risque d'erreur la lenteur, l'inadéquation, la pesanteur de la justice, est-on prei, pour juger mieux et plus vite, à comprendre que l'individualisation des peines, l'exercice des droits de la défense, les procédures d'indemnisa-tion des victimes, sur lesquels on ne saurait revenir, sont « des facteurs consommateur de temps »? « A défaut de gagner du temps, il faut en reconquérir », et il faut que la juge pénal n'intervienne que « lorsque sont miser en cause les valeurs fondamentales de notre société ».

Est-on prêt à - déjudiciariser bon nombre de contentieux de masse (chèques sans provision, délits rou-tiers, sauf lorsqu'il est porté atteinte dets, saur torsqu'il est porté affeinte à l'intégrité physique des per-sonnes), bref, tous les contentieux dits « de papier ». Les délits de presse ont ils ienr place au pénal? Les parquers s'engageront-ils un Les parquets s'engageront-ils un jour à faire un tri dans les conten-

Enfin, les avocats, si exclins à dénoncer les lenteurs de la justice, accepteraient ils que soit revu le régime des nullités procédurales; s'engageraient-ils à ne pas abuser des voies de recours (la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris subit, en ce moment, une avalanche concertée de demandes de mises en liberté dont les requérants multiplient, dans certains cas, avec chaque fois de nouveaux motifs, leur démarche plus de dix fois par jour)? A défaut de lutter contre le nombre de détentions provisoires, ne pourrait-on, au moins, raccourcir leur durée ? M. Cotte, en posant ces questions, a suggéré les solutions.

Nombreux ont été les invités à ce colloque à estimer que la justice est, aujourd'hui, « au milieu du gué ». Pas tout à fait enlisée, pas tout à fait sauvée. Si la politique judiciaire se faisait moins au ministère de la justice et au Parlement, et plus dans ce genre de réunion, où l'intelligence et la détermination étaient manifestes, la justice, peut-être, suirait une chance de sortir de l'ornière.

AGATHE LOGEART.

L'enquête sur les attentats de 1986 à Paris

## Le juge Boulouque à Abidjan après la découverte d'un stock d'explosifs

d'un Libanais d'obédience chiite intégriste, Mohamed Abdel Taki, vient de motiver un voyage sur place de M. Gilles Boulouque, juge d'ins-truction au tribunal de Paris chargé de plusieurs dossiers de terrorisme. Elle avait suivi la découverte, dans une villa dont il était locataire, d'un stock d'armes et d'explosifs. Interrogé par la police ivoirienne. Taki. dont cinq compatriotes vivant avec aurait déclaré que les armes et les explosifs étaient destinés à de nonvelles opérations terroristes en Europe, et particulièrement en

L'affaire avait été signalée en août dernier aux autorités françaises apr la DGSE, qui dispose d'une

L'arrestation opérée il y a plusieurs antenne en Côte-d'Ivoire. La DST mois, à Abidjan (Côte-d'Ivoire), poursuivit alors les recherches et constata que les 73 kilos d'explosifs saisis étaient de même nature que ceux utilisés à l'automne 1986 à Paris, notamment pour l'attentat de la rue de Rennes, et que ceux découverts en forêt de Fontainebleau après l'arrestation des membres du réseau de Fonad Ali Salah. Pour le juge Boulouque comme pour les magistrats du service central de lutte antiterroriste (SCLAT) - ex quatorzième section du parquet de Paris, - dirigé par M. Alain Marsaud, il s'agit non seulement de déterminer si les explosifs découverts étaient promis à une utilisation prochaine en France mais encore de savoir si Mohamed Abdel Taki ne joua pas déjà un rôle dans les atten-tats parisiens de 1986.

## DEFENSE

Pour transporter les autorités gouvernementales

## Le gouvernement australien louera cinq Falcon-900 à Dassault

Le gouvernement australien a décide de louer cinq triréacteurs de liaison intercontinentale Falcon-900 produits par le groupe français Dassault-Breguet. C'est l'armée de l'air australienne qui doit les met-tre en œuvre, au profit des déplacements à longue distance des autorités gouvernementales. La commande est acquise et le contrat pourrait être signé le 22 décembre, par le biais d'un intermédiaire local, Hawker Pacific. La transaction couvre une location de dix ans, pour un montant moyen annuel de 130 millions de francs, scion des informations en prove-

nance d'Australie. Triréacteur à long rayon d'action (plus de 7500 kilomètres) et à vaste cabine (pour le transport de douze à vingt personnes), le Falcon-900 était opposé au Challenger canadien, au Boeing 737-300 que proposait, d'occasion, la compagnie Australian airlines et au BAE-146 britannique compagnie Australian BAc-146 britannique.

En s'adressant à Hawker Pacific, qui représente la filiale américaine de Dassault, Falcon Jet Corporation, chargée de la vente et du sou-tien commercial dans les deux Amériques, l'Australie et l'Extrême-Orient, le gouvernement de Sydney a apparemment préféré cette formule de location décennale à l'achat de ces mêmes Falcon. Il semble, du reste, qu'il ait beau-coup hésité sur la nature du contrat et sur la composition de la flotte d'avions qui serait définitive-ment retenue. Au début des tractations, en effet, on avait laissé entendre que l'Australie souhaitait. en contrepartie de l'achat de Falcon-900, que Dassault s'engage l'aider à placer, sur le marché de seconde main, les anciens Mirage-III dont sa force aérienne veut se débarrasser au bénéfice de pays désirenx d'acquérir des avions de combat d'occasion. Le Pakistan serait prêt à racheter une soixantième desse Mirage III à l'Austrataine de ses Mirage III à l'Austra-

## Les visites domiciliaires du fisc

## La Cour de cassation invite les présidents de tribunaux à plus de vigilance

jour même et, creusant le sol de la

cave, avaient découvert des nièces

rendre quatre décisions dont l'ensemble constitue un avertisse-ment adressé aux présidents des tribunaux de grande instance afin qu'ils examinent avec la plus grande circonspection les demandes de visite domiciliaire présentées par l'administration des finances.

En matière siscale, douanière et économique, les fonctionnaires du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation doivent demander au président du tri-bunal de grande instance du lieu où ils ont à opérer de rendre une ordonnance par laquelle ils sont autorisés à pénétrer dans des locaux privés pour se livrer à des investigations ou à des saisies. Les textes imposent aux magistrats de vérifier concrètement la demande, qui « doit com-porter tous les éléments d'information en possession de l'administration, de nature à justi-

Or il semble que les services fiscaux, comme ceux de la douane et de la répression des fraudes, se montrent parlois réticents à indiquer aux juges la nature précise des renseignements qui leur permettent de soupçonner une infraction.

fier la visite ».

En outre, dans certains cas, les fonctionnaires invoquent des agissements différents de ceux qui motivent réellement la visite domicilizire. De leur côté, certains présidents de tribunaux d'instance se montraient peu curieux en se bornant à enregistrer la requête de l'administration. C'est ce comportement que la Cour de cassation a sanctionné le 15 décembre après un débat en chambre mixte : première et deuxième chambres civiles, chambre commerciale et chambre criminelle sous la présidence de M. Pierre Drai, premier président.

Le Cour a ainsi cassé des ordonnances de présidents de tribunaux de grande instance d'Aix-en-Provence, de Caen et de Strasbourg qui ne précisaient pas le bien-fondé des demandes de l'administration, empechant ainsi les juges suprêmes d'exercer leur contrôle.

A Reims, les fonctionnaires du fise avaient sollicité le président du

La Cour de cassation vient de tribunal de grande instance en indi- d'or. Manifestement, les fonction naires avaient des informations sans quant qu'ils soupçonnaient un comrapport avec une fraude sur des mercant de se soustraire an paiocuments comptables, et la cassa ment de la TVA et de l'impôt sur tion d'une ordonnance du président du tribunal de Reims refusant les bénéfices en omettant scientment de passer des écritures. Une d'accorder au commerçant la suspremière visite domiciliaire a'avalt pension des visites entraîna l'annula donné aucun résultat. Mais les tion de la procédure fiscale engagée agents du fisc étaient revenus le sur un moyen détourné.

MAURICE PEYROT.

## Dans les « Dossiers et documents du Monde » de décembre

## L'islamisme

lilustra surrout per l'Iran de dizaine d'années n'est pas, loin l'iman Khomeiny, l'islamisme s'en faut, seulement poussée par désigne l'islam radical dont la montée en puissance s'inscrit en parallèle avec l'intégrisme refigieux en général. Aux sources de la radicalisation, on trouve à la fois le réveil de l'islam, refusant la désacralisation de l'univers, l'opposition au modèle de déve-loppement occidental, mais aussi une révolte sociale. La manifestaion de l'islamisme, qui se nour-rit aussi des échecs du nationasme, conduit à une emprise toujours plus grande de la reli-gion sur la société. La vague isla-

du Machrek, en Indonésie, en l'intégrisme musulman progresse. Ce progres est aussi le reflet des faiblesses du monde musulman face aux défis du monde industrialisé contemporain. Et, là où les radicaux ont conquis le pouvoir, ils n'ant pas réussi à mettre en œuvre un proiet de société moderne dans le

## Le budget de l'Etat

Pendant les années de forte pissance, les gouvernements des pays industrialisés ont beaucoup dépensé, utilisant le budget pour guider l'économie. Lors du second choc pétrolier, en 1979, tous ou presque avaient comigé le tir, menant des politiques budgétaires restrictives, à l'exception notable de la France en 1981 et 1982. Côté recettes, une nouvelle culture fiscale 1endant à réduire la pression de l'impôt se développe aux États-Unis. La France s'en inspire, dans le contexte, il est vrai, favorable du boom économique et des pri-

Côté dépenses, la rigueur s'installe, avec de légers correctifs comme le revenu minimum d'insertion pour les plus démunis. Mais la marge de menœuvre est átroite. Tandis que des lois de programmation ligotent l'avenir, l'absence de planification dans des secteurs tels que l'enseignement ou la santé conduit l'État « rigoureux » à jouer le pompier d'incendies pourtant prévisibles. Reste à financer le déficit budgétaire. En dépit des résultats obtenus, cette opération est plus difficile qu'il n'y paraît.





# PARIS - OXFORD - BERLIN - MADRID

Le 26 octobre 1988 l'EAP a acquis le statut d'Etablissement Supérieur d'Enseignement Allemand

L'EAP délivre désormais 2 diplômes aux étudiants de son programme européen de 3 ans :

- le diplôme français de Grande Ecole de Gestion visé par le Ministère de l'Education Nationale.
- le "Diplom-Kaufmann" titre universitaire allemand de maîtrise de gestion.

EAP, Ecole Européenne des Affaires siège social: 108, bd Malesherbes 75017 PARIS - tél.: 47.54.65.43



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

هكذا من الأصل

# **Sports**

TENNIS: finale de la Coupe Davis

## La légion Becker conquiert la Suède

contre les Etats-Unis (5-0) et en 1985 contre la Suède (3-2), l'équipe de la République fédérale d'Allemagne a gagné pour la première fois le saladier d'argent en remportant une victoire aussi inattendue qu'his-

Cala avait démarré au rythme des

cuivres a hot a d'un ensemble de

jazz, à la cadence syncopée d'un spectacle son et lumière... Pas de

protocole lourd, pas d'officiels com-passés. C'étair anievé, percatant et joyenz. Une cérémonie d'ouverture

rajcunie pour le sacre attendu d'un

tennis suedois détenteur en 1988 de

tous les titres masculins du grand

dade d'une défaite sans appel.

« Casse » physique et bleus à l'âme, bordées de sifflets à l'intention de

l'entraîneur Hans Olssen et de toute

l'équipe suédoise. Ils semblaient

promis à l'apothéose. Humiliation suprême : ils étaient battus chez

une grande première de la part de la bande à Boris, fruit d'une volonté

commune de tous les joueurs alle-mands de porter le paimarès collec-

tif de leur pays sur les hauteurs atteintes à titre individuel par Bec-

ker lui-même et par Steffi Graf, ce

public a surtout pris la défaite som-

Qu'en était-il tout à coup de la santé profonde du tennis suédois, finaliste pour la sixième année

consécutive de cette prestigiouse Coupe Davis? Cette équipe qui

avait habitué au sérieux et à la poly-

valence, se trouvait même incapable

de terminer la rencontre dans les

formes. Après le retrait sur biessure

pleine figure.

Car si la l'oule suédoise a assitée à

Cela s'est terminé dans la déban-

de gagner.

Et Mats Wilander en premier. Le

numéro un mondial souffre depuis

trois mois d'une périostite, mal bien connu des marathoniens, provoquée sans doute par des chocs répétés sur

les surfaces en dur. « Si je ressens encore une gêne après l'Open de Melbourne alors je me ferai peu-être opèrer ou bien je prendrat un long congé », nous a-t-il dit diman-che. Son entourage parlait d'un ti-

mestre de douleur, d'entraînements

tronqués, d'un moral altéré par

l'incertitude. « Tout cela le fatigue

mentalement, nous dit Jon Anders

Sögren, son entraineur, - car il sait

Wilander, il est vral, a dans les

jambes huit saisons de Coupe Davis

et il est dans sa vingt-cinquième

année, age charnière pour les cham-

pions modernes depuis Björn Borg. Boris Becker lui-même, dont la

forme respiendissante de cette fin de saison en dit long sur la hauteur de ses ambitions pour 1989, ne voulait

pas dépasser ce seuil en invoquant

que cela peut devenir chronique. .

**GOTEBORG** 

correspondance

torique sur la Suède (4-1) au Scandinavium de Göteborg. Après les deux premiers points marqués, vendredi 16 décembre, celle-ci a été acquise dès samedi lorsque Boris Becker et Eric Jelen ont battu la paire suédoise Stefan Edherg-Anders Jarryd (3-6: 2-6: 7-5:

6-3: 6-2). C'est la première fois depuis 1968 que l'équipe détentrice de la Coupe est battue chez elle en finale. La RFA est la penvième nation à conquérir le saladier d'argent depuis la création de l'épreuve en

de Wilander du dernier simple, le l'avenir de la jeune équipe qu'il réserviste Kent Carlsson invoqua une blessure à l'aine sur laquelle la presse suédoise émettait de sérieuses réserves, et Jarryd blessé à l'épaule

anime. « Nous sommes partis pour une grande campagne, nous a-t-il dit, qui pourrait durer quatre à cinq ans. Les propos de tout jeune champion traduisent désormais un renonça à son tour. La débacle fut sens aigu de l'éphémère. A vingtdonc à son comble avec, en guise de trois ans, Eric Jelen fait figure d'ancien dans l'équipe de RFA entouré de Patrick Kuhnen, vingtdernier match, une rencontreexhibition entre l'Allemand Kuhnen et un Suédois non sélectionné. deux ans, Carl Uwe Steeb et Boris Mikael Pernfors, devant une foule devenue ouvertement hostile aux Becker, vingt et un ans chacun. joueurs suédois qui faisaient banquette au bord du court. On a ve là que la Suède était dans l'incapacité

## Un potentiel EDOTAL

Lors du diner de l'équipe gagnante samedi soir, les joueurs évoquaient avec émerveillement l'évolution du tennis allemand depuis la première victoire de Bec-ker à Wimbledon en 1985. Ils se félicitaient de la chance que représente la réelle amitié qui les lie.

En Coupe, ils ont prouvé leur valeur sur la terre battue, sur moquette et sur ciment, et Kulmen fut quart-de-finaliste sur l'herbe de Wimbledon, Becker mis à part, ils possèdent la force de ceux qui viennant de repousser leurs propres limites pour découvrir la grande ambition. Lour succès vient à

« Une victoire en sinale en 1985 serait venue trop tôt, nous a déclaré Klans Stauder, président de la Fédé-ration allemande. Il nous fallait les résultats speciaculaires et entral-nants de Sieffi Graf et Boris Becker et le temps de les assimiler. Mainte-nant, il s'agira de répondre aux espoirs de toutes sortes. D'abord

ceux des jeunes. Chez les moins de quatorze ans, nous enregistrons une poussée d'intérêt phénoménale. Ensuite les sponsors, il existe un potentiel énorme pour l'investisse ment dans le tennis chez nous. A nous de l'exploiter et de le canali-

Un centre national verra bientôt le jour à Hambourg. Coût : 75 mil-lions de francs. Philippe Chatrier, président de la FIT, a promis que la représentation allemande sera accrue au sein de la Fédération internationale; et le Roumain Ion Tirisc, avec le titre officiel de « conseiller technique et expert en marke ting » auprès de la Fédération. s'apprête à faire de la RFA la pisque tournante commerciale du nis européen et, du même coup, la base d'un empire personnel.

Sur les bénéfices réalisés pour la Fédération sur les événements qu'il monte, Tiriec touche 20 %, mais, surtout, il gère les intérêts de Becker et, depuis plusieurs mois, il est en pourpariers avec la famille Graf. Patrick Kuhnen a consié ses intérêta à l'ISS (International Sports Service), pour lequel Tiriac remplit également le rôle de conseiller. Carl Uwo Stoob s'appréterait également à signer avec le Roumain.

Nous avons appris que l'on peut compter sur Tiriac . nous a dit Stauder. Il faudra aussi, à l'avenir, compter avec fui et, surtout, avec le tennis allemand dans son ensemble qui annoncera symboliquement son deux millionnième licencié pour le Nouvel An.

MARC BALLADE

## SKI ARTISTIQUE: un entretien avec Eric Laboureix

## « Retrouver grâce auprès du CIO »

Deuxième etape de la Coupe du monde de ski artistique, la station de La Plague a accueilli, da vendredi 16 au dimanche 18 décembre, l'élite internationale de cette discipline. En se classant deuxième lors de l'épreuve de bosses, Edgar Grospiron a montré que les jeunes Français débutent sur le circuit avec l'envie de s'imposer.

Mais, depuis la décision du Comité international olympique de ne retenir aux Jeux de 1992 à Albertville que les bosses, les skieurs artistiques ont des états d'ame, Eric Laboureix, vainqueur dimanche du combiné bosses-saut-ballet, s'interroge sur les motifs d'une telle déci-

LA PLAGNE de notre envoyé spécial

Vous attendiez-rous que le Comité international plympique ne recommisse que les bosses comme discipline officielle?

- La surprise a dominé après la décision du CIO. Certes, on savait tous plus ou moins que le ballet aurait du mal à emporter la conviction des responsables internationeux. Mais, pour le saut, on ne se faisait pas trop de souci Nous avons eu tort. Il y a des gens pour qui cette gymnastique scribatique sur skis n'est pas une discipline à part entière. La vicille rivalité entre ski alpin et ski artistique réapparaît au grand jour. Les responsables des pays alpins, forts dans un sport déjà ancien, ont eu peur de la nouveauté que représente le free style. Ils veu-lent sans doute casser ce nouveau

Patinage artistique

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Née à la Réunion en 1963, adoptée par une famille niçoise, Surya Bonaly, un « bout de choux » de 1,54 m et 42 kg.

un » bosa de choux » de 1,54 m et 42 kg, avait été championne du monde espairs de tumbling à treise ans. Dans cette discipline elle a acquis une maîtrise du corps dans l'air qui lui a permis da faire une rapide perche an patinage artistique : troisième aux. Championnais du monde jusiors à Sarajevo il y a quelques semaines, elle est devenue dimanche 18 décembre à Caex championnanche 18 décembre à Caex championnanche Prance en individuel (cinq

dimanche 18 décembre à Caen cham-pionne de France en individuel (cinq triples différents dans son programme libre dont une combinaison triple bou-cle piqués-triple boucle piquée) et en couple avec Vandenbergh. Elève de Didier et Annick Gailhaguet à Champi-gny, elle pourrait ainst devenir un espoir pour les Jeux olympiquas d'Albertville en 1992.

mettent en avant les conditions de sécurité pour justifier leur choix. Y a-t-il en beaucoup d'accidents en

 Pas plus que dans d'autres disciplines alpines. Les pirouettes que nous effectuons en l'air, nous les répétons longtemps au-dessus de l'eau. Ensuite il ne nous reste plus qu'à assurer notre réception sur les skis dans la penie. L'épreuve est spectaculaire mais pen dangerense.

» Je pense que les commissaires consultés par M. Juan Antonio Samaranch ont évoqué des chutes qui ont en lieu lors des Jeux de Calgary, où le ski artistique était présent comme sport de démonstration. Des accidents, dus sûrement à une mauvaise préparation de certains concurrents, qui n'ont pas mesuré l'importance du terme « démonstration ». Moi, j'entame ma sixième saison en Coupe du monde, et, voyez, je saute toujours.

y with

 $Y(s_k) \in \mathcal{G}$ 

· 144 976

40.00

13 A.C.

res State

1.00

नाः तस्त्रीष्

Sales

N. 14

中域

4.4420

44 M.

44 34

All by

 $1 < e^{\epsilon} \oplus_{i \in \mathcal{C}} \oplus_{i \in \mathcal{C}} \mathbb{I}_{q(i)}^{(i)}$ 

74.18.6

Company

4 1 1 2 1 gl

14 28-26

化物性基础 أفيرون الان

---

The second

a ser y prope

The Property of the Control of the C

The second secon

The second secon

The same

In musicie

---

 Vous allez continuer à jouer les polyvalents, à gianer des points dans toutes les disciplines encore

- Comme je pratique les trois disciplines, je dispose de diverses possibilités. Face à la décision des nstances internationales, je pourrais choisir de me consacrer uniquement aux bosses. Mais je ne peux pas m'empêcher de penser an ski artistique, à tout et que cela représente pour moi qui suis un des derniers pionniers sur les circuits. Trois disciplines, c'est trois jours de spectacle dans une station où garçons et filles rivalisent d'adresse. Je revois toujours la foule des spectateurs qui suivaient nos évolutions à Lake Piacid, sux Etste-Unis. Et je me dis qu'on ne peut pas supprimer le ski

## - Il existe donc des menaces de disparition de votre sport ?

- A priori, non. Mais skienra et responsables doivent être vigilants. Nons devons nous tenir les condes pendant les quatre ans qui viennent. Le free style aura un second examen de passage pour le saut et le ballet, à Albertville. C'est à ce moment-là qu'il faudra que nous soyons encore

» Les menaces, pour l'instant, je les vois de deux côtés. D'une part, une tentative de certaines Fédérations nationales de ski pour accaparer les bosses en les séparant des autres disciplines, et en les intégrant dans le ski alpin. En France, ce risque semble faible, puisque la com-mission ski artistique fonctionne bien à l'intériour de la FFS. Mais dans d'autres pays européens la situation est bien différente.

» D'un autre côté, des sauteurs décus par les dernières nouvelles peuvent avoir envie de lancer un circult professionnel. Un garçon comme le Canadien Alain Laroche exprime parfois le désir de monter une tournée d'exhibition aux Etats-Unis et dans son pays. Le succès serait sans doute assuré, mais cette dispersion supplémentaire aurait rai-son du ski artistique.

## - A vingt-six aus, étes-vous tou-jours décidé à vous buttre pour le ski artistique ?

- Vers la fin de la saison dernière, j'ai su un petit moment de déprime. Je suis dans l'équipe depuis 1983, et je gagne régulière-ment le combiné depuis trois ans. Alors, j'ai laissé entendre que j'allais arrêter, et, presque en même temps, je me suis dit : « Je continue pour faire encore mieux. » J'ai été champion de France, champion d'Europe. Un titre me manque. Or les cham-pionnats da monde ont lien en février prochain.

 Malgré une entorse au genou —
 il y a parfois de petits accidents, —
 qui m'a obligé à rester quarante-cinq jours plâtré, je me sais lancé fin mai comme un fon sur le vélo. J'ai partagé mon temps entre Tignes, où je m'entraînais avec les bosseurs, et Evian, où je retrouvais les sauteurs. Moralement, je suis très conscient, et je continue avec foi à exercer mon méner d'athlète de haut niveau.

## - Quei est l'avenir du bailet ?

- Je pense que les spectateurs ne comprement pas le ballet. Moi, je me fais très plaisir, car ce qui m'intéresse, c'est l'acrobatie. Alors, nous devons nous-mêmes proposer un règlement différent. Il faut rac-courcir l'épreuve. Par exemple, 1 mm 30 s an lieu des 2 mm 15 s actuelles, et imposer la gymnastique gu sol. Avec quatre rotations, on peat séduire le public et retrouver grâce auprès des instances olympiques. C'est mon souhait pour que se perpétue le ski artistique, et que nous puissions nous amuser ensem-ble, toutes disciplines confordues.

> Propos receielles par .. . SERGE BOLLOCH.

## GYMNASTIQUE RYTHMIQUE: championnats de France

## Rubans, cerceaux et massues

Les championnats de France de enthousiasme l'émergence d'une discigymanstique, qui se sont terminés pline, «cousine». L'une privilégie la force, la virmosité : l'autre la beauté et la crice. out courousé Stéphane Canterman chez les hommes, Karine Boucher chez les femmes et Stéphanie Cot-tel en gymnastique rythmique et sportive (GRS). Cette dernière discipline, importée en France il y a vingt ans, connaît un succès crois-Sant amprès du public.

DIJON correspondance

Assises dans un coin du palais des sports de Dijon, Karine Boucher et Stéphanie Cottel échangent des impressions. Elles sont toutes deux agées de seize ans et ont remporté, samedi 17 décembre, un titre de championne de France. Karine Boucher, pour la troisième lois consécutive en gymnastique artistique et Stéphanie Cottel, pour la deuxième fois en gymnastique rythmique et sportive.

Karine Boucher est petite (1,45 mètre) pour son âge, mais assez trapue. Elle commence timidement à se maquiller, à porter des boucles d'oreille, mais avone ne pas ressentir une grande attirance pour ces artifices. Stéphanie Cottel est plutôt grande (1.66 mètre) avec ses cheveux blonds irés vers le haut de la tête. Sa silhouette est presque celle d'une femme. La gymnastique artistique et la GRS appartiennent à la même famille

et, pourtant comme leursdeux représentantes, elles ne se ressemblent pas. Leur histoire, leur style, leur esprit dif-Lear histoire, leur style, leur esprit dif-fèrent. Et les gens de «l'artistique» Angeles le concours général de GRS. s'out pas toujours accueilli avec Quatre centres de haut niveau ont

football reprendra le 4 février

prochain après deux mois de

trêve hivernale. La Paris SG peut

déjà savourer un titra, celui de

champion de France du pare-doxe. En tête de la compétition

avec deux points d'avance sur

l'AJ Auxerre alors qu'il reste

quatorza rancontres à disputer. l'équipe parisienne victorieuse le

samedi 17 décembre à Caen (O-

Premier peradoxe : à deux exceptions près (le défenseur

Jean-Marc Pilorget et l'attaquant

Christian Perez), ces mêmes joueurs avaient frôlé la relegation

en seconde division la saison

demière. Comment expliquer

goslave Tomislav Ivic. cinquantecinq ans, nouvel entraineur du ciub, a su consolider un groupe

1) n'en finit pas de surprendre,

la grâce.

A l'origine discipline corrective, appliquée aux jeunes filles connaissant des problèmes de coordination des mouvements, la GRS est née à la compétition il v a seulement trente ans. Les Soviétiques out fait le premier pas, bientôt suivies par les Tchécoslovaques, puis par les Bulgares, qui devaient s'emparer de ce sport pour le porter au pinacie.

Les premiers championnats de France ont eu lieu sa 1968. Parente pauvre de la famille de la gymnastique, la GRS l'est assurément en France. Elle a apporté à la FFG, 5 565 licences férminines (la mixité sera introduite, uniquement dans les ensembles, en 1989), sur un total de 132 000, lors de la saison 1987-1988. Pourtant la progression a été vive : en 1980, les adeptes licenciées de la GRS ne depassaient pas les 2 000.

« Par manque de moyens, mais surrout de cadres qualifiés, nous ne pouvons même pas repondre à la demande en GRS, déplore Roger Felzines, le président de la Fédération. C'est la raison pour laquelle la majorilé des pratiquantes échappent au cadre fédéral : le nombre des gym-nastes licenciées auprès de l'Union nationale du sport scolaire, l'UNSS, est supérieur à celui des licenciées

La discipline a vivoté jusqu'en 1980. l'année où le Comité international olympique a décidé d'inclure dans ses

comme son compatricte Safet

Susic ou le gardien de l'équipe de

Second paradoxe du Paris SG

version 1988-1989 : l'année

même où le club parisien

s'impose un train de vie très

modeste par rapport à ses

concurrents habituels, il obtient

du président Francis Borelli

n'étaient donc pas programmés.

Même si le « baroudeur » lvic.

déjà entraîneur à l'Ajax d'Ame-

terdam (Pays-Bas) Anderlecht

(Belgique) et Porto (Portugal) se

refuse toulours à faire du titre de

champion de France un objectif

envisageable, le Paris SG semble

bien parti pour le décrocher.

Les succès actuels de l'équipe

ses meilleurs résultats !

FOOTBALL: championnat de France

Les paradoxes du PSG

Le championnat de France de autour de joueurs ressuscités

alors été aménagés en France pour les épreuves individuelles (corde, raban, ballon, cerceau, massues) et pour les ensembles (pas encore admis aux JO). Mais les conditions matérielles sont enome loss d'étre excellentes.

Depuis l'arrivée de Dina Atanassova, l'entraîneur buigare, il y a deux ans, la situation a cependant évolué au niveau sportif tout comme au plan matériel. Quand j'ai découver la GRS française, son niveau était très très faible, us cache pas la jeune femme. J'ai écurté toutes les jeunes filles trop grosses ou trop àgées, c'est-à-dire ayant vingt ans ou plus et je me suis mise à travailler avec les

Il est encore tôt pour voir les résultats : Stéphanie Cottel a terminé 24° aux Jeux de Séoul, où elle était la seule représentante de la GRS française. Il n'est pas indispensable cependant de transformer la GRS en sport de masse pour se hisser au niveau des grandes nations. La Fédération bulgare de GRS (distincte de la Fédération de gymnastique artistique), qui a prêté Dina Atanassova à son homologue française, ne compte que 500 licen-ciées environ, des jeunes athlètes détectées dans des cours de danse. C'est la politique plus ou moins adop-tée an France désormais, faute d'autres possibilités. A la FFG, on place d'ailleurs beaucoup d'espoirs en la minuscule Christelle Sahuc, treize ans, qui a débuté à l'âge de quatre ans; elle a remporté, dimanche, un titre de championne de France sénior au ballon. Cette jeune fille a terminé cette année 4 d'un concours international en Bulgarie. La référence

GELLES VAN KOTE.

## VOILE: Route de la découverte

Le nouveau record de Serge Madec

Le navigateur français Serge Madec, trente-deux ans, a établi le samedi 17 décembre un nouvéau record de le traversée est ouest de l'Atlantique à bord du maxicatamaran Jet-Services, lors de la Route de la découverte, la Transat espagnole en équipage le Monde du 3 décembrs).

Parti de Cadox, dans le sud de l'Espagne, il a suivi la route empruntée quelques siècles plus tôt par Christophe Colomb pour arriver à San-Selvador, aux Caratres, après 12 jours 12 heures et 30 minutes de course.

Serge Madec a ainsi battu le record détenu depuis 1984 par un autre Français, Philippe Poupon, sur Plaury-Michon, en 12 jours 21 haures et 21 mixtes, Serge Madec détenait déjà le record de la traversée ouest-est de l'Atlantique.

## Football CHAMPIONNAT DE FRANCE

20; 19. Strasbourg, 19; 20. Lens, 11.

## Les résultats

moyen d'expression.

Athlétisme

**CROSS DU FIGARO** Quelque 26 000 concurrents ont par-ticipé samedi 17 et dimanche 18 décemticipé samedi 17 et dimanche 18 décom-bre au 52 épreuves disputées pour la vingt-huitième fois au Bois de Boulo-gne. Toutefois les meilleurs spécialistes français unt houlé le rendez-vous pri-textant soit la difficulté de la course pendant une période d'entraînement foncier soit la modicité des primes joniter aux su moutre des printes allouées par les organisateurs. Ainsi Annette Sergeni, championne du monde 1986, a ainsi disputé le cross des Entre-1980, à ainsi disputé le crois des Entre-prises (où elle a terminé première féni-sine) à la demande de son employeur et sponsor. Le cross des As a finalement été gagné par le Français d'origine marocaine Mohamed Ezzher (12 km en 28 mn 5 s) devant le champlon des Etats-Unis Pat Porter et Bertrand lis-weire de Marignane. Chez les dames, la victoire est ravenn à Incaveline victoire est revenu à Jacqueline Etiembe (4 km en 13 mn 32 s).

Quintuple champion du monde, le Britannique Steve Davis a remporté, dimanche, 18 décembre à Monte-Carlo, la finale du Grand Prix européen Nor-wich Union, devant le numéro deux mondial Jimmy White, en neuf sats.

CHAMPIONNAT DE FRANCE Nationale 1 A dix-septième journée 2 tour retour \*Mulhouse b. Nantes . . . . . . . . 90-85

\*Montouse b. Plantes 129-103
Limoge sh. \*Gravelines 129-103
\*RCF Paris b. Avignon 112-85
\*Lorient h. Antibes 99-80
\*Orthez b. Montpellier 99-85
Saint-Quentin b. \*ASVEL 90-87
\*Cholet b. Caen 96-77 

Classement. - 1. Limoges, 31 pts, 2. Cholet, Saint-Quentin, Nantes, 29; 5. ASVEL, 28; 6. Mulhouse, Orthez, 27.

# (viugt-quatrième journée)

\*Monaco et Toulon .....2-2 \*Marseilic b. Saint-Etienne ...... 2-0 Sochaux b. \*Bordeaux ...... 2-1 

Classement. - 1. Paris-SG, 50; Auxerre, 48; 3. Marseille, 43; 4. Sochaux, 42; 5. Monaco, 41; 6. Nice, Names, 39; 8. Cannes, 35; 9. Toulouse, 34; 10. Metz, Lille, Tonlon, Montpellier, 33; 14. Bordeaux, 30; 15. Matra-Racing, 25; 16. Saint-Etienne, 23; 17. Caen, 21; 18. Laval,

COUPE DE FRANCE Six clubs de deuxième division ont été éliminés au cours du septième tour de la Coupe de France. Il s'agit de Bas-tia, Valenciennes, Annecy, Le Mans, Roder et Cuisenux-Louhans.

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Deuxième phase, troisième journée) Groupe A Ponte 1 \*Montferrand b. Bourgoin . . . . . 15-9 Cognac b. \*Villeneuve-Lot . . . 16-10 

Possle 2
Le Cressot b. \*Bagnères....... 18-12 Poule 3 Toulon b. \*Bergerac . . . . . . . . 13-7

GÉANT DAMES DE VAL ZOLDANA (Italie) Après ses victoires dans les sialoms

des Menuires et d'Altenmark, la Suissesse Vreni Schneider, championne olympique 1988 de slalom et de géant, s'est imposée le 18 décembre dans le géant de Val Zoldama (Dolomites), devant la Yougoslave Mateja Svet et l'Autrichieme Anita Watcher. Cette stribbre victoin en Centre de Constant de Co seizième victoire en Coupe du monde depuis le début de sa carrière lui à permis de prendre largement la tête du classement provisoire pour le trophée 1988-1989.

SLALOM HOMMES

DE KRANISKA GORA (Yougoslavie)

Après deux saisons en demi-teinte à la suite de nombreuses blassures, le Luxembourgeois Marc Girardelli semble avoir retrouvé sa forme de 1985 : grâce à une victoire le 17 décembre dans le sialom de Kranjska Gora – le quinzième au sialom dans sa carrière — il a pris le commandement du classe-ment provisoire de la Coupe du monde avec 18 points d'avance sur le Suisse Zurbriggen et 28 sur l'Italien Tomba.

100 ATT 100 A The second of th

inx

# Culture

# MUSIQUES

Ouverture de la saison lyrique à Venise

## Pavarotti metteur en scène

Pour la première fois et peut-être la demière. le plus célèbre ténor du monde

dimeres grace aupre

等 神 185. 4

The state of the s

M. L. F. St.

CONTRACTOR OF

A SECTION OF THE PERSON

High to the court of the first

Witter State 4.

The times in the

The same of which it is not

**新教** 

Maria Section 1

SERVICE THE PERSON NAMED IN

The second residence in

The state of the same

M. Wall M. M. Marry

Britis System on married

Andreasen at 2500 pg sy-

Marie at the second

A PROPERTY AND

SECTION SECTIONS

And the second second

مرسيبي مراحاها والاث

g <del>gatas à</del> às un ann

1

ARTEST TO A TOWN STORY

3.52 Con+34.7

Same States of the con-

Arrest Commence

المعجورة والإنجام أنأت

مالك عامليمي

galletin St. 1

والمراضوعون والمحاريووة

STAR SECTION

Signal and the second of

4 Mary - 1

ساسم الله الديق

**高**。不明明, 12 =

aces also Section Control of the Control of th

a. 如藩 · Later one

proposition with the second

The figures of the same

Contract to the

A 192 - August 1947

Control of the Contro

**生物 新华** (1945)

met en scène un opéra : la Favorite, de Donizetti, avec Shirley Verrett. sur la scène de la Fenice.

Dans l'étroite ruelle qui longe le théâtre de la Fenice, une poignée de mélomanes que n'a pas découragés un vent glacé et mordant de nord-est battent la semelle près de l'entrée des artistes. De là, en tendant l'oreille, ces timbrés des grandes voix peuvent saisir quelques-unes des trilles de l'immense Shirley Ver-rett chauffant sa voix tandis que l'orchestre et les chœurs de la Fenice s'apprêtent à répéter. En ce vendredi 16 décembre, l'ouverture de la nouvelle saison lyrique du beau théatre vénitien est proche : dans sept jours exactement, le rideau se lèvera sur la Favorite, de Gaetano Donizetti, dirigée par Gabriele Ferro et mise en scène, eh oui! par Luciano Pavarotti.

Le temps de se glisser à l'intériour du théatre, aimablement guidé par son directeur artistique, Gianni Tangucci qui, pour ne pas avoir été averti de notre venue impromptue, n'en a pas moins ouvert en grand, au débotté, toutes les portes de son domaine, et la main ferme, le sourire un peu apprêté, l'énorme carrure de Luciano Pavarotti invitent sans laçon au partago : « Restez-là, je vous dis deux mots à la pause, » Tandis qu'une petite armée de techniciens mettent la dernière main aux décors, toute la distribution. - dont combien de choristes en tenue de voilà que celui à qui l'on reprochait de ne plus se donner la peine de bou-ger sur une scène ne peut tenir en place : de l'orchestre, il donne par micro ses instructions. Mais quand cela ne suffit pas, Pavarotti bondit, court sur la passerelle jetés pardessus la fosse d'orchestre et arpente le plateau, donne les marques, ajuste les gestes, mime ses intentions.

Pavarotti metteur en scène? Ce qui était une blague Il y a un an et demi est devenu réalité : « J'ai décidé de prendre ce travail vrai-



ment à cœur au moment même où je l'ai accepté. Pourtant, je n'y avais jamais vraiment pensé. Comme je disais que je viendrais cet automne à Venise pour me reposer une auinzaine de jours entre deux engagements - mon programme est complet jusqu'à la fin de 1992, - l'ami Gianni Tangucci m'a proposé de chanter à la Fenice. Comme je refusais, il m'a lancé : « Faites une mise en scène. » C'était une occasion d'explorer un peu plus le métier. J'ai dit oui. Il fallait m'y mettre. »

Il s'y est mis. Il a d'abord choisi l'œuvre qu'il aliait présenter, la Favorite, opéra en quatre actes créé à Paris en décembre 1840, « parce que, dit-il, c'est un opéra rarement joue et qui est vraiment très intéressant à connaître . Et aussi parce que, aussitôt contactée, Shirley Verrett acceptait le rôle excessivement difficile de Leonor. Pour mettre toutes les chances de son côté, le ténor s'est adjoint les services comme assistant - d'un bon « vrai » metteur en scène et un excellent ami, explique Pavarotti. Quand il a su que j'allais faire une chose pareille, il s'est offert pour me rejoindre. Heureusement, car j'ai découvert des problèmes techniques que je ne pouvais même pas imaginer. Je peux juger à l'acil des résultats de la disposition d'un décor, du choix des costumes et de la place des chanteurs, mais tout ce

que cela suppose derrière, je n'en

avais même pas idée. »

CALENDRIER

Classique

New-York en 1908, formé en France

par Nadia Boulanger, Eliott Carter n'est pas notre Beckett : son œuvre

est trop ancrée dans une tradition

expressionniste et lyrique. Il n'est

pas non plus le lonesco de la musi-

que contemporaine : ses études de

rythmes sont pour y prétendre à l'évidence trop abstraites. Il fait,

avec Varèse, Messiaen et Tippett,

partie de ces indépendants que les ex-sériels admettent dans leur pan-

théon. Pierre Boulez, à la tête de

l'Intercontemporain, lui rend hom-

mage en dirigeant ses œuvres ainsi qu'une page (en création) qu'il lui a dédiée. Une rencontre avec le com-

positeur octogénaire viendra couron-

\* Lundi 19, Théitre du Rond-Point, 20 h 30. Rencontre avec le composi-teur : mercredi 21, 20 beures, au stu-dio 5 du Centre Georges-Pompidou.

Reprise d'« Orphée aux enfers » à

l'Opéra. - Retour au palais Garnier, à l'intention du «tout-public»

des fêtes de fin d'année, de l'e offen

bachiade » réglée par Jean-Louis Martinoty en douze tableaux acides

et gais. Distribution française, direc-

\* Du 21 décembre au 1" janvier 1989, tous les jours sauf le 25, matinée le 28. Tél.: 40-17-34-96.

hautes-contre, un ténor, deux bary-tons, une basse : un ensemble vocal

comme celui-là, spécialisé dans la

. MM. Souble et Hirsch

reconduits dans leurs fonctions au

Le conseil d'administration du Thés-

reconduire M. Raymond Souble dans les fonctions de président et M. Georges-François Hirsch dans celles de directeur général de l'éta-tionserrum.

Propriétaire du bâtiment de l'ave-

nue Montaigne (qui comprend égale-ment la Cornédia des Champe-Elysées), membre de la société d'exploitation du Théâtre lui-même,

la Caisse des dépôtes et consignations possède désormais 62 % des parts de cette société, Radio-France et l'Opéra de Paris se partageant le

tre des Champs-Elysées vie

A Sei Voci, dix aus déjà. - Deux

ner le concert.

Tél.: 42-56-08-80.

tion: Marc Soustrot.

Deux soirées Carter. - Né à

Est-ce la raison pour laquelle il a décidé de s'en tenir à une mise en scène « classique » ? « Je déteste ces théáires et ces metteurs en scène qui cherchent avant tout le scandale, les sensations, avait-il déclaré deux jours plus tôt lors d'une conférence de presse. Moi-même je suis plus docile et j'accepte de bouger la main comme ci ou comme ça si c'est un vrai metteur en scène qui me le demande. Un vrai metteur en scène est celui qui respecte avant tout la personnalité des chanteurs. Je trouve mesquin de vouloir faire parler d'un metteur en scène ou d'un

théatre plutôt que d'un interprète.

Et de se lancer dans le panégyrique de Shirley Verrett, « chanteuse exceptionnelle, un exemple pour tous les interprètes . Première représentation vendredi 23 décembre, à 20 heures. Autour de la soprano américaine, essentiellement des jeunes chanteurs italiens. Deux jours plus tôt, le mercredi 21 décem-bre à 18 h 15, une autre étoile aura enchanté la cité des Doges : Katia Ricciarelli, pour le concert de Noël à la basilique Saint-Marc, avec la basse Boris Martinovic, l'organiste Giorgio Carnini et les Solisti Veneti dirigés par Claudio Scimone.

## OUVER SOMETT.

★ Gran Teatro la Fenice, Venise. Sept représentations les 23 et 29 décembre à 20 heures, le 27 décembre à 18 h 30, les 10 et 13 janvier à 20 heures, — à ces deux dates, le rôle de Leonor est chanté pur une doublure, — le 12 à 18 h 30 et le 15 (dernière) à 16 heures. Tél.: 19 (39) 41-521-03-36.

## Charles Trenet au Châtelet

## Le premier chanteur métis français

Pour la réouverture du Châtelet, Charles Trenet offre une série de onze récitals. Lui ? Inchangé. Mais son public s'est complètement renouvelé.

De la valse au rock en passant par e tango ou le be-bop, la France a importé des genres et les a adaptés. Elle a accepté des métissages venus d'ailleurs et leurs conséquences. Juste après la première guerre mondiale, le développement des techniques d'enregistrement, de reproduc-tion et de diffusion apporte jusque dans l'Hexagone un peu de ce qui fait courir Broadway, alors dans son age d'or : les chansons de George Gershwin, d'Irving Berlin, de Jérôme Kera de Cole Porter, Richard Rodgers et Lorenz Hart. une invention mélodique alimentée anx sources du jazz et de la musique populaire noire, des paroles légères, nucieuses, pétillantes.

Déjà, au début des années 30, après un séjour de trois ans à New-York où elle a beaucoup joué et composé, Mireille flirte avec le rythme américain et une poésie per-ceptible par tout le monde, propre à oucher, à émouvoir, à faire rire l'homme de la rue. Mais Charles Trenet capte mieux l'influence des auteurs et compositeurs de comédies musicales américaines, leur charme sophistiqué, leur humour, leur étrangeté parfois ; de plus, avec finesse et sensibilité, il assimile pleinement la vitalité du jazz, il francise sa solie, traduit la joyeuse ivresse des premiers contacts avec ses rythmes. Trenet est à la fois le fils (prodige) de George Gershwin et celui de Louis Armstrong. Il est le premier chanteur métis français.

Au milieu des années 30, il surgit comme la foudre avec une pulsation nouvelle, un mélange d'eaux vives et d'eaux profondes, de bonbeur affiché et de malheur de vivre, une manière d'effleurer sans jamais appuyer les mots, les sentiments, nne utilisation de termes anglais qui viennent bousculer l'ordre des boses (Boum, il chante love in bloom), « Les « interprètes » de

(Musidisc 191 132), témoigne avec

ampleur et générosité de ce mouve-

★ Les 19 et 20 au Petit-Opportu 23 heures. Tél.: 42-36-01-36.

Nonette de Pierre Blanchard.

Pierre Blanchard présente une for

mule iliustrée naguère par Miles

s'arrête là. La démarche du jeune

violoniste mérite l'attention. Son

\* Du 20 au 24, Magnetic Terrace, 22 heures et 24 heures. Tél. :

Johnny Griffin Quartet. - « Lit-

tle Johnny », maître d'œuvre chez Monk, seul rival possible de Rollins.

impétueux, dernière des légendes

vivantes à s'exprimer au ténor — les

autres, plus ieunes, jouent plus vite,

en savent plus, mais ils ont tellement

moins de musique en eux! — Johnny

Griffin donc, est en club : comme il

faut, à bonne distance, dans la force

de l'âge. Au piano, Alain Jean-Marie. Autant dire : visite obliga-

Les 21 et 22, Petit-Journal,

Variétés-rock

compagnonnage aussi.

chansons, dit Léo Ferré, n'ont meme pas eu le temps de se rhabilier. Ilsetaient tout nus sur la route, avec Trenet devant, seul, magnifique, -Et Alain Souchon ajoute : - Capturer les claquements de doigts, les pieds qui tapent sous les tabourets des bars en Amérique, les ramener en cage en France, les accoutumer au climat, les présenter à Verlaine. aux enfants assistes, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse maintenant? -

### Des gestes magiques

La chanson française doit tout à Trenet. Il l'a bouleversée. Il l'a entraînée sur le chemin de la fraî-cheur, de la fantaisie, de l'insolite, et aussi d'une certaine nostalgie. Il a consommé une rupture latente avec l'univers des revues, il a pratiqué le premier ce qui allait devenir à partir de lui le tour de chant.

Cinquante ans plus tard, les chanons du . Fou chantant ., drôles ou tendres, fantastiques ou baroques. gardent toute leur lumière, leur émotion, leur générosité juvénile. Elles font sans doute partie à présent de la mémoire collective. Mais, parallèlement, comme le vagabond de Je chante, elles ont préservé leur liberté. Elles respirent la vie. Elles ont rencontré un nouveau public, celui des jeunes générations qui, samedi soir au Châtelet, a cinquante sois rappelé le chanteur, l'a supplié afin qu'il offre un dernier sourire, encore un peu de seu dans l'œit droit et de rêve dans le gauche.

L'un des miracles de Trenet, c'est l'adoption instinctive de son personnage de scène par le spectateur, c'est l'étrange et l'ascinante capacité à laisser dans les coulisses un vieux monsieur de soixante-quinze ans et à s'envoler une fois encore sur la fameuse route enchantée. Avec une voix qui, certes, utilise aujourd'hui les ralentisseurs mais qui possède une science inoule du micro. Avec des chansons que l'on se surprend à chanter avec lui. Avec des gestes magiques - les mêmes depuis un demi-siècle, toujours répétés consciencieusement l'après-midi devant le mur blanc de la salle en compagnie de deux pianistes et du contrebassiste déroulant le répertoire dans son entier.

C'est une merveille de découvrir ou de redécouvrir Charles Trenet dans trente chansons, dans un récital qui, une fois de plus, paraît plutôt en forme d'au-revoir que d'adieu.

## CLAUDE FLÉOUTER.

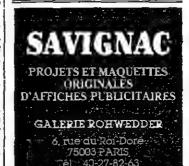
★ Châtelet, 20 h 30. Pathé Marconi public cette semaine un coffret de sept disques compacts représentant l'inté-grale des chansons de Charles Trenet de Violoniste reconnu par Grappelli lors d'une tournée, compositeur,

## ARTS

## Octave Mirbeau et Camille Claudel

fait écrire qu'Octave Mirbeau avait évité de prendre position sur l'œuvre de Camille Claudel (le Monde du 8 décembre). M. Pierre Michel, qui a publié récemment la Correspondance de Mirbeau avec Rodin, a relevé cependant trois mentions élogieuses de l'artiste dans des comptes rendus critiques de 1893, 1893 et 1897. L'ecrivain se serait par ailleurs ingénié à intervenir en sa faveur auprès de l'administration des beaux-arts. Grâce soit donc rendue à l'impétueux Mirbeau d'un zèle si constant...

● RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission nous a fait attribuer à Lyon la préemption d'un document révolutionnaire : « Rapport sur l'ère de la République par le citoyen Romme » (le Monde du 14 décembre). C'est le ville de Riom qui s'est portée acquéreur de ce document.



Jusqu'au 31 janvier

## Le cycle Daniel-Lesur

## Un musicien prédestiné

Moins d'un mois avant son ami Olivier Messiaen, le 19 novembre, Daniel-Lesur a eu quatre-vingts ans. Un cycle de concerts rend hommage à l'auteur d'Andrea del Sarto et de maintes œuvres précieuses.

Denx concerts symboliques out particulièrement marqué ces festi-vités. L'un, à la Schola Cantorum, rappelait, avec un Offertoire composé par sa mère, que Daniel-Lesur lut en quelque sorte prédestiné à la musique : . Mes plus anciens souvenirs, écrit-il, sont ceux de jeux sous un piano. Ma mère était musicienne. Mes études ont été aménagées en fonction de la musique, et je n'ai jamais pensé faire autre chose. Je suis entré au Conservatoire en même temps que Messiaen, à douze ans. -

C'est dans cette même Schola qu'il accomplira sa carrière de pédagogue pendant vingt-neuf ans, pres-que sans discontinuer (de 1935 à 1964), comme professeur de contrepoint, de fugue et de composition, dirigeant même pendant quatre ans l'école fondée par Vincent d'Indy-Jamais il ne s'enfermers dans le solide égoïsme d'une tour d'ivoire, acceptant même les responsabilités les plus lourdes ou ingrates (l'Opéra de Paris entre 1971 et 1973), mais jamais non plus il ne délaissera son

Le second concert, vendredi der-nier à Sainte-Clotilde, rappelait que Daniel-Lesur fut, à partir de 1927, l'organiste suppléant de son maître Charles Tournemire sur le célèbre Cavaillé-Coll de César Franck, quatre ans avant que Messiaen ne s'installat au Cavaille-Coll de la Trinité... Lui-même allait ensuite être titulaire à l'abbaye bénédictine de la rue de la Source, de 1937 à la fin de

Le Veni Creator, de Grigny, des et de Jehan Alain, qui aliait être fausion, recréaient l'atmosphère liturgique, grégorienne (et amicaie) de ces années de jeunesse où in musique de Daniel-Lesur avait acquis une couleur modale inelfacable. Ce partum d'archaisme, mêlé au modernisme le plus raffiné, rayonnait dans ces Quatre Hymmes pour orgue, alternées avec les versets en plain-chant, le Cœlestis Urbs Jerusalem surtout, où tant de sonorités ravissantes se répercutent en chocs légers dans une sorte de jeu enivré, avant de se fondre en une conclusion rapide et incandescente.

### Un classicisme si pur

Succédant à Marie-Claire Alain. qui avait tiré la quintessence - classique - de l'instrument franckiste, Jacques Taddei, qui en est le titulaire acmel, déchaînait les foudres symphoniques de la lignée Dupré-Cochereau dans une brillante improvisation sur deux thèmes donnés par Daniel-Lesur.

Les fêtes en l'honneur de ceini-ci s'achèvent ce mardi par un festival à la SACEM. Si sa musique de chambre et ses œuvres vocales out été fort bien représentées, on peut regretter de n'avoir pu réentendre ses opéras, Andrea del Sarto et Ondine, füt-ce en concert : du moins Jacques Mercier et l'Orchestre de l'lle-de-France, avec d'excellents solistes, ont-il heureusement créé un tableau de la Reine morte, le nouveau drame lyrique auquel il

Depuis ses jeux sous le piano, Daniel-Lesur n'a cessé, en effet, de façonner une musique dont on mesure encore mal l'étendue et la et monumentale que celle de Messiaen, plus pudique, secrète, mais souvent romantique, voire passionnée derrière son vêtement français d'un classicisme si pur.

## JACQUES LONCHAMPT.

\* Cycle de concerts organisé par l'association Acanthes, avec le concours du ministère de la culture, de la Ville de Paris et de la SACEM.

polyphonie ancienne mais également au service de la création contemporaine, se travaille comme un quatuor à cordes. De beaux enregistrements parus chez Erato (Gesualdo, Croce) invitent à assister aux deux concerts anniversaire de cette formation, née il y a juste dix ans. Quatre créations pour commencer (de Cavanna, Geay, Reibel; Bancquart) puis retour au seizième siècle deux jours plus tard (Morales, Des Prés,

\* Mardi 20, grand auditorium de Radio-France, 18 h 30; et jeudi 22, église des Billettes, 20 h 30. Tél. :

« La Veuve joyeuse » sux Champs-Elysées. – Rien n'est aussi périlleux à faire mousser que l'opé-rette viennoise. Marek Janowski, à la tête du Nouvel Orchestre philharmonique, va s'y employer lors d'un concert exceptionnel donné au profit des réfugiés dans le monde. Il sera aidé par une distribution exceptionnelle (Felicity Lott, Lucy Peacok, Siegfried Jerusalem, etc.).

\* Mercredi 21, 20 h. Tél. :

Manzel pour l'UNICEP aux Champs-Elysées. — Présenté par Geraldine Chaplin, un gala de Noël dans la pure tradition viennoise (beaucoup de valses, mais aussi Mon beau sapin et un air de la Bohème chanté par Barbara Hendricks en vedette américaine). Lorin Maazel dirige l'Orchestre national France au profit de l'UNICEF. France-Musique retransmet en direct, Antenne 2 en Mondovision

(la seconde partie sculement). \* Dimanche 25, de 11 h 30 à 13 h 45. (Places de 50 F à 800 F.) Tél. :

## Jazz

Altschul, Kessler, Bourde, -Formé au blues et au be-bop, le pe cutionniste Barry Altschul a été de toutes les grandes expériences de ces deux décennies. Américain à Paris, son aventure continue avec Siegfried Kessler (piano) - Allemand de Paris, - même objectif, même parcours, au Petit-Opportun. Le dernier disque du pianiste Hervé Bourde, Superbe déménagement,

Reinette l'Oranaise pour Philippe Homnous. - En hommage à Philippe Houmous, récemment disparu, qui l'avait découverte, Reinette l'Oranaise chante au Ranelagh. Troublante, pathétique, à découvrir. Au même programme : Mustapha Skandrani et Elisabeth Cooper.

22 houres, Tél.: 43-21-56-70.

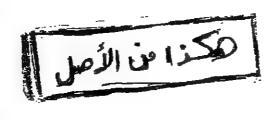
★ Lundi 19 décembre, Ranclagh, 20 h 30, Tét.: 42-88-64-44.

Loudonbeat à la Locomotive. Le groupe formé autour de Willy M. donne actuellement avec Failing in love un des meilleurs exemples du soul britannique actuel.

Mardi 20, 24 heures. Tél. :

Grand Orchestre du Spiendid à l'Olympia. – Le Grand Orchestre du Spiendid revient pour chanter Jacques Delaporte et son délire à sketches, dérision.

\* A partir du 20 décembre, 20 h 30. Tél.: 43-61-82-25.



Restauré par Robert Harris, le film de David Lean Lawrence d'Arabie, réalisé en 1962 et recompensé par sept oscars, va ressoruir dans une version intégrale qui a demandé un an et demi de travail intensif, soutenu par Dawn Steele, presidente de la Columbia, coprésidente avec Martin Scorsese du Fonds de préservation des films, et de Steven Spielberg, coprésident du Centre national pour la préservation du cinéma et de la télévision.

CINÉMA

Les copies existantes étalent dans un état lamentable, les couleurs totalement délavées, et plus d'une demi-houre de film coupée au hasard des sorties locales, perdue à tout jamais. - Aujourd'hut, le film paralt neuf. La couleur est parfaite, et le montage correspond aux intentions et aux directives de David

Le « vrai » Lawrence d'Arabie n'a jamais rencontré son public : le montage n'en fut jamais définitif, la finition étant trop proche de la date retenue pour la première mondiale en présence de la reine Elizabeth. Il a fallu plonger dans les archives (celles de la Columbia comme celles de collectionneurs privés) pour

retrouver les originaux et les scènes

bie - qui n'est peut-être pas le définitif on ne sait jamais! - a été remonté sous la direction même de David Lean (et de sa chef-monteuse Anne V. Coates). Certaines scènes ont été émondées, conformément aux désirs du réalisateur qui en a incorporé d'autres, parfois inédites A Londres, à New-York et ailleurs. les comédiens Peter O'Toole, Alec Guinness. Anthony Quinn et Arthur Kennedy ont repris leur rôle et réenregistré certains fragments de dialogue dont d'original (en six pistes) avait disparu, mettant en œuvre leur considérable habileté (soutenue par une betterie d'ordinateurs et les procédés les plus modernes d'enregistrement digital) pour retrouver leur voix d'il y a trente ans.

D'une durée aujourd'hui de trois heures trente-sept minutes, Lawrence d'Arable sera présenté à travers les Etats-Unis au cours d'une série de galas de bienfaisance à partir de février prochain.

## Les oscars soviétiques

Le samedi 17 octobre a en lieu à Moscou la première cérémonie des oscars soviétiques. Appellation provisoire, en attendant qu'une commission se mette d'accord pour trouver une dénomination originale.

Pour désigner les vainqueurs, les membres de l'Union des cinéastes devaient choisir parmi les films sortis – et non pas réalisés en 1987. Ainsi *Brèves Rencontres*, de Kira Muratova, qui date de 1967, a été sélectionné pour le meilleur film de

Il y a su peu de suspense : Elem Klimov, qui remit, en compagnie de Natalia Nagoda (la Petite Vera), le trophée du meilleur film, en vint mems à souhaiter, au moment d'ouvrir l'enveloppe, que ce ne fut pas le Repentir, car le film de Denguiz Abouladze a fait un percours sans faute (meilieur réalisateur, meilleur acteur mesculin, meilleur opérateur, meilleur décorateur, meilleur scénario, et, finalement, meilleur film), ne laissant aucune place aux autres nominés : Muratova et Sokourov, notamment. Koretich, le rédacteur en chef d'Ogoniok, vint remettre le prix du meilleur documentaire à Youris Podnieks (Est-il facile d'être jeune?) et Viadimir Menchov a reçu dans ses mains l'oscar (cette fois bollywoodien) que son film Moscou ne croit pas aux larmes avait reçu... en

Quant à Sergel Bondartchouk, l'ancien lieutenant du cinema soviétique, il a reçu pour son film Baris Goudonov le trophée récompensant les meilleurs costumes.

LAURENT DANIELOU.

## NOTES

« Un été chez grand-père »

## Vacances à Taïwan

Leur mère étant gravement malade, un garçonnet et sa petite sœur partent dans le village où leur grand-père est médecin. Le garçon trouve tout de suite des copains avec qui il va se baigner tont nu dans la rivière, chasser les papillons. Il repousse la fillette, qui se tourne vers l'idiote du village. Leur oncle a par le grand-père, va loger avec sa dans les bes quartiers, protège des camarades de classe

L'histoire se passe à Taïwan, où demeurent des contumes et une

morale traditionnelles, notamment une façon de se comporter avec le chef de famille. Mais on s'habille et on rêve comme nous, c'est-à-dire à l'américaine, et les parents emmèneut les enfants sages au Disneyland de Tokvo. Le meneur en scène Hou Haiao Hsien juxtapose les anecdotes vues, ressenties par les deux enfants. Son film a reçu, en 1985, le grand prix du Festival des trois continents de Nantes. Sans doute pour en récompenser la sage application, la sincérité évidente autant que gauche. Dans le genre, on a vu pire, mais sortir ce genre de film alors que les écrans sont occupés par de grosses machines comme Roger Rabbit, l'Ours, sans oublier Willow où même Camille Claudel, relève de la conduite d'échec.

C. G.

## THEATRE

« La Cagnotte », à la Comédie-Française

## Sucres d'orge et gugusses

tyrannique (tautologie, c'est vrai) que de s'arracher les cheveux dans le dessein de rendre compte, sans veulerie mais sens barbarie, d'un spectacle qui n'a pas paru le fin du fin de l'art dramatique, jouons les gentils pompiers: sauvons les meu-

Voir jouer Guy Michel est tou-jours réjouissant. Il sait se tenir droit, filer droit et virer comme un gardon dans les eaux argentées des rivières bien de chez nous, il porte souvent de très jolis gilets vieux rose, il n'a pas une voix triste et, pour dire toute la vérité je ne vois jamais cette friandise qu'est le jeu de Guy Michel sans soupirer après une pătisserie fabulcuse, vraie grotte de fées, qui brillait dans l'ombre, avant-guerre, à deux pas du Théâtre-Français, rue de Valois. Cela s'appelait Flammang, et il y avait dans des coupes de cristal des sucres d'orge de toutes les couleurs.

Il y avait aussi, avant-guerre, à Medrano ou au Cirque d'Hiver, trois clowns géniaux qui s'appelaient les A Comédie-Française, en Pratellini. Ob! ils ne faisaient pas à 20 h 30. Tél.: 40-15-00-15.

Grock on comme le Russe Popov. Non, c'était le gros calibre, les savates de 1 mètre de long qui donnaient des coups de pied aux fesses, les cris de putois pour un oui pour un non. Mais ils avaient le sythme, la couleur, la santé. Vraiment les rosses mouraient de rire. Eh bien! n'allez pas regretter les trois Fratellini, parce qu'à la Comédie-Française Catherine Samie est trois Fratellini, à elle toute seule. Elle prend possession du terrain, elle n'a pas besoin d'amplificateurs, elle ne se gêne surtout pas. Il est clair qu'elle a tout prévu : si je fais ça, ça fait un rire (unanime), et si je fais ça, ça fait un rire, ainsi de suite, et en sin de compte j'ai cent quarantecinq rires, dans la Cagnotte, j'crois qu'ça va leur suffire.

Sur le reste du spectacle, on se tait. On se tait. On attend de pied forme que la Comédie-Française redevienne une maison convenable.

Comédie-Française, en alternance

# Communication

# Un entretien avec M. René Han, PDG de FR3

« L'existence de deux chaînes publiques est indispensable à l'équilibre du paysage audiovisuel »

Décidée au plus fort des grèves de l'automne dernier, la concertation sur l'avenir de l'audiovisuel public s'est ouverte dans une ambiance désenchantée. Des syndicats sur la réserve, des personnalités qualifiées qui s'interrogent encore sur le travail qui leur est demandé... Pourtant, le PDG de FR3. M. René Han, attend beaucoup des discussions qui devraient déboucher, au prin-temps prochain, sur un débat au Parlement. Dans l'entretien qu'il nous a accordé il prend position sur le devenir de sa société, en privilégiant sans attendre la programmation « différente, exigeante et ambitieuse » de sa

### « Il y a peu on amsonçait in n à mort de FR3...

- On ne le dit plus. Hier, ces attaques étalent odiouses : aujourd'hui, elles seraient ridicules. Chacun sent bien que l'existence de deux chaînes publiques est indispensable à l'équilibre même du paysage audiovisuel. Chacua voit qu'Antenne 2, seule, ne pourrait endigner l'offensive de la télévision commerciale et mesure combien notre programme différent, ambitieux, exigeant, est indispensable. Aussi, des janvier, allons-nous pour-suivre, de façon plus nette, l'évolu-tion entreprise depuis deux ans en collaboration avec la SEPT. Nous avions les soirées culturelles du mercredi: nous aurons en plus les grands documents du dimanche. Nous avions le magazine économique : nous lui ajouterons, le vendredi en fin de soirée, la retransmission de spectacles lyriques, de grands concerts ou de pièces de théâtre. Touche par touche, soirée après soirée, nous nous efforçerons de conforter notre nouvelle image...

- Pas du tout! Mes trois priorités suivantes vont aux régions. Nous devons d'abord, améliorer notre converture de l'information locale en donnant plus de moyens à notre réseau de vingt-trois bureaux décentralisés. Nous avons trop négligé, jusqu'ici, ce pan de l'actualité au profit de la vie des grandes métropoles. J'entends, ensuite, gommer de légitimes frustrations en donnant aux régions plus d'initiatives et de notre programme national. FR 3-Limousin a déjà pris en charge 'émission familiale qui remplacera Disney Channel - et notre station de Nancy s'occupe, de bout en bout, de nos nouveaux programmes éduca-tifs du samedi après-midi. Enfin, je souhaite doter progressivement notre outil de production d'une ges-tion autonome, afin d'en faire une entité économique à part entière.

## — Co plan, pourtant, n'a pas reçu Paval des organisations syndi-

- Jen conviens! Il y a eu, ces derniers mois, une grande agitation intellectuelle dans toute la société, une réflexion qui fut souvent de qualité. Chacun, en fonction de son poste, de ses responsabilités et du leu géographique de son travail, a donné son point de vue. Les organisations syndicales en ont retiré des projets privilégiant la vocation régionale de l'entreprise au détriment de son programme national. Des projets d'ailleurs souvent cohérents et bien

## — ... qui ne sout pas les vôtres !

- Parce que les ressources publiques ne permettent pas de les financer. Je ne méconnais pas l'aspiration grandissante à une décentralisation intelligente et maîtrisée. Et il est possible qu'à terme FR 3 sille vers un éclatement en de multiples télévisions régionales autonomes. Mais vouloir aujourd'hui, comme le proposent certains documents syndi-caux, découper la société en six ou sept entités indépendantes, me paraît non seulement îrréaliste sur le plan économique, mais madapté.

## Régions: « réalisme et lucidité »

N'est-ce pas s'inspirer du

Le grand Ouest français n'aura jamais l'homogénéité de la Bavière ou de la Rhénanie-Westphalie. Le phénomène régional est essentiel mais il demande – c'est une fois encore le comptable des deniers publics qui s'exprime - à être abordé avec réalisme et lucidité.

FR 3 dispose en effet d'un budget serré. On prétend même qu'elle ne réalisera pas ses objectifs de publicité cette aunée.

- Nous les tiendrons. Nous collecterons les 375 millions de francs

informations concernant le futur

quotidien populaire du groupe Her-sant, *Paris-Star*, sa place dans le processus de fabrication de ce jour-

Car c'est bien France-Soir et son

développement qui inquiètent le Livre CGT. Après le déménagement

à Bercy, le développement du quoti-dien - en dépit de l'introduction de

dien — en dépit de l'introduction de la quadrichromie pendant les Jeux de Séoul — semble su point mort. « Nous sommes prêts à la modernisation, à condition qu'elle se fasse avec nous, note M. Roger Lancry, secrétaire général du Livie CGT. La direction du groupe Hersan affirme que Paris-Star n'est qu'un alaboratoire » et qu'il n'est pas

«laboratoire» et qu'il n'est pas question qu'il se substitue à France-

Soir. Mais ce dernier attend tou-

jours le développement promis par son nouveau PDG, M. Philippe VII-

lin. Si ce n'est pas le cas, le titre va

Le déménagement du matériel

informatique de Paris-Star dans les

de ce dernier face à France-Soir.

de responsabilités dans la réalisation qui nous ont été assignés. Sitôt les grèves de l'automne achevées, nous avons en effet retrouvé notre audience habituelle : 11 à 12 % du marché. Mais, à terme, il n'est pas sur que la programmation ambitieuse que nons souhaitons faire nous permette de nous maintenir à ce niveau. Il faut savoir que nous réalisons 30 % de notre chiffre d'affaires publicitaires entre 20 heures et 20 à 30 avec - La Classe » cette émission populaire parfois décriée.

 Nous risquons de comaître les mêmes contradictions avec le parrainage. D'un côté, les pouvoirs publics nons fixent un objectif de 30 millions de francs pour l'an prochain — en hausse de 50 %, — et de l'autre, on nous impose des restrictions importantes sur les formes que l'on peut lui donner. Il est, sans doute, un peu antinomique de demander à une chaîne de programmer des émis-sions plus culturelles, et de continuer à démarcher de la publicité. A moins qu'il ne s'aguse d'une forme

ement, ce défi cuitu pourrez-vous continuer à le reieve alors que votre partenaire, la SEPT, devient une chaîne franco-

- Nous n'avons aucune inquié-tude pour le court terme. L'accord de conroduction et de programmation signé en 1987 a été renouveilé pour des volumes tout à fait compa-rables. Mais, pour la suite, je n'ai aucune garantie, ni certitude.

Autre difficulté : cet appareil de production que vous sonhait mieux individualiser. La SFP

- Ni dumping, ni concurrence déloyale! Les tribunaux nous ont blanchi de ces accusations. Les tarifs que nous pratiquons sont sensi-blement les mêmes que ceux de nos concurrents. Notre activité « vidéomobile » ne prend de marché à personne, puisque dans cette branche, le sous-emploi n'existe pas. Au contraire, l'outil national ne sera probablement pas soffisant pour la converture des Jeux olympiques d'Albertville. Le seul problème qui se pose dans l'immédiat concerne les activités de tournège pour lesquelles, c'est vrai, nous avons un plan de charge plus enviable que

d'autres. Mais faut-il casser ce qui marche pour renfloner ce qui ne marche pas au risque de démotiver. de démoraliser notre personnel?

## Concertation. et professionnalisme

Démobilisé, démotivé, le per somei de FR3 le parait quand

fortes. Mais il est vial qu'il règne, dans quelques régions, un certain pessimisme. Chacun s'interroge sur son avenir et celui de la société. Mais la fante à qui ? Si ce n'est aux critiques incessantes, contradictoires et irresponsables dont nous sommes sans arrêt l'objet ! Tantôt l'ou nous reproche de ne pas programmer sul-fisamment d'émissions culturelles et tantôt de ne pas drainer une audience plus large. Tantôt d'être trop national et tantôt de privilégier par trop notre mission régionale. On dénonce l'inefficacité de notre ontil de production, en ignorant qu'il comaît le pleia emploi ! . .

- Comment voolez-voos que tout cela ne sape pes le smoral d'un per-sonnel qui ne voit plus, dans ces conditions, de perspectives claires pour FR3? Pattends de la contertation sur l'avenir de l'audiovisuel public engagée par noire ministre de tutelle, Ma Catherine Tasca, qu'elle trace quelques lignes claires dans lesquelles s'inscrita le développement de notre société. Alors, tous les doutes secont leves,

420 MON CO

BOTH IS IN MAIN FROM !

Breiber ber ber beite

中心温度

Et fin

WARRANCE FOR

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

There we seem that the service with

THE CARRACE PROPERTY

The same of the sa

Section Control of the Section Control of the

TOPOTHERS A LIA PARME.

MAIS EN VISITES

Some on Case on the Case of th

Title 2. Name of the second

a porce of

\*\*\*\* Chance Property

September 1 and American September 1 and 1

MARKE M

OR SPRING

Moran

serein. Les responsables gonverne-mentaix de tarissent pas, en privé, d'éloges à votre égard, alors qu'hier, autres PDG. Voill un reteurnes

... (éclat de rire). Les esprits ont évolué et le professionnalisme a fini par prévaloir. La sérénité que vous sue prêtez n'a qu'une explica-tion: j'ai la conviction que le plan de développement que le vous ai pré-senté est partagé par le gouvernement. Dans le secteur public, rien ne peut se faire sans cohérence entre la présidence des chaînes et les sutorités de tutelle. Nous l'avons trou-

> ..Propos recueille par . PERRE-ANGEL GAY.

éditions Radio qui publicat des

Ce reclassement, affirme-t-on à la

direction de CEP Communication

ainsi qu'aux publications Denis Jacob, a en lieu - à l'amiable ».

même si des propos impromptus tenus au Figuro par M. Denis Jacob

ont quelque peu agacé CEP Com-munication et amené à la suspension

de la cotation des actions Jacob le 16 décembre. M. Denis Jacob, qui vient de démissionner de la prési-

dence des publications qu'il a fon-dées en 1981, a l'intention d'être candidat au rachet des journaux de

son groupe qui n'intéressent pas CEP Communication. Le Film fran-

çais, Vidéo Broadcast, Photo-

bile, etc., tous titres appartenant au

créneau de la presse magazme spe-cialisée, n'entrent pas, en effet, dans

sphère du groupe de presse pro-

La modernisation des imprimeries

et le sort de « France-Soir »

## Le Livre CGT bloque les journaux du groupe Hersant l'emploi. Mais il exige aussi des

C'est un coup de semonce mais ce n'est pas encore la guerre : ces mots d'un responsable du syndicat du Livre CGT laissent augurer une aggravation du conflit avec le groupe Hersant si aucune négocia-tion ne dénoue la situation. Lundi 19 décembre, les titres nationaux de M. Robert Hersant (le Figaro, l'Aurore, France-Soir et Paris-Turf) étaient absents des kiosques, à la suite du mot d'ordre de grève lancé par le syndicat dans les imprimeries parisiennes du groupe.

Samedi, c'était la Fédération nationale du Livre CGT qui avait pris les journaux régionaux de M. Hersant pour cible. Une quin-zaine d'entre eux, dont le Progrés de Lyon, le Dauphiné libéré (Grenoble), Paris-Normandie (Ronen), Le Havre libre, Le Havre presse, Presse Océan (Nantes) etc. ainsi que les titres nationaux imprimés dans les centres régionaux d'impression n'avaient pas paru, empéchant du meane coup la distribution des suppléments un azions du groupe (le Figaro Magazine et Madane Figuro, TV Magazine). La Fédéra-tion du Livre CGT entendait ainsi demander des garanties d'emploi à la direction du groupe.

## Le « laboratoire » de « Paris-Star »

La création d'une imprimerie moderne à Roissy en 1990 et la desserte, par voie aérienne, des titres nationaux en régions mettraient en question les emplois des neuf centres d'impression par fac-similé existant en province. Le mouvement de samedi semble avoir porté ses fruits puisqu'un rendez-vons entre la Fédération nationale du Livre CGT et le groupe Hersant a été fixée au jeudi 22 décembre. En revanche, la situation à Paris

reste bioquée. Comme sa fédération,

le comité intersyndical du Livre

parisien CGT réclame des *- éclair-*

cissements - sur la future imprime-

rie de Roissy et ses conséquences sur

locaux de France-Soir, la semaine dernière (le Monde du 14 décembre), traduit la volonté du Livre COT de ne pas laisser dépouiller France-Soir. Depuis, le Livre reclame une rencontre avec M. Hersant et non avec ses représentants, dont M. Villin, - qui refusent de répondre . Cependant, le patron du Figaro refuse de faire un pas tant

à une mort certaine. »

que le matériel de Paris-Star p'aura pas rejoint son siège. . Il n'y a pas encore de rupture, dit-on au Livre CGT, mais il y a une succession de problèmes à régler avec le groupe Y.M.L.

● Eddy Shaw arrête The Post et revend son groupe de presse.

10 novembre, il a aussi décidé de se retirer de la presse et a vendu son i Eddy Shaw a décidé d'arrêter groupe de régionaux, Messenger, à la samedi 17 decembre la parution de société Reed International qui son quotidien The Post, après trentecontrôle déjà une centaine de titres régionaux en Grande-Bretagne. trois numéros parus depuis le

## Groupe de presse professionnelle filiale d'Havas

## **CEP Communication rachète** les publications Denis Jacob

L'année écoulée aura servi au deuxième éditeur, français après Hachette, le Groupe de la Cité, à se charpenter. Mais aussi à régler le passé de l'une des deux entités qui lui ont donné naissance en février, CEP Communication et les Presses de la Cité. Un passé encore obscurci par la démission, à cette époque, du PDG des Presses, M. Bruno Roh-mer. Depuis, le groupe Média (Biba, Enfants magazine, etc.) qu'avaient racheté les Presses à son fondateur, M. Alain Lefebvre, est passé bon gré mal gré sous le contrôle du groupe Express, qui constitue le pôle magazines du Groupe de la Cité (le Monde daté 3-4 juillet). C'est aujourd'hui au tour d'un autre groupe de presse racheté par les Presses, alors que M. Bruno Roumer en assurait la direction les Publications Denis Jacob, d'être sous les feux de la rampe.

CEP Communication, groupe de presse professionnelle filiale d'Havas, projette de reprendre au Groupe de la Cité les participations qu'il détient au sein du capital des publications Denis Jacob, jusqu'à contrôler 80 % de cette société. Parallèlement à ce transfert, l'action des publications Denis Jacob, cotée au second marché, devrait être maintenue à son niveau (235 F) et garantie au-delà de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires fixée à début février 1989, L'accord des actionnaires obtenu, les titres strictement professionnels des publications Denis Jacob, coasacrés à l'électronique comme-Electronique-actualité ou Microordinateurs, rejoindront les autres revues professionnelles de CEP ication. Et une filiale de celle-ci, Bordas-Dunod, héritera des

Décu de n'avoir pas pu développer ses journant spécialisés au sein des Presses comme M. Rohmer le lai avait proposes M. Denis Jacob a préféré rébondir. Une société de fonds de placement Eurispresse, dont il détient 55% (le reste étant réparti euris les groupes L'Oréal, Canal Pilis Maxwell Mêdia France, etc.) a été constituée.

Euripresse est candidate au rachat des publications spécialisées du groupe Jacob que va céder CEP Communication. . Nous allons reprendre ce que CEP Communication voudra bien vendre, affirme M. Jacob. Je recrée mon groupe et j y ajouterai de nouvelles créations. Les actionnaires à Euripresse m'ont certifié que je serai seul maître à bord. » Une dizaine de titres, sur les dix sept que comprendent les publi-cations Denis Jacob, pourraient être mis en vente en février par CEP Communication. Mais M. Jacob pe bénéficiera pas d'un rôle préférentiel. Et d'autres groupes pourraient, d'ici à cette date, faire eux aussi des

YVES MARIELARE



Le Monde Mardi 20 décembre 1988 19

Park

P. 4 4

- managente

and the same

2015/05

to selfer

13.4703.0

Marie de la companya del companya de la companya del companya de la companya de l 聖祖 海 安地 7 4 

100 AND -17-44

-The same of the sa The state of the s The second second S Below But arrange A STATE OF THE STA Missian ..... -**京西田田 日本 いちゅうかんか** The second of the second of

The state of the s Marie Marie Comments of the Co NOW HOLD IN 養婦 以上自己 And the second second Participation of the second Marie Care ...

& Both was a second Marine Committee Committee 10 mg 10 mg CEP Commonwell of Anter

Maringa ... & Charge The Park of the Park of The west was a second Company of the care of Transaction in the 機能 あ チャー The second of th Parketing **海米** 会計 一 A Millerynn . 医骨骨 医皮肤 Figure 1.5 miles The second second

Marie Marie Commercial Section - 1-THE PARTY OF THE Branch 1994 養金額 かかっい STARL RESOURCE Miles & P. . . . The State of the Park State of the PORTER TO A for his factors The second of the Andrew -ب سماد پریشین

الداء المساودة المنافقة a beautiful on and the me Andrew Sall. 1 West of the second

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

ENVOYEZ LA PURÉE. CAIÉ d'Edgar (43-20-85-11), 20 h 15, BIEN DÉGAGÉ AUTOUR DES OREILLES, STL VOUS PLAIT. Le Grand Edgar (43-20-90-09), 22 h.

ATALANIE (46-06-11-90). O Tonto 2 on an petit pen plus turd in mame jour : 20 h 30. BATACLAN (47-00-30-12). 
Match d'improvisation: 21 b.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Salte Richelleu. 
La Cagnotte:

DAUNOU (42-61-69-14). Montion Ma-EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Noms on fait où on soms dit de faire : 22 h.

ELDORADO (43-68-32-26). O Permis de vivre au profit de la fundarion abbé Pierre : 20 b 30. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. La Chevanchée étastique :

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion : 20 h 30. Adiesa Munsieur Tchékhov : 22 h 15. LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles: 20 h 15. Bien dé-gagé autour des oreilles, s'il vous plaft; . 22 h. LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). 0

Fluctuat : 20 b 30. Finctual: 20 B 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théirre soir. Le Petit Prince: 18 h 45;
Contes érotiques arabes du XIVe siècle:
20 h. Most à crédit: 21 b 30.

MARIE STUART (45-08-17-90). Le Té-

MARIE STUART (45-08-17-00). La Té-mètre : 20 à 30.

MATHURINS (PETITS) (43-65-96-00).

Le Minotaure : 19 à.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). • Le Temps-Matière : 18 à 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). • Les Sortilèges du verbe aimer Rencontous de Palais-Royal : 20 à 30.

POTENERE (43-61-41-60). POTENTERE (42-61-44-16). 0 La Fronne: 20 h 45.

THEATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle IL O L'Etranger: 20 h 30.

Salle IL O L'Etranger: 20 h 30.

TEISTAN-BEINARD (45-22-08-40). Rififoin dans les labours : 21 h.

## Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Méliotoi, BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Selle L Ares = MC 2: 20 h 15. Les Epis

noira : 21 h 30, Luarent Violet : 22 h 30. Selle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Bernadette, calmo-tol ! : 21 h 30. CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). O En-voyez la purée : 26 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a

dispars : 22 h 30.

CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Nonvean Spectacle de Smain : 20 h 15. EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita: 20 h 15. Super Mathies!: 21 h 30.

## Les concerts

DÉJAZET TLP (42-74-20-50). Les Petits Chemeurs de Sainte-Marie. 20 à 30, Œuvres de Mozart, Bach, Duraflé. ÉGLISE DE LA TRINITÉ Orchestre Colonne, 20 b 30 hm. dir. Pierre Cao. A. Michael (soprano). I. Caley (ténor). Genvres de Messiaen, Landowski. Dans le cadre du Festival d'art sacré de la Villo de Paris.

ESPACE DONGUY (43-00-10-94), 19 h 30, Takehisa Kuangi et Olivier Cou-pille (parformance avec matériaux élec-troniques). SALLE PLEYEL (45-63-82-73). Orchestre de Paris. 20 h 30, I. Stern (violon), D. Barenbohn (piano). Œuvrea de Schu-bert, Mozart, Webera, Brahms.

bert, Mozart, Webers, Brahms.
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES.
(47-20-36-37). Ensemble orchestra de
Paris, 20 h 30. Dir. Mario Venzago. L.
Cabasso (piano). Œsvres de Mozart.
Gala de la Fondation du secours européen pour les rélugiés de l'Est.
THÉATRE RENAUD-BARRAULT (4256-08-80). Ensemble laterContemponin. 20 h 30. Dir. Perro Bender. P. BrynJulson (soprano). S. Cherrier (fl),
R. Holliger (htb), A. Troutet (clar.).
Œsvers de Ellion Certer.

## Région parisienne

ASNIÈRES (GRAND THÉATRE) (47-90-63-12). O La Soupière : 20 h 30. BORGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Grande salle. O Cor-ceau (spectacle en langue resso) traduc-tion simultanée : 19 h 30.

JUVISY-SUR-ORGE (SALLE JEAN DASTE) (69-21-60-34). • Mesure pour mesure : 20 h 45. LE VESINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIES) (39-76-32-75). O La Bohème: 21 h.

MAISONS-ALFORT (THÉATRE CLAUDE DEBUSSY) (43-96-77-67), © Les Trois Sœurs : 20 h 45. PHILIPE) (42-43-17-17). Salle G. Re-bard. Le Désaspoir tout blanc : 21 h. Salle J.-M. Serress. Made in Britain : 21 h. Salle Le Terrise. Vest, petit pols... tendre : 18 h 30.

## cinéma

## La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24) La Table tournante (1988), de Paul Gri-

SALLE GARANCE, CENTRE GROSGES PORTIDOU (G-78-31-37) Le Chaima georgies: in Tache (1985, vo. s.t.f.), d'Alexandre Tsabadze, 14 h 30; les Vingt-six commissaires (1932, v.o. a.t.f.), de Nikolst Chenguelain, 17 h 30; l'Amour au premier regard (1975, v.o. a.t.f.), de Rego Bandze, 20 h 30.

## Les exclusivités

ACHIE KERIB (Sov., v.o.); Cosmos, 6 (45-44-24-80); Le Triomphe, 9 (45-62-45-76); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81). LES AILES DU DESIR (Pr.-AIL, T.Q.) :

Saint-André-Ges-Arm 14, 80-25).
L'AMATEUR (Pol., v.a.): L'Entrapét, 14º (45-43-41-63).
BAGDAD CAFÉ (A., v.e.): Géamont Les Hailes, 1º (40-26-12-12); Gaumont Copéra, 2º (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8º (43-55-19-08); Gaumont Parunsec, 14º (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79). BÉRUCHET DIT LA BOULE (Fr.): Studio Gainnée, 5 (43-54-72-71).

BPG (A., v.o.) : UGC Normandia, \$ (45-63-16-16). BERD (A., v.o.): 14 Juillet Parasse, 6\* (43-26-58-00).

(43-26-58-00).

CAMILLE CLAUDEL (Pr.): Germons Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gamment Opeirs, 2" (47-42-60-33); 14 iniliet Odéos, 6" (43-25-59-83); Brutagne, 6" (42-27-37-97); Publicis Saim-Germain, 6" (42-27-12-80); La Pagode, 7" (47-05-12-15); La Pagode, 7" (47-05-12-15); Gamment Champs-Elyséos, 8" (43-57-90-81); Les Nation, 12" (43-43-90-81); Les Nation, 12" (47-28-06); UGC Gobelins, 13" (43-36-33-44); Gamment Alésia, 14" (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); Gammont Convention, 15" (48-28-42-37); UGC Maillot, 17" (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18" (45-22-46-01).

LE CHEMIN DU SERPENT (Su., va.);

LE CHEMIN DU SERPENT (Se., v.a.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). CHUCE SERRY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL (A., v.a.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36). OCCUPATE DEN

George V, 8 (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Muni-paraos, 14 (43-27-52-37). DANS LES TENEBRES (Esp., 7.4): Utopia Champollion, 5 (43-26-34-65). DEAR AMERICA (A., v.a.): Forum
Orient Express, in (42-33-42-26); Le
Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de
Beauregard, ér (42-22-87-23); Georges
V. P. (45-62-41-46); Sept Parassistes,
14 (43-20-32-20); v.f.: Pathé Impérial,
2 (47-42-72-52).

## PARIS EN VISITES

**MARDI 28 DECEMBRE** « Exposition Cézaune su Musée d'Orsay », 13 heures, 1, rue de Belle-chasse, sous l'éléphant (M. Pohyer). «Les scandales dans l'art au dis-neuvième siècle au Musée d'Orsay : de l'Olympia de Maner au Balzac de Rodin », 13 h 15, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (P.-Y. Jaslet).

... A la découverte de Vauves ... 14 h 15, sortie gare SNCF Vauves-Malakoff, par train gare Montparnasse (V. de Langlade).

Versailles: «Exposition an Musée Lambinet: Falences révolutionnaires d'une collection privée», 14 h 30, 54, boulevard de la Reine (Office de tourisme) Les sculptures et rosaces de Notre-Dame de Paris », 14 h 30, façade, por-

tall central (E. Romann).

Hôtels et jardins du Marais and, place des Vosges v. 14 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (Résurrection du passé). «Hôtels et cours du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Pont-Maris (Les Fläneries). « Lieux inconnus de l'ancienne et de

la nouvelle Sorbonne », 14 h 45, piace de la Sorbonne, devant le portait de la Chapelle, (M. Banassat). « L'Hôtel de Brancas et la rue de

Tournon », 15 heures, 6, rue de Touronn
(Monuments historiques).
«Expositios: Télégance française au cinéma », 15 h 10, avenue Pierre-le-de-Serbie (Tourisme culturel). «Closide de Vaux et la chapelle de l'Humanité », 15 heures, 5, rue Payenne (Approche de l'art).

« Exposition : le symbolisme », 15 heures, hall d'entrée (M. Hager) Exposition: art et mythologie, chefs-d'œuvre du Zaîre», 15 heures, Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (Paris et ara histoire.

# CONFÉRENCES

(petit autinorium), 14 h 30; « Miro et ses signes », par G. Raillard (Musée d'art moderne). 3, rue Rousselet, 19 heures : « L'art

11, avenue du Président-Wilson

islamique, de la renaissance soldjoubide aux temps modernes » (Arcus).

ISTEG (salle w 2), 107, rue de Reuilly, 19 h 30 : « Le « Christ univer-sel » et l'ère du Verseau, selon le Père Teilhard de Chardin », par le père Biondi (Université libre de Paris et de (Rede-France).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30:
De la neurophysiologie des émotious à l'aventure intérieure, par le docteur Fouche (L'Homme et la connaissance). 27, rue Pierre-Nicole, 20 h 30 : « La Noël, Dieu s'est fait homme pour que l'homme devienne Dieu », par Frère Jean (La Maison du soleil, tél. : 43-31-65-88).

Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, 20 h 30 : « Les solells éclatés », par N. Prantzos et T. Montmerle (Association française d'astronomie).

## Lundi 19 décembre

LE DERNIER EMPEREUR (Brit-It., v.a.): Cinoches, & (46-33-10-82).

LA DERNIERE TENTATION DU CHRIST (A. v.a.): Saint-Germaia Studio, & (46-33-63-20).

DISTANT VOICES (Brit., v.a.): Ganmont Les Halles IN (48-24-12-12).

DISTANT VOICES (Brit. vo.): Grammont Les Halles, 1<sup>et</sup> (40-26-12-12): Gaumont Opdra, 2<sup>et</sup> (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>et</sup> (-3-26-48-18); Gaumont Ambassade, 9<sup>et</sup> (43-59-19-08); 14 Inillet Bastille, 11<sup>et</sup> (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14<sup>et</sup> (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14<sup>et</sup> (43-27-34-50). DROLE D'ENDROIT POUR UNE REN-CONTRE (Fr.): UGC Erpitage, 3-(45-63-16-16).

DEOWNING BY NUMBERS (Bric, v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36): Le Triomphe, 8' (48-62-45-76): Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33). Républic Chemns, 11 (\*\*)

BUO A TRONS (A. v.a.) : Elysées Liscoin, 8\* (43-59-36-14) ; Trois Parnassiène, 14\* (43-20-30-19). EPIDEMIC (Dan., v.o.): Epéc de Bois, 5-(43-37-57-47); Studio 43, 9- (47-70-63-40).

L'ETUDIANTE (Fr.) : George V. & (45-L'ETUDIANTE (Fr.): George V. 9 (45-62-41-46).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.):

14 Juillet Parmane, 6 (43-26-58-00).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82):
Ceorge V. 9 (45-62-41-46).

LE GRAND RLEU (Fr., v.o.): Publicis Champe-Elyaées, 9 (47-0-76-23): v.f.:
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33): Les Montparmes, 14 (43-27-52-37).

HAMLET GUES BUSINESS (Fin., v.o.):
Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

LE HASARD (Pol., v.o.): L'Emrepèt, 14-(45-43-41-63).

L'INSOUTENABLE LÉGÉRETE DE

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A. v.n.) : Cinoches, 6 (46-3)-10-82). TTRE (A., v.a.); Cinnches, 6 (46-33-10-82).

TINERAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.); Forum Horizon, 1a (45-08-57-57); Ren; 2 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-29-19-08); George V. 8 (45-62-44-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-30-59); Fanvette, 13 (43-31-56-86); Gaumont Alésza, 14 (43-20-89-52); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-89-52); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); 14 Inilitet Beaugreselle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-23-46-01); Trois Scottian, 19 (43-679-79); Le Gambettà, 20 (46-36-10-96).

ERYSAR, LE JOUEUR DE FLUTE (tchèque, v.o.); Utopin Champolloon, 5 (43-26-84-65).

d'André Mélascos: Forum Orient Express, 1st (42-33-42-26); Gau-mont Opéra, 2st (47-42-60-33); Latina, 4st (42-84-486); Le Triom-phe, 2st (43-20-32-20). siens, 14º (43-20-32-20).

BEETLEJUICE. Film américain de Tim Burton, v.o.: Forum Horizon, 14º (45-08-57-57); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); Pathé Marignan-Comcorde, 8º (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); 14 Justel Benagrenolle, 15º (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2º (42-36-83-93); UGC Mommarments. 6º (45-76-49-94);

LES FILMS NOUVEAUX

v.f.: Res. 2º (42-36-83-93); UGC Moutparansse, 6º (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Les Nation, 12º (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); Fenvette, 13º (43-31-56-86); Mistral, 14º (45-39-52-43); Pathé Moutparanse, 14º (43-20-12-06); UGC Convention, 15º (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18º (45-22-46-01). MOONWALKER, Film américain de

CONWALDER, Film Emerican in Colin Chilvern, Jerry Kramer, v.a.; Forum Horizon, 1= (45-08-37-57); Pathé Impérial, 2= (47-42-72-52); 14 Julius Odéon, 6= (43-25-59-83); Cannan V. In 145-62-41-46); Pathé Hallist Odéon, 6 (43-25-39-3);
14 Juillist Odéon, 6 (43-25-39-3);
George V, B (45-62-41-46); Pathé
Marignas-Concorde, 8 (43-5992-82); La Bastille, 11 (43-5407-76); 14 Juillet Beaugreneile, 15 (45-75-79-79); v.f.: Paramount
Opém, 9 (47-42-56-31); UGC
Lyon Bestille, 12 (43-43-01-59);
Farvette Bis, 13 (43-31-60-74);
Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé
Montparaesse, 14 (43-20-12-96);
Convention Saim-Charles, 15 (4579-33-00); Pathé Clicity, 18 (4522-46-01); Trois Secrétan, 19 (4206-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
NE RÉVEILLEZ PAS UN FLIC

(46-36-10-96).

NE RÉVEILLEZ PAS UN FLIC
QUI DORT. (\*) Film français de
José Pisheico: Forum Horison, 1e
(45-08-57-57); Rez., 2e (42-3683-93); UGC Dunton, 6e (42-2510-30); UGC Montparnasse, 6e
(45-74-94-94); Pathé MazignanConcorde, 8e (43-59-92-82); Saim-

LA LECTRICE (Pt.): Ciać Beambourg, 3\* (42-71-53-36); Elysées Lincoln, 3\* (43-39-36-14); Sept Parmassiens, 14\* (43-20-32-20). 3.7-20).

3.7-20).

3.8-20).

3.9-20.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

3.10.

(43-35-30-40).

MANGECLOUS (Fr.): Forum Arcenciel, 1° (42-97-53-74); Rex, 2° (42-36-33-93); Pathé Hautefeoille, 6° (46-33-79-38); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 3° (43-59-92-42); Saint-Lazare-Pasquier, 3° (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8° (45-62-040); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); UGC Lyon Bestille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-36-32-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); Trois Paransticas, 14° (43-30-30-19); 14° Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Images, 18° (45-22-47-94); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

MIDINIGHT RUN (A., v.p.); UGC Biar-

MIDNIGHT RUN (A., v.o.): UGC Biar-ritz, 9 (45-62-20-40): Sept Paramiem, 14 (43-20-32-20); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-1495-40). LES MODERNES (A., v.A.) : Lacertaire, 6 (45-44-57-34).

MORT A L'ARRIVÉE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); George V, 8° (45-62-41-46); v.L.: Pathé Fran-çais, 9° (47-70-33-88); Miramar, 1¢ (43-20-89-52). (45-44-57-34).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A., v.a.): Le Triomphe, 3° (45-62-45-76).

LA NUST BENGALI (Fr., v.a.): Cinoches, 6° (46-33-10-82): Lincarmire, 6° (45-44-57-34).

## ONIMARU (Jap., v.o.) : Epéc de Bois, 5-(43-37-57-47).

L'OURS (Fr.-All.): Forum Arcen-Cicl. 1º (42-97-53-74): Gaumont Opera, 2º (47-42-60-33): 14 Juillet Odéon, 6º (43-(47-42-60-33); 14 Juillet Odeon, \$\psi\ (43-25-98-33); Gammont Ambassade, \$\psi\ (43-35-19-08); Max Linder Panorama, \$\psi\ (48-24-88-88); Fauvette Bia, \$19-(43-31-60-74); Gammont Alésis, \$14-(43-35-30-30); Gammont Convention, \$15-(43-22-43-27); Kinopanerama, \$5-(43-05-50-50); UGC Maillet, \$17-(47-48-60-60); Pathé Clicby, \$18-(45-22-46-01).

0000); Pattle Chesy, 18 (35-22-46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (Fr.-Can.-Chin., v.a.): Pathé Hausefeuille, 6 (46-33-79-38): Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82): v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-13-88): Fanvette, 19 (43-30-12-06): Pathé Monparmaise, 19 (43-30-12-06): UGC Convention, 19 (45-74-93-46): Pathé Clicky, 19 (45-72-46-01).

PAYSAGE DANG LE TROUBLIAND (Gr., v.a.): Ciné Benabourg, 3 (42-71-52-36): 14 Jaillet Parmaise, 6 (45-26-58-00).

PELLE LE COMMUNERANT (Dans

56-00).

PELLE LE CONQUERANT (Dun.
v.a.): UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30);

UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81); Gaumont
Alésin, 14\* (43-77-84-50); v.f.: Pathé
Français, 9\* (47-70-33-88); Bienventle
Montparmane, 15\* (45-44-25-02). PETTE REVANCHE (vénézzeling, v.a.): Républic Cinémus, 11º (48-05-51-33).

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.f.): Hoby-wood Boolevard, 9 (47-76-10-41). QUELQUES JOURS AVEC MOR (Fr.): Cincoles, 6 (46-33-10-82). QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT ? (A. v.a.) : Forum Arcen-Ciel, 1st (42-97-33-74) : UGC Daniou, 6: (42-25-10-30) : UGC Normandie, 3st (45-63-16-16) : Miramar, 1st (43-20-89-52); v.l.: Rex, 2: (42-36-83-93) : UGC Mont-parnasse, 6: (45-74-94-94) : Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31) : UGC Gobe-lin, 13: (43-36-23-44) : Mistral, 1st (45-39-52-43) : Convention Saint-Charles, 1st (45-79-93-90) : Images, 1st (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20st (46-36-10-96).

RAGGEDY (Brit., v.o.): Gaument Les Halles, J\* (40-26-12-12): Les Trois Luxembourg, 6\* (46-33-97-77): Gau-mont Ambassade, 8\* (43-59-19-08). mont Ambassade, 8\* (43-59-19-08).

RAMBO III (A., v.o.): George V, 8\* (45-62-41-66); v.l.: Las Montparnos, 14\* (43-27-52-37).

SALAAM BOMBAY! (indo-fr., v.o.): Les Trois Luxembourg. 4\* (46-33-97-77).

SANS FIN (Pol., v.o.): L'Entrepôt, 14\* (45-43-41-63).

LE SUD (Arg.-fr., v.o.): Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2\* (47-42-73-52); Pathé Hants-

Gambetta, 20 (46-36-10-96).

SANS PEUR ET SANS REPROCHE. Film français de Gérard Jugnot: Foram Horizon, 1" (45-08-57-57); Rez., 2" (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Les Nation, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13" (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14" (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); Images, 18" (45-22-47-94).

UN ETS CHEZ GRAND-PERE.

UN ÉTÉ CHEZ GRAND-PÈRE.

WILLOW. Film américain de Ros

WILLOW. Film américain de Ron Howard, v.o.: Forum Horizon, le (45-08-57-57); UGC Damon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40); v.i.: Rex. 2 (42-36-33-93); UGC Momparament, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-30)-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

U2 RATTLE AND HUM, LE FILM (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26): Les Trois Balzac, 2 (45-61-10-60): Gaumont Parasse, 14 (43-35-85-40).

UN MONDE A PART (A., v.o.): UGC Rotonde, & (45-74-94-94); UGC Emi-tage, & (45-63-16-16). UN PRINCE A NEW YORK (A., v.L.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.); Latina, 4 (42-78-47-86).

UNE POIGNÉE DE CENDRE (Brit., v.o.): Elysées Lincoln, & (43-59-36-14); Trois Parnassiens, 14 (43-20-30-19). LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): George V. 8 (45-62-41-46).

VOLS D'ETE (Eg., v.a.) : Chay Palace, 9 (43-54-07-76). LE VOYAGE (Su.-Can., v.o.) ; Epét de Bois, 5 (43-37-57-47).

## Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.): Grand Paveis, 15: (45-54-46-85) 14 h. LES ARISTOCHATS (A., v.f.): Sains-Lambert, 15: (45-32-91-68) 15 h 30. LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.L.); Suint-Lambert, 15 (45-12-91-68) 17 h.

91-68) 17 h.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.): Grand
Pavois, 15: (45-54-46-85) 13 h 45.

LES BELLES DE NUIT (Fr.): SainsLambert, 15: (45-32-91-68) 18 h 45.

BOUDU SAUVÉ DES EAUX (Fr.):

Républic Cinémas, 11: (48-05-51-33)
15 h 40.

15 h 40.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS

DE COSTARDS (A., v.A.): Studio des

Ursulines, 5 (43-26-19-09) 22 h 30.

CARMEN (Esp.): Denfert, 14 (43-2141-01) 14 h.

CHAMBRE AVEC VUE. (Brit., v.A.): CHAMBRE AVEC VUE... (871L, v.o.); Cimoches, 6\* (46-33-10-82) 15 h 10. LE CHATEAU DE L'ARAJGNÉE (Jap., v.o.); Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) 11 h 30; Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68) 18 h 45.

IA CITÉ DES FEMMES ([L, v.o.): Sta-dio Galando, 5 (43-54-72-71) lé h. LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.): Stint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

21 h. LE DERNIER COMBAT (Fr.): Studio Galande, \$ (43-54-72-71) 22 h 30.

DUNIA (Burkin-Paso, v.o.): Utopia Champollion, 5: (43-26-84-65) 14 h. LE GRAND CHEMIN (Fr.): Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) 15 h 15. LA GUERRE DES TUQUES (Cas.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 13 h 45.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Studio 43, 9-(47-70-63-40) 22 h. L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.): Studio des Unstimes, 5° (43-26-19-09) 15 h 45. L'HOMME BLESSÉ (°) (Fr.): Ciné Beaubourg, 9° (42-71-52-36) 11 h 35.

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.): L'HYPOTHÈSE DU TABLEAU VOLÉ (Fr.): Républic Cinémes, 11 (48-03-parnos, 14 (43-27-52-37). INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 20 h 15.

JE TAIME, MOI NON PLUS (\*\*) (Fr.): Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) 11 h 30. JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-

LAND (A., v.o.): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 15 b 15. (43-36-91-68) 15 h 15.

1E JUPON ROUGE (Fr.): Studio Galanda, 5 (43-54-72-71) 18 h 15.

1E JUPE DE LA JUNGLE (A., v.f.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 14 h 15.

14 h 15.

LE LOCATAIRE (Fr.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85) 22 h 30.

MAURICE (Brit., v.o.): Cinoches, 6° (46-33-10-82) 16 h 50.

MÈRE TERÈSA (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) 11 h 30.

LA MESSE EST FINIE (Jt., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) 11 h 45.

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (Brit., v.o.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85) 19 h.

46-35) 19 h. START PRODE, 15° (45-54-MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Bril., v.a.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85) 18 h 30. MORT A VENESE (It., v.a.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 21 h. MY SEAUTHFUL LAUNDRETTE (Brit., v.a.): Cinoches, 6° (46-33-10-82) 15 h.

13 n.

NOSTALGHIA (Fr.-1t., v.o.): Républic Cinémas, 11\* (48-05-51-33) 17 h 40.

PARIS VU PAR... (Fr.): Denfert, 14\*

(43-21-41-01) 22 h.

LA POISON (Fr.): Républic Cinémes,
11- (48-05-51-33) 20 h. LE PROCES (Fr., v.o.): Reflet Logos J, 5' (43-54-42-34) 12 h.

QUEEN KELLY (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 16 h. QUERELLE (\*\*) (Fr.-All., v.o.): Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36) 11 h 45.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 13 h 30. SI PAVAIS UN MILLION (A., v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit., v.o.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) 21 h 30. SUNSET BOULEVARD (A., v.o.): Mac-Makon, 17: (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

172 LE MATIN (\*) (Fr.): Grand Pavois, 15' (45-54-46-85) 20 h 30. UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h. VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COU-

# Lazaro-Pasquier, 3º (43-87-35-43); UGC Normandie, 8º (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12º (43-43-01-59); Fauvette, 13º (43-36-23-44); Mistral, 14º (45-39-52-43); Pathé Montparmasse, 14º (43-20-12-06); Convention Saim-Charles, 15º (45-79-33-00); UGC Convention, 15º (45-74-93-40); UGC Maillot, 17º (47-48-06-06); Imagos, 18º (45-22-47-94); Trois Secritan, 19º (43-06-79-79); Le Gambetta, 20º (46-36-10-96). SANS PELIR ET SANS REPPRO-



CHARLOTTE GAINSBOURG

# **CLAUDE MILLER**

scenario original de FRANÇOIS TRUFFAUT **CLAUDE DE GIVRAY** 

3mlf

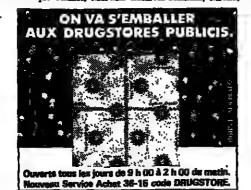
هكذا من الأصل

## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimenche-landi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ☐ Film à éviter » On peut voir u u Ne pas manquer » u m Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 19 décembre

▶ 20.35 Teleffins: La deraière image. De Lakhdar-Hamina, avec Véronique Jannot, Merwan Lakhdar-Hamina, Michel



Boujenah, Jean-François Bahmer (1" partia). 22.10 Magnzine: Choes. De Stéphane Paoli. Sommaire: Les héros; Les témoins; Pianète express; Reportage. 23.05 Journal et Météo. 23.25 Magazine: Mismit Sport. De 0.25 à 6.27 Rediffusions. 0.25 Série: Drôles d'histoires. 0.50 Série: L'housse à poigne. 1.45 Série: Papa et mol. 2.10 Magazine: Choes. 3.00 Série: Drôles d'histoires. 3.25 Documentaire: Histoires naturelles. 4.20 Masique. 4.40 Documentaire: Histoires naturelles.

## A 2

De 20.48 La marche du siècie. Emission de Jean-Marle Cavada et Jean-Pierre Bertrand. Olivier, Estelle, Roger, Gaby : les sans-domicile fixe. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Chéma : la Traviata m m Film italien de Franco Zeffirelli (1982). Avec Teresa Stratas, Piacido Domingo, Cornelli McNeil. (Retransmis en simultand et en stório sur Franco-Musique). 0.15 Informations : 24 heures sur la 2. 0.48 Magazine : Du cêté de chez Fred (rediff.).

20.30 Cinima: PHomme en collire II Film français de Ciande Pinotean (1978). Avec Lino Ventura, Angie Dickinson, Laurent Maiet, Donald Pleasance. 22.25 Journal. 22.50 Magazine: Océaniques, Buffon. 23.45 Minsiques, menique. 23.55 Téléfilm: Les après-midi de M. Forestier.

De Gérard Jourd'hui. Avec Caroline Berg, Gérard Darmou 0.50 Documentaire : Architecture et géographie sacrée,

## **CANAL PLUS**

28.30 Chairm: le Premper II Film (ranco-britannique de Geoffrey Resve (1973). Avec Charlotte Rampling David Birney, Michael Lonsdale. 22.05 Fiash d'informations. 22.10 Magazine: Bohagedison. A 22.10, (cotball; à 22.40, boxe (spécial Sugar Ray Robinsson); à 23.10, (cotball méricain. 0.05 Chairm: la Vie, l'Arnour, la Mort am Film français de Claude Lelouch (1986). Avec Amidou, Caroline Cellier, Rina Marden. 1.50 Série: Paire d'as.

20.30 Les accords en étable : Le visiteur de la moit. Téléfilm de Sandor Stern, avec Robert Stack, Vera Miles. 22.00 Les accords du diable. Les rubriques du magazine. 22.30 Série : Le voyageur. 23.00 Capitaine Furillo (rediff.). 6.00 Journal de minuit. 0.05 L'impecteur Derrick (rediff.). 1.10 Jun ours pas comme les sutres (rediff.). 2.05 Petit déjenner compris (rediff.). 3.00 Journal de la mait. 3.05 Vive la vie! (rediff.). 3.15 Volum, voisine (rediff.).

20.30 Téléfihn: Roller boogle. De Mark Lester, avec Linda Blaire. Roger Perry. 22.25 Série : Drôles de dames. 23.15 Magazine: Club é. De Pierre Bouteiller. 0.15 Journal. 0.25 Magazine: Jazz é. De Philippe Adler. 0.55 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chéries. 2.25 Les rouse de la fortune. 3.10 Magazine: Quand la science même l'enquête (rediff.). 4.05 Les rouse de la fortune (rediff.). 5.05 Les saintes chéries (rediff.).

## FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Parisianisme et provincialisme. 21.30 Dramatique. La coupure, de Daniel Meynard. 22.40 Côte d'amour. Ciné nostaigle. 0.65 Du jour su lande-main. 0.50 Munique : Coda. Keith Richards.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert donné le 17 décembre au Théâtre des Champ-Elysées: Tristan et Isolde: Prélude et acte III, de Wagner, par l'Orchestre national de France, dir. Hans Graf, sol.: Relé Kollo, Karan Armetrong, Monte Pederson, Daphne Evengelatos, Manfred Schenk, Gérad Garino. A 22.30, la Traviata, de Verdi (en simultané avec Antenne 2). 0.36 Dossier.

## Mardi 20 décembre

14.30 Tüléfilm: Un homme combié. De Paula Delsoi, avec Eva Darlan, Arielle Semenoff, Julien Dubois. 16.00 Variétés: La chance sux chansone. 16.30 Jon: Ord-macouw. 16.50 Club Dorothie après-midl. 18.00 Série: Matt Houston. 18.50 Avis de recherche. 19.00 Fendleton: Santa-Barkara. 19.25 Jon: La rome de la fortume. 20.00 Journal, Mésée et Tapis vert. 20.35 Cinima: Hold-up a Film français d'Alexandre Arcady (1984). Avec Jean-Faul Belmondo, Goy Marchand, Kim Cattrali, Jean-Pierre Marielle. 22.30 Magazine: Clei mon marsi: 23.50 Journal, Bourse et Mésée. 8.10 Magazine: Livres en tête. De 0.20 à Mariolle. 22-30 Magazine: Cici aron marcii! 23-30 Journal.
Bourse et Météo. 0.10 Magazine: Livres en tête. De 0.20 à
6.27 Rediffusions. 0.20 Sèrie: Drôles d'histoires.
0.45 Série: L'hostme à poigne. 1.40 Série: Papa et mol.
2.05 Documentaire: Histoires maturelles. 2.55 Série:
Drôles d'akstoires. 3.25 Documentaire: Histoires naturelles.
4.15 Musique. 4.40 Documentaire: Histoires naturelles.
5.30 Série: L'homsue à poigne.

## **A2**

A 2

14.30 Magazine: Benjour la 1886, 16.05 Flash d'informations. 16.10 Magazine: Du côté de chez Fred. 17.10 Flash d'informationa. 17.15 Magazine: Graffitis 5-15. 17.59 Série: V. 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.10 Acmalités régionales. 19.30 Plaisir de rère: Loft story. 20.00 Jeurnal. 20.25 Météo. 20.30 Les dossiers de l'Ecras: Exodes # m Film américain d'Otto Preminger (1960). Avec Paul Newman, Eva Marie-Saint, Ralph Richardson, Peter Lawford. 23.40 Débat: Un bateau pour la terre promise. Avec le Capitaine lie Arass (capitaine de l'Exodus), Yossi Harel (a monté l'opération Exodus pour la compte de la Haganah), Noah Klieger (journaliste, ancien déporté), M. et Mª Pertrov et leur fille Hanz Pinchau (rescapés du ghetto de Varsovie), Mordechat Rozman (a organisé l'immigration clandestine), M. et Mª Gusz, Michèle Gourarier, Rina Singer, Jacques Derogy (journaliste), le capitaine Tony Bailey (commandant du destroyer Childer), Avy Livney (marin américain, membre d'équipage de l'Ezodus), Shavel Biber (commandant de la Haganah à Port-de-Bouc), le professeur Zeev Hadari (a organisé l'immigration clandestine depuis la France). 8.45 informations: 24 heures sur la 2. 1.10 Magazine: Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3
14.30 Jen: La presse par 3. 15.27 Flash d'informations: Faits de société. 15.30 Téléffim: Poursuite dans POrient-Express. De Francis Megahy, avec Dennis Waterman, George Cole, John Hartley, Alexandra Avery. 17.10 Flash d'informations. De 17.15 à 18.30 Amuse 3. 17.15 Série: Tout Sawyer. 17.40 Série: Zoom, 200m. 18.05 Ascenseur pour l'aventure. 18.10 Magazine: Drevet vend la mèche. 18.30 Jen: Questions pour un champion. 19.60 Le 19-20 de Phriormation. 19.53 Dessin animé: Les contes magiques. 20.65 Jeu: La classe. 20.25 INC. 20.30 Chéma: la Colève de Dieu m Film américain de Raiph Nelsou (1972). Avec Robart Mitchum, Frank Langella, Rita Hayworth, John Colicos. 22.25 Journal. 22.59 Cinéma: Ganger et Fred u.u.m. Film italien de Federico Fellini (1985). Avec Giulietta Masina, Marcello Mastroianni, Franco Fabrizzi. 0.50 Masiques, musique. 1.00 Documentaire: Architecture et géographie sacrée.

15.30 Cinéma: les Noces barbares a Film franco-belge de Marion Hangel (1987). Avec Yves Cotton, Thierry Frémont, Mariane Basler. 17.40 Cahon cadis. SOS fantômes; Le piai; COPS. En chair jusqu'à 20.30, 18.25 Dessin suimé:

Virgui. 18.36 Dennius animás : Ca cartoon. 18.45 Finsis d'informations. 18.49 Top 58. 19.39 Mingazine : Nulle part allieurs. 20.30 Cinéma : l'Affaire Cheisea Deardou m Film américain d'Ivan Reizman (1986). Avec Robert Redford, Debra Wingar, Daryl Hannah, Brian Dennehy. 22.20 Finsis d'informations. 22.25 Cinéma : Noyade interdite m Film français de Pierra Granier-Deferre (1987). Avec Philippe Noires, Gry Marchand, Elizabeth Bourgine. 6.65 Cinéma : Du sang dans les socilers m Film américain de Charles E. Sellier Jr. (1984). Avec Robert Brian Wilson, Lilyan Chatvin, Gilmer McCormick. 1.20 Cinéma : Corurs croisès m Film français de Stéphanis de Marcull (1987). Avec Caroline Losh, Roger Mirmont, Julie Jezsquel.

## LA 5

LA D

14.45 Série : Kang Fu. 15.45 Série : Capitaine Furillo. De

17.00 à 18.55 Densies animés. 17.90 Karine, Paventure de

Nouveau Monde. 17.25 L'histoire du Père Noël. 17.50 Cynthin ou le rythme de la vie. 18.15 Olive et Tom, champions

de foot. 18.55 Journal images. 19.00 Jeu : All Baba.

19.30 Boulevard Bournard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm :

Ator. De David Hills, avec Miles O'Keefe, Sabrina Siani.

22.20 Magazine : Ciné cian, D 22.30 Cinéma : les Lunciers

moirs — Film italien de Giacomo Centhiomo (1961). Avec

Mei Ferrer, Leticia Roman, Yvette Furneaux. 0.00 Journal

de minutt. 0.05 L'usspecteux Derrick (rediff.). 1.10 Un onra

pas comme les autres (rediff.). 2.05 Petit déjeuner compris

(rediff.). 3.00 Journal de la muit. 3.05 Vive la vie l (rediff.).

3.20 Voisie, voisine (rediff.).

## M 6

M 8

15.95 Jeu: Chp combat. 16.05 Jeu: Quizz cour. 16.50 Hit.
hit. hit. hourrs! 17.05 Série: Hawaii, police d'Etat.
18.05 Série: Daktari. 19.00 Série: Les routes du paradis.
19.54 Six misutes d'informations. 28.00 Série: Campes
show. 20.30 Téléfitu: Le druit chemin. D'alf Kjellin, avec
Glenn Ford, Julie Harris. David Carradine. Z2.00 Série:
Drôles de dames. 22.50 Magazine: Turbo (rediff.).
23.25 Magazine: Adventure (rediff.). 23.50 Journal.
2.09 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chéries.
2.25 Fenilletou: La kermesse des brigands. 2.50 Documentaire: S'il te plait, montre-nous nos histoires. 3.15 Magazine: Quand la science mène l'empalto (rediff.). 4.05 Documentaire: S'il te plaît, montre-nous nos histoires.
4.30 Variétés: Carabine FM. 4.55 La kermesse des brigands (rediff.). 5.20 Les saintes chéries (rediff.).

20.30 Archipel Science. Or blond, or noir : archipel science à Pau. 22.40 Nuits magnétiques. Les servenses. 1. Patromos et servenses. 6.05 Da jour au leudemain. 6.50 Musique : Coda. Keith Richards.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Compert. Sch. op. 2, Fague sur le carillon des heures de la cathédrale de Soissons et Prélude sur l'introît de l'Epiphania, de Duruilé; Commotio op. 58 de Nielseu; Passacaille d'Enghud; Toccata de Nordal; Passacaille d'Enghud; Te Deum de Tournemire, par Aude Henrtmatte, orgue.

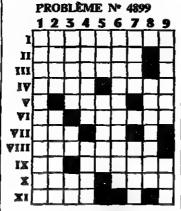
22.30 Récital. Beata Haisia, violon. Barbara Halaka, piano. 22.50 Recensa. Beata Haista, violon. Barbara Haista, piano. Sonate pour violon et piano en sol mineur de Debussy; Sonate libre en deux parties enchaînées pour violon et piano, op. 68, de Schmitt; Berceuse sur le nom de Fauré pour violon et piano et Haistanera pour violon et piano de Ravel. 23.07 Club d'archives. Ernest Bour, à partir des Symphonies de Becthoven. (2) 1.00 La dynastie Paccini. (2) Concerto convelessement de Durenjoo Pianopor elessement de Pia pour clavecin ou pianoforte et instruments de Domenico P cini : Kyrie à quatre voix avec ténor et orchestre, de Mich Puccini : Messa di gloria, extrait, de Giacomo Puccini.

## Audience TV du 18 décembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

	TO THE WARRY	7 pont = 183 00	<del></del>				
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TY (an %)	TF1	A2	FRS	CANAL +	LA 5	M6
		7 mr 7	Stade 2	Lady Blue	Vent de panique	Honn. Gramille	Graffi 6
19 h 22	6,88	25.1	13.9	10,4	2.1	3.9	1.6
		7 aur 7	Meguy	Lady Bhas	Ça cartoon	Honn. Granville	Graffi'6
19 h 45	61.0	25.4	17-4	10.6	3.3	2.9	. 1.5
		7 mr 7 .	- Journal	Sensy Hill	Çu curtoon	Journel	Oncle (SE
20 h 16	88.5	24.6	21.1	12.8	4.8	2.6	1,7
		Vales penting	Hause tension	Secret Flemends	Noyede interdite	٧	Le Corbiterd
20 h 55	68.6	22.7	26.7	1.9	5.8	6,3	5.4
		Vales pansins	Hause termion	Journal	Fleets	v	Le Corblised
22 h 8	59.3	14-1	28.2	2,3	3-1	6,5	5.6
		Sport dimenche	Cipal cimin	Downstairs'	Les Déserte	Apocalypee	Merkeys
22 h 44	23.4	6.1	2.9	2.2	1-6	7.6	2.6

## Informations « services »

## MOTS CROISES



## HORIZONTALEMENT

I. Sont vraiment bêtes à manger du foin. - II. C'est rude quand il n'y en a pas. — III. Est capable de briser le « tympan ». — IV. Très dur.
Endroit où l'on envoie paître. —
V. Eclair de « chaleur ». Préposition. — VI. Un agrément étranger.
Sert de pigment blanc. — VII. D'un suxilialre. Conjonction. -VIII. Digno d'un rol. - LX. Ne désigne pas le premier venu. Cordages.

X. Un bon fromage. Est souvent couverte de sang. — XI. Sur le golfe du Morbihan.

## VERTICALEMENT

1. Des femmes qui peuvent arranger nos affaires. - 2, Institua l'ère de l'Hégire. Exécution au lever du jour. - 3. Ancienne capitale. Qui a donc circulé. On se réjouit quand on en voit le bout. - 4. Un privilège. Saint pour un seu. - 5. Refusa de se charger. Comme ca. - 6. On y fit le mur. - 7. Physicien français. Une puissance. - 8. Quand on s'y enfonce, on semble être ailleurs. -9. Joyeux drille. Pas almable.

## Solution du problème nº 4898

Horizontalement I. Bétaillère, Tees, - II. Aversion. Tartre. - III. Gâte-sauce. Tiède. IV. Un. Nu. Leurre. Rs. - V. Eole. Ions. Eude. - VI. Tue. Elus. Pèse. -VII. Tisons. Oui. Egée. -VIII. Estoc. Titre. Apt. - IX. Ss.
Raser. Amitié. - X. Estime. Stars.
- XI. Ami. Si. Suera. Ar. XII. Sen. Slip. Sg. Phi. XIII. Navel. Os. Egout. XIV. Etns. Europe. Ire. - XV. Us.
Nacces Salie Nasses, Salis.

## 1. Baguettes. As. Eu. - 2. Evanouissements. - 3. Tet. Lest. Sinan. - 4. Arène. Oort. Van. - 5. Issu. Encaisse. — 6. Lis. Ils. Smilles. — 7. Loulou. Tes. Us. — 8. Encensoir.

Spore. - 9. Eus. Ut. Su. SOS. -10. Et. Pirates. – 11. Atrée. Emar-

16cs. - 12. Trieuse. Ira. - 13. Eté. Dégâts. Poil. - 14. Erdre. Epi. Ahuri. - 15. Sées. Météorites. GUY BROUTY. • Noël sur la Seine. - Les 21, 22 et 23 décembre, de 14 heures à 17 h 30, le père Noël sera à bord des vedettes de Paris et d'Ile-de-France pour une croisière qui permettre aux parenta et aux enfants de redécouvrir Paris et ses monuments. Décarte et

gratuit assuré devant l'embarcadère, métro Bir-Hakeim. Prix: 146 F par \* Rem (1) 47-05-71-29.

retours au pied de la tour Eiffel, quai

rive gauche, port de Suffren. Parking

THANK IN LAMES **2**28899 28 1 5 983 005,00 F 150 100,00 F

10 935,00 F 4 BONE Nº 155,00 F 5 BONE Nº 1 620 216 BENET DE SAMEDI 136 632 10,00 F Zione Middles communicates, 10,00 x 2 : 20,00 F
Wordlass PAS I LA SERAND PROCHABIL
STREE CHORSTE SA DECIMAN 33 MHLLIONS

LOTOSPORTIF

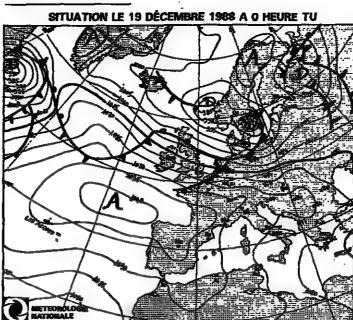
RESULTATS COMPLETS 1951 | Company of Company | Company of 4 466 910,00 F 71 397,00 F

> NUMBERO PACTOLE: 5 Thrage de Distanche 18 Décembre 1968

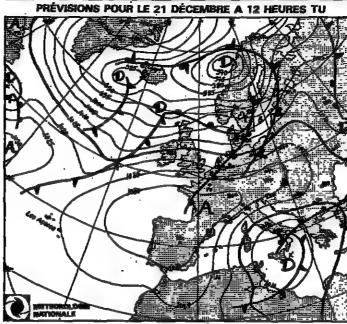
## SUR MINITEL

merié Paris, province, étranger 36.15 Tapez LEMONDE pais METEO

## MÉTÉOROLOGIE



...........



## Evolution probable du temps ou France outre le lessii 19 décembre à 0 leurs et le sauril 20 décembre à 24 leurse.

Après avoir balayé la France du nord : au sud dans la journée de lundi, une per-turbation active évacuers, mardi, le sudest du pays, laissant la place à un temps instable. Une seconde perturbation aborders dès mardi soir les régions voi-sines de la Manohe, occasionment de faibles précipitations.

## Mardi : nombreux mages, gibouiées de neige dans l'Est. Mistral et tramon-

La quasi-totalité du pays co La quasi-totalité du pays comaîtra une journée très suagense. De l'Alsace et de la Lorraine à Rhône-Alpes, au Massif Central, sinsi que sur les Pyrénées et la Corse, les giboulées seront fréquentes. Elles donneront de la neige audessus de 500 mètres d'altitude sur la relief de l'Est, 700 mètres sur le Massif Central, 1 000 à 1 200 mètres sur les Pyrénées.

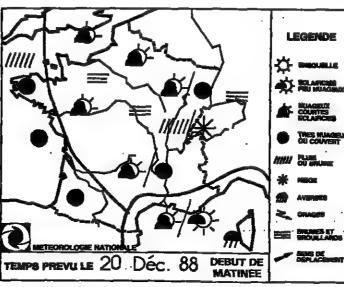
De la Bretagne à la Vendée, à l'Aqui-taine et à Midi-Pyrénées, un temps gris et faiblement pluvieux se maintiendra du metin au soir.

Du Languedos-Rouselllon aux Alpes du Sod, le ciel sera vollé de nuages élevés, mais le soleil y sera tout de même présent grâce au mistral et à la tramontane.

Le reste du pays, du Nord et de la Normandie au Centre et à la Champa-gne, bénéficiera de quelques éclaireies passagères. Les averses seront rares.

Les températures minimales avoisine-Les temperatures minimales avoisine-ront 0 à 4 degrés sur la moitié est du pays, 4 à 6 degrés sur la moitié ouest. Les températures maximales, comprises entre 5 à 8 degrés à l'onest, n'excéderont pas 2 à 5 degrés du Nord-Est su Massif Central et à Rhône-Alpes.

Elles atteindront 10 à 13 degrés près de la Méditerrance. Le vent de nord, souvent modéré, soufflera fort près du



		_	_				NA	TINEE			_
		eurs es	CLI GAT	ES releváes et le 19-1	entra			le	<b>mps ch</b> 19-12-19		<u> </u>
	FRANC	E		TOURS		5 3	C	LOS ANG	ELES 16	10	D
		_	-	TOULOUSE	1777114	3 1	Č	LUXEAR			ì
AJACCIO	13		D	POINTE A.P		30 30	Ď		12	-	í
MARRITZ .	10		В				_	MARRAE	CB 12		i
BORDEALIX Bourges ,			B	E	TRAN	SER,.	. •	MEXICO		- 2	1
RUCKUES , RUCKUES ,	11		P	ALCER		14 6	2	MILAN	9	•	
161 <b>4</b>	11	•	C	AMSTERDA	¥	10 .7	P	MATERIAL	L11	-1	ı
THERBOUR	G 10		P	ATERIORS .	******	8 2	D	PANDADE	₽ −11	-36	
LEMON			č	BANGECK		30 21	D	MOSCOU		-8	
XION ''''		1	ě	MARCE CH	E	11 7	D	NAIRORE	26	15	
RÉWIEL E				BOM		7 -3	•	NEW YOR	K., [	-2	(
			D	BERLIN		5 4	Þ	0850	3	-10	
III	8	•	Č	RULLE		9 8	P	PALMADI	MAL., 14	1	1
140GES .	5		Ç	LE CARRE		15 4	Ď	PÉKON	1	6	i
1897.			P	COMMENTAG		5 3	Ď	RIO DE LA	NEDRO . 33	24	i
(A)SEMILE			Ď	DAKAR		z 20	N	ROME		0	
ancy	5		P	DELET		ربعص 17 کا	Č	SINGAPOL	R 34	24	•
wies	<u>10</u>		ç	DEEDSA		17 14 10	Ď	STOCKHO	M		1
QCE			D	GENEYE	******	5 -4	N	SYDNEY	-4	-3	
ATR NO.		_	ç	HONGKONE		8 12		TOTAL .	25	21	1
WJ			D				D	TOKYO	11	3	1
THOU			D	STANSUL ÉRISALS		1- 0	Ç	TUNES	14	3	1
ENES	7	-	Ē			0 5	P	VARSOVIE	1	-4	
TRIBUTE	3		C	TRECHME		3	D	VENEE .	6	-4	1
	G 3	3	С	LONDERS .	l	(O	P	YIENNE.	, 5	3	Ī
Α	В	(		D	N	1.4	0	D	-	*	_
		اما	al .	del	ciel	1	_	· • .		, -	
2 <b>7613</b> 6	plame	عدده ا		déessé	1000 Care	_ i ce	REE .	phie	tempête	200	

# Le Monde

L'EUROPE ET SES ILES

# Vivre à Madère

Les dirigeants de l'archipel portugais se félicitent d'appartenir à la CEE

E jour-là, au dernier étage noramique d'un grand panoramique o un grand hôtel de Madère, Alberto d'abord des plus aventureux João Jardim conclusit l'assemblée générale de la Conférence des régions périphériques maritimes de la CEE devant plus de deux cents délégués venus de toute l'Europe, des Shetland au Dodécanèse : « N'ayons pas peur de nous montrer, nous, les régions les plus défavorisées de l'Europe, de plus en plus agressives devant les instances communautaires. Ne craignons pas de faire des interventions de plus en plus poli-

Survivances des continents.

les îles ont toujours éveillé

l'intérêt des observateurs et

d'entre eux, les explorateurs. Microcosmes où l'ethnologue

rencontre le géographe, terres de mission et lieux d'exil, les

îles, où les légendes rejoignent

l'histoire, savent pour la plu-

part jouer de leur singularité,

mettre en avant leurs handi-

caps, entretenir leur mystère.

Et voilà qu'elles intéressent

maintenant les économistes et

Sans se comparer aux

Etats-archipels comme le Japon ou l'Indonésie, la Com-

munauté européenne prend

conscience que son patrimoine

maritime et insulaire-s'il

constitue un espace où doit se

manifester la solidarité en rai-

son des retards de revenus des

habitants-présente aussi des

atouts pour elle-même et à

l'égard des pays tiers. Ainsi

commence à se dessiner une

politique de la CEE envers sa

périphérie, dont les statuts

juridiques sont presque aussi nombreux et diversifiés qu'il y

Et la France, qui sait, en Corse, ce que fronde et turbu-lence veulent dire, ne veut pas

être en reste. Le ministre de

l'intérieur, M. Pierre Joxe,

n'a-t-il pas annoncé son inten-

tion d'organiser prochaine-

ment à Ajaccio un colloque sur

a d'îles elles-mêmes:

même les financiers.

Eternel cigare aux lèvres, tribun aimant la harangue et fin politique, A. J. Jardim préside depuis dix ans le gouvernement fort de huit ministres - de la région autonome de Madère. Sorti largement vainqueur des toutes récentes élections locales, il vient d'entamer un nouveau mandat, à l'« hôtel Matignon » de l'île, la délicieuse Quinta Vigla noyée dans la verdure luxuriante et les fleurs innombrables, en surplomb du port de Funchal.

La Constitution portugaise de 1976 a accordé un statut d'autonomie aux deux régions archipels de l'Atlantique, Madère et les Acores. Une autonomie sur laquelle les responsables insistent à chaque occasion et qui est inscrite en toutes lettres dans chaque document official. Une autonomie qui, par rapport à l'indépendance complète des îles du Cap-Vert, par exemple, ou à la décentralisation inachevée entamée en France en 1982, permet à l'économie de Madère de jouer sur plusieurs

Nous invitons les lecteurs Vis-à-vis du gouvernement de Lisbonne, A. J. Jardim utilise du « Monde de l'économie », au cours des prochains mois. à habilement le registre de la région découvrir l'« outre-mer de lointaine, donc handicapée par les proximité » en Europe. Precolts de transport : revenu par mière escale : Madère la Portête des deux cent soixante-dix mille Madéricos plus faible maigre des progrès récents - que la moyenne du Portugal : rôle stratégique important, notamment dans le dispositif militaire de l'OTAN (Porto-Santo, la deuxième île habitée de l'archipel, est équipée d'un aéroport qui peut recevoir des avions grosporteurs, ce qui n'est pas le cas à Funchal). C'est le même argument qui permet au gouvernement Jardim de traîner pour rembourser une dette contractée il y a six ans auprès de la Banque centrale du Portugal.

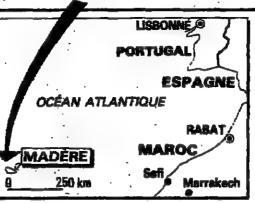
## Un régime de faveur

A l'égard des autorités de Bruxelles, Madère eut la sagesse ou l'habileté (contrairement aux Canaries espagnoles et, plus encore, anx Féroé danoises, qui avaient demandé et obtenu un statut spécial vis-à-vis de la CEE) d'affirmer haut et fort qu'elle est et restera portugaise et européenne. Mais elle ajoute, sans que cela soit le moins du monde contesté par la Commission ou le Parlement de Strasbourg, que sa situation - ultra périphérique » (comme les régions françaises d'outre-mer) lui ouvre droit à un régime de faveur. La réforme en cours des fonds structurels euronéens va d'ailleurs parfaitement dens co sens.

Un exemple : selon M. Miguel de Sousa, secrétaire d'Etat à l'économie. la CEE a versé à Madère 590 millions de francs depuis 1985, et les projets d'investissement (routes, ports, énergie) programmés dans les trois ans à venir et qui représentent quelque 1,5 milliard de francs seront subventionnés par la CEE à hauteur de 70, voire 75 %. Sans compter le nouvel aéroport, dont il faudra construire la piste en enfonçant des pieux dans la mer, à prix d'or, à 60 mètres de profondeur...

Notre intégration à la CEE a été payante, résume M. de Sousa,





et elle le sera de plus en plus. De notre part, il n'y a aucune ambiguité. Nous allons aussi pouvoir recevoir des fonds pour l'éducation, la formation. Et la Commission ne trouve rien à redire au fait que la TVA ici soit de 30 % inférieure au taux national et que les transports aériens et maritimes en soient totalement exonérés.» De même, apparaît-il naturel à tout le monde que Lisbonne subventionne chaque année environ 10 % du budget de Madère. Ce que les Corses traduiraient par le prix à payer de la continuité des fleurs ou des fruits tropi-

Moi aussi j'applaudis à la CEE, relance le secrétaire d'Etat

*Lerritoriale* ».

à l'agriculture et à la pêche. M. Francisco Perry-Vidal. On forme quatre cents jeunes agriculteurs chaque année. Mais surtout nous mettons en place un grand programme de restructuration des plantations de bananes qui font vivre neuf mille exploitations sur des parcelles, cultivées en terrasse, parfois de quelques dizaines de mètres carrés seulement. Sur I 500 hectares, I 000, à savoir les meilleures terres. seront réservés aux bananes, les autres reconvertis pour la culture

La banane de Madère, petite mais ô combien savoureuse ! est

garantis vers le « continent » por-tugais. Mais à partir de 1993, l'Europe sera son marché naturel. A condition, précise M. Perry-Vidal, que pour les bananes comme pour le vin et ce qui va avec (les caisses, les bouteilles. les engrais), nous soyons assurés d'une protection tarifaire pour le transport tant à l'importation qu'à l'exportation. - Comme beaucoup d'îles, en effet, Madère ne couvre ses achats par ses ventes qu'à 28 %. ec le-on er nu

is, do six jui nu so-

la no le

ıu-: le

sé-lès

юn :nt

:116

re, nsi ec-ont ion

po-iux ion

## La protection communautaire

Reine banane! Les expéditions ont, en 1986, représenté 5,5 milliards d'escudos (100 escudos = 4 F), soit trois fois plus que les exportations de vin et dix fois celles d'objets de vannerie. Toutefois, avec le vin, la broderie constitue l'autre secteur économique qui a porté le renom de Madère bien au-delà des frontières ibériques.

> de Funchal FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 23.)

LA FIN DU NUCLÉAIRE EN SUÈDE

A Suède en hiver, c'est le royaume de l'éclairage arti-La fermeture des réacteurs ficial. Une véritable débanpourrait doubler che de lumière, dans les villes, les campagnes, le long des routes, sur le prix de l'électricité

les pistes de ski de fond, dans les patinoires en plein air. De la umière partout et tout le temps pour faire oublier une obscurité sinon difficilement supportable. Les barrages de la moitié nord

du pays fonctionnent sans pro-blèmes et les douze réacteurs nucléaires de la moitié sud, qui assurent 50 % de la production d'électricité, sont parmi les plus performants du monde. Si l'économie nationale se porte aussi bien, c'est en grande partie grâce à ce soutien logistique efficace et surtout bon marché. Mais le jour où les premiers réacteurs seront arrêtés, la situation risque de changer, et ce jour est proche.

ns « service

Victime innocente des accidents de Three Mile Island en 1979 et de Tchernobyl en 1986, le nucléaire suédois est condamné. Si en 1990 le Parlement approuve la décision du gouvernement social-démocrate de hâter le démantèlement de deux unités sur les sites de Barsebäck (près de Maimō) et de Ringhals (près de Göteborg), les premières « exécutions » auront lieu en 1995 et en 1996. Compte tenu d'une maiorité social-démocrate, centriste, communiste et « verte », favorable à la mise hors-circuit rapide de ces réacteurs, un renversement de tendance semble peu probable.

Si le remplacement du nucléaire était assuré, il serait plus facile de s'accommoder d'une solution politique. Or les

ports ne manquent pes, mais les plans et projets de substitution restent pour l'heure hésitants, voire contradictoires, et ne permettent pas d'envisager l'avenir

## Des industriels inquiets.

· · · L'abandon de la silière nucléaire serait une folie, une catastrophe. Mais nous n'avons pas perdu tout espoir. . Les propos de M. Bengt Rabéus, de la SCPF, l'association auédoise des fabricants de pâte à papier et de papier, traduisent l'inquiétude de la plupart des responsables des la plupart des responsables des industries suédoises de base, compétitives sur les marchés extérieurs mais grosses consommatrices d'électricité.

L'inquiétude est d'autant plus grande que l'échéance européenne de 1992 se rapproche, avec les craintes qu'elle suscite dans la Suède neutre, non-membre de la CEE, qui cherche à s'adapter par tous les moyens - sans adhérer. La suppression du nucléaire entraînera automatiquement une hausse des prix de l'électricité avant même 1995, afin de freiner la consommation et éviter des réactions de panique. Cette hausse pourrait aller des quelque 15 à 20 couronnes le kWh actuel-

C'est plus que ne peut supporter l'industrie, disent les pessimistes, qui voient une menace directe planer sur l'emploi, en particulier dans la moitié nord du pays où l'industrie forestière, l'industrie chimique et une partie de l'industrie sidérurgique représentent quelque 40 % des emplois

industriels. Face à cette perspective peu encourageante, les entreprises demandent des garanties de prix de l'électricité, quand elles ne cherchent pas à s'établir à l'étranger. Gränges-Aluminium envisage par exemple de déplacer sa production en Islande. Pour d'autres, comme le fabricant de cellulose SCA, l'expansion se fera plutôt dans l'espace communautaire européen, où la Suède profitera au moins du « grand marché énergétique ».

Ces premiers signes de défection pourraient être de nature à faire réfléchir les responsables politiques. Ainsi le ministre de l'énergie et de l'environnement, M= Birgitta Dahl, a annoncé la création prochaine d'une commis-sion spéciale chargée d'examiner les conséquences de la première phase du démantèlement pour les industries qui consomment le plus d'électricité.

L'abandon prématuré du nucléaire s'annonce d'ores et déjà comme une opération coûteuse. Officiellement, le démantèlement

des deux premiers réacteurs est évalué à 2,5 milliards de couronnes. Faux ! dit la fédération des industries, il faut ajouter les coûts de production et cela fera en tout 25 à 30 milliards de cou-

Ce n'est pas tout : les producteurs d'électro-nucléaire entendent aussi exiger des dédommagements pour la perte de revenus liée à la fermeture des installations. Un manque à gagner de 10 milliards de couronnes, par exemple, devra nécessairement être compensé.

Billevesées, dit an substance le ministre de l'énergie et de la pro-tection de l'environnement. Mais la position de M= Dahl, un portefeuille sous chaque bras, est des plus inconfortables pour ne pas dire impossible, entre un puis groupe d'adversaires du démantelement et une opinion politique en majorité encore favorable à la

Les sociaux-démocrates euxmemes semblent partagés. L'ancien ministre de l'énergie, aujourd'hui président du Parlement, M. Thage G. Petersson, ou encore le ministre des finances, M. Kjell-Olöf Feldt, font partie de ceux qui ont rallié le camp des sceptiques. Les syndicats ne sont pas non plus enthousiastes, soulignant notamment que tonte décision de fermer un réacteur doit être assortie d'une décision de construire des installations de remplacement d'une capacité correspondante.

de Stockholm FRANÇOISE NIÉTO. (Lire la suite page 22.)

Plus nos bus roulent, plus nos arbres sont contents, sans parler des habitants.

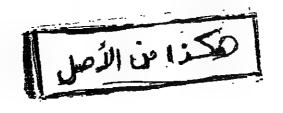
Décembre 88 : Alors que l'Europe se bat autour du pot à catalyseur, 4 bus de Tours fonctionnent, depuis un an déjà à l'éthanol.

Arbres et habitants ne s'en portent que mieux, et 60 véhicules municipaux vont bientôt fonctionner avec un carburant propre (essence-alcool). Si la France prend le bus en marche, cette idée dépolluante fera

économiser 1,25 milliard de F chaque année à sa balance des paiements.

A Tours la matière grise prend des couleurs.





## LA FIN DU NUCLÉAIRE EN SUÈDE

# Délicate relève

(Suite de la page 21.)

La scule source d'électricité non polluante et renouvelable dont dispose actuellement la Suède est l'énergie hydraulique qui produit en moyenne l'équivalent des 12 réacteurs. Techniquement, il serait possible d'aménager les trois dernières rivières vierges dans le nord du pays et obtenir ainsi « jusqu'à 30 mil-liards de kWh à des couts raisonnables ., estime M. Lennart Lundberg, le numéro deux de Vattenfall (l'équivalent suédois d'EDF).

Politiquement, c'est impossible : la loi de 1987 sur les ressources naturelles, qui a obtenu l'appui de tous les partis représentés au Parlement, protège désormais de toute atteinte ces cours d'eau. Vattenfall ne peut dans l'immédiat qu'envisager d'augmenter la capacité des installations existantes et obtenir 1,1 milliard de kWh supplémentaires.

La construction d'une vingtaine d'installations alimentées au gaz ou au charbon apportera par ailleurs environ 15 milliards de

Procedure d'admission réservée

aux adultes ayant au moins cinq ans

d'expérience professionnelle

a l'entroe de

l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES de PARIS

Rappel du calendrier

Envoi d'un dossier par correspondance.....iusqu'au 13.01.89

Retrait d'un dossier au secretariat \_\_\_\_\_jusqu'au 20.01.89

Entretiens d'admission.....du 28.03.89 au 26.04.89

Renseignements et inscriptions : Secrétariat de l'I.E.P. de Paris

27, rue Saint-Guillaume 75341 PARIS Cedex 07- Tel : 45.49.50.50

Epreuve écrite d'admissibilité.....

1988 - 1989

kWh. mais elle est prévue sur les la Suède passera obligatoirement dix prochaines années et ne suffira pas au moment critique. Vattenfall mise sur une réduction de la consommation d'électricité dans certains secteurs en modifiant les installations, qu'il s'agisse des habitations, des bureaux ou des usines.

Le but, indique M. Lundberg. est d'« investir dans la recherche d'économies des sommes équivalant à la construction d'une centrale entière de production d'électricité alimentée au charbon ». Le potentiel théorique - récupérable serait de l'ordre de 10 à 20 milliards de kWh. . Mission 2000 - : tel est le nom de ce projet d'étude avec un budget de 400 millions de couronnes pour trois ans. Vattenfall participe également au développement de l'énergie éolienne, notamment dans la région de Blekinge sur la côte-quest et sur l'île de Gotland, dans la Baltique.

Qu'on le veuille ou non, le grand bond en avant vers le modernisme énergétique que vise

....le 04.03.89

le 21.12.88

le 09.01.89

au début par un pas on arrière, à savoir par l'utilisation d'énergies fossiles comme le charbon et le gaz naturel. Le charbon, la bête noire de Mme Dahl. Pourtant meilleur marché que le gaz, nécessitant moins de travaux d'adaptation et faisant l'objet de techniques sans cesse améliorées. il reste encore trop poliuant. Le ministre a décidé de mener la vie dure à ceux qui prendront cette option : dès 1989 ils devront payer une « taxe-écologie ».

## Un parc renforcé

Reste le gaz naturel, encore peu répandu en Suède : avec toute une infrastructure à mettre en place, soit un investissement de l'ordre de 15 à 20 milliards de couronnes, son utilisation risque d'alourdir encore la facture. Il ne manque cependant pas de partisans et « de plus en plus, même au sein de l'Agence nationale pour l'énergie et surtout parmi les élus politiques locaux », affirme M. Harry Plogback, de la société Swedegas, dont Vattenfall est propriétaire à 60 %.

Un avantage : les fournisseurs sont les voisins. Danemark, Norvège et URSS via la Finlande. Selon des estimations, le gaz pourrait dès 1995 remplacer un tiers du nucléaire. Le contrat actual de 600 millions de mêtres cubes par an avec le Danemark pourrait être porté à 1 milliard de mètres cubes. Mais les Suédois, qui cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement, négocient également avec la Norvège et l'URSS des contrats de 1,5 milliard de mètres cubes par an chacun. Quant aux prix, c'est

Et les énergies renouvelables? Depuis 1980, force est de constater que peu de ressources, en sin de compte, ont été consacrées à l'accélération de la recherche et à ses applications dans ce domaine.

Certes les sous-produits sylvicoles sont utilisés et pourraient l'être bien davantage. Certes des batteries éoliennes grand format vont bientôt pousser sur des portions de côtes. Certes la géothermie est en progrès et l'énergie solaire connaît un regain d'intérêt.

Toutefois trop de projets mal coordonnés ont jusqu'ici avorté, se soldant par des faillites, et les autorités se sont lassées de financer des . visions » qu'elles jugeaient sans doute secondaires. Le ministre de l'énergie a néanmoins proposé la création d'un nouveau fonds de . technique énergétique - doté d'un milliard de couronnes sur cinq ans, dont la tàche principale sera de s'intéresser aux techniques qui permettent une utilisation accrue des carburants indigènes.

« Quelles entreprises vont investir de l'argent pour trouver de nouvelles techniques aiors qu'on ne peut pas vendre les techniques déjà au point? », constate, désabusé, un spécialiste de la biomasse. Toujours est-il que la situation est déjà préoccupante : la consommation d'électricité augmente plus rapidement que prévu, à cause principalement de la forte croissance économique de ces dernières années.

Comme on ne peut pas abolir l'hiver ni ralentir brutalement la production industrielle, le seul moyen efficace d'éviter un manque éventuel est de renforcer la capacité du parc nucléaire. Nous pourrons gagner jusqu'à 5 milliards de kWh par an », dit M. Karl Axel Edin, le directeur de l'Agence pour l'énergie, qui n'exclut pas lui non plus que la décision de démanteler fasse l'objet d'une révision.

moment, la Suède sera sauvée par le nucléaire dont elle ne veut plus. Le paradoxe est complet.

Jusqu'au 16 janvier 1989 à LA RÈGLE À CALCUL

L'OCCASION

iournée de

RAC LA RÉGLE À VALQUE

le journal mensuel

de documentation politique

apres-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE

RURAL

Horri NALLET Bernerd THAREAU

75014 Paris, en spécifient le demandé ou 150 F pour l'abon

nnusi (60 % d'éc

wer 40 F (timbres à 2 F ou chèque RES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dale 4 Paris, en spécifient le deut

65 bd St-Germain, 75005 Paris Tel.: (1) 43.25.68.88

formation

de Stockholm FRANÇOISE MÉTO.

## A PROPOS DU PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

## **Mathématiques** ou mathémanie?

Par André PIETTRE (\*)

Tous les économistes français se sont réjouis de l'attribution du prix Nobel à l'un des leurs, M. Maurice Allais, dont Il n'est pas nécessaire de partager la méthode et la « philosophie » pour reconnaître la vigueur peu commune de la pensée. Son disciple, Gérard Debreu, qui avait reçu la même récompense en 1983, professe aux Etats-Unis, dont a pris la nationalité. Maurice Allais a donc l'honneur d'être le premier prix Nobel français d'économie à 100 %. Il a déclaré lui-mame à la télévision qu'« il y a longtemps qu'il aurait au le prix Nobel s'il avait été américain ».

هكذا من الأصل

Il ne samble pas capandant que cet événement ait donné lieu aux commentaires qu'il máritalt, ni ouvert le débat qu'on voudrait amorcer ici sur e la puissance et les dangers de l'utilisation de l'outil mathématique en économie ». C'est le titre même d'un article de Maurice Aliais publié en 1954 et que certains de ses disciples feraient bien de relire.

Cette « puissance », le grand *Traité d'économie pur*e (1952) de l'auteur, approfondissent les anelyses de Walras et de Pareto, l'atteste. Un économiste « littéraire » le reconnaît sans peine, même si le cadre de pensée libéral dans lequel l'auteur se situe comme ses prédécesseurs, nous paraît entaché d'une « omission fondamentale » qui consiste à ne pas tanir compte (ou à prendre comme des données intantibies) des structures sociales préexistantes, telle la répartiinflue largement sur la demande et, par elle, sur le marché.

Il nous semble que cette position de principe limite le portée d'ouvrages où Maurice Allais a su l'incontestable mérite de s'ouvrir à l'économie concrète, qu'il-s'agisse de monnale, d'intérêt, de capitel, etc. En discuter dépasserait notre propos. Retenons plutôt ce que le nouveau Prix Nobel n'a pas craint d'écrire sur « l'utilisation des mathé-matiques... [Elle] est indispensable en tant que procédé de déduction et d'analyse, mais elle ne peut être féconde que si elle part d'une excellente aucun cas, il [l'économiste] ne nomie pure. Il n'y a pes de plus grand danger ». · ·

## **Modèles** abstraits

C'est précisément l'erreur que commettent aujourd'hui nombre d'économistres medidmaticiens at que l'enseigne ment économique actuel tend à propager. Qu'on nous comne minimise en rien les apports d'économistesmathématiciens qui, dépassant l'économie pure, ont mérité une juste notoriété par l'ana-lyse de problèmes tels que le châmage (Edmond Malinvaud) ou par leurs vues d'ensemble comme celles de Thierry de Mombrial sur la Revanche de l'histoire (1984).

On ne conteste pas davantaga les services que l'outil mathématique a rendus en matière de tarification, des transports, de l'énergie, etc. De même, il va de soi qu'il est aussi indispensable à la construction des statistiques que l'usage de celles-ci l'est à la connaissance de la réalité économique - à une condition toutafois : de ne pas oublier que les statistiques les plus que des faits quantifiables, et portée les causes profondes,spécifiquement humaines, mobiles psychologiques et morales, les courants de pensée souterrains, dont elles ne révèlent que l'émergence. : :

Non moins erronée est la formulation des « modèles » abstraits, en dehors ou à l'encontre de la réalité. C'est le grand danger. L'exemple le plus significatif est la théorie fameuse de l'« oscillateur », de Paul Samuelson, deuxième prix Nobel (1970), qui combine le

principe du muitiplicateur et de l'accélérateur, dont un spécialiste des fluctuations a mis en doute « la vérification per la réalité », allant jusqu'à conclure que « la réalité obest mei au principe de l'accélératour ». Pauvra réalité... Un autre exemple set calui du multiplicateur d'investissement malencontrausement appliqué à certains pays du tiersmonde, avec les axcès que l'on sait.

A POPP

10 DE 100

· 100 美

7 12 252

TO BOTH HERE

1

- - - 4" 21. Peter E"

ことで 中華

But & Britis

on the second

n 100 新维 🖦

12101223

- De sid interpr

The Artificial

11.1.6代 🍿

Teta Straigh

「こうでなる後、海道

1. 为一次会员的

中国金额

2000年

Freisin State

The Party Lines

T STE MENN

Committee of

G. 21 thyland

**经验的** 

"al contract

1 ( 12 ) DESCRIPTION OF THE PARTY OF THE PAR

から小変な

pas empêché l'obsession methematicum de sévir dans notre discipline. On assiste. même à ce fait admirable que certains se plaisent à reformelar en langage mathématique les théories des pères fondateurs de l'économie classique, qui s'étaient tous exprimés en termes littéraires (sauf Maithus, avec un simplisme doct on connaît les conséquences). De plus en plus, l'opinion prévaut qu'il n'y a de véritable aconomie que mathématique. et d'une mathématique de plus seuls initiés, à tel point que tel responsable de l'introduction des mathématiques dans répudie aujourd'hui ses succes-

seura abuelfs. Que leur importe de s'anciera dans un langaga éso: térique et un irréalisme de fait, qui est bien le contraire d'un vrsi savoir I Partout, jusque de l'histoire aux sciences de la via, le quantitatif et l'abstraction s'imposent. Au vrai, il ne s'agit plus de mathématique, l'expression) de mathér

## ignorance réciproque

On en arrive ainsi à cette étrangeté que via économique et acience économique évoluent dans une ignorance réciproque. Que d'innovations pourtant ont surgi depuis is guerro dans le paysage économique, sans le moindre apport des mathématiques !

S'agit-il des antreprises ? C'est l'extension des « équipes autonomes », c'est l'adoption de l'« horaire mobile », ce sont les a cercles de qualité » importés du Japon, pui ont fait parler d'une « entreprise du troisieme type » (après celles humaines). C'est la « politique contractuelle > liant entreorises et syndicats, qui a épargné au secteur privé les grèves endémiques du secteur public.

S'agit-il du marché ? Ca sont, en agriculture, les conventions conclues were la production par das groupements de producteurs (entre qui il n'y a jamais eu de touiours les théoriciens du marché) avec des firmes acroalimentaires qui, jusque là, les dominaient. C'est le « marché marché commun selon la formule de Jacques Rueff. Ce sont, à l'initiative de la France, pays du tiers-monde, tel celui de Lome, favorisant leurs

Mais l'innovation la plus inattendue est sans doute la c quasi-contrats > (crédits, siries fiscales subordonnées à un déplacement des firmes etc.) qui sont conclus entre puissance publique et entreprises privées. Ainsi se trouve renversés la frontière qu'une longue tradition d'individualisme svait dressée entre les daux parties. Sont dépassés nent libéralisme et din-

Ne croit-on pas enfin que des études approfondes sur les expériences britanaique et allemand et les performances leurs effets, leur avenir, na serviraient la science écons que avec infiniment plus d'efficacité que la pouvelle scolastique des faiseurs de e modèles » ?

# Est-ce que votre banque **vous** mérite?



exclusivité tous les éléments de comparaison pour juger votre banque.

votre banque est-elle la

meilleure?

grands réseaux:

# L'EXPANSION. POUR ACTION.

NTE AUJOURD'HUI

••• Le Monde ● Mardi 20 décembre 1988 23

sé-iès

:nt

30L

іол

po-

ce-de

ou mathemanie

The state of the s

The second second The second of The section of the se The statement of the st Commence of the State of the St Bullion of American for the - -THE GREAT S ..

10 th 16 th The same of the sa The state of the s The Supplementary of F AND SHIP MANERS to the state of th Part of the second Action to Bu The state of the state of Mark a standard ---The state of the s The second second The state of the s A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The second of the THE STREET, ST. · 河水水水 中"中市" The second secon denne service A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

AND THE PARTY A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The second second The state of the s Apple 10 per para and a series of the series Marie V. The complete the same of the s Shell the description of the same of the The same sure and the same Will Sweep Buyers on a 19 a . . . 静 大海 ー サンフェ (400 ) -The second of the second of th

The han town year in . 機関機能の 東京地震の ないこと A September September 1991 Markey . The Age of the second Fifth, tasks are the same and the same and The state of the s the state of the second Contractor States of the contract of the contr dictatente ditentamento a

Mary San Spirit Street Street

SMID OF STREET A ള്ക്കുണ്ടക്കാം കാ State of the same SERVICE CONTRACTOR OF THE PERSON OF THE PERS With the same of the same STATE OF THE PARTY S WHEN WE ARE المحد المتفاولتين المتا STAND MANY DAY COLUMN na hinadolis. Application above dages i geleg francis palem i dis i di ellapping grant is a and the second of

STORY OF THE PART OF THE PART THE PARTY SERVICE AND ADDRESS. The same of 新級 セラル・ THE PERSON OF THE PERSON OF THE PARTY OF THE PARTY OF المصادود المرفهومي الم g with anyon the " A CONTRACTOR OF THE PARTY OF The second second Mile seleption to 1 The square and the 暴 2000年20日 · · Sept 12 Than Sept 1 A CO. A. CO. Sand They will be The state of many DESTRUCTION OF THE

graph and the s 🚵 🙀 🖦 🕬 if the Rose of the Sand Francisco Comments gir i gara be includion w. The same of the sa

## - L'EUROPE ET SES ILES

# A l'heure du grand marché

Les inégalités risquent de se creuser entre le Continent et les petites communautés isolées

de ses îles à l'heure du grand marché de 1993. Ainsi le conseil européen de Rhodes. début décembre, a reconnu « les problèmes socio-économiques particuliers que connaissent cer-Communauté ».

Les chefs d'Etat ou de gouvernement sont restés toutefois extrêmement prudents: la Commission de Bruxelles devra - présenter, le cas échéant, des propositions qu'elle jugera utiles dans le cadre des possibilités financières offertes par les politiques exis-tantes telles qu'elles ont été déci-

Au nombre de trois cents celles de plus de trois cents habitants - les îles des Douze représentent quelque 5,5 % de la superficie de la Communauté et 3,5 % de sa population. Multiples et très diverses en raison de l'éloignement (Corse, Réunion) de la superficie (Sicile, 25 000 km², soit presque autant que la Belgique et les îles grecques), de la densité de population (200 habitants au km² aux Canaries, moins de 50 dans la plupari des cas), de la richesse par habitant (proche aux Baléares de la moyenne communautaire, alors qu'ailleurs elle est inférieure d'un tiers) du taux de chômage (de 4 % à 28 % de la population active).

Programme Andrews

100

. . . . .

A 25 A 25 APR

2 2 30 F

: = '\*-5'

10 mm m m

## Les mêmes handicaps.

Qu'elles soient petites ou grandes, peu ou très éloignées de la métropole, les îles de la CEE présentent quasiment toutes les mêmes handicaps : agriculture fortement représentée : industries peu importantes ; services limités au tourisme ; modicité des rendements agricoles ; productivité pen . élevée des activités industrielles représentées généralement par des branches traditionnelles à faible croissance. Dans ces conditions, comment trouver one trame commune afin d'éviter que ces régions, à quelques exceptions près, ne s'écartent encore plus de

Il est admis par tout le monde que la réalisation de la deuxième grande phase d'intégration du Marché commun augmentera les inégalités entre la CEE et quelques grandes lles déjà développées d'un côté, la poussière des communautés de petites dimensions de l'autre. D'autant que les responsables de Bruxelles doivent entreprendra leurs travaux en tenant compte de l'existence de plusieurs statuts qui, au fil de la construction européenne, ont conféré des droits et des obligations différentes à l'égard du traité de Rome.

Les îles proches du Continent (Corse, Baléares, îles grecques, Sicile, Sardaigne, îles anglonormandes et de Man) sont considérées comme faisant partie du territoire communautaire. Encore que, ici et là, sont accordées bon nombre de dérogations : la Corse applique des taux de TVA différents de ceux en vigneur en France ; Rhodes possède un autre tarif donanier que la Grèce ; Jersey, Guernesey et l'île de Man bénéficient d'une grande marge de manœuvre, à la condition que les règles sur la libre circulation des marchandises et la concurrence de la CEE soient respectées. La plupart de ces régions obtiennent à titre prioritaire des aides européennes octroyées dans le cadre des politiques communes : fonds social et régional, fonds agricole pour la réforme des

A CEE se préoccupe du sort structures, programmes intégrés européens (PIM).

Viennent ensuite les départements français d'outre-mer (DOM) : Réunion, Martinique, Guadeloupe et Guyane, à laquelle est conféré le caractère d'insulataines régions insulaires de la . rité en raison de l'isolement sur le continent sud-américain. Bénéficiant eux aussi en priorité des fonds structurels, les DOM sont autorisés à appliquer des législations particulières : régime spécial dans le domaine fiscal (impôt sur le revenu, TVA réduite ou exonérée), prêts à des taux privilégiés, octroi de mer (taxes à l'importation qui s'appliquent aussi aux produits en provenance des Etats membres)

> A côté des DOM se placent vingt-cinq pays et territoires d'outre-mer (PTOM) appartenant à la France (six, dont Mayotte, la Nouvelle-Calédonie), aux Pays-Bas (sept, dont Antilles néerlandaises), au Royaume-uni (onze, dont Malouines, Anguilla), au Danemark (Groenland). Les PTOM ne font pas partie du territoire communautaire mais sont associés aux Douze. N'ayant pratiquement aucune obligation par rapport à la législation européenne, ils bénéficient tout de même d'aides comparables à celles consenties aux DOM per les fonds structurels.

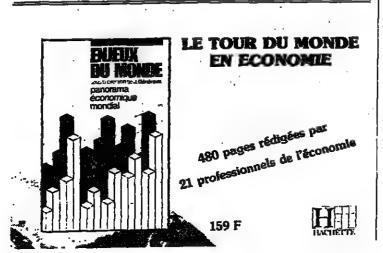
En fait, le CEE leur accorde un régime calculé sur celui accordé aux soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), membres de la convention de Lomé. Aussi ont-ils en outre le libre accès au Marché commun pour leurs exportations de biens manufacturés et de produits agricoles.

## De nouveaux particularismes

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal a conduit à de nouveaux particularismes. Les Canaries ne font pas partie de l'union doua-nière, sauf en ce qui concerne les échanges commerciaux entre ces lies, d'une part, l'Espagne et les Baléares, de l'autre. Ici aussi l'octroi de mer est appliqué aux autres États membres. Les principes du traité de Rome (règles de concurrence, droits d'établissement, prestations de services) ne s'appliquent pas aux Canaries mais les Douze doivent financer la modernisation des structures dans le secteur de la pêche.

A l'inverse, les Açores et Madère - bien que constituées en régions autonomes - font partie intégrante de la République portugaise. En conséquence, le traité de Rome s'applique à ces territoires, notamment en matière douanière et commerciale. Toutefois, l'acte d'adhésion impose aux Douze de tenir compte dans l'élaboration et la gestion des politi-ques communes de la spécificité de ces deux îles. Ainsi de multiples dérogations sont autorisées par les règlements communautaires en matière de TVA et de taxe à la consommation de tabac.

Le poids du passé lié à la diversité économique ne facilite pas la tache des responsables suropéens surtout qu'ils ne disposent pas d'orientations précises. Jusqu'ici Bruxelles n'a formulé, et encore récemment, de propositions que pour les DOM (projet Poseitom). L'idée est de supprimer à terme l'octroi de mer afin que les départements français adoptent progressivement la législation de la CEE. Outre le bénéfice d'un doublement des crédits octroyés par les fonds structurels d'ici à la fin de 1992, le schéma envisagé par



contrepartie les organisations communes du marché dans le secteur des fruits et consentir des aides à la production de produits

Conscientes des difficultés pour la Martinique ou la Guadeloupe à s'adapter aux contraintes du grand marché, les instances de Bruxelles estiment d'ores et déjà que de nouvelles exceptions seront nécessaires. Pour l'heure, elles songent à une plus grande sou-plesse en matière d'autorisation d'aides nationales et à une série de mesures ponetuelles.

L'exemple le plus souvent cité est le dégrèvement des prélèvements agricoles (taxes à l'importation perçue sur les achats aux pays tiers) pour les produits entrant dans la fabrication des aliments pour bétail. On espère ainsi favoriser le développement de l'élevage en permettant un approvisionnement à bas prix auprès des fournisseurs américains.

## Une opposition ultra-liberale

Le cas de Poseitom montre combien il est théorique de penser appliquer les mêmes règles à toutes les îles de la CEE, et encore moins celles qui seront en vigueur sur le Continent dans quelques années. Ce constat rencontre cependant l'opposition farouche des tenants d'un libéralisme pur et dur. Pour eux. le Communauté doit devenir un espace unique où chacun sera soumis aux mêmes contraintes, et a priori l'idée d'examiner la situation particulière des îles devant conduire à un traitement spécial, est mauvaise,

Outre la crainte de voir les Douze s'engager dans des programmes onéreux en faveur des régions insulaires les « ultra libéraux » soulignent les dangers d'une politique qui finirait par accorder tellement de dérogations que la règle commune serait vidée de sa substance. Autrement dit chaque île conserverait les avantages financiers de la CEE (politique agricole commune et fonds structurel) tout en ne se conformant pas aux obligations du

grand marché. Ce ne sont pas tant, en règle générale, les petites lles éloignées qui font l'objet de leurs préoccupations, que les territoires plus importants, surtout plus proches du Continent. Comment en effet reconnaître la spécificité de la Corse sans admettre celle de la Serdaigne ou des Baléares? Les défenseurs de l'insularité minoritaires à Bruxelles ne sont pas au bout de leurs peines.

de Bruxellas MARCEL SCOTTO.

# Vivre à Madère

(Suite de la page 21.)

Sévèrement contrôlée par un Institut public régional, la broderie est entre les mains d'une trentaine d'entreprises (souvent d'origine britannique) qui emploient 1 500 personnes dans les usines mais plus de 30 000 femmes à domicile, qui bénéficient depuis quatre ans d'un système de protection sociale (le salaire minimum mensuel à Madère était en 1987 de 25 650 escudos).

La plus importante firme compte quelque 160 employés, depuis les repasseuses et les retoucheuses méticuleuses jusqu'aux dessinatrices inventives qui créent des dessins dont elles conserveront les originaux dans des grands cartons frappés d'un numéro. . Pour les seules nappes, nous avons en stock 11 200 dessins », raconte le directeur de la société Patricio et Gouveia, créée en 1925, M. Joseph Crisostomo Oliveira, en montrant les boîtes empilées sur des étagères. Le tissu, lin ou coton, vient de Grande-Bretagne on d'Irlande, de Suisse pour l'organdi.

Principal marché: l'Italie qui à elle seule absorbe 80 % des exportations de broderies dont le total atteint 2 milliards d'escudos. Là encore, Madère invoque la néces-saire protection communautaire pour que la qualité et l'authenticité de ses broderies soient garanties devant l'invasion des tissus d'Extrême-Orient, notamment chinois, en Europe.

Mais le panorama resterait Incomplet s'il n'était dit un mot du tourisme. Madère fut découverte au début du quinzième siècle, Christophe Colomb épousa la fille du gouverneur dont on peut encore visiter la maison, et les Britanniques, dont l'influence est omniprésente dans l'île (l'un des plus importants groupes d'affaires est la famille Blandy), venaient y séjourner dès le début du dix-neuvième siècle lorsque avant de regagner Londres ou Manchester, rentrant des Indes ou d'Afrique du Sud, ils cherchaient à la fois à couper le voyage par mer et à se réacclimater doucement à l'Enrope.

L'ile offre un savant et merveilleux mélange du vieux monde et des tropiques. Reliefs turbulents; gorges et précipices ; falaises routes escarpées; concrétions de lavo bizarres comme si le génie de Gaudi y avait mis sa patte; forêts d'encalyptus; gerbes d'anthuriums, d'hortensias, d'oiseaux du paradis, d'agapanthes; minuscules ports de pêche, comme Porto-Moniz ou Camara-de-Lobos; palaces où l'heure chic est celle du thé, casino concu par l'architecte brésilien Niemeyer : musée d'art sacré de Funchal et, au loin, les îles désertes et les îles sauvages, inhabitées, couvées comme des sanctuaires hors du monde pay les autorités régionales.

début du troisième âge » - ne cesse de monter: 425 700 en 1987. dont 77 700 Britanniques et 60 000 Allemands, au lieu de 376 400 en 1985 et 17 milliards d'escudos de recettes contre 13,4 milliards. • Mais attention, pas question de céder à la folie du quantitatif, précise M. João Carlos Nunes Abreu, secrétaire d'Etat au tourisme et à la culture. Nous avons aujourd'hui 13 000 lits, et nos projets mettent la barre à 25 000 au maximum, essentiellement dans le

très haut de gamme. • Un tourisme qui pese pour plus du quart dans le produit régional séduit les organisateurs de croisière pour une escale, procure 31 000 emplois directs et indirects et se dit prêt à s'ouvrir aux capitaux étrangers. Le mot «étranger» a d'ailleurs ici un sens ambigu qu' désigne à la fois les autres peuples que les Portugais, mais aussi, confusément, les Madériens qui sont allés chercher fortune ailleurs. Et ils sont légion, surtout en Afrique du Sud, au Brésil, au Venezuela, en Australie, en France, sur le continent nordaméricain.

An total, plus d'un million d'expatriés qui investissent à Madère dans l'hôtellerie ou le négoce et qui, cha-

La courbe des touristes - plutôt que année, envoient à l' « île mèrepatrie » 9 à 10 milliards d'escudos. Le ministre qui a en charge ces - compatrioles des lotniains . a aussi dans son portefeuille le tourisme. Il brasse des sommes

Sereine, Madère n'a pas peur du Grand Marché, Elle voudrait être pour toute l'Europe de 1993 son poste avancé - dans l'Atlantique vers le sud. Cette île n'est pas seulement jolie et accueillante. On pourrait dire qu'elle a de l'allure, du caractère, et aussi de l'ambition et de l'entregent.

En position de force, M. Alberto Jardim voudrait encore charger la barque de l'autonomie : justice, droit de regard sur l'activité de la Banque centrale, suppression du poste de ministre de la République, qui représente le gouvernement de

« La répartition des pouvoirs entre Lisbonne et Madère est bien ainsi, nous a répondu le chef de l'Etat, M. Mario Soarès. Pensons plutôt à faire en sorte que les régions, toutes les régions d'Europe. soient chacune un instrument d'approfondissement de la dêmocratie aux côtés des Etais »

> de Funchal FRANCOIS GROSPICHARD.

## Le modèle bermudien

OTRE modèle, ce sont les Bermudes, plus que Hambourg ou Shannon en Irlande. » M. Jorge Veiga França est le directeur de la Madeira Development Company (appellation anglaise, pour donner tout de suite un ton international), la société chargés d'aménager et de promouvoir la zone franche de l'île. Une zone dont l'acte juridique de naissance remonte à un décret de 1980. mais dont les premiers signes concrets d'existence ne datent que d'il y a quelques mois.

Il s'agit d'une zone « multifacettes a qui s'adresse aux activités industrielles et commerciales, au négoca, aux services et notamment aux activités financières variées que les spécialistes connaissent sous le vocable d'e off shore financier ». Les avantages liés à ce statut, aux-quels Bruxelles a donné sa bénédiction, sont alléchants : exonération de droits de douane, levés de tous les contingents à l'expor-tation vers la CEE, exemption d'impôts pendant vingt-cing ans. absence totale de contrôle des

Sur les 140 hectares de la zone d'activités proprement dite aménagée à l'est de l'île, sur le territoire de Cornical, non loin de l'aéroport, une première tranche de 40 hectares est presque

prête. Les infrastructures portuaires seront operationnelles dans un an.

Des engagements ont été contractés avec un groupe madéro-brésilien qui fabriquera des parquets à partir de bois importé et les réexporters sous l'estampille made in Portugal. Des investisseurs de Hongkong Macao, Taiwan et Londres ont manifesté leur intérêt, amsi que des industriels de Madère mêmo (électronique), qui n'hésiteront pas à délocaliser leurs estellers. Une dizaine d'entreprises ont à ce jour obtenu l'autorisation de

Mais Madère compte surtout sur l'arrivée de grandes banques, de sociétés de conseil, ou de commerce, de services aux entreprises. Six banques sont prêtes à signer, dont la Banque franco-portugaise.

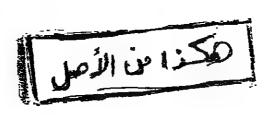
Dernier projet : créer à Madère, sous le régima fiscal de la zone franche, un pavilion meritime attractif vis-à-vis des armateurs de la CEE et compétitif, capable de concurrencer les immatriculations de complaisance de Chypre, de Panema, du Libéria ou de Singapour. Le décret est sur le bureau du ministre des finances de Lisbonne.

F. G.

# Des choses à vous dire, de grands noms pour les dire.



France inter



## La chronique de Paul Fabra

la suite de notre chronique « La liquidité de la Caisse des dépôts » publiée dans le Monde du 29 novembre 1988, j'ai reçu du directeur général de cette institution, M. Robert Lion, une lettre dont nous reproduisons ici l'essentiel :

« Vous abordez trois points qui concernent aussi bien la Caisse des dépâts que l'ensemble du système bancaire français : la création monétaire, la transformation, l'intermédiation.

» Lorsque la Caisse des dépôts, ou une autre banque, accorde un prêt à une collectivité locale ou à un organisme de création monétaire, dans les mêmes conditions que lors de l'actrol d'un crédit à une entreprise. Le bénéficiaire du crédit l'utilise bien sûr pour financer des dépenses, et une partie seulement du montant prêté revient finalement dans les caisses de l'organisme de départ (sous forme de livret A dans le cas de la Caisse des dépôts) et peut être prêtée à nouveau. Le « multiplicateur de crédit » dépend donc finalement de la quantité de liquidités injectées par la Banque contrale, qui permettent de refinançer les opérations de crédit et ce, qu'alles soient faites par la Caisse des dépôts ou per toute autre banque.

» La transformation de ressources courtes en prêts longs est nécessaire pour le financement des organismes de dement social notamment qui ne peuvent émettre aujourd'hui sur le marché durée et en taux à leurs besoins. C'est un des rôles maieurs des intermédiaires financiere, et en particulier de la Caisse des dépôts, que d'ajuster ainsi les carac-téristiques de l'épargne à celles des besoins des emprunteurs. A cet égard, la nisse des dépôts joue aujourd'hui un rôle sans équivalent en France de transformation de l'épargne liquide en prête à vingt-cing, tranta, voire tranta-quatra ens, pour le logement social en particu-lier. Quel autre mécanisme obtiendrait ce reieultet 7

» Naturellement, II est souhaitable que des emplois à long terme à taux fixe soient couverts par des ressources stables. De ce point de vue, l'utilisation du livret A persit optimale. Le livret A est en effet une des ressources les plus stables du système financier français (rotation moyenne tous les 2,5 ans), notemment et aux OPCVM, en particulier de trésore-

# La réponse de Robert Lion

rie, sur lesquelles la durée moyenne de détention varie entre 1 et 1,4 mois ; à ce titre, le livret A est certainement la meilleure ressource qui puisse être employée pour opérer la transformation néces-saire : il est donc nécessaire de distinguer entre la liquidité théorique du

» il faut de plus remerquer que l'utilisation des livrets A pour financer des prêts à long terme ne fait pas courir le même risque de taux d'intérêt à la Caisse des dépôts qu'à un établissement qui se financerait à court terme aux conditions du marché : la « volatilité » du taux du livret A est sens commune mesure avec celle des taux de marché ; per ailleurs, la Caisse des dépôts prête de plus en plus à des conditions indexées sur le taux du livret A (prêts au logement sociel notemment).

» Enfin, il est indéniable que l'activité de transformation de la Caisse des dépôts a connu un repli sensible dans les années récentes, traduisant la part croissante des autres établissements dans celle-ci : la part du livret A dans M2 ■ régressé de 30 % en 1981 à 25,9 % à fin septembre 1988 ; la part de la CDC (plus celle des caisses d'épargne et de prévoyance) dans les crédits sur l'économie a diminué de 21,4 % à fin 1985 à 18,5 % à fin juin 1988. >

Que mon éminent correspondant me permette, à propos de ce premier pesques suivantes.

Je ne suis pas sûr pour ma part que le concept de « multiplicateur de crédit » inspiré des analyses anglo-saxonnes - pays de taux d'intérêt élevés, d'instablité du change et d'inflation mai maîtrisée - soit en l'occurrence l'instrument ie plus approprié d'analyse, mais admet~ tons loi cette façon de présenter les

La question décisive qui se pose est de savoir quels sont les facteurs qui poussent l'institut d'émission à « injecter » plus ou moins de « liquidités ». Le directeur général de la CDC nous le dit très bien : cette quantité dépend des blissements dispensateurs de crédit.

besoins de refinancement sont auxmêmes fonction de la « liquidité » de l'économie (entreprises et établissements de crédit).

D'emblée on bute sur les deux sens. complémentaires mais distincts, du terme « liquidité ». Est « liquide » une entreorise quelconque ou un particulier qui gère ses affaires de telle sorte que le total de ses rentrées de fonds est au moins égal au total des versements qu'elle (ou il) doit effectuer. Dans ce sens, le mot « liquidité » décrit la situation d'une trésorerie à l'aise. Dans une autre acception, l'expression est employée pour désigner les moyens de paiement dont se servent les différents agents économiques afin, précisément, de liquider les dettes et obligations

N voit du premier coup d'œil que les banques (et autres établis ments de crédit) sont appelées à fournir d'autant plus de « liquidités » à leurs clients que ceux-ci sont moins « liquides ». Par vole de conséquence, les banques et autres établissements de crédit sont eux-mêmes d'autant plus contraints de s'alimenter en ilquidités auprès de la banque centrale qu'ils peuvent moins compter sur le remboursement des crédits qu'ils ont antérieurement accordés pour en consentir de nouveaux. Tel est, svec une évidence particulière, le cas lorsqu'ils pratiquent sur une grande échelle et systématiquement la « transformation » des dépôts à confiés en prête à long et à très long termes. Ainsi est élucidé le paradoxe de l'infletion : plus on crée de la monnaie et plus les différents agents sont à court de

Notons encore en passant que l'« oubli » du rôle normalement joué par les remboursements pour financer de nouvalles opérations ampute d'une

fondés sur le « multiplicateur de crédit ». En France, les trésoreries d'entreprise sa sont améliorées (ne parions pas de celles des particuliers, que les banques, pement des prêts personnels,

s'emploient à détériorer). Mais de nombreux facteurs, de nature hétéroclite, jouent pour empêcher une bonne situation de liquidité (au singulier). Citons l'abus des conditions de paiement que les producteurs doivent consentir à leurs clients du commerce, et le déficit budgétaire, l'Etat étant l'agent « illiquide » par excellence puisqu'il doit emprunter à nouveau pour payer les intérêts de ses emprunte entérieurs. C'est l'absence d'une « liquidité » suffisente qui explique la persistance de taux d'intérêt élevés malgré les progrès accomplis dans la désinflation.

هكذا من الأصل

M. Robert Lion nous assure encore que la transformation à laquelle se livre son établissement est « nécessaire pour le financement des organismes de logement social notamment, qui ne peuvent mettre aujourd'hui sur le merché financier des titres correspondant en durée et en taux à leurs besoins ». La Caissa des dépôts et consignations joue, indéniablement, dans son domaine, un rôle très utile, mais il faut ajouter : dans le cadre des conditions actuelles du marché financier. Or, al ceiui-ci est incapable d'offrir des prêts à long terme (disons vingt-cinq ans) à des conditions normales (n'hésitons pas à employer le terme), c'est-à-dire à un teux inférieur ne dépassant pas, disons, 5 %, c'est précisément parce que maintes pratiques perniciouses - dont l'excessive transforma-tion - l'empêchent de fonctionner normalement. Cela ne vaut pas que pour la France. Aux Etata-Unia, le marché des capitaux « longs » à des conditions abor-

dables pour tout le monde (soit, répétons-le, pas plus de 5 %) a disparu depuis le début des sanées 70. L'obsession des réformateurs devrait être non pas de favoriser les prétendues innovations financières mais de rétablir les conditions d'existence d'un tel marché. qu'on trouve encore en Suisse et au Japon, et dont l'Allemagne est beau-

coup moins éloignée que nous. A propos de « la désintermédiation consistent en l'émission directe de titres négociables dans le public », M. Robert Lion note qu'elle se heurte à « certaines limites ». Il ajoute pour notre informecuit calases d'épargne, Calase des

dépôts, sont à cet égard minimes (1,3 % sur des prèts au logement locatif) par rapport à ceux des établissements de la

E directeur général de la CDC termine sa lettre en nous fournissa un certain nombre de précisions. « Les fonds propres de la Caisse des dépôts atteignaient 28,6 milliards de francs au 31 décembre 1987, constitués à heuteur de 26,6 millierds de francs par des réserves représentatives des résul-tats amérieurs. Ces résultats ne proviennent que de façon minime de la gestion de la trésorerie de l'ACOSS, qui est rémunérée à un taux très proche de celui auquel la Caisse des dépôts la réem-ploie, ne ménageant à celle-ci qu'une marge visant à couvrir les frais de gestion qui y sont liés.

TO THE

Teur (Ma

Hing &

STATE PARTY

Photor nup mo

THE PROPERTY OF THE PARTY OF MARKET

अपूर्णकार इस १५३०० च क्षात्र क्षात्रहें हैं।

The state over the series 大学の はいしゃ できる では 日本の 一年日 THE - 27 A T. LEWIS CO. L. LANS B.

THE PARTY OF THE P

The same of the sa

グライナー リー・マー・イング

Promise of the second second second second

The second secon

Control of the second second

Control of the Contro

The same of the sa

The same of the same of

The same of the sa

Sept. Sept.

The state of the s

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

All the second s

Company of the same of the sam

The state of the state of

11日の日本の日本の日本

S COTERE + DADORAL

# rosso

ME VENT

2) 6

Sea Salar

» Les actifs financiers liquides qu négociables, y compris les disponibilités du livret A gérées pour le compte de l'État, atteignelent 151,6 milliards de trancs en veleur bilan au 31 décembre 1987 ; sur ce total, les actifs « liquides », c'est-è-dire sens risque de taux, en représentaient les deux tiers : comptes courants, bons du Trésor pris en pension à 10 jours, titres de créance négociables et valeurs mobilières à éance inférieure à 6 mois, titres à taux révisable. Le surplus était constitué d'actifs à taux fixe et à échéence supérieure à 6 mois, dont la valeur de marché inscrite au bilan.

» Enfin, le stretégie menée per le Ceisse des dépôts, depuis deux ans, viee à redresser ce niveau de liquidité dans un contexte incertain de collecte, eu travers d'opérations de mobilisation (ranbous-ement anticipé de prêts) et de trais-tion (via la Caisse autonome de rainan-cement). Outre cette atratégie, conforme à notre objectif de sécurité, une immuni-setion croissante du bilan au rieque de teux a été mise en ceuvre à pertir de 1986 per l'intermédiaire de prêts au 1986 per l'interméd logement social indexes sur le taux du inret A.

a Les dotations sux provision constituées sur le livret A en 1987 à hauteur de 2 391 millions de france

e des provisions pour risque de crédit à hauteur de 2216 millions de.

des provisions pour déprécistion portefeuille mobilier (principalement

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

# Feux croisés sur le chômage

NE embellie ne fait pas le beau temps, mais il serait stupide de ne pas l'apprécier : pour la première fois depuis des lustres. enquête emploi de mars a révélé une baisse sensible du chômage en France (-5,3 % de mars 1987 à mars 1988, soit 135 000 chômeurs décomptés en moins). Ombres eu tableau : le découragement s'étend; de mars 1986 à mars 1988, le nombre des inscrits à l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) qui ne font plus acte de recherche d'emploi est passé de 70 000 à 140 000, pour près des deux tiers des plus de cinquante ans, et le plus souvent des femmes (1)..

Et puis, la forme habituelle d'emploi salarié (contrat à durée indéterminée et à temps plein) continue de reculer : un million d'emplois de ce type en moins depuis six ans, tandis que les emplois précaires (temps partiel, stages, intérim, contrats à durée déterminée) continuent de reculer - ils sont presque trois millions en mars 1988 (2). Ainsi, «l'amélioration de l'emploi n'a été acquise qu'au prix d'une précarisation accrue, sans laquelle l'hésitation des chefs d'entreprise à embaucher eut été plus grande, en une période d'embellie dont le caractère durable ne paraissait pas

En outre, la progression du chômage a repris au cours du premier semestre 1988 et les perspectives demeurent sombres. Malgré l'augmentation des effectifs salariés qui devrait se poursuivre en 1989. les données démographiques laissent craindre une poursuite de l'aggravation en cours. « La maîtrise du chómage demeure par conséquent largement dépendante des actions de traitement social qui seront entre-

Sur les explications du chômage, plusieurs articles nous offrent plu-

Le chômage serait-il tout simplement... un problème d'embauche ? C'est la thèse que sontient Robert J. Flanagan, professeur à l'université de Stanford (Californie) (4). Observant les spécificités de situation et d'évolution, en ce domaine, des grands pays d'Europe, tant per rapport aux Etats-Unis que par rapport a plusieurs petits pays d'Europe, il met en avant à la fois les coûts fixes de l'emploi et les incertitudes quant à la qualité des personnes employées et quant à la demande future, pour faire ressortir « la généralisation d'une attitude de réticence à l'égard de l'embauche », qui lui paraît à l'origine « des problèmes structurels qui empêchent le recul du chômage dans les grands pays européens ».

Repartant de la distinction maintenant courants entre «chômage classique » et « chômage keyné-sien », Gilbert Cette, de la Banque de France, et Dominique Taddéi, pro-fesseur à l'université d'Aix-Marseille-II, analysent ces situations de coexistence entre deux chô-mages résultant de déséquilibres de sens contraire », bref, de « chômage mixte = (5). Leur modèle économé-trique permet d'analyser les relations asymétriques qu'entretiennent les secteurs à chômage classique et les secteurs à chômage keynésien ; il fait ressortir, dans ces simuations de chômage mixte, et donc de «stagfla-tion», l'inefficacité (tenant à leurs effets contradictoires) des politiques globales indifférenciées et, au contraire, l'efficacité de certaines politiques complexes différenciées : ses publiques et modérations des prix dans les secteurs à chômage keynésien ; et, dans les secteurs à chômage classique, stimulation de l'offre, à la condition qu'elle porte sur des déterminants non salariaux, « afin de ne pas déprimer davantage les débouchés des entreprises en situation keynésienne ».

Autre regard : celui de Jan-Otto Anderson, d'Abo Akademi (Fin-

LE MAGAZINE DE L'ELECTRONIQUE

Dans notre numero du 15 decembre

LE LECTEUR LASER AUDIOVIDEO PHILIPS CDV 475

10 MAGNETOCASSETTES AU BANC D'ESSAIS

REALISEZ UN JEU DE LUMIERE PROGRAMMABLE

Sommaire détaillé sur 36 15 code HP

lande). Examinant, à la lumière de la théorie de la régulation, les succès de la Suède, de la Norvège et de la Finlande en matière de politique d'emploi, il souligne que l'analyse en terme de crise du fordisme » n'apporte guère d'explication, tandis que ce qu'il nomme le « corpora-tisme péninsulaire » lui paraît constituer la cié (6). Il s'agit bien entendu. du « corporatisme » au seus angiosaxon du terme (7), c'est-à- dire, si les spécialistes nous passent l'expression, d'un « capitalisme bien tempéré » ; et dans le cas des pays scandinaves, d'un capitalisme tempéré par un haut degré de syndicalisation et d'organisation économique, et par les efforts, couronnés de succès, de l'Etat « pour impliquer, dans la ges-tion de l'économie, les organisations touchant le marché du travail (6) ».

## Cohésiona et solidarités

Sur la base d'une relative autonomie économique, de la cohérence de leurs systèmes productifs (ce qui ne signifie pas, bien au contraire, absence de firmes internationalisées), du rôle actif du gouvernement et des collectivités locales et aussi de l'homogénéité culturelle et religieuse (luthérienne), ont été mis en place des « accords salariaux centralisés passés entre de puissantes associations nationales d'employeurs et des confédérations syndicales », grace auxquels ont pu être assurés à la fois de hauts niveaux d'activité et de fai-bles taux de chômage.

Comment ne pas être frappé, d'ailieurs, en examinant les tableaux pré-sentes par Robert J. Flanagan (4), par le fait que certains pays (la Suède, l'Allemagne fédérale jusqu'en 1980, le Japon) ont main-tenu un taux de chômage modéré, jouant largement sur l'augmentation on la réduction des heures supplémentaires; au contraire, en Allemagne fédérale depuis 1980, comme en Grande-Bretagne depuis 1973, le jeu sur les heures complémentaires est restreint, tandis que le chômage atteint de hauts niveaux.

Et finalement, le secret du non-

chômage ne réside-t-il pas dans le choix d'une société qui, sur la base de cohésions et de solidarités tissées dans le temps, a la volonté de refuser le chômage massif et se dote des moyens pour le faire? Particulièrement éclairant est l'exemple de la Suède, que nous décrit Yves Bourdet, du département

de sciences économiques de l'université de Lund (Suède) (8). Loin

d'avoir été conçue et mise en place

pour faire front à la marée montante du chômage, la politique suédoise de l'emploi a été élaborée il y a une quarantaine d'années; son objet a long-temps été de « limiter les tensions inflationnistes en hatant les transferta de main-d'œuvre entre les secteurs économiques et les régions », ce qui rendait plus facile une politique de hauts salaires, fatale pour les ecteurs à faible productivité.

Les moyens mis en œuvre furent conséquents : 1,5 % du PNB dans les années suivantes, et, depuis une quinzaine d'années, environ 2,7 %. Formation professionnelle et aides à la mobilité géographique du côté de l'offre de travail; emplois pour handicapés physiques, aides aux entre-prises qui embauchent des handicapés physiques ou des chômeurs de longue durée, emplois publics tempo-raires, travaux d'utilité collective pour les jeunes, du côté de la demande de travail. Mais peu

Ce qui est déterminant, c'est la cohérence globale : ainsi, « l'exis-tence d'une politique de l'emploi crédible aux yeux des travailleurs permet à la Suède de transférer rapidement la main-d'œuvre entré les secteurs économiques et les régions, et de s'adapter plus facile-ment à la nouvelle situation internationale et aux nouveaux prix relatifs qui en découlent ». L'industrie sué-doise peut par là même « se spécialiser dans des productions qui demandent une main-d'œuvre qualifiée et (...) affronter avec succès la concurrence internationale (8) ».

Quand les responsables de la France comprendront-ils qu'une société ne se débite pas en tranches ? Qu'on ne peut pas, sans conséquences, dire aux ambitieux ou aux performants : • Enrichissez-vous ! » ; aux fantassins de salariat et de la fonction publique : « Acceptez la rigueur! .; aux chômeurs ; Après les allocations, ne vous en prenez qu'à vous-mêmes! »; aux jeunes: « Débrouillez-vous! » (9); et à ces panyres qui nous dérangent ; « Prenez votre minimum et taise: vous ! » (10).

Jacques Delors et Clisthène indient la voie dans la France par l'Europe (Grasset, 1988); il faut réconcilier efficacité et solidarité : il faut « faire converger les politiques de l'emploi et les politiques de protection sociale » ; car la réponse aux défis de l'exclusion constitue non seulement « un impératif économique et social, mais aussi la condition d'une démocratie vivante et stable ».

(1) Thierry Lacroix, « Une embellie sur le marché du travail en 1987»,

que et des études économiques, novem-bre 1988 (s'adresser sux observatoires miques de l'INSEE).

(2) Michel Cézard et Jesn-Luc Hollet, « Les formes traditionnelles d'emploi salarié déclinent », Economie et Statistigue, novembre 1988.

(3) «L'inflation sons calmant», chronique de conjoncture du département diagnostie de l'OPCE-Observatoire français des conjonctures économiéconomiques, revue de l'OFCE, octo-bre 1988 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris). ques, Observations et diagnostics

(4) Robert J. Flanagan, «Le chê-mage, un problème d'embauche?», Ravus économique de l'OCDE - Organi-sation de coopération et de développesation de coopération et de développe-ment économiques, automne 1988 (2, rue André-Pascai, 75016 Paris).

(5) Gilbert Cette et Dominique Tad-déi, « Chômage mixte et politiques éco-nomiques : un modèle de déséquilibre » (pour initiés), Revue économique, novembre 1988 (54, boulevard Raspail,

Economie et Statistique, revue de 75006 Paris; abomements: PRFSP, PRSEE-Institut national de le statisti- 27, rue Seint-Guillaume; 75007 Paris). (6) Jan-Otto, Ademon « Scandinavie sans chômage . Projet novembre-décembre 1988 (14, rue d'Assas,

75006 Paris). (7) Voir précisément l'article de Frederic L. Pryor, « Corporation as an Economic System: A Review Essay », Journal, of Comparative Economics. September 1988 (1 East First Street. September 1988 (1 East First Duluth, MN 55802; Ethn Unis). (8) Yves Bourdet, «La Suède et les

limites de l'Etat-providence », Observa-tions et diagnestics économiques, octo-bre 1988. Dans le même numéro, comme en contrepont, Monique Fouet, Véronique Riches, Richard Wind, - Salaires et sous-emploi aux Etats-Unis et au Royaume-Uni».

(9) Paul Grell, . La débrouillardist des jeunes chômeurs . Futuribles, novembre 1988 (55, rse de Varennes, 75007 Paris).

(10) Patrick Kiebaner, Gérard Mar-n, Claudine Offrédi, «Au-dell du seau minimum», Futuribles, novem-

## Kaléidoscope

at, 1987 Esprit : octobre 1988, et Revue française d'économie, été 1988 avec, dans ca même numero, des articles sur l'ambivalence de l'argent, les stratégies économiques des pays de l'OCDE, l'harmonisation fiscale en Europe, les réformes économiques dans les pays socia-

• Industrialisation et développement. Modèles, expériences, perspectives > : un (épais) numéro de la Revue Tiers-Monde, juillet-septembre 1988. Incitations dans l'agriculture, politiques de stabili en Amérique latine : The World Bank Economic Review, sep-tembre 1988: Dévaluer en Afrique ? Observations et diagnostics économiques, octobre 1988. Etat et agriculture, ajustement structurel, aliénation du migrant...: Economie et socialisme. revue marocaine de réflexion et de débat, nº 9,

. • « La capacité d'endettement international a, nume d'Economies et sociétés, Cahiers de l'ISMEA - (institut de sciences mathématiques et économiques appliquées), 1988, 6-7. Et, dans Paribas conjonctura, bulletin economique de la banque Paribas.

Sur les krachs de 1929 novembre 1988 : « Dette mondiale : phase III ».

> · Patrimoines at therit en France : Economie et statisti-que, octobre 1988. Structures de salaires dans la Communauté européenne : Documents du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts), quatrième trimestre 1988. « Patrons, entrepreneurs et daigeants », numéro de Sociologie du travail, 1988, tr 4.

🍎 Ethique et économie. conflits de générations, querre de l'ozona...: Futuribles, octo-bre 1988. Et, dans le numéro de novembre, l'emploi des personnes âgées au Japon, les technologies propres.

· Et. pour les initiés, endocénéité de la monnaie, relation salariale, externalité énergétique...: Economie appliquée, Archives de l'ISMEA, 1988, économique, novembre 1988. Econométrie de l'investisse-ment, une sélection de travaux présentés à la vingt-trois d'économétrie appliquée : Recherches . économiques de Louvain, 1988, nº 2.



明年 一年 小田 子田 中 Book stranger and

學 學 成學 不好 T. ALL والمراشقة المراجع والمحارية Aprilian Carena ministration of the The street principle TO THE PARTY OF THE PARTY OF F. M. Charles The state of the state of The state of the state of

-

75% C 275 64 200

FREE PAR State States The state of the state of the state of The same of the same W. W. Zieler Bur a special and

THE PERSON OF TH 海<del>製</del>さり 数年 30年 3 man 2 THE PERSON NAMED IN

The second STEEL AND STREET WATER TO THE 

Marine -Frank Spine Carrie ·沙塘 were or o The respective way De grangerier generale alle the second second second A STREET PROPERTY OF STREET PARTY OF THE PAR AND REPORT OF **通常 7世 ファ・** the Bridge of the Control of the Control

Kaleidoscope

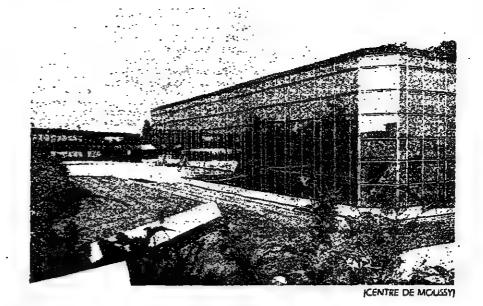
graphic Sitterstarium. Maria Maria Care. الما عدد يستجدواني 94 - 12/24 Jan -Both Carley Carley Springer Commence A share to Marie Branch THE STATE OF THE STATE OF FREE TO A CO. the field with the Age of the paper or a Shirt - Wall ج الله عبر المالية بسنائنه 🍅 مُ

Maria Company

# Elle fait 18 milliards de chiffre d'affaires la connaissez-vous?

lors que ses "produits" sont très connus (le Loto, le TacOtac...), l'entreprise qui les commercialise l'est beaucoup moins.

Après un lifting total - une modernisation financière, technique et sociale - elle veut se faire connaître. Baptisée d'un nouveau nom, France Loto, elle veut devenir "un leader sur le marché mondial des jeux". Jean-Pierre Teyssier, son président, explique ici pourquoi et comment sa société doit sortir de l'ombre.



Dix ans après sa création, la SINEN |Société de la Loterie Nationale et du Loto National) change de nom et devient France Loto. Pourquol un nouveau baptême aulourd'hui 7

Jusqu'à présent, l'entreprise était peu connue. Ce n'était pas vralment indispensable. Elle était connue par son produit majeur, le Loto. Le produit portait l'entreprise. Mais nous avons désormais une gamme plus large de produits, avec cinq jeux (la Loterie Natio-nale, le Loto, le TacOtac, le loto sportif et le Tapis Verti. Nous souhaitons, dans l'avenir, lancer un nouveau jeu par an. Il nous a sem-blé nècessaire de faciliter une melileure authentification de l'entreprise. France Loro. le nouveau nom de la société, couvre l'ensemble de nos activités. Il sera le label de qualité de nos produits. Le nom retenu sera igalement notre porte-drapeau au niveau international. Nous cherchons aussi en effet à développer notre horizon, à exporter notre savoir-faire au-delà des frontières.

Ce changement de nom n'est que l'un des éléments d'une triple modernisation de l'entreprise que vous avez mise en œuvre, une modernisation financière, technique et sociale. L'organisme qui gère le Loto n'est donc pes une adm

Non. A l'origine, effectivement, et jusqu'en 1978, c'était un service de l'État, le secréta-riat général de la Loterie Nationale, qui s'occupait de cette activité. En 1979, la fusion de ce secrétariat avec les émetteurs de billets de la Loterie Nationale, jessendellement des associations d'anciens combattants) qui avaient lancé le Loto, a donné naissance à une société d'économie mixte, société anonyme détenue majoritairement par l'Etat (51 %), la SLNLN.

Au cours des derniers mois, nous venons de procèder, avec le plein accord du Ministre du Budget, à une importante restructuration financière de cette société. Nous l'avons dotée d'un capital plus important et mieux réparti. Le capital a en effet été porté de 20 millions de francs à 500 millions par incorporation de réserves. La part de l'État est passée de 51 % à 72 %, celle des émetteurs dont je vous al parié de 49 % à 20 %. Dans le même temps, nous avons fait entrer dans le capital deux nouvelles catégories d'actionnalres, les salariés - l'entreprise en compte un millier - qui disposeront de 5 % du capital et les countiers agréés de la Loterie Nationale au nombre de 300, ils sont nos intermédiaires entre la société et les détaillants. Les courtiers auront 3 % du capital de France

Les salariés ont-ils été interesses par cette entrée dans le capital ?

J'ai tenu personnellement à ce qu'ils puissent être actionnaires de leur entreprise. Je crois que cela est nécessaire dans toute entreprise moderne, quel que soit son statut. Compte tenu de la particularité de son activité, la société n'est pas cotée en bourse et n'est pas destinée à l'être. Les actions ne peuvent s'échanger librement qu'à l'Intérieur de chaque famille d'actionnaires. Les salarlés ont donc été appelés à souscrire à un fonds commun de placement qui possède les 5 % du capital de France Loto, La première souscription s'est achevée vendredi 9 décembre. Elle a rencontré un grand succès puisque près des trois quarts des salariés ont souscrit.

Cecto restructuration financière prait-cite la vole vers une privatisation?

Non, ce n'est pas possible et ce n'est pas dans les intentions de l'Etat, La nature de nos mission, les jeux, justifie le contrôle de l'État, qui réglemente notre activité. Comme dans la plupart des autres pays, l'Etat n'autorise des jeux qu'à titre dérogatoire et il nous mandate pour les commercialiser et les exploiter.

L'Etat reste votre principal actionnaire. La restructuration modifie-t-elle vos relations

Qui. L'Etat a augmenté sa part dans notre capital. Il aura donc une part plus importantes des dividendes que nous lui verserons chaque année. Depuis dix ans, nous avons touiours un résultat d'exploitation bénéficlaire et nous ferons tout pour qu'il en soit de même dans l'avenir. Parallèlement, nous enons de signer avec l'Etat un contrat d'entreprise de cinq ans. Celui-ci redéfinit nos relations financières avec l'Etat et notammant la rémunération qui nous est assurée en échange des missions qui nous sont conflées. Ce contrat, qui entre en application le 1 janvier prochain, va nous permettre de développer une stratégie à moyen terme, comme toute entreprise commerciale.

Pour l'Etat, les leux - et donc France Loto sont une source considérable de recettes?

Oui, sur un chiffre d'affaires qui devrait approcher izezz année 18 milliards de francs (3 % de plus qu'en 1987), l'Etat recevra au total et à divers titres environ 6 milliards de francs, le tiers donc. N'oubliez pas cependant que la moitié des enjeux repartent aux joueurs et aux parieurs sous forme de gains. L'Etat doit respecter cette proportion, ce taux

de redistribution aux joueurs comme nous l'appeions, sinon les gains risquent de ne plus attirer les parieurs. Et si parfois certains parlementaires sont tentés par nos recettes, l'État veille. Le ministre du Budget sait qu'il ne faut

Deuxième modernisation, elle est technique. France Loto a réalisé un énorme snent informatique.

pas tuer la poule aux œufs d'or l

Le jeu moderne, c'est de l'informatique plus de la publicité. Nous avons effectivement engagé une informatisation importante de notre activité. Nous avons équipé nos deux centres, à Vitrolles et à Moussy, d'ordinateurs ultra-modernes et très puissants (des A15 Unisysj. Nous avons installé des terminaux spéciaux construits par une entreprise française (la Compagnie des Signaux Electriques et Electroniques) dans chacun de nos 13 500 points de vente Loto. Ceux-ci permettent une prise de jeux électronique en temps réel ("online"). Les principaux avantages du système que nous avons ainsi mis en place sont la rapidité et la sécurité. Nous n'avons plus à transporter physiquement les bulletins validés comme auparavant. Nous avons désormais le réseau "on-line" le plus important du monde, join devant la Californie (6000 points de vente connectés). Nous sommes à ce jour

L'Europe de 1992 menace-t-elle France

technologie.

les seuls en Europe à disposer d'une telle

Non, L'Acte Unique ne change pas, pour nous, les données juridiques du problème. La notion d'intérêt général, et notamment de moralité publique, justifie le maintien de notre monopole. Il y aura néanmoins un climat de compétition tel que l'on peut penser que certains organismes privés, des bookmakers par exemple, tenteront de s'implanter en France. La meilleure manière de préserver notre position, c'est d'être les meilleurs. Mais l'Europe constitue aussi pour nous un nouveau champ d'activité. Nous ne pourrons proposer des jeux à l'étranger en concurrençant les organismes publics nationaux, les gouvernements ne nous le permettraient pas. Mais notre technique intéresse plusieurs de nos partenaires savoir-faire, en matière de réseau "One-line" et de logiciets de jeux. Nous pourrons aussi organiser des jeux en coopération avec nos

Vous nous avez annoncé le lancement d'un nouveau jeu par an. Pour 1989, quel sera-t-8?

Nous avons soumis à notre ministre de tutelle, M. Charasse, un projet de jeu. Ses ser-vices sont en train de l'étudier. Nous avons, pour objectif de le lancer au printemps promatière n'est pas de trouver de nouvelles idées. Nous en avons de nombreuses. Il y a en fait deux préalables. Le premier c'est que nous sommes dans un pays latin et que, compte tenu de notre histoire et de notre cuiture, le jeu y est perçu d'une certaine n'importe quel jeu n'importe quand et n'importe comment. Je souhaite ne présenter à mon autorité de tutelle que des jeux pour lesquels les esprits sont prêts.

Pour vos nouveaux jeux, vous cherchez souvent votre inspiration à l'étranger ?

Vous m'amenez à notre second préalable. Accepté, il faut ensuite que le leu soit bien adapté au marché français, surtout lorsqu'il est inspiré d'une expérience étrangère ce qui est souvent le cas. Nous avons pour cela un service marketing qui étudie le marché et propose des idées jusqu'a aboutir après de nombreux tests à la maquette qui correspond à

Le loto sportif a eu un démarrage difficile ?

Nous n'avions pas pu procéder de cette manière. Compte-tenu du contexte et de l'époque, les tests préalables n'avaient pu être effectués. Nous avons ensuite modifié le produit en reprenant notre démarche commerciale. Les modifications apportées en juillet demier à l'issue de cette révision du produit ont eu des conséquences favorables. Sur ce jeu, le chiffre d'affaires a augmenté de 50 % par rapport à la même période de l'année

Vous nous avez annoncé une audmentation de votre chiffre d'affaires de 3 % en 1988. Ce n'est pas beaucoup ?

Cette hausse de 3 % est en fait uniquement une augmentation en volume, puisque chez nous les "mises" - nos prix de vente - restent inchangées et surtout celles du Loto depuis douzé ans. Ce n'est donc pas une progression négligeable. Par notre chiffre d'affaires, proche de 18 milliards de francs, nous sommes la trendème entreprise française, la quatrième société française de services. Nous avons modernisè notre outil. Maintenant, nous pouvons travailler à l'accroissement de notre chiffre d'affaires.

Troheme modernisation, elle est sociale. A votre tour, vous avez préparé un "projet d'entreprise"?

La société a toujours eu une politique sociale dynamique comme en témoignent la mise en œuvre il y a 12 ans de la participation, et cette année, ceffe de l'actionnariat des salariés. Mais, c'est exact, la grande affaire au cours des derniers mois a été l'élaboration du proété constitués. Ils ont permis à la moitié des salariés au moins de discuter le contenu de ce document.

De quoi s'agit-ii? Ce n'est pas un plan à moyen terme qui quantifie les objectifs . C'e-c la charte de nos valeurs. Comme dans les autres entreprises qui se sont dotées d'un tel document, ce projet est un engagement de tous, l'engagement collectif sur lequel nous sommes tous d'accord.

Cumies sont alors ces valeurs de l'entre-

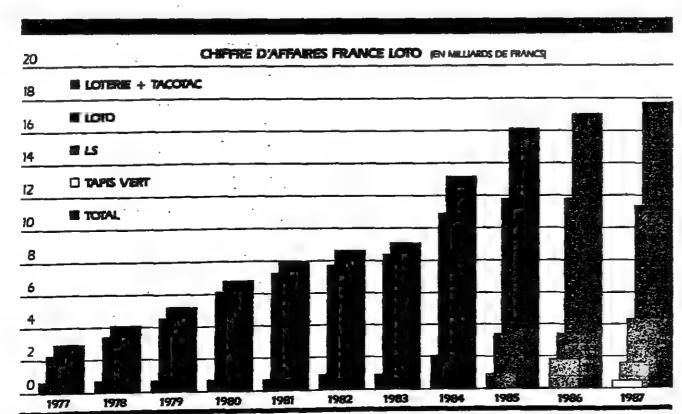
Sécurité, riqueur et transparence financière. La sécurité d'abord. Elle est très importante pour nous, car nous devons offrir aux parieurs, aux joueurs, une sécurité sans faille. Nous devons leur assurer qu'il n'y a pas de fraude possible. La riqueur et la transparence financière sont ensure indispensables. Nous redistribuons de l'argent qui n'est pas à nous. Le haut niveau technologique de l'entreprise est également une valeur importante. Nous devons conserver l'avance acquise en ce domaine, par un effort de formation et de

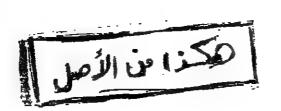
L'objectif est donc pour France Loto d'être "un leader sur le marché mondial des ieux". Nous le sommes sur le plan technique. Nous ne le sommes pas encore sur le plan commercial et économique. Le projet fixe nos règles de conduite pour atteindre cette ambition.

Comment alles-vous faire pour faire connaître le nouvesta sum de vistre modité Prince Loco ?

D'abord, je dois dire que le nouveau nom même de la société a été trouvé par les salariés. C'était là l'un des objectifs du projet d'entrepise. Pour le fe re commettre, nous anons lancé une promotion particulière. Le 25 dicembre, le nom de France Loto sera au départ de Paris-Dakur, sur la voiture d'Hubert Auriol, l'une des figures les plus populaires des sports mécaniques. A l'arrivée, le 13 janvier prochain, l'ensemble des mille salaries de la société sera réuni à Paris pour une convention à l'occusion de loquelle le projet d'entreprise définitif sero pré-sonté. Un vendradi 13 donc, une date qu'une sociéé de jes comme la nôtre ne devait pas laisser passer.

Dominique Le Conte





## Médecine

Par le développement d'une politique contractuelle

## M. Evin propose une réforme en douceur du système hospitalier

La politique hospitalière du gouvernement entre dans sa phase concrète. Après avoir annoncé à plusieurs reprises qu'il était favorable à la départementalisation hospitalière (le Monde du 7 octobre), M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a, dans un discours pronoucé, lundi 19 décembre, au centre hospitalier régional et universitaire de Litle, défini les grandes lignes de la « politique contractuelle » qu'il entend promouvoir entre l'État et les hôpi-

Soucieux d'accorder « plus d'autonomie et de responsabilité . aux établissements hospitaliers, il a annoncé que des - contrats pluriannuels - seront passés entre l'Etat et les hôpitaux, l'Etat s'engageant à financer des investissements ou des projets ayant pour objectif une modernisation des structures et de la gestion hospitalières.

Ces contrats auront une durée de cinq ans. Ils devront permettre la réalisation d'un projet d'établisse-ment intégrant « la restructuration des activités, une politique sociale. le développement d'un système d'information complet, l'évolution

## Le ministre veut améliorer la situation des médecins conventionnés

Rénover la situation des médecins conventionnés, pour assurer l'égal accès aux soins et développer le partenariat entre les médecins et les isses d'assurance-maladie : ce sont les objectifs annoncés par M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale, lundi 19 décembre, avant que les médecins libéraux choisissent leur mode d'exercice (d'ici au 31 décembre) et avant le renouvellement de la caisses d'assurance-maladie.

M. Evin estime que le conventionnement avec des honoraires opposables - doit demeurer le mode normal d'exercice de la médecine ambulatoire », pour assurer l'égalité d'accès aux soins. Il s'inquiète de la proportion des médecins conventionnés pouvant prendre des - honoraires libres -, qui peut dépasser 40 % dans certains départements et 80 % dans certaines spécialités avec ceux qui ont droit au - dépassement nermanent - des tarifs convention-

M. Evin estime nécessaire d'a améliorer les conditions d'exercice des médecins généralistes -. [[ souhaite développer la formation continue – grace notamment à . des mesures incitatives, y compris financières ». – » la participation des médecins libéraux à l'aide médicale urgente et aux alterna-

de l'organisation des structures médicales vers des départements volonsairement créés et le développement des procédures d'évaluation des technologies, des soins et de la qualité -. Pour mener à bien de tels objectifs. . l'Etat apporte immédiatement des moyens ., a déclaré

Le CHR de Lille sera le premier bénéficiaire de ce type de convention. Il recevra, au titre de l'exercice 1989, une subvention d'étude de 800 000 francs. En outre, des mesures budgétaires lui permettront d'une part, d'améliorer sa trésorerie (grâce à une dotation de 15 millions) et, d'autre part, de majorer sa masse budgétaire d'un montant de 8,3 millions de francs.

L'objectif du gouvernement est de favoriser, par des mesures linan-cières incitatives, les établissements hospitaliers qui accepteront de jouer le jeu de l'adaptation des structures -. A cette fin, des mesures sociales seront également mises en zuvre puisque, a annoncé M. Evin. les moyens en personnel seront eux sussi renforces - à hauteur de 480 mensualités ».

## **Systèmes** d'information

Outre l'instauration de ces contrats entre l'État et les établissements hospitaliers, M. Evin a annoncé que dans deux ans « le programme de médicalisation des systemes d'information - (PMSI) devra être mis en œuvre dans l'ensemble des établissements publics et privés. Au-delà de son caractère très technique, il s'agit d'une mesure importante qui devrait permettre aux hôpitaux de remplir leur mission de santé publique.

## Des enfants assurés contre la maladie

Une association nantalse a mis en place un service de garde d'enfants à domicile, avec le concours de la compagnie d'assurances France secours international (FSI). Les entreprises cotisent 250 F par an et par salarié. En cas de maladie de l'enfant d'un salarié. la FSI s'engage à envoyer gratuitement un garde-malade è son domicile pour une période allant, dans un premier temps, jusqu'à cinq

Pour les entreprises, cela peut être un moyen de lutter contre un service à leur personnel. Cette expérience, qui a débuté il y a un mois, touche actuellement 3 000 salariés dans la région nantaise. Les 62 associations de gardes-malades réunies en congrès, vendredi 16 et samedi 17 décembre, ont souhaité que ce service puisse s'étendre à toute la France.



## Reims capitale de l'emballage

La faculté des sciences de Reims vient d'accueillir la deuxième promotion de dix-huit étudiants de la filière dite « emballage et conditionnement ». Créée en 1981 sous la forme d'une maîtrise de sciences et techniques, elle est devenue, depuis l'an dernier, une formation d'ingénieur. C'est la première filière de ce type en France, préparant des ingénieurs spécialisés dans la conception, la fabrication et l'utilisation du matériel d'emballage. Elle recrute à bac plus deux des titulaires d'un DEUG scientifique ou d'un DUT (mesures physiques, genie mécanique, biologie appliquée, industrie alimentaire...) ou des élèves de classes préparatoires admissibles à un concours. La formation en trois ans comprend des matières scientifiques générales (mathématiques, physique, chimie, microbiologie), des disciplines spécialisées (matériaux, conditionnement, automatismes, logistique...) et de la gestion. Les débouchés sont nombreux aussi bien dans les industries de fabrication de l'emballage que dans celles qui l'utilisent (cosmétique, parachimie, pharmacie,

Cet « institut supérieur en packaging » sera abrité prochainement dans de nouveaux patiments construits sur le site technologique André Farman avec l'aide de la ville, du département et de la région, qui devraient permettre d'accueillir, en 1990, des promo-

Cette filière, qui a un recrutement national, est, avec l'Ecole des arts et métiers de Châlons-sur-Marne, la seule formation d'ingénieurs en Champagne-Ardenne.

\* ISP. Faculté des sciences. Moulin de la Housse. BP 347. \$1062 Reims Cedex, réunit, les 2 et 3 (évrier 1989 à Nanterre, un collèque international sur « les compétences des administrations locales dans les pays de la Communauté européenne ». (Université Paris-X, 200, avenue de la République. 92001 Nanterre Cedex. Tél. : 40-97-78-66.)

## Jeen-Philippe COTIS et Margnerite la joie d'annoncer la naissance de fille et sœur Schematiquement, deux catégole 28 novembre 1988. ries d'information étaient jusqu'à présent exploitées de manière totale-27 bis, rue Miollis, ment distincte : les informations de 75015 Paris. gestion à caractère administratif et

financier et les informations médi-

cales nécessaires à l'élaboration des

diagnostics et à la mise en place des

thérapeutiques. Ces dernières infor-

mations sont strictement confiden-

tielles, couvertes par le secret médi-

cal. Grâce à la technique des PMSI,

utilisée dans de nombreux pays, il

est possible de rendre anonymes les

données d'orgine médicale et de les

intégrer aux informations plus admi-

nistratives. Ainsi, il devrait être

bientôt possible de disposer dans

tous les hopitaux d'un outil adapté à

la recherche d'une meilleure qualité

Mm Georgina Dufoix et

M. Edmond Hervé, les prédéces-

seurs socialistes de M. Evin au

ministère de la santé, avaient voulu

imposer une véritable réforme hospi-

talière, en particulier par la mise en

place de départements. M. Evin

entend, iui, pratiquer une méthode

plus douce basée sur le volontariat

et l'incitation. Une modernisation des structures hospitalières étant

jugée par tout le monde indispensa-

ble, il serait en tout cas souhaitable

que les mesures que M. Evin appelle

de ses vœux trouvent un écho auprès

FRANCK NOUCH

• Une pâte dentifrice retirée

du marché. — Selon un arrêté publié par le Journal official du 18 décam-

bre, la pâte dentifrice Tonicaryi tri-

fluor 250, commercialisée par la société SARPP de Nantes, devra être

retirée du marché en raison de la

dose trop importante de fluor qu'alle

contient. Cet arrêté du ministère de

la solidarité, de la santé et de la pro-

tection sociale précise que « catte pâte dentifrice contient 0,280 gramme de fluor pour

100 grammes, alors que la teneul

maximale autorisée par l'arrêté du

16 août 1985 est de 0,150 gramme

pour 100 grammes » et « présente

ainsi un danger pour l'utilisateur ».

des responsables hospitaliers.

des soins.

Agnès et François BAGUET, Raphaël et Alexandre,

le 14 décembre 1988. 2, rue du Bois-des-Chênes,

94360 Bry-sur-Marne.

Naissances

On nous prie d'annoncer le décès dans se quarre-vingt-deuxième année, de

> Clause DECEORGE, capitaine de frégate honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

dont les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 14 décembre 1988, au tem-

Je suis avec vous tous les jours et jusqu'à la fin des temps.
 Matthjeu, XXVIII, 20.

37000 Tours. 6, rue de La Rochefoucault, 92100 Boulogoe.

leurs enfants et petits-enfants, Le comte Christian d'Ornano, ses enfants et petits-enfants, Les Ismilles Rougier

ont la tristesse de faire part du décès survenu dans sa quatre-vingt-dou

La messe des obsèques sera célébrée le mardi 20 décembre 1988, à 8 h 30, en l'église Saint-Martin d'Ainsy, à Lyon, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lechaise, vers 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue de Tilsitt, 75017 Paris. 249, avenue Jean-Jaurès.

## EDUCATION

## Le conseil des ministres du travail européens triple les crédits du programme COMÈTT

BRUXELLES

(Communautés auropéennes) de notre correspondant

Les ministres du travail des Douze, réunis vendredi 16 décembre à Bruxelles, ont adopté une directivecadre pour harmoniser et renforcer dans la Communauté les règles ayant trait à l'hygiène et à la sécurité sur les lieux du travail. Ces règles générales, établissant les obligations des employeurs et des travailleurs en matière d'information, de prévention et de formation, seront bientôt complétées par des directives plus spécifiques portant, par exemple, sur l'unilisation des machines, sur la manutention des charges lourdes com-portant des risques, sur l'équipement des chantiers temporaires et mobiles, sur les caractéristiques et les usages

des écrans de visualisati D'autre part, le conseil des ministres a pris acte du succès spectaculaire du programme COMETT sur les relations de travail entre universités et entreprises sur les nouvelles technologies en accroissant de manière très sensible les crédits qui lui sont affectés. Le budget de COMETT-1 avait été fixé à 45 millions d'ECU (315 millions de francs) pour la période 1987-1989. COMETT-2, qui vient d'être approuve, bénéficiera d'un budgget de 250 millions d'ECU (1,750 milliard de francs) sur la période 1990-1994, ce qui représente près du triplement du budget annuel. Le programme sup-pose et encourage la création de réseaux de coopération entre universités et entreprises, en accordant des bourses qui doivent être utilisées dans d'autres Erats membres que celui du

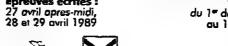
Cependant, l'adoption de COMETT-2 s'est déroulée dans des conditions de confusion et de tension qui risquent d'altèrer ce succès. Plusieurs États membres, dont la France, n'approuvaient pas la base juridique sur laquelle la commission fondait sa proposition. Elle lui donnait, à leurs yeux, trop de pouvoir de décision, et pas suffisamment de moyens de contrôle au conseil. Certains, en particulier la RFA, souhaitaient une progression un peu moins forte des cré-dits. Malgré M. Manuel Marin, vice-président de la commiss ion charge des affaires sociales, dispersé au compromis, le président grec du conseil à obtenu une décision à l'arraché.

PHILIPPE LEMAITRE.

## **FAITS DIVERS**

 Un instituteur înculpé de viols sur des élèves. – Un instituteur de l'école communale Félix Faure dans le quinzième arrondissement de Paris, dont l'identité n'a pas été révélée, a été inculpé de viols et attentata à la pudeur avec violences sur des mineurs de quinze ans par abus d'autorité. Les victimes étaient des élèves de l'instituteur qui aurait obtenu feur consentement et feur silence en leur distribuent des friandises et en leur octroyant systématiquement de bonnes notes.

## Banque d'épreuves ècrites communes aux concours des Ecoles EDHEC, ESC Reims, ESC Rouen, ICN Epreuves écrites : Inscriptions: du 1ª décembre 1988 au 15 février 1989











# Le Carnet du Monde

Ainsi que tous ses collègues Et amis, ont la tristesso de faire part du décès de

Les chercheurs de l'UA 1026 du

Liliane PORTERIE GUTIERREZ,

le 17 décembre 1988.

(ethnolinguistique amérindienne),

44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.

- Mª Odette Rigand, M. et M™ René-Paul Rigand, Olivier, Virginie et Nicola es enfants et petits-enfants. Les familles Dangien, Guyot et ont la douleur de faire part de rappel à

M= Jeno-Louis RIGAUD, aés Yronne Guyot,

survena le 16 décembre 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église du Saint-Esprit, Paris-12\*.

5, place Félix-Eboué, 75012 Paris. 85, boulevard de Montmorency, 75016 Paris. 40, rue Spontini

- M. et Mes Claude Veyrier-

et leur fils, M. Marc Chavoix, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du rappel à Dieu de

M<sup>ass</sup> James VEY<u>RIER-MONTAGNÊRES,</u> nés Edgade Regnéss.

survenu la 10 décembre 1988.

L'inhumation a lieu dans le caveau de familie, au cimetière de Blaye

Une messe sera offébrée, le samedi 24 décembre 1988, en la chapelle de la Providence, 77, rue des Martyrs, 75018 Paris.

part.

91, rue da Théâtre, 75015 Paris.

Nos abormés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde», sont priét de joudre à leur euroi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## Remerciements

- Toulon, Sartène, M. le professeur Laurent Pediniell M™ Dominique Pedinielli, M. et M™ Jean Pedinielli t leurs enfants, Laurence et Pierre.

1787 St. 1881 Sec. 1981

M. et Ma Emile Pedinielli et leur fils, Jean. M. et M∝ Paul Angeletti, leurs enlants et petits-enlants Les familles Pedinielli,

Les familles Pedinielli, Mary, Santoni, Jehasse, Quilichini, Nicolai, resciucci, Barbaroux et Bru. Parents, allies et amis, emercient du fond du cont tons le amis, qui, par leur présence, leurs mes-sages, leurs envois de fleurs et leurs

M. Laurent PEDINIFILL

sages, leurs envois de fleurs et leurs prières, se sont associés à leur grande

suvem dans sa vingt-sizième an<del>ni</del>e

**Anniversaires** 

- Edgard ANDRÉANI

nois quittait il y a un an. le 19 décembre 1987.

- Le 20 décembre 1982 sourais le professeer Raymond LEIBOVICL

Que ceux qui l'ont comm et aimé res tept fidèles à son souvenir.

- Il y s cinq ans, le 20 décembre 1983, disparaissait

Pierre PIEUCHOT.

Communications diverses

- Jess Denis BREDIN SIRBERA SOB HYTE

Signera son avra Sierès, la clé de la Révolucion française, le mércredi 21 décembre 1988, de 15 heures à 17 heures, à la Libraire Joseph-Gibert, 26, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

 Les Frères des écoles chréchenes lancent un appel à tous leurs anciens élèves, en particulier à ceux de leur établissement du Libèn, actuellement mensos de disperition en reison de la crise financière et de la simation de guerre. Afin de le sauver, les Frères comptent sur l'aide des anciers. S'adresser au Frère Sodres, économiat nation PEC, 78 A, rue de Sèvres, 75341 Paris, Codex 07, Tél.: (1) 45-67-04-98.

## La semaine de la bonté

F. a vingt-cinq ans. Il est l'aînă de six enfants. Son père est mort brutalement lorsqu'il avait treize ans. Il a connu sa mère l'an demier, elle avait quitté le domicile lorsqu'il aveit trois

De la vie. F. n'a connu que la misère morale, Toxicomane dès l'âge de treize ans, il a capendant obtenu son BEPC mais a raté son bac. Il a fait son service militaire, et y a obtenu l'ensemble des permis de conduire. Ensuite il a travaille irrégullèrement, puis il a été condamné pour voi et tentative de voi à une peine de six mois de prison. Cette condamnation est fiée à son problème de toxicoma

Après une tentative de suicide, il a été pris en charge psychologiquement:

- II a engagé un travall très important contre la toxicomanie : - Il a décidé de devenir ambulancier. Cette formation coûte 4 600 F. Aucune aide légale ne peut être

Pour permettre à F. de faire cette formation qui le sortire de son problème en lui donnant un travail stable. il faudrait 4 500 F.

Pourrons-nous les lui faire parve-

Cas nº 18

Jeanne, ses deux frères, deux sœurs et une nièce vivaient avec leur mère. Celle-ci vient de mourir. Elle avait acquis une maison, lors du décès de son mari, avec le capital décès et vivait depuis avec une pension de 3 000 F et 2 500 F de pres-

Aujourd'hui, l'aînée, qui n'avait jamais travaillé pour aider sa mère au foyer à élever les derniers enfants, se retrouve seule à assumer leur charge. li y a des dettes de gaz, d'eau, de taxe foncière et les frais d'obsèques de la mère disparue.

Un secours d'urgence est sollicité... Peut-on accorder

4 000 francs

Cas nº 5

Louis a dix-sept ans. Handicapé, il a été place dès sa petita emance dans un établissement spécialisé IMP. Là, il a acquis une certaine autonomie. Maintenant, il doit quitter ce centre at va pouvoir exercer certaines tâches professionnelles dans une ferme agréée par la Sécurité sociale. Ce centre demande un trousseau

Les parents de Louis sont peuvres et ne peuvent donner que 500 F. Pour aider ca garcon à partir avec un équipement convenzble, il manque 2 500 francs

Cas nº 30

Femme de service dans une cantine scolaire, Mª B., divorcée, a la garde de ses deux enfants de sept ens et cinq ans. Elle a été licenciée en 1987. Elle a employé son maigre budget, en vivant très pauvrement. au soin des enfants. Depuis l'enfance, elle est handicapée per une surdité bilatérale qui peut disparaître avec une prothèse : 13 200 F. Le Sécurité sociale et le fonds de secours de la caisse meladie ont remboursé la pres-que totalité de la somme ; il reste à la charge de M\*\* B. la somme de

4 500 F

Cet appareil lui permettra de se réinsérer plus rapidement dans le monde du travail. Pouvons-nous lui envoyer cette somme? . .

\* Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél.:
(1) 45-44-18-81...



Broche e La Lyre enchantée a Cristal sur argent et lapis lazuli Boucles d'oreilles . . . 2500 F OMAI ; eau de partum originale et raffinée 36, na Jacob, 75006 PARIS. 42-50-84-33 n ife Craff

the same of the same

espriment in

215 Na54 1 1

office bearing it

- 1 W. S. W.

80.9 . . . .

E - 中海病 [4] Same and the same 11 mg 19 mg | 関連の動 The Court of The second secon

1 \*\*\* PROPERTY TO

745. 1 105 JESCH THE RESERVE OF THE PARTY OF THE Server to the server Se The Control of State Public To The second secon And the second s

" was to got the

A STATE STATE STATES

Mad Market

Military ( The second secon

dictats. Up s Control of the same Figure # 200 AN The state of Carry Street Street 1888 The state of the s 3 B. British

area of Mation I Ease au Canada

The state of the s A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A. THE SEE

A CONTRACT OF THE PARTY OF THE

Le Monde Mardi 20 décembre 1988 27

ЮП

# **Economie**

## SOMMAIRE

■ Peugeot et Fiat devraient trielles (lire ci-dessous). s'associer pour l'installation près de Valenciennes d'une unité d'assemblage de véhicules utilitaires. Cette installation se fera dans une région particulièrement meurtrie par les restructurations indus-

mer du Mon

The same of the same of The state of the same of

THE REAL PROPERTY AND ADDRESS.

-

Mary Co. (Account)

The second second

Comment of the Comment

A desired about the

Marin Control of Children of the

100

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A STATE OF THE STA

See See Trans.

Marine was the same

機構 ・性のない。

Bellin and the Control of the Contro

The state of the s

The second secon

رياب الرابد الجرامينيول ويوال أنتها

The state of the s

درو ده ودرو وهشدره کار کار

The state of the s

C. residence in success ....

MANAGEMENT ...

The state of the s

Bridge St. St. Charles St.

\*

Sales Company

THE PERSON NAMED IN

steer 46 was a more

Same of the same

Janes State Control

See of the

State of the second second

Royal Johnson St. C.

AND THE PROPERTY.

Barrello Barrello - An

Miles Sanger Land Co. Co.

The passes Add as

The same of the

10 and 100

\*\*\*\*\*

ALCOHOL:

September 19

, . .

D. Marsh

10 mg 14

The property of the second of the second

SECTION OF THE SECTION

diam'r.

The Contract of the Contract o

Marie State of the

E. Passalle and The Control

Charles of the second

Service Control of the Control of th

Towns a gare

William Control of the Control

100 miles

Transfer ...

ter telegram

Sept.

The same page of

-

■ Rhône-Poulenc rachète aux Etats-Unis le semencier Callahan, et Pilisbury accepte l'OPA de Grand Met (lire page 30). ■ L'émergence

stratégie de la dette constitue l'un des rares facteurs d'optimisme du rapport de la Banque mondiale sur les tableaux de la dette (lire page 29).

■ Bruxelles prépare la libéralisation des entreprises d'investissement (lire page 29).

# Peugeot et Fiat investissent 3 milliards de francs dans le Nord

consensus sur une nouvelle

M. Jacques Chérèque, le ministre délégué chargé de l'aménagement du les ritoire et des reconversions, arrivera la hotte picine pour la visite qu'il effectuera trois jours avant Noël dans le Nord : Peugeot et Fiat devaient signer, lundi 19 décembre, dans l'après-midi, à Turin, un accord prévoyant l'installation de deux unités supplémentaires de production de véhicules commerciaux dont l'une permettra de créer quelque trois mille emplois nouveaux près de Valen-ciennes. L'autre usine sera située dans le sud de l'Italie, à Pomigliano-d'Arco (près de Naples), autre région en difficulté.

L'opération se déroulera par le biais de la Société européenne de véhicules légers

(SEVEL), une filiale détenne à parité par les deux groupes, créée il y a douze aus, qui ne dispose actuellement que d'une seule usine à Val-di-Sangro.

Côté français. l'investissement représenterait 3 milliards de francs. Il entraînera un resforcement da groupe automobile français dans le Nord, où il produit déjà des moteurs Diesel et des boîtes de vitesses. Pour la région, frappée de pleiz fouet ces dernières années par la crise des industries traditionnelles, cette annonce est une aubaine, car elle épongera les emplois supprimés par les constructeurs de matériel ferroviaire (plusieurs centaines). Peugeot, qui informera, lundi après-midi, sou comité

central d'entreprise lors d'une réunio extraordinaire (sans ordre du jour), bénéficiera d'ailleurs et des aides dispensées par l'Etat lors de créations d'emplois dans les zones sinistrées (soit 150 millions de frages).

Cet investissement devrait permettre aux deux groupes de porter la production globale de véhicules commerciaux de cinq cents par jour à plus de mille à l'hori-zon 1993. Après l'annouce par Pechiney de l'ouverture d'une usine à Dunkerque et, il y a quelques jours, celle d'une usine de pâte à papier dans les Vosges, cette opération sem-ble témoigner d'un certain regain de dynamisme des industries traditionnelles.

## Avant la visite de M. Jacques Chérèque dans le Valenciennois

## Oublier l'acier

VALENCIENNES de notre envoyé spécial

1:34 ·

1000

-- Hall 12 1

Comme des papillons multicolores, les affiches jaunes, roses ou bleu électrique collées sur les murs ou les vitres donnent aux maisons de brique un air de fête. Mais ce cu'elles annoncent n'est pas si tirôle : « A vendre, s'adresser à M..., notaire. » On compte, peraîtil, près de dix mille maisons ou appartements à vendre dans le Valenciennois. C'est un signe parmi tent d'autres qui traduit la situation extrêmement difficile de cette partie du sud du département du Nord, à laquelle on peut rattacher la vallée de la Sambre, entre

Avesna at Maubeuge, aux caracté-

ristiques semblables.

Une région qui n'en finit pas d'endurer les coups du sort que lui la concurrence et de la reconversion industrielle. Une récion qui pourrait longtemps méditer la phrase de Mirabeau, selon laquelle la roche Tarpelenne n'est pas loin du Capitole, C'est là, en affet, à Anzin, commune mitovense de Valenciannes, qu'au milieu du dixhuitième siècle a été ouverte la première mine de charbon traçant le sillon de la réusaite. L'industrie iourde affeit enfoncer is sue racines pulssantes. On a coulé l'acier jour et nuit à Denain, à Trith, dans des gerbes de feu. La SNCF y commendait ses wagons. Le cœur industriel de la France battait sans relâche, et les usines appelaient les usines. Mais Valenciennes gardait aussi une place éminente cour l'art, et ce n'est pas un titre usurpé que celui d' «Athènes du nord», qui fut donné à la cité de Watteau, Cerpeaux ou d'Harpignies.

Hélas. Les gloires d'hier font les matheurs d'aujourd'hui. Depuis une dizaine d'années, le Valenciennois économique est véritablement martyrisé.

Le charbon ? On sait ce qu'il en adviendra à très court terme. Dans les prochains mois, les deux derniers puits s'arrêteront et les crissements de wagonnets cesseront.

Plus ou une activité oui prend fin. c'est un symbole qui meurt, un paysage urbain qui se fige comme un immense musée naturel à l'état brut, des relations sociales hiérarchisées qui craquent. Bien connu des coureurs du Paris-Roubaix, le puits d'Arenberg, époumoné, compte les jours, et les derniers mineura mierorama nussi.

Sans être aussi important qu'autour de Roubaix, le textile, lui aussi. a dù considérablement réduire ses effectifs, y compris dans l'une de ses spécialités, la ficelle agricole. Mais c'est avec la sidérurgia que se sont abattus les plus grands maiheurs. « Nous de décembre 1978, reconte un cadre de la chambre de commerce. st per la radio. » La nouveile? C'était la décision d'Usinor de fermer son usine de Denain. Coût social : au moins cing mille emplois directs supprimés, et plusieurs centaines à Valenciennes, à côté. Deouis, la lente saignée de l'acier et des innombrables entreprises qui travaillaient autour d'Usinor n'a pas connu de répit. Les qualques survivants d'une débêcie généraliare se comptent sur les doigts de

Venue conforter le tissu inclustriel menacé, la raffinerie de pétrole d'Anter ferme queiques années après son inauguration, à cause des chocs pétroliers successifs. On pensa alors faire appel à l'automousines. Talbot annoncait fièrement, il y a une décennie, 5 000 emplois à terme, mais jamais l'atelier ne a 1250 et l'effectif est tombé à zéro. Le bâtiment est en bon état, et c'est là que Peugeot, déjà bien implanté dans la région, envisage un nouvagu et très important investisse

La litarie est déjà longue. Mais groylez-vous que ce fût fini ? Non. Maintenant, ce sont les industries du matériel ferroviaire qui sont aux abois, faute de commande, Or, le Valenciennois compte pour 30 % dans la production francaise de ce

mecteur, avec Alethorn on ANF. L'usine d'Alsthom à Raismes personnes encore (800 aujourd'hui) fermera dans le courant de 1989 et, sur les autres usines, les menaces pèsent. Sans céder à une sinistrose systématique ou au dénigrement de mauvais aloi, le constat s'impose : toutes les humiliations et les chocs qu'une région pouvait subir avec les contrecoups et les blessures portés au paysage et aux villes, celle là les a encaissés. On comptait 372 000 habitants en 1975, 350 000 aujourd'hui. Le nombre d'emplois recensés est tombé de 124 000 à 93 000. Et le taux de chômage (19 %) est presque le double de la moyenne nationale.

## L'armée de la reconguête

Mais, demière cette freedue sans complaisance qui conjugue toutes les nuances du noir au gris, apparaissent des noyaux durs et des signes de renouveau... L'industrie ne compte pas que des éclopés. La SMAN, de Peugeot, tient le haut du pevé, PPG (Peinture Corone) aussi. Thomson construit une belie usine à Mariy, le groupe belge Van de Wiele, sur le site d'Alsthom, ve fabriquer des machines à tisser le velours, un allemand produit des étiquettes autocollantes, et une usine britannique de préservatifs est attendue. En termes d'emplois remplacés, bien sûr, on est loin du comote, mais les PMI naissent en grand nombre, et le sous-préfet est sur la brèche, attentif à tout projet.

A la tête de l'armée de la reconquête se trouve la chambre de commerce et d'industrie, dont la quesi totalité des partenaires reconnaissent le dynamisme : «Res-le-bol du misérabilisme ; il faut le moral pour faire le bon boucompagnie consulaire ; et arrêtons d'être obsédés par l'industrie. Valendinnes ent d'abord dans sa longue histoire, une ville de merchands et de négoce. Retrouvons cette vocation. 3

e Agir et gagner : c'est le titre de la revue de la chambre. Et symbole - pour illustrer ses messaces, elle a choisi à chaque page, une photo d'un sportif en action. seul ou avec son équipe. Outre les aides et les conseils aux PME ou aux entreorises en cours de constitution, la chambre a réusei une belle opération psychologique auprès de l'administration des Ponts et chaussées : convaincre les ingénieurs de supprimer sur l'autola sidérurgie et les terrils et, en revanche, planter une belle enseigne qui annonce l'université de Valenciennes. Une université qui regroupe six mille étudiants, travaille en cemose avec l'industrie et (une gauche dominée par le PC), du patronat aux syndicats. l'unanimité... Quant au lycée Wallon, sa réputation de qualité a depuis longtemps dépassé les frontières du Nord at du Pay-de-Calais.

C'est dans ce Hainaut longtemps groggy mais courageux, que Jacques Chérèque vient en visite de travail comme il l'avait promis cet été. L'ancien sidérurgiste de Pompey sait personnellement ce que peuvent éprouver des générations qui devaient tout au fer et à la houille, et qui sont devenues leurs victimes. On attend ardemment ici que, par sa voix, le gouvernement annonce la création d'une « zone d'entreprises », avec avantages fiscaux à la clé, à cheval sur la frontière commune au Valenciennois et au Borinage belge qui treverse le

Noël approche, et Jacques Chérèque ne peut veriir sans queiques darité nationale. Quand il arrivera sur la place d'Armes de Valenciennes, le ministre lèvera les yeux vers le fronton de l'hôtel de ville. Il y lira : « Valenciennes a bien mérité de la patrie: Convention natio-nale: 20 vandémiaire, an IV. » La ville s'était courageusement battue contre les armées autrichiennes. Autourd'hui l'Etat peut-il se montrer à son égard moins reconnaissant que la Convention ?

FRANÇOIS GROSRICHARD.

## Elf achète 4 milliards de francs de réserves pétrolières en mer du Nord

a annoncé lundi 19 décembre qu'il allait racheter pour 4 milliards de francs une participation de 25,2 % dans la compagnie pétrolière britannique Enterprise Oil (2,5 milliards de F de chiffres d'affaires en 1987). part qui était jusqu'ici détenue par la socicié britannique Lasmo. Cette acquisition à l'amiable an prix de 450 pence par action fera d'Elf Aquitaine le premier actionnaire d'Enterprise Oil, à égalité avec le groupe chimique ICI (25 % des parts également) et devant Norwich Union (8.1 %). Le paiement se fera par des obligations, en livres ster-ling, cotées à Luxembourg, à quinze ans. Cette méthode de paiement a été préféré par le vendeur pour des raisons fiscales, a précisé Elf.

Succédant au rachat au début de l'année des actifs pétroliers du groupe RTZ (pour 3,2 milliards de

Le groupe français Elf Aquitaine francs), cette nouvelle acquisition renforce massivement les actifs d'Elf en mer du Nord. Enterprise Oil, considérée par les analystes londoniens comme l'une des meilleures sociétés pétrolières de la place, détient en effet de très importantes réserves en mer du Nord, évaluées à 620 millions de barils, ce qui la classe au cinquième rang du secteur après BP, Shell, Exxon et Amoco. Surtout la compagnie, qui a connu de très gros succès dans l'exploration, a d'excellentes perspectives.

Grâce à la découverte du champ de Nelson en mars 1988 et au rachat d'une participation importante dans le champ de Beryl, la production d'Enterprise devrait doubler d'ici au milieu des années 90, en passant de 67 000 barils/jour actuellement à plus de 140 000 barils par jour.

## Une marge de liberté budgétaire plus grande pour la Poste et les Télécoms

L'étau qui enserre la gestion quo-tidienne des deux administrations de la Poste et des Télécommunications va-t-il être desserré? Leur ministre de tutelle, M. Paul Quilès, semble avoir fait un pas en avant dans cette direction : à l'occasion d'une conférence de presse sur la télématique ( le Monde du 16 décembre), il a en te monae au 10 accembrel. Il à en effet déclaré avoir « acquis de nou-velles marges d'initiatives et de responsabilités pour la gestion du budget « de son ministère.

Les procédures budgétaires en cours pour les EPIC (Etablissements publics, industriels et commerciaux, comme EDF ou GDF) seront désormais applicables au budget des PIT : une fois la détermination globale des besoins fixée dans leurs grandes masses, le niveau des effectuls, celui des investisse-ments et le budget de fonctionne-ment seront déterminés par branche (Poste, Télécommunications) selon les contraintes spécifiques à cune. Enfin, la gestion des filiales des deux administrations sera assouplie : elles ne seront plus astreintes à autorisation préalable par arrêté interministériel pour des opérations de participation inférieures à 50 millions de francs.

Concrètement, ces mesures ne se traduiront pas par la disparition de la tutelle pointilleuse de la Rue de Rivoli sur la Poste et les Télécommunications : en particulier, les deux administrations n'out obtenu ni la liberté salariale, ni celle des tarifs. Elles restent administrations d'Etat régies par un budget annexe (c'està-dire leurs recettes alimentent leurs dépenses). Néanmoins, les discussions annuelles ligne par ligne dans les bureaux du ministère du budget devraient disparaître, ce qui consti-tue un pas en direction d'une auto-nomie plus grande de ces deux maisons. Car eiles ne peuvent raisonnablement se comporter comme des entreprises concurrentielles en obéissant aux mille et un tracas imposés aux administrations.

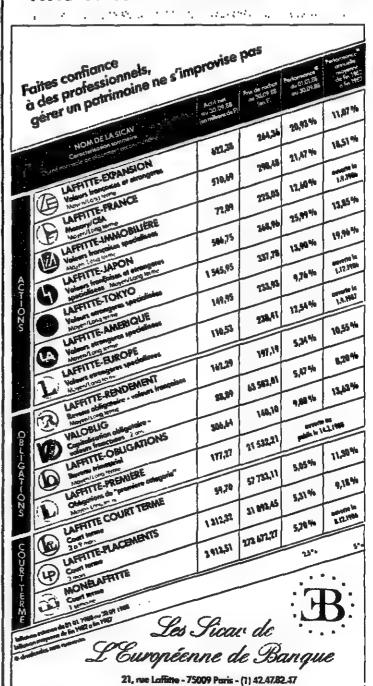
## Pas de pénalité de retard pour le paiement des impôts

Aucune pénelité de retard ne M. Michal Charasse, ministre sera réclamée aux contribuables lorsque leurs impôts et taxes, bien qu'expédiés avant la date limite de leur palement et le cachet de la poste faisant foi, arrivent tardivement chez les comptables publics, du fait des grèves postales. C'est ce que rappelle dans un communiqué

délégué chargé du budget. Il ajoute que le système informatique des administrations financières n'avent pu être adapté partout, les contribuables ayant respecté les délais pour envoyer leur paiement n'ont pas à tenir compte des avis de pénalités qui pourraient leur parvenir.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Copyring Cash Control (Cash) and Cash Control Science (Cash)



## REPÈRES

## Faillites

## Diminution

aux Etats-Unis

Le nombre des faillites aux Etats-Unis a diminué de 6,3 % au cours des neuf premiers mois de l'année, en raison notamment d'un recui des défaillances d'entreprises dans les États pétroliers et agricoles, selon una enqueta publice vendradi 16 décembre par la firme d'études économiques Dun an Bradstreet Corp. 44 793 entreprises ont fait faillite de janvier à septembre contre 47 794 lors de la même période de

## Inflation

## Baisse au Canada

L'inflation au Canada a baissé de 0,1 % en novembre, pour atteindre 4.1 % en rythme annuel, contre 4.2 % en octobre. La baisse de

l'alimentation, notamment ceux des fruits frais et de la viande.

## Transport fluvial

## des vaches maigres

Selon les statistiques de l'Office national de la navigation, le trafic fluvial français a recommencé à croitre, en 1988, après avoir reculé chaque année depuis 1981. Sur les dix prenage est de 9,3 %, essentiellement. grâce aux matériaux de construction, aux minerais et aux déchets pour la

Toutefois, les armateurs fluviaux s'attendent que la croissance du trafic kilométrique atteigne 3 % sur l'ensemble de l'année 1988. < Depuis plusieurs années, nous guettons le creux de la vague. Nous avons l'impression que nous y sommes », a déclaré, vendredi 16 décembre M. Jacques Trorial, novembre est due surtout aux prix de président du comité des armeteurs

fluviaux, qui cède le place à M. Jecques Fléchet, président du comité

## Travail en équipe

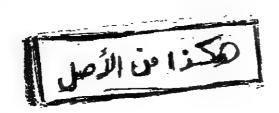
## un ouvrier sur cina

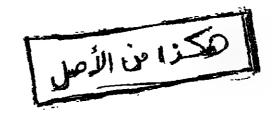
Le travail en équipe continue à progresser depuis 1982, selon une enquête du ministère du travail. En 1986, 12,2 % des saleriés travaillaient en équipes, contre 11,6 % en 1984, 10,4 % en 1982, 11 % en 1981. En particulier e plus d'un ouvrier sur cinq travaille en équipe. Cette proportion est du même ordre que les niveaux les plus élevés observés dans le passe (en 1974 at 1977), mais qui se rapportaient à une population ouvrière netterne plus importante qu'en 1986 », selon le ministère. 9,2 % des établissements ont recours à ce type de trevail, contre 8,1 % en 1984 : c'est dans les établissements de moins de 500 salariés qu'il s'est développé

 Bomberdier vend as division locomotives. – La société canadienne Bombardier, spécialisée dans la construction aéronautique dans la fabrication de matériels de transports en commun et de motonsiges, a signé un accord de principe avac General Electric Canader pour la cession des actifs de sa division locomotives et moteurs diesel. Le montant de la transaction s'élèverait à 135 millions de francs.

• Grumman licencie 3 100 salaries. — Le groupe aéronautique américain Grumman licenciera 10 % de son personnel, soit 3 100 personnes en 1989. Ces suppres d'emplois sont la conséquence de la perte de trois programmes militaires par Grumman : l'avion tactique avancé de la Marine, l'avion tactique de l'armée de l'air et la modernisation du bombardier A 6-G.

• PÊCHE. - La France et le Québec ant signé le texte d'une erntente portant jurnelage des rivières Dordogne en France et Jacques-Cartier au Québec. Cette convention prévoit notamment le repeuplement en saumons atlantiques des deux rivières, a indiqué le Quei d'Orsay.





28 Le Monde S Mardi 20 décembre 1988 •••

(Publicité)

is and corporatives



# BAILLEURS ET LOCATAIRES

## **ÉTES-VOUS BIEN INFORMÉS ?**

Savez-vous que l'Assemblée nationale vient d'adopter en première lecture une modification des règles de renouvellement d'un bail? Vous êtes concernés si votre bail était en cours le 24 décembre 1986.

# Pour être légale, la proposition de nouveau loyer doit être accompagnée de plusieurs références.

Le loyer proposé ne doit pas dépasser les loyers habituellement constatés dans le même quartier pour des logements comparables par la taille et par le confort. Ces références doivent provenir en majorité de logements loués depuis plus de trois ans.

# En cas d'augmentation, celle-ci doit être progressive.

Si la hausse convenue entre le locataire et le propriétaire est inférieure ou égale à 10 % (hors ICC\*), elle s'applique par tiers au cours des trois premières années du contrat renouvelé.

Si la hausse convenue entre le locataire et le propriétaire est supérieure à 10 % (hors ICC\*), elle s'appliquera par sixième chaque année.

# La proposition doit être adressée au locataire six mois avant la fin du bail.

Elle doit être envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle doit reproduire l'article 21 de la loi du 23 décembre 1986 et contenir la liste des références utilisées.

Si le locataire accepte la proposition, il doit répondre quatre mois au moins avant la fin du bail.

En cas de désaccord ou à défaut de réponse du locataire, le bailleur ou le locataire peut saisir la commission départementale de conciliation qui siège à la Préfecture.

## Comment s'informer ?

Dans quarante départements déjà, les collectivités locales, l'Etat, les Caisses d'allocations familiales, les professionnels du logement et les associations d'usagers se sont réunis pour créer l'ADIL - Association départementale pour l'information sur le logement - qui vous conseille gratuitement pour votre logement : achat, construction, location, amélioration.

Dans tous les départements, une documentation détaillée est àvotre disposition à la Direction Départementale de l'Equipement.

Bien s'informer pour mieux se loger avec les ADIL (16-1) 42 02 65 95 Pour Paris (16-1) 45 49 14 14

<sup>\*</sup>Indice du coût de la construction.

# Économie

# AIRES

Printere le come combre /ww

m loyer

A Commission of the Commission Pin phasia trans

progressive.

ME ON CREEK

THE PARTY OF THE P

1 ---

14.2

E Legan .

Après deux mois de conflit dans les transports

## Le maire de Marseille demande la réquisition de camions militaires

Après deux mois de conflit à la Régie des transports mar seillais (RTM) qui perturbe l'ensemble du réseau des transports en commun de la ville (métro, bus, transway), les élus communistes du consell municipal de Marseille out Inncé, samedi 17 décembre, un appel à la négociation. Le maire (PS) M. Robert Vigouroux, avait décidé, la veille, de demander « la mise en place de transports de remplacement, en particulier par camions mili-taires ». Une mesure dénoncée par le PC mais critiquée également dans les rangs socialistes, en particulier par M. Jean-Victor-Cordonnier, premier adjoint (PS) et président par intérim de la RTM, qui l'a qualifiée d'« excessire ».

SOCIAL

de notre correspondant régional

Décienché à l'appel des sept syndicats de l'entreprise (CGT, CFDT, FO, FNCR, CFTC, Autonomes et C.S.L), le conflit porte sur une aug-mentation de salaire de 1 500 F par mois et l'amélioration des conditions de travail. Malgré certaines avan-cées dans les négociations, les grévistes, soutenus par le PC, attendent de la ville, autorité organisatrice du réseau de transports urbains, un effort financier plus important. Alors que le commerce du centre-ville souffre cruellement de ce mouvement, les syndicats out annonc un débrayage de 24 heures la veille de Noël, ce qui a fait considérable-

Drôle de grève dans un curieux contexte politique. A la différence de celui de la RATP, le conflit des traminots marseillais n'est pas paroxystique mais larvé et se pour-suit depuis le 18 octobre dans un climat syndical presque serein. Si la CGT, majoritaire, y joue un rôle décisif toutes les autres organisa-tions de la RTM sont à ses côtés dans l'action. Aucun dépôt bloqué, pas la moindre contrainte, pen de manifestations publiques et de rares entorses aux préavis déposés : tout « baigne » dans ce long mouvement qui est suivi à 70%, en moyenne, par le personnel. Les syndicats ont trouvé, en fait, une forme de grève efficace et financièrement très supportable qui consiste généralement en des arrêts de travail d'une heure chaque jour aux heures de pointe du matin ou du soir. Quant aux usagers, s'ils sont exaspérés, leurs résotions sont restées jusqu'ici isolées. Selon la direction de la RTM, le taux de désaffection de la clientèle, n'a pas cessé, pourtant, d'augmenter jusqu'à atteinure 20%.

L'augmentation de salaire de 1 500 F par mois est, solon la CGT, « le minimum réclamé par le personnel pour ne plus se serrer la cein-ture ». La ville a, déjà, làché du lest en accordant au personnel le bénéfice de la réduction de la TVA (de 7 à 5,5 % soit une somme de 7,5 millions de francs) sur la subvention d'équilibre de 536 millions de france qu'elle verse à la RTM Ce qui porte l'augmentation de salaire me proposée par la direction à 3,7 % pour l'ensemble de l'aumée 1989 soit, en moyenne, 230 F net pour chaque

## Succès des listes corporatives aux conseils d'administration de l'assurance-maladie des travailleurs indépendants

Les élections aux conseils d'administration des trente et une caisses mutuelles régionales du régime d'assurance-maladie des travailleurs indépendants (commerçants, arti-sans, professions libérales), ont vu le succès des listes corporatives. Mais 26 % seulement des 2 800 000 électeurs ont voté : cala peut s'expliquer par le fait que peuvent voter non seulement les indépendants actifs et retraités, mais aussi ceux qui exercent on ont exercer plusieurs activités. Le vote, par correspondance avant le 28 novembre, a aussi été perturbé par les grèves des centres de tri postal. Plusieurs organisations de professions libérales ont regretté

triels (1457 000), l'Union professionnelle commerciale (UPC) a obtenu 89 sièges contre 66 en 1982; en revanche le CID-UNATI et le CID n'en ont plus respectivement, que 60 (au lieu de 82) et 11 (au lieu de 16); l'Association pour le progrès de l'assurance-maladie (APAM) 29 (contre 26) et des listes diverses 65 (contre 64). Chez les artisans (1 081 000), l'Union professionnelle artisanale obtient 110 sièges (con-tre 98), l'APAM 23 (contre 21); le CID-UNATI et le CID, respectivement 52 et 12 (au lieu de 69 et 16); 45 sièges (contre 40) ont été obtenus par des listes diverses. Enfin, pour les professions libérales (266 000), l'Union nationale des associations de professions libérales a 32 sièges (contre 31), les cham-bres régionales des professions libérales 27 (au lieu de 13); 9 sièges (contre 13) vont à des listes

au choix. «Autant qu'à la RATP et plus qu'à la SNCF », souligne le directeur général de la RTM, M. Jacques de Plazaola. « Insuffisa répondent les syndicats, qui récla-ment 2,4 % sur le salaire de base, plus 400 franca, sort, are total, 7,4 % et qui ont obtenu, par ailleurs, une distribution de résultats de 1 500 F pour l'exercice 1988. « Nous ne pouvons pas aller plus loin et ce serait démagogique de faire d'autres promesses tant que n'auront pas été élaboré le budget de la ville pour 1989 ni définies les mesures sociales concernant le personnel municipal », tranche M. Jean-Victor Cordonnier. Où trouver l'argent ? « Les solutions de financement exis-tent », affirme la CGT qui propose la suppression totale de la TVA sur la dotation municipale à la RTM, un relèvement du taux et un élargissement de l'assiette du versement transports ainsi qu'une détaxe des carburants. En dehors de ces mesures, qui relèvent de dispositions législatives et réglementaires, le syndicat, relayé par le PC, estime toutefois que la ville peut dégager des crédits supplémentaires. « Il est pos-sible de récrienter le budget munici-pal pour donner une réelle priorité aux transports urbains » explique M. René Istria, adjoint (PC) aux transports, qui s'oppose directement an maire, M. Robert Vigouroux, et au groupe socialiste, qui, lui, est étrangement resté muet depuis le début du conflit. - Chacun doit prendre ses responsabilités ajoute-t-1. Nous avons pris les nôtres. Les socialistes défendent, en réalité, la politique d'austérité du gouverne-ment mais n'osent pas le dire.

## Productivité en hausse

La politisation du conflit ? « Un prétexte commode pour ne pas satisfaire nos légitimes revendications », proteste la CGT, qui se réfère à l'unanimité syndicale et à la forte mobilisation du personnel. « Où sont les commandos encacoulés ?, insiste, de son côté, M. Istria. En se plaçant dans un schéma d'administration », c'est-à-dire en faisant de la ville-patron leur interlocuteur privilégié, les syndi-cats ont bien, d'une certaine façon, politisé le conflit (comme la RATP Paris avec le gouvernement) qui, de surcroît, se situe dans un contexte municipal particulier. Le PC, en l'occurrence, joue une partie facile en mettant en difficulté, à la fois, le maire de Marseille et le concurrent socialiste de celui-ci dans la bataille des municipales, M. Michel Pezet, qui n'a marqué aucun empressement à lui venir en aide.

Reste que le mouvement des traminote marseillais n'est pas motivé, uniquement, par des raisons sala-riales. Les conditions de travail constituent un problème de fond que la direction de la RTM ne songe pas à nier. « Le personnel, et en particulier les jeunes, ne supporte plus des amplitudes de travail qui peuvent aller jurqu'à 13 heures par jour ». bles cégétistes. Les traminots marseillais ont consenti, en fait, d'impor-tants efforts pour l'amélioration de la productivité dans l'entreprise (en quatre ans, le coût par kilomètre a été abaissé de 22 à 19 francs et dans le même temps les effectifs ont diminué de près de 10 %) et veulent, ujourd'hui, en être récompensés. Mais, à l'approche des sêtes de sin d'année, ils pourraient néanmoins accepter une porte de sortie honora-

GUY PORTE.

· Manifestation de pharmaciens à Paris. - A l'appei de la « coordination nationale » des pharmaciens, un petit nombre de professionnels (à peine plus de mille, selon la police, entre 2 500 et 3 000 selon les organisateurs) ont défilé, diman-che 18 décembre après-midi, à Paris, de la place de la Bastille à Richelleu-Drougt, après avoir attendu en vain l'arrivée de renforts provinciaux. Une seule banderole indiqueit la présence de coordination des « phermaciens en colère » de Charente-Maritime. Les pharmaciens protestent contre l'arrêté qui les oblige à baisser de 2,87 % le prix des médicaments.

## ETRANGER

## Les « tableaux de la dette »

## Le consensus sur une stratégie de désendettement seul facteur de « prudent optimisme » pour la Banque mondiale

Alléger le fardeau financier des pays très endettés et leur permettre de retrouver une croissance durable, cet objectif de la communauté internationale est vieux de trois ans. Il est toujours aussi éloigné selon M. Jean Baneth, directeur du service dette de la Banque mondiale (BIRD). Ce constat de carence, dresse lors de la présentation des «tableaux de la dette», publiés lundi 19 décembre, donne la mesure des difficultés accumulées par des pays dont l'endettement global, de 1281 mil-liards de dolfars en 1987, dépasse la barre des 1300 milliards en cette fin de 1988. Un échec à l'origine du sur-sant des créanciers qui, après avoir longtemps sous-estimé la gravité et les enjeux de la crise, semblent d'accord pour élaborer une nouvelle stratégie de désendettement et d'expansion économique du tiers-

Ce consensus constitue l'un des rares facteurs de prudent optimisme » contenu dans le rapport de la BIRD. La croissance moyenne des pays en développement, 4,4 % cette année comme l'an dernier

Dette à long terme (1)

Source publique .....

Source privée .....

Dette à court terme

Crédits FMI .....

Autres pays en développement .....

Agents de change, sociétés de gestion de portefeuilles, cour-

tiers en Bourse, conseillers en

investissements... Toutes les

« entreprises d'investissement »

(telle est leur dénomination offi-

cielle) pourront bientôt opérer

sans entrave d'un bout à l'autre

de la CEE. Tel est l'objet d'une

proposition que la Commission européenne vient de transmettre

(Communautés européennes)

Nouvelle pièce d'un prochain

Marché commun des services finan-ciers, la proposition laisse planer

l'équivoque sur le degré de récipro-cité qui sera demandé aux pays tiers pour que leurs opérateurs linanciers puissent proliter de cette ouverture

puissent profiter de cette ouverture des frontières internes. En fait, au sein même du collège bruxellois, ce problème de la définition du concept

de réciprocité n'est pas tranché. Lord Cockfield, le vice-président de

la Commission, en donne publiquement une interprétation libérale qui

placerait les banques et autres oné-

rateurs financiers des pays tiers au

même niveau d'avantages que leurs concurrents de la CEE. L'entourage

du président Jacques Delors dit et redit – mais en privé, comme sou-cieux de ne pas percer l'abcès – que telle n'est pas l'interprétation de la Commission. Ce qui est en cause, ce sont les droits reconnus aux établis-tions de la commission de la commission.

sements financiers des pays tiers ayant installé une filiales dans la Communauté. Selon les collabora-

teurs de M. Delors, et contrairement à ce qu'affirme lord Cockfield, une banque japonaise ayant installé une filiale au Royaume-Uni pourra,

en 1993, continuer à opèrer sur le marché britamique, mais ne sera pas automatiquement autorisée à étendre son activité aux autres pays

de la CEE. L'agrément communa

taire qui lui sera nécessaire sera accordé après que la commission aura vérifié que les Japonais traitent de manière équivalente les banques

L'égalité

de concurrence

Royaume-Uni et la RFA, ceux dont

Plusieurs Etats membres, tels le

de notre correspondant

aux Douze.

BRUXELLES

Total de la dette .....

(1) La dette polonaise est prise en compte à partir de 1984.

La préparation du marché unique de 1993

La Commission de Bruxelles met au point

la libéralisation des entreprises d'investissement

recouvre en effet de sombres réalités Lorsqu'on sait que ni les africains ni pour les deux groupes posant les problèmes les plus explosifs : les pays - à revenu intermédiaire -, généralement latino-américains, et lourdement endettés auprès des banques; les pays pauvres de l'Afrique sub-saharienne dépendant des exportations de matières premières et de l'aide publique des États industriels. Les premiers, après avoir remboursé 74 milliards de dollars de plus qu'ils n'ont reçu entre 1985 et 1987, soit une ponction impressionnante de 3 % de leur revenus nationaux, se trouvent, anjourd'hui encore. confrontés à une dette de 524 milliards de dollars alors que leur croissance a été limitée à 2% en 1988. Les pays africains n'ont certes jamais connu de « transferts nets négatifs », mais leur endettement, 138 milliards de dollars, les place dans une situation intenable compte tenu des maigres recettes à l'exportation et de leur croissance démographique. La hausse de 3 % de leur PNB en 1988 équivant à une stagnation totale des revenus par habitant.

L'évolution de la dette extérieure du tiers-monde

(en milliards de dollars)

562

359

169

21

performants, croient, avec Lord Cockfield, que la réciprocité ne se

décrète pas et que c'est à chacun de

jouer au cas par cas (établissements financiers et pouvoirs publics) pour obtenir des facilités d'accès sur les

marchés convoités. D'autres, dont la

France, sans doute majoritaires, considérent qu'il vaut mieux disposer d'une bonne base juridique,

autrement dit d'un texte limpide sur

la réciprocité pour négocier (le

Monde du 9 novembre). Cette ques-

tion – élément important du débat

concernant la dimension extérieure

La proposition concernant les entreprises d'investissement est cal-

quée sur celle ayant trait aux ban-

ques : « Il est souhaitable, en effet,

que la deuxième directive bancaire

et la directive sur les services

d'investissement entrent en vigueur

en même temps, de façon que soit réalisée l'égalité de concurrence entre établissements bançaires et

non bancaires pour la fourniture

des services d'investissement »,

Le principe à la base de l'ouver-ture du marché, c'est la reconnais-

sance mutuelle par les Etats mem-

bres de leurs systèmes d'agrément et de surveillance. Celle-ci sera rendue

possible par l'harmonisation des

règles essentielles : capital initial, surveillance des principaux action-naires, règles prudentielles. Une fois

la directive entrée en vigueur, toutes

les entreprises d'investissement

dûment agréées dans leur pays d'ori-

gine pourront s'établir ou fournir des

prestations de services dans l'ensem-ble de la CEE. Leur surveillance, y

blies dans d'autres Etats membres,

sera alors exercée par les autorités de contrôle de l'Etat membre d'ori-

gine. A l'exception notable, toute-fois, des règles régissant les relations

entre les entreprises d'investisse-

ment et leurs clients (ce qu'on

appelle le code de conduite) qui, afin de préserver la confiance de

l'investisseur, continueraient à rele-

du pays d'accueil

ver de la compétence des autorités

Autre objectif important de sa proposition, la Commission souhaite que les entreprises d'investissement

agréées dans leur Etat membre

PHILIPPE LEMAITRE.

des Bourses des pays d'accueil.

explique la commi

devra rapidement être réglée.

1983

816

645

226

419

140

31

1984

852

687

449

132

1985

131

89

1986

1 053

894

530

119

99

les latino-américains n'ont encore retrouvé leur niveau de vie de 1980, on mesure mieux les raisons de la · lassitude » affichée par les débi-

## Le coût da redressement

Tout en soulignant qu'il reste encore beaucoup à faire, les auteurs rapport soulignent les progrès réalisés par nombre de pays endettés en matière de rigneur budgétaire, d'assainissement, de privatisation, de libéralisation des échanges, de taux de change plus réalistes. Le prix d'une telle politique n'en paraît que plus lourd. Contraints d'améliorer leurs balances commerciales rembourser leurs échéances, pour rembourser leurs échéances, l'Afrique comme l'Amérique latine \* n'a pratiquement pas cessé de réduire - ses importations depuis 1982, rappelait Jean Baneth. Lorsqu'on sait que le Nigeria a importé deux fois moins en 1987 qu'en 1978, on ne s'étonne plus de le

1987

559

133

40

1 051 | 1 152 | 1 281 | 1 320 | 1 300

1988

1 170 | 1 200 | 1 175

996 1 020 1 000

437 450 460

570

140

111 120 125

40

Club de Paris réunissant les créanciers publics des pays endettés. I 'idée d'une solution plus complexe mais aboutissant, elle aussi, à une baisse de l'endettement des pays à revenu intermédiaire fait son che-

Le rapport de la BIRD a répertorit . soixante-dix propositions . allant en ce sens. Toutes prennent en compte les lois du marché qui se sont imposées au fil de six années de crise de la dette. Echanges de créances sur un marché parallèle où s'instaure une décote, conversions de dettes en actifs, rachat de dette moyennant rabais par les débiteurs eux-mêmes, les choix se multiplient et s'affinent. Ils auront porté au total sur quelque 30 milliards de dollars cette année contre 12 milliards en 1987. Marquant la mort officielle du mythe du remboursement total de la dette, cette évolution permet de dessiner le cadre d'une nouvelle stratégie dont le détail s'annonce laborieux à définir : « une réduction volontaire des créances par les banques commerciales, la poursuite de l'effort d'assainissement des débiteurs -, le renforcement du rôle des organismes multilatéraux comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, le feu vert des gonvernements industriels appelés à offrir des - incitations fiscales - aux instituts de crédit réticents.

Car, comme le disait Jean Baneth, « il ne sert à rien de réduire le service de la dette si les flux d'aide nouvelle se tarissent -. Le défi est bien là : trouver un système permettant aux banques de nettover leurs blians pour mieux se réengager dans des opérations rentables dans le tiers-monde, en mal de capitaux et d'investissements. Un défi qui ne saurait en faire oublier un autre, souvent masqué par les déclarations des pays industriels à la gloire du libre-échange : les mesures protectionnistes ouvertes ou rampantes · coutent beaucoup plus cher aux pays en développement que les sommes qu'ils reçoivent chaque année sous sorme d'aide au dévelop-

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

• Le Brésil a remboursé

voir ravalé au rang de pays à revenu intermédiaire à celui de . bas revenu. En regard, la poussée de 150 % en dix ans des achats sud-coréens de produits étrangers laisse rêveur. Viser la diversification et la croissance de l'économie exigerait, en outre, un effort d'investissement hors de portée de la plupart des débiteurs. Cette année, le Brésil a retronvé le niveau de... 1972 pour l'investissement par habitant. En moyenne, l'Amérique latine retrouve les chiffres de 1970. Quant à l'Afrique, elle a enregistré un recul

De tels sacrifices ne sont pas tenables indéfiniment. Sur ce point, les gouvernements des pays industriels ont été les premiers à en tirer les en franchissant une étape dans la recherche d'une réduction pure et du grand marché, - aujourd'hui plus pauvres, généralement africains. Les propositions Mitterrand offrant aux créanciers le choix entre une réduction de 30 % des rembourd'intérêt ou l'allongement des délais d'intérêt ou l'allongement des délais gnait, en juin dernier, 119,7 milliards de paiement ont trouvé, fin 1988, de de dollars (720 milliards de francs).

53 milliards de dollars depuis 1985. - Le montant des rembourse ments effectués par le Brésil sur sa dette extérieure a atteint, salon la presse locale, 53 millierds de dollars depuis 1985. Selon certaines sources, la président brésilien José Samey a évoqué la lourdeur de ces remboursements fors d'entretiens avec des sénateurs américains en visite à Brasilia. Il aurait affirmé que les efforts réalisés par son gouvernement afin de réduire le déficit du secteur public sont anéantis à chaque hausse des taux d'intérêt mondiaux. matière de dette des pays d'Amérique latine, M. Samey aurait réclamé des transferts de technologie en provenance des Etats-Unis. Le total de la dette extérieure du Brésil attei

de 50 % en dix ans.

GROUPE CHIMIQUE TUMISIEN INDUSTRIES CHIMIQUES MAGHRÉBINES SOCETÉ ARABE DES ENGRAIS PHOSPHATES ET AZOTES APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NEL BER 92/88

(Publicité) -

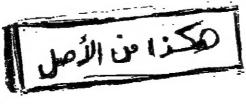


## INSTALLATION DE MISE EN TERRIL DU PHOSPHOGYPSE

Dans le cadre de la lutte contre la poliution, le groupe chimique tunisien a décidé pour ses usines de Gables de substituer le mode actuel de rejet en mer du phosphogypse par la mise en terril de ce produit : Deux variantes sont envisagées :

VARIANTE Nº 1

- Transport hydraulique du phosphogypse vers un site situé à 12 km environ des usines avec recyclage des seux. Catte installation comprend : - Une attention de collecte des eaux procuses des usines I.C.M. et S.A.E.P.A. 1,
- Une ou des station (s) de pompage : débit 38 000 m²/jour. Un circuit de transport per pipe
- Une station de mise en terril (300 hecteres à eménager). - Une station de recyclage des enux : débit 23 000 m³ /jour.
- Transport solide du phosphogypse vers un site à environ 8 km des usines : cette installation comprend :
- Une struction de collecte du gypse (30 à 35 0/0 d'humidité) en provenance des usines I.C.M. et S.A.E.P.A. 1. Un circuit de trensport per bandes transportauses : Débit 21 000 t/jour.
- Une station de mise en terril (300 hectares à smanager). — Un système de mise en terril.
- La résisation de l'installation se fore selon la formule e clé en main a conformé-
- Retrait du cahier des charges à partir du 28/12/1988 au siège du groupe chimique 110, rue Habib-Chagra B.P. 72 5000 Gabes. Tél. : 216.5.71200, télex 51928 ou 51888). Remise des offres au plus tard le 31/03/1989.
- Les entrepreneurs intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer. Le cabler des charges contre le palement d'une somme de : 200 DOOD (deux



## Marchés financiers

En rachetant l'américain Callahan

## Rhône-Poulenc prend pied dans l'industrie des semences sur mesure

Rhône-Poulenc gravit un échelon de plus dans les biotechnologies végétales. Après deux ans d'étroite collaboration avec la sirme améri-caine Callahan Enterprises inc. (CEI), un créateur variétal spécia-lisé dans la sélection du mais et du soja, le numéro un français de la chimie vient de racheter cette entreprise. Pour des raisons stratégiques. sa direction souhaite toutefois ne pas rendre public le prix de cette acqui-

Il s'agit là en effet d'une opération de première importance. Récemment entre dans l'industrie des semences. le groupe chimique du quai Guynemer à Courbevoie n'y exerçait jusqu'ici qu'une activité assez marginale. Tout avait commencé en 1984 par un accord d'association dans la recherche conclu avec la société américaine Seedtec (fitiale de l'huiller Kay corp.), experte dans le tournesol. L'année suivante. Rhône-Poulenc avait coup sur coup pris deux initiatives. Le groupe avait d'abord pris une participation majoritaire dans Sérès, chef de file en France pour l'enrobage (traitement appliqué aux graines pour les protèger).

Puis il avait racheté à l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales (UNCAC), un grand semencier national, l'ensemble lignées parentales d'hybrides du mais que cette dernière développait. Mais, au total, en incluant les revenus procurés par les filiales espagnole, italienne et portugaise, le chiffre d'affaires réalise par le chimiste français dans les semences n'atteignait encore que 60 millions de francs en 1987. Avec la consolidation de Callahan, il atteindra désormais quelque 160 millions de francs.

Cependant, l'intérêt de l'opération ne réside pas tant dans le quasi-triplement des ventes. Par cette acquisition, Rhône-Poulenc affirme sa volonté d'occuper d'ici à la fin du siècle, sinon une des toutes preplace dans le génie génétique appliqué aux plantes.

Autrement dit Rhône-Poulenc prend d'ores et déjà position dans la fabrication des semences sur mesure qui, per assemblage de gènes, seront résistantes aux herbicides, à la sécheresse, au vent, aux maladies, aux parasites... et, progressivement, devraient permettre de réduire l'usage de produits phytosanitaires toujours plus ou moins toxiques. En effet, autre immense avantage de la biologie moléculaire et cellulaire : celle-ci favorise l'accélération du processus traditionnel de sélection génétique, donc de multiplication.

Outre son importante expérience en qualité de semencier, Callahan apporte de fait à Rhône-Poulenc son patrimoine génétique de première qualité en mais et en soja, plantes cibles des applications biotechnologiques du groupe français. C'est à cette entreprise américaine que Rhône-Poulenc vient de confier le soin désormais d'assembler dans ses variétés de semences les nouveaux genes de résistance, qui donneront naissance à ces cultures d'un autre type capables, espère-t-on, sinon de résoudre, du moins d'apporter une réponse au problème de la pollution posé par l'usage intensif des pesti-cides, et à celui de la faim dans le

ANDRÉ DESSOT.

 Rhône-Poulenc investit plus de 100 millions dans les filtres à cigarettes. — Rhône-Poulenc a décidé d'augmenter ses capacités de production de câble acétate pour filtres à cigarettes en investissant plus de 100 millions de francs dans sa filiale Rhodia AG, à Fribourg. Le groupe français est actuellement le troisième producteur mondial de ce type de produit pour lequel la nande progresse de 2 % par an. La croissance du marché provient pour l'essentiel des pays asiatiques, particulièrement la Chine, de l'Europe de l'Est et de l'Ame

## LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTICIE

ET DES ETUDES ECONOMIQUES) hulicas génér, de hers 100 : 31 décembre 1967

		to store
	-	-
Valeura franç. à rav. variable .	138,5	137,5
Valents industrialise	143,3	143.5
Valence étrangères	116,2	115,4
Pátroles-Energia	131,1	137.2
Chimie	125,9	128,4
Mitalburgia, microsiqua	156,6	163,4
Electricité, electronique	157,6	157,7
Backment et metérialle	129,9	130,2
lad. de consonumet. Nou alim	147,8	144,9
Agro-ajmentaire	157,3	156,8
Distribution	139	139,4
Transports, kitaira, services	15B	169,3
Aggurances	139	139,9
Cridit bangen	147,5	136,2
Sicordi	99,2	\$8,5
Incohiller et funcier	91,9	90,4
investissement et porteferille .	138,4	135.6
Base 100 : 31 décembr	o 1987	

Societie 104,7 104,8
Same 100 en 1949
Valeura franç. à rev. variable .3 383,23 368,8
Valoura étrangères 3 870,63 844
Sase 100 on 1972
Valence frame, à rev. unriable . 489,7 486.2
Valeurs étrangères 523,5 519,9
Sess 100 : 31 décembre 1980
Indica des vel. franç. årav. fiza 121,5 121,2

Valours étrangères	523,5	519,9
Sess 100 : 31 décorèm	1980	
Indica des vel, franç. à ray, fins	121,5	121,2
Empress d'État	120,2	120,1
Emprente gerantis et assimilée	121,5	121,2
Sociétés	121,9	121,8
COMPAGNE DES AGENTS I	E CHAI	庭
Base 100 : 31 décembre	1961	

Name (and 1-6) mandament (det)	
Indice ginéral 394,2	393,4
Produits de bese 294,8	252.6
Construction 410,2	409,2
Biene d'àquipement 295,2	255,4
Sient de consors, durables 495.9	452.8
Blens de consom, mos durables 538,1	542,5
Biens de consom. sămentaires 589,2	586,1
Services 385,8	365,3
Sociétés financières 473,6	467.A
Sociétés de la zone franc	
exploitent principalement	
11'écranger	235
Valours industrielles 386.9	

o 100 : 31 décembrs 1981

## La Banque de France modernise la fabrication des billets

Adieu burins et graveurs, place à l'ordinateur : la Banque de France a décidé de moderniser la conception et la fabrication des billets grâce à un système de dessin assisté par ordinasystème de dessin assiste par oruna-teur unique au monde et un procédé d'impression plus performant. Ce « saut technologique » devrait per-mettre de renouveler complètement la gamme des billets circulant en France à partir de 1991. A l'heure actuelle, la Basque de Espace porduis chaque de Banque de France produit chaque amée 700 millions de coupures fran-çaises. Vétusté du matériel, menace causes. Veruste du maieriet, menace des photocopieurs couleur capables de reproduire – sans le filigrane – les billets de banque, matériel insuffisant pour répondre aux commandes des pays étrangers, notamment africains ; auxant de prisons qui ont canduit à la pays étrangers, notamment africains; autant de raisons qui ont conduit à la mise en place d'un vaste plan de modernisation de la « planche à billets». Ce matériel avait vingt à trente ans d'âge et quarante à cinquante ans de conception. La modernisation de la planche à billet passera par la conception assistée par ordinateur et de nouveaux procédés d'impression. Au départ, il y aura toujours la main de l'arriste qui dessinera au pinceau une maquette. Mais là où le graveur prenaît son butin pour reproduire la maquette sur une plaque de cuivre, ce sera désormais l'ordinateur qui interviendra.

## PARIS, 19 décembre =

Début de semaine calme à la Bourse de Paris. L'indicezeur instantané, qui avait ouvert sur une légère note posi-tive (+ 0,03 %), progressait jusqu'à 0,2 % avant de revenir à 0,13 % en début d'après-midi. Pour la septie semaine consécutive, les valeurs fri çaises poursuivent leur mouvement consolidation, qui intervient après une hausse moyenne de 15 % durant neuf hausse moyeme de 12 to durant reur semaines. Le volume des transactions ast donc demeuré peu elevé, ce qui est normal à l'approche des fêtes de Noti et surtout à quelques jours de la fin du terme boursier de décembre. Les opérations de liquidation débutaront en after marcradi 21, et catte parapective n'incite pas les opérateurs à prendre de nouvelles initiatives. Pour l'Instant, le mois de décembre se traduit par une progression de 1,27 % de l'indice général. Si l'evance se poursuit jusqu'à mercredi, ce mois sera le dioâme de l'année à s'achever sur un score positif (les deux seuls négatifs ayant été jan

vier at mars). Dans cette ambiance teintée d'attentisme et de prudence, les hausses étaient emmenées par Elf-Aquitaine. Le groupe annonçait à 12 heures son entrée à hauteur de 25, 24 % dans le capital de la compagnie Enterprise Oil, en reprenant la pation que détenait la société Lasmo. distinguar, que se soit Michelin, bénéficiant de rumeurs sur une introduction sur de nouvelles places étrengères, Epéda Bertrand-Faure qui resse en dessous de son niveau d'OPEA, et Peugeot dans l'attente d'une association avec Fiat pour la cons pales baisses étaient peu significa-tives, s'effectuaient avec peu de

Sur le second marché, l'introducsur le second marche, i miroduc-tion des cerficats d'investissement du Crédit agricole de Loire-Atlantique s'est effectuée au cours de 182 francs. Les cotations de Distri-

borg étaient quant à elles suspend Enfin, tendance indécise sur la MATIF, le contrat de mars s'apprécia de 0,09 %.

## TOKYO, 19 décembre Léger repli

La Bourse a clôturé en légère baisse La Bourse a clôturé en légère basse lundi. l'indice Nikket perdant 66.63 yens (~0.23 %), pour clôturer à 29 470,08 yens, contre 29 536,71 yens. Le marché était calme, le volume des échanges s'élovant à 450 millions, contre 818 millions vendredi. La séance est demeurée maussade, sans élément pouvant stimuler la demande. Les inventisseurs ne sont nes toès suit de l'estemper. stimuler la demande. « Les inventi-seurs ne sont pas très surs de l'orien-tation des taux de change, déclarait un représentant de Daïwa Securities; il y a de fortes chances pour que la Fed relève son taux d'escompte, mais personne ne suit quand. - La révision à la baisse de la production industrielle pour octobre, annoncée par le minis-tère du commerce et de l'industrie, n'a pas eu d'effess sur les intervenants, pas plus non plus que la faible progression des dépenses de consommation des ménages au cours du même mois. Parmi les valeurs en baisse figuraient celles à forte capitalisation.

VALEURS	Cours du 16 déc.	Cours du 19 déc.
Atel	724 1 390	710 1 380
Cerón	1440 3440	1 520 3 440
Honda Motors	2 020 2 570 1 000	2 140 2 850 985
Sony Corp.	7 080	7 190 2 660

## Pillsbury accepte l'OPA de Grand Met

Après avoir épuisé toutes ses défenses légales, le groupe alimen-taire Pillsbury a accepté l'OPA du conglomérat britannique Grand Metropolitan, au prix de 66 dollars l'action soit 5,75 milliards de dollars en tout.

Cette annonce, faite dimanche 18 décembre au soir par les deux entreprises, met fin à une bataille financière et juridique de plus de deux mois au cours de laquelle, fina-lement, le conseil d'administration

## Primistères vend Félix Potin à Castel Frères

Primistères a vendu ses quelque 850 magasins de proximité à l'enseigne Félix Potin au groupe bordelais Castel Frères. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Avec cette acquisition. Castel Frères, qui avait racheté en juin dernier les vins Nicolas, se lance dans l'alimentation générale. Les magasins Félix Potin, qui réalisent un chiffre d'affaires d'environ 1.7 milliard de francs. représentent le dernier morceau de ce qui fut un grand groupe de distribution un peu hétérogène : la divi-sion supermarchés (2.7 milliards de francs de chiffre d'affaires environ). forte de 138 unités, avait été cédée à Promodès, un des actionnaires de Primistères. La société Primistères se retrouve de facto dans la situation d'une société sinancière. Elle reste propriétaire des murs des magasins Félix Potin, n'ayant vendu que les fonds de commerce, et de deux entrepois, à Longjumeau et à La Courneuve, ainsi que de divers actifs immobiliers.

de Pillsbury aura fait monter l'offre de Grand Met de quelque 550 millions de dollars.

La taille des deux firmes a rendu ce feuilleton, lancé le 4 octobre desnier, particulièrement âpre. Grand Metropolitan a réalisé pour l'année 1987-1988 un chiffre d'affaires de 6 milliards de livres (65,5 milliards de francs) et dégage 500 millions de livres (5,4 milliards de francs) de bénéfices. C'est le leader mondial en volume – du marché de l'alcool. De son côté, Pillsbury, entreprise de Minneapolis qui emploie 104 000 personnes, a dégagé en 1987 un bénéfice net de 182 millions de dollars (1,1 milliard de francs) sur un chiffre d'affaires de 6 milliards de dollars (36 milliards de francs). Le groupe possède les marques de pâtisserie industrielle Pillsbury, de conserves Green Giant, les restau-rants Burger King et les glaces Haagen-Dazs. Il connaît depuis 1986 une baisse notable de ses pro-

M. Philip Smith - patron de Pillsbury depuis juillet – a tenté l'impossible pour sauver son indé-Impossible pour saiver son inde-pendance, envisageant même de vendre Burger king et d'autres filiales, afin d'offrir à ses action-naires des dividendes extraordi-naires suffisants pour les « fidéli-ser ». Allen Sheppard, patron de Grand Met, pour sa part, se dit bien décidé à redonner à Pillsbury les movens de redesser Burger kins et moyens de redresser Burger King et de faire du nouvel ensemble l'une des principales sirmes de l'agro-alimentaire mondial. Cette victoire est la bienvenue : son groupe avait en effet échoué en 1987 lors de l'OPA sur Martell (emportée par Seagram) et vient de perdre en Irlande la bataille pour le contrôle d'Irish Distillers (emportée par Pernod-Ricard).

## FAITS ET RÉSULTATS

 L'Oréal revend ses activités dans l'hygiène féminine. - Le groupe français i 'Oréal, numéro un mondial des cosmètiques, a décidé de se sépa-rer de ses activités dans l'hygiène féminine et infantile. Regroupés dans la division « hygiène et confort». Jes actifs compromises apprétire mendian. actifs correspondant vont être vendus à la firme américaine Johnson and Johnson. Le ministère de l'économie a déjà donné son feu vert à cette tran-saction. Au siège de la société fran-çaise, l'on précise qu'il n'y aun pas de conséquences sociales pendant les deux ans à venir Johnson and Johnson reprendra ainsi la société des Établisnents Ruby, les laboratoires Ruby d'Anglas, ainsi que l'usine de Voiron (lsère), où sont fabriqués les produits d'hygiène féminine. Le tout représente un chiffre d'affaires de 249 millions de francs. La direction de L'Oreal, soucieuse de se recentrer sur son métier de base, précise, d'autre part, que des régociations sont avantées pour céder negociations sont avancees pour center les activités de produits d'entretien de Chiminner (Sentorette, Serateh K2R...) fabriqués à Tours et réalisant 258 millions de francs de chiffre

 IN2 décient 96,48 % du capitul de Léanord. — IN2, la filiale informatique du groupe Interiechnique, détient, désarmais, 96.48 % du capital de la société de micro-informatique anord, qui fut, en son temps, filiale de Cressot-Loire. IN2 était devenu actionssire de cette entreprise, en novembre 1987, en rachetant la parti-cipation (50,96 %) détenue par Sfena. Au fil de l'année 1988, il était monté à 90 % par acquisition des parts détanues par les autres entreprises actionnaires (Instrument SA pour 29 % et Matra pour 10 %), M. Beroard Pro-nier, président de Léanord, conservant

10 % du capital. A l'occasion d'une augmentation de capital que M. Pro-nier n'a pas suivie, IN2 détient aujourd'hui 96,48 % de Léanord. Cette entreprise, indique son directeur financier, ne sera pas dans le rouge cette aumée et affichera un chiffre d'affaires en housse de 30 % sur colui de l'année précédente (227 millions de francs).

 Nouveau patron pour Water-num. – M. Jean Veillon a été nommé. vendredi 16 décembre, PDG de Waterman SA, à la suite de la démis-sion, la veille, de Mme Francine Gomez, Ancien directeur de l'usine du groupe à Saint-Herblain, près de Names, il avait été nommé directeur méral par Mine Francisc Gomez en 1985, avant l'acquisition de Waterman par la firme américaine Gillette.

 Baisse prévue des résultats de Rossignol pour l'exercite 1988-1989.
 Le groupe Skis Rossignol a réalisé, au premier semestre de son exercice 1988-1989 (clos en mars), un résultat consolidé (part du groupe) de 85,20 milions de francs, en hausse par rapport à celui du premier semestre 1987-1988, qui s'élevait à 79,7 millions de francs. Cependant, Rossignol annonce, d'ores et déjà, un bénétice contolidé ner part du groupe en beisse pour l'ensemble de l'exercice. Le second semestre enregistrera, en effet, l'incidence défavorable des - charges exceptionnelles volontalrement enga-gées pour assurer le lancement d'une gamme complèse de chaussures de ski de marque Rossignal, créer un département vêtement sous la marque Rossignol et mettre en œuvre différents programmes de développement dans les domaines techniques et indus-

## PARIS:

.C.

- 648

100

# C

Cote des char

No. of

-

30	Second marche passion								
VALEURS	Cours prác.	Damer cours	VALEURS	Cours prés.	Demer cours				
Americ & Asmois		470	La Commende Bettro	294	291				
Applie	256	Z55	Lago fure du mois		279				
BAC	360	356	Loca investopassorists	275	278				
B. Dennactry & Assoc	561	559	Locarric	****	145				
BICM	501	486	Manday, Miniby	****	:45				
LUP	****	697	Márologie knarva		500				
Bairon	450	440	Missorica	154	157 50				
Ballari Technologies	815	798	MALBN	650	540				
Butori	1050	1050	Nois	200 10	203				
Cities de Lyon	1485	1480	Neurie-Deletes		735				
Cultures	731	731 850	Olivetti-Logabes	****	225				
Cardi	850	318 50	Om. Gest Fig.						
CAL-defr. (CCL)	135 50	135	Possit	358	354.90				
CATC		1248	PFASA	401	405				
CDAE	1249 371	389	Presbourg (C. In. & Fig.)		101				
C. Boxip. Blect	720	730	Présence Assertace	485	485				
CEGEP		218 30			454 70				
CEP-Communication	1530	1530	Publicat. Fépaceta	880	580				
C.G.I. lotomatricus	1010	1015	Recei		1500				
Oments of Origon	519	500	St-Gobern Embellage	****					
CHIM	413	417	St-Honoré Mutignen	1519	214				
Concept	258	261	S.C.G.P.M	****	****				
Configurati		834	Segin	395	A-11.				
Creeks	403	- 405	SEP		355				
Dates	167 50	200 d	SEPR		1200				
Dauptin	,,,,,	1100	S.M.T.Gouni	****	271.20				
Density	901	880	Societory	715	715				
Domin	590	575	Sapra		221				
· Dominii Lebié	1050	1050	TF1	340	339				
Editors Ballons		11430	Unilog	175	172				
Firecor	215	213	Litrion Financ, de Fr	418	419.50				
Gr. Poncier Pt. (G.F.F.)	235	235	CONTRACTOR OF TAXABLE	-14	7400				
Gurnoli		505	LA BOURSE	C(10 *	PRINTEL				
ICC		220	LA BOURSE	OUN F	WINI I EY				
DIA	225	225	AZ FE	TAP	F7				
LGF	97	97 50							
M2	249	258	UU-14	LEM	ONDE				
be Wood Comba		540							

Second marché

## Marché des options négociables le 16 décembre 1988 Nombre de contrats: 15 080

	PRIX	OPTIONS	DACHAI	OFTIONS	HE ARMIE
VALEURS	CHETCICE	Décembre	Mars	Décembre	Mars
	CICICIC	dernier	dernier	detaier	demicr
Accer	480	76	-	- 1	
CGE	400	6.58	. 26,98	7,50	21
Elf-Aquitaine	369	· 10	25:		16
Lafarge-Coppée	1 300	87	125	9,58	17
Michelin	182	3	12,80	7	12
Midi	1 355	236	270	0,30	10
Paribas	480	2	20,50 78	29.58 15	35,58
Pergest	1 290	18,50	78	15	. 47
Saint-Golain	560	2,60	- 1	15	26
Société générale	560	4,50	21	41	68
Thomson-CSF	200	14,30	24	·	

## MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 16 déc. 1988

COURS		ÉCHÉ	ANCES		
COOKS	D&c. 88	Ma	rs 89	Juin 89	
Dernier Précédent	106,45 106,10	,	5,75 5,45	195,15 104,75	
	Options	sur notion	nei .		
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTION	IS DE VENTE	
I KIA U LAUKCICE	Mars 89	Jain 89	Mars 89	Juin 89	
104	2	2,03	0,26	0,98	

## INDICES

## **CHANGES** Dollar: 6,0145 F 1

Le dollar était en très légère sausse lundi sur l'ensemble des narché internationaux. A Tokyo, a devise américaine clôturait à 24 02 perse contre 124 10 perse la devise américaine clôturait à 124,02 yeas, contre 124,10 yeas vendredi. Mouvement analogue à Paris, où l'activité était extrêmement calme. Le billet vert s'échangeait à 6,0145 F, contre 6,0075 F à l'assue des échanges interbancaires de vendredi et 6,0150 F au fixing.

FRANCFORT 16 dec. 19 dec. Dollar (en DM) .. 1,7655 1,7598 TOKYO 16 dác. 19 dác. Dollar (en yens) . 124,18 124,62 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets prives) Paris (19 déc.) ..... \$1/245/85 New-York (16 dec.). . . \$5/\$47/84

## **BOURSES**

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-87) . . 15 dec. Valeurs françaises ... 135,9 Valeurs étrangères ... 115,6 (Sht, base 100:31-12-81) Indice général CAC . 393 393.4 (Set, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1472,62 1476,63 (OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 .. 407,19 . 408,64

NEW-YORK (Indice Dow Jones) Industriciles .... 2 133 . 2 150.71 LONDRES (Indice e Financial Times ») 

TOKYO. . 16 déc. Nikkel Dre keet ... 29:536.71 29:478.88 Indice général ... 1279,36 2276,82

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DI JOUR		UN	MOS	DEU	K MOIS ·	SEX MOIS		
	+ bea	+ heart	Rep. +	od dip	Rep. +	ou dip	Rep. +1	na dép.	
S EU	5,9926	5,9950	- 76	~ 67	- 195	- 75	- 260	- 180	
S CML	4,9839	4,9896	- 108		- 263	- 145	- 658	- 540	
Yeu (100)	4,8336	4,8374	+ 155		+ 339	+ 350	+ 951	+ 1651	
DM	3,4152	3,4179	+ 77	+ %	+ 155	+ 183	+ 489	+ \$47	
	3,0258	3,9281	+ 79	+ 84	+ 137	+ 100	+ 483	+ 468	
	16,2782	16,2952	+ 109	+ 194	+ 246	+ 467	+ 793	+ 1173	
	4,6555	4,0589	+ 107	+ 131	+ 219	+ 253	+ 695	+ 780	
	4,6315	4,6374	- 174	- 123	- 302	- 244	- 825	- 722	
	19,9444	10,9559	- 439	- 368	- 826	- 748	- 2265	- 2062	

	· 14	AUX	DES :	EURO	MON	NAIE	S	•
Fig. (186) F.S L(1880)	4 7/8 5 1/2 6 3/8 4 3/8 10 12 1/4	6 7/8 4 5/8 11 12 1/2	9 11/16 5 5/8 5 3/4 7 3/8 5 5/16 12 12 13/16 8 1/2	12 1/2	5 5/8 5 3/4 7 3/8 5 3/16	5 7/8 7 3/4 5 5/16	513/16 7 1/2 5	515/16 7 7/8 5 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbançaire des devises nous sont indiqués en

1	0	blig	RÉGULIÈRE INVESTIE EN VALEURS D'ÉTAT OU GARANTIES PAR L'ÉTAT
11.34	June 1	a. Same Santa	and the same of th
14	septembi	re 1988, a décide	n de PREMIÈRE OBLIG réuni le i:

SICAY COURT TERME RÉGULIÈRE INVESTIE EN VALEURS D'ETAT OU GARANTIES PAR L'ÉTAT

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

1º) D'instaurer un droit d'entrée unique, réduit à 0,10 %, (quel que

soit le nombre d'actions souscrites). 2º) De redéfinir la composition du portefeuille : les investisse-

ments porteront exclusivement sur des valeurs d'Etat ou garan-La SICAV sera ainsi strictement conforme à la réglementation

relative aux placements des organismes d'HLM, et notamment les OPHLM et OPAC. Ces mesures prennent effet à compter du 15 décembre 1988. Les souscriptions peuvent être effectuées auprès des bureaux du Trèsor Public, des Caisses d'Epargne de l'Ecureuil, et de la Caisse des dépôts et consignations."

Société d'Investissement à Capital l ——— gérée per la Calsse des dépôt

# Marchés financiers

BOURSE DU 19 DECEMBRE													
Companies VALEURS Cours Premier cours	Demier%			glemen	t mens	suel			Co	VALEU	RS Cours Premier cours		%
1048 B.H.P.T.P 1055 1056 1146 C.C.F.T.P 1168 1169	3855 - 044 1064 - 009 Compan- 1168 - Select	LEURS Cours Premier Demier cours	% Compe	VALEURS Cours	Premier Demer	% Compen-		Court Premier Demier		740 Deutsche Br 985 Drastinar Bo 51 Driefontein	mt . 1020 1034	1037 + 1	3 55 1 67 0 59
1830 Reneult T.P 1448 1462 1830 Reneult T.P. 1687 1872	1090 + 0 09 1453 + 0 35 885 Criss 1695 - 0 12 575 CSE	lanSign.jst 572   574   580   -	0 88 3220 2 10 2420	Legrand (DP) ± 2380	3250 3240 2350 2341	+ 0 43 800 - 1 64 280	SaulChitz (E)+	837 836 835 260 70 260 252 20	- 325	180 Ou Pont-Ner 270 Eastman Ko 27 East Rand	dat 268 50 270 5 28 05 25 1	0 270 50  + 0 0 25 10  - 2	1 98 0 74 3 85
1274 Thomson T.P 1299 1299 1299 528 Accor 654 658	1289 3300 Dans	art S.A. \(\pm\$. 3290 \) 3298 \(\pm\$. 3255 \) - ierich \(\pm\$. 1596 \) 1591 \(\pm\$. 1570 \) -	3 06 970 - 1 06 2100 - 1 63 710 - 415	Laray-Someric 1050 Lasseur 2045 Locabel framob. 721 Locatence t 433	1051 1045 2045 1995 720 718 433 435	- 0 48 1000 - 2 44 550 - 0 28 50 + 0 46 650	Schneder ±	950 5571 568 570 49 48 80 671 670 656	- 0 18 3 - 0 91 2	250 Electrolus. 115 Ericsson. 256 Exxon Corp. 295 Ford Motors	334 90 341	340 + 1 269 90 + 0	1 21   1 52 0 90   0 95
2400   Alcatel ±   2400   2417   2460   Alc. Superm 1550   1575   1310   ALS.P.L   310 50   317	2415 + 063 425 D.M.C 1575 + 161 Group 316 + 177 2550 Dodg	C 415 416 415 ot Assur. + 318 320 314 10 of France + 2620 2615 2611	123 290 034 3170	Locindus 857 Luchaire 290 L.V.M.H 3185	857 858 290 285 3180 3182	- 0 12 770 - 1 72 425 - 0 09 1400	Seb *	775 770 764 441 50 440 442 485 1500 1455	- 142 + 011 - 202 2	47 Freegold . 90 Gentor 255 Gén. Electr.	45 45 45 91 91 267 80 253 8	44 95 - 1 91 269 80 + 0	1 10 0 75
2250 Arjona, Prioux * 2178 2175 2 570 Australia Rey * 559 550	380 - 1 10 720 DESE 2170 - 037 1470 Sex 548 - 1 79 1800 Esca	(Gén.) 1538   1540   1540   1 * 1707   1700   1710   1	2 35 1420 0 13 58 0 18 205 0 35 365	Lyona Etur # 1500 Mais Phinix	1500 1505 0 57 57 10 198 198 357 10 380	+ 0 53 730 + 0 53 730 - 0 50 555 + 0 56 1210	Séc :	158 10 156 156 710 720 706 534 534 528 191 1190 7161	- 028 4	590 Gén. Belgiqu 180 Gen. Matori 128 Goldfields - 49 GdMerropol	508 515	515 + 1 134 - 1	1 37 1 38 1 47 2 40
625 Av. Dessait + 670 658 BAFP + 404 365 10 280 Ball-Suipen + 280 281	643 - 403 - 406 - 5. 387 - 1.73 345 EF-Ac 307 - 4	Dastault . 413 406 410 - guitaina 389 90 374 389 - foorblic.	073 220 024 3260 364	Matra + 237 5 Mersio-Gerin + . 3200 Metaleurop 82	0 238 236 50 3171 3170 83 82	- 0 42 815 - 0 94 525	Sigos n	827 827 830 520 527 526 141 140 50 140 50	+ 036	36 Harmony 73 Hitachi 120 Hoschet Akt	35 20 34 30 77 78 L. 1029 1038	78 + 1 1034 + 6	1 99 1 30 0 49
475 Ca Bancaire # . 486 10 486 10	840 + 129 3330 Emilio 28170 + 133 1700 Emilio	#3390   3381   3362   - # fot (09) . 1765   1700   1700   - \$AF. \( \) . 296   295   300   4	321 174 083 1590 341 182 135 410	Michelle	183 181 10 1590 1590 0 183 181 50 400 400	+ 0 61 170 + 0 06 2950 - 0 33 109 - 0 50 285	Sogenal (Ny) 2	106 50 108 108		107 imp. Chemic 1885 IBM 190 (117 199 Ito-Yokado	720 725 307 90 308 50 210 10 210	725 + 0 309 50 + 0 208 90 - 0	1 11 0 69 0 52 0 10
510 Bégkin-Sey x . 520 518 905 Beryer (Ma) . 389 874 - 820 Bic x . 806 801	872 + 0 35 1350 Europ 803 - 0 37 2250 Europ	mace 1420   1428   1425   1 nm ± 1340   1312   1320   - narchi 2271   2288   2285   1	0 35 103 1 49 1180 0 52 121 0 82 385	Modinez 97 4 Navig. Misse 🛊 . 1735 Nord-Est 🛊 131 1	0 97 50 97 50 1145 1126	+ 0 10 2280 - 0 79 1300 + 1 07 665	Source Perrier # 12 Source Perrier # 12	145 2149 2147 340 1335 1338 555 663 653	+ 009 2 - 015 1 - 031 3	175 Mac Donald 112 Metsushita 125 Merck 165 Minnesota M	122 90 126 66	126 60 + 3 345 + 1	1 36 3 01 1 44 1 23
2190 81.5	1927 + 0 72 46 Euron 1927 + 0 72 1230 Euron 1100 Facon	**************************************	1 27 590 0 08 730 0 47 1410	Noovelles Gal. 597 Octad. (Gén.) x 780 Omn.F.Pass . 1419	599 585 755 755 1405 1405	- 205   445 - 201   750 - 086   310 - 099   380	Strator # Suez Synthelistic #	775 751 754 304 304 90 303 367 384 358	- 142 2 - 033 2 + 027	50 Mobil Corp. 105 Morgan J.P. 26940 Nesdé 120 Nesder	271 272 80	272 80 + 0 216 - 0 27330 - 0	0 59 0 46 0 65 0 20
5600 E.S.J	7750 + 123 198 Finest 583 + 034 153 Finest	161 203 205 203 90 4 Lillest 151 151 152 4	042 396 044 3790 066 455 093 420	Olida-Caby +	408 410 50 3951 3880 0 452 451 400 10 398 10	- 0 36 - 0 35 4120 - 0 11 199 - 1 96 306	Thorson-C.S.F.	730 215 215	- 186 17 + 089 20 + 045	85 Norsk Hydro 121 Ofsi 170 Petrofina	103 30 101 50 110 20 111 2153 2146	0 102 - 1 111 + 0 2146 - 0	1 26 0 73 0 33
177 Casino	174 - 0 63 1700 Gaze	ogns 420 423 423 4 R Eaux 1611 1620 1811	0 95 1080 0 71 370 1180	Penhoet 350 5 Pemod-Ricard 1190 Paugeot S.A. 1203	1012 1025 0 361 355 10 1178 1168	+ 1 18 72 + 131 1120 - 185 370	- (cartic) T.R.T. \( \pm \) 11 U.F.BLocab. \( \pm \)	73 40 73 50 74 350 1365 1373 352 352 350	+ 082 + 170 - 057	55 Philip Mome 92 Philips 77 Pincar Dome 175 Chrismes	96 97 16 76 70 78 40 380 358	97 50 + 1 78 40 + 2 358 10 - 0	1 03 1 56 2 22 0 53
830 Crestor, Duch. Inv. 865 1030 C.C.M.C 1073 1060 1 615 Censium 800 600	060 - 2 14 3100 Group 600 - 790 GTM-	nd 540 532 532	1 47   1200 1 48   565 0 18   1070 0 39   680	Poliet # 582 Prétabail Sig 1134 Promagaz 641	1208 1218 585 581 1120 1135 680 634	+ 1 25   840 - 0 17   545 + 0 09   825 - 1 09   170	ULF. # I	337 532 534 345 850 850 176 178 178	- 401 - 056 + 059	Rangiontes Royal Dutch 47 Rio Tento Ze 38 Seet. 8 Seet.	391 389 56 689 688 ac 43 95 43 65	698 + 1 43 65 - 0	0 38 1 31 0 68
1810 CFAO. 1930 1925 1 390 CGE 396 10 396 10 1270 CGLP. 1278 1275 1	930 250 Hache 395 - 0 28 695 Haves 253 - 1 96 575 Hache	sta # 262 90 263 50 264 +	0 42 2500 0 15 560 0 35 67	Printemps 585 Promodès 2569 Radiotecho 801 Refi. D. Total 74	571 575 2574 2563 501 505 74 72 10	+ 177 705 - 0 62 605 + 0 67 240 - 2 57 385	Valourac #	730   734   730   . 552   550   658   . 237   232   228 70	+ 109 11 - 350 11	45 St Helena Co 93 Schlumberg 04 Shell transp.	44 10 44 190 50 193	44 10 193 + 1 111 - 0	31
1060 Cinetus franc. ± 1128 1129 11 490 Cinb Médison. ± 508 508	135 - 0 67 1160 Haseh 135 + 0 62 250 Imaka 506 - 0 39 320 Imam	inson 🛊	1 10   3070. 0 15   325 2 14   1290	Reducte (La) ★ 3171 Reduct francière 315 Roussel-Ucief ★ 1260	3170 3170 317 317 1259 1251	- 0.03 675 + 0.63 133 - 0.71 160	Amer. Express	131 10 130   130   161   160 50 180	- 0 55 21 - 0 84 - 0 62 15	Semens A.C Sony 48 Telefones 36 T.D.K.	340 10 345 45 10 46 29 235 237 50	345 + 1 46.25 + 0	33
345 Colors ± 345 50 345 20 650 Colors ± 652 650	346 20 - 0 09 5280 Ingl. 6 647 - 0 77 540 Ingents 205 - 2 84 1300 Ingents	Minings . 6200 6100 8100 - 540 543 543 +	2 81 865 1 61 3340 0 56 170 0 28 1630	RUcist-CN 🖈 . 833 R. trupésiale (Ly) 3125 Sada	833 835 3100 3100 170 10 170 10 1619 1620	+ 0.24 184 - 0.80 51 + 0.06 415 + 0.06 930	Anglis Amer. C	91 10 82 50 92 60 108 404 404	- 122 2	47 Toshiba Con 40 Unilever 30 Unil Techn. 10 Vasi Rests .	342 50 345	49 + 1 348 + 1 243 + 1 395 - 1	02
880 Créd Foncier * 830 843 456 C. F. Intermet. * 445 450	855 + 301 890 Labina 452 + 157 1530 Lab. 8	al x 815 811 816 + Relicon 1683 1680 1645 -	041 530 012 1040 284 2030 007 670	Saist-Gobain . 543 St-Louis # 1020 Saiomon 2130 Saivepar 675	543 543 1010 1020 2100 2100 648 648	1010 78 - 141 153 - 4 89	Buffelstont	73 50 73 50 73 50 154 80 167 98 167 99	+ 194 3	35 Volvo 35 West Deep . 20 Xerze Corp.	343 343	162 + 1 343	57
	464 10   - 0 82   1200   Rebon		770	Sanofi 🛊 735	734 728	- 122   62		52 80 64 64		94 Yamanouchi 2 10 Zambia Corp		16/1	46
VALEURS % % do coupon	VALEURS Cours	Dervier VALEURS Company	Demier cours	VALEURS	Cours Demier préc. cours	VALEURS	1	Rachett VALEURS	Emissio Frais in		VALEURS	Emission Rec	chet.
Obligations	C.L.C. (Finenc. de)	182 70   Lonny (Sul)	2184 1380 21	Tour Effel	\$78.50 650 250 250	A.A.A.,	21195	Prancis Piece 208 28 Francis Régons 461 47 Francis Associtions	1037 9	90 1007 67	Peninsies Relate Pervala Pheno Piscamenta	633 80 615	2 15 5 15 7 17
8:0 % 78/33 102 40 4 298 10,80 % 78/94 105 35 3 138	College	710 Magnains Unipris	380	UAP U.T.A Vices	302 303 1950 1820	Actions electronnies Actificacei  AGF. Actions ins-Cl	573 47 615 56	552.74 Fruci-Spargre	282	22 27 53 97 32 48	Placement A		9 43 1 52
-13,25 % 80/90 104 10 7 224 13,80 % 81/88 100 34 12 782 16,20 % 82/90 107 89 16 033	Complete Can Industriale Comp. Lyon Alam. Concords (La)	362 Métal Déployé 436 : 2970 Mors	136 . 98 20	Vintoria Vintor Waterman S.A Bress. du Marce	135   136 10 655 130   135	AGF, SOOD AGF, SCU AGF, Fonsier	581	586 83 Frucidor	245 4	44 241 B1 B7 779 33	Placement J	58494 57 56494 56250 44 56250	4 57
16 % jun 82	C.M.P 516 Crid. Gén. Ind 516 Cr. Universal (Cir)	15 80 Optong	405 1995 1229	Étran	•	A.G.F. invest	432,74	422 19 Fructiver	4362.7	71 4341 86 87 573 67	Première Obligations Présoyance Econoxii Pre/Association	10948 38 10927	7 11 <b>0</b> 9 58
11% tile. 25	Créditel  Darbley S.A.  Degressent  Debignein S.A.	152   Patris Horresum	624 600 200 375	A.E.G. Akzo Alem Alem Algemene Bank	439 430 174 80 184 120 10 118 40	A.G.F. Sécrété Agêmo Alasti	10755 21 10	9755 21 Fotunding	11362	20 1096 64 70 89797 21	Chairtz	11706 114 109	4 18 1 06 3 45
OAT 10 \$ 2000 107 82 5 644 OAT 9,90 % 1997 108 18 0 163 OAT 9,80 % 1996 106 75 8 875	Deltanan S.A. Delman-Veli, (Fin.) Didot-Bonin Esut Bess. Vichy	1860 Peris Francis	216 252 324	American Brands Am. Petrolica Arbei Arbei Asbei	320 310 10 386 400 600 175 50 175 10	ALT.O	5429 24	182.76 HL.M. Monétaire	11229	1080 28 <b>♦</b>	Revenus Trionescosis Revenu Vert	9830 87 5476 1188 23 1170 14863 05 14580	
Ch. Franco 3 %	East Vital	2476 Peters. Ries. Dis 1320 1377 Pathé-Chainn	1325 911 307	Benco de Santander	364 355 60 460 452 2000	Amplitude Arbitrages court term Associa	556 24 e . 5627 51	540 04 6 Separations France	15354 9	M 15324 29 18 18780 13	St-Honoré dio diment St-Honoré P.M.E St-Honoré P.M.E	794 44 745 551 41 525 484 30 443	
CHB Suss	El-Antarges	720 Piles Worder	1950 173 458	B. Régl. Internet. Br. Lambert Conscien-Pacific Chronier corporation	35000 34500 565 561 95 20 95 20 158 180	Anni Fiar Austic Anni CLC	1342 07	310 78 Japace 302 98 Japace spargre 302 05 Latitus-Amérique	241 1	237 55 0	St-Honord Stant St-Honord Sendenment . St-Honord Sendon	11897 81 11840 12041 79 11981 800 46 481	
CFF 10,30% 88	Epirgue (0	4176 Promoties	3500	Call Commercials	25 30 25 40 775 770 820	Aza Europe	118 57	113 29 Latino-Especies	2713	31 259 01 34 306 61	Settonori Technol Settonori Valor Sicurioc	12429 90 12429 5682 78   5677	7 20
CRH 10,80% déc. 85	Etrnik	2540 Hidne-Fool. (c. ins.)		De Reers (port.)  Dow Chemical  Gin. Belgiose  Givent	500 525 730 720 1215	Bred Associators . Capital Plus	2981 95	1744 Laffer-Uspen	363 7	79 375 53 19 139 56	Sicuri Taux Silinstern Crointenne Scondinn (Canden BP)	10918 54 10818 525 74 510 722 03 716	043 629
	France Clief 500 Force Lygannian 427 Foncine	1170 Rossio (Fin.)	670 192 222 589	Gitton Goodyser Grace said Co GTE corporation	171 111 50 283 292 144 144 266	CP heir AGF Actions Composedor Composedor	5180 48	Leffins-Rend Leffins-Tokyo 109 72 Leffinde	3513	31 344 93 16 5192 37	Sicry Associations S.F.L. fr. ex étz Sicry 5000	1449-01 1446 942-05 623 369-67 368	3 35 1 80
Actions	Foreser	1082 SAFAA	965 1530	Hoseywoll is:	330 325 885 848 42 42 50	Convenimento Cradinar Desugn-Forecto	359 06 495 53	344-31 Lion-lestisationnels 482-07 475-05 Leon-lestisationnels	24108 T	13 24048 01 5 780 05	St.G	782 72 746 574 35 558 415 35 404	98 123
Agecte (Std. Fis.) 1711 A.G.F. (St Card.) 580	From Peel Record	5700 Sags	190   462 20   74 90   210	Latonia  Licturd Sant, Pic  Alineral Restourc.  Nocenda	43 50 43 10 57 50 109 10 110 20	District-Investige District-Sécuriei District-Sélection	982 75	938 19 Lorn Tresor	4687 6820	74 455 09 19 642 81	Statement	214 42 212 427 74 416 1149 76 1116	29 27
Arbai 500 520 Arbai 235	Gauntert	900 SCAC	501 446 50 162	Olivetti Pakhoed Holding Pficer Inc. Procor Gembia	24 24 288 292 340 346 490 481	Ecuca: Ecucai Monétaire Ecucai Privatemient	31149 89 31	189 98. Middescande	422 5 5708 5	57 403 41 58 5708 58	Sogner	351 43 238 1024 98 988 1325 07 1284 496 64 474	95 98
Avenir Publishi 880 800 800 800 800 800 800 800 80	Groupe Victoire 787 G. Transp. Incl 544	900 Sizetsi	366	Ricult Cy Ltd	55 50 57 10 258 268 60 283 284	Bisah Energie Epenic	2027103 2 23151	127103 + Moneten	56790 96 14604 6	5 56790 95 + 51 14604 61	Stratége Actions Stratége Rendement Technosic	1087 88 1046 1150 59 1114 1126 36 1093	604 137
Birray-Coest   229   236 50   Birséctine   \$000   \$000	Herito-Hictrie-Zan	210 Seven	290  1905 736	Rotiumeo Selpest Secue Group Shell fr. (port.)	477 475 50 9 50 9 50 35 34	Epargue Associations Epargue Capasi	4298.36 4 25401.83 25	1287 64 Natio_Epergne Natio_Epergne Traisor	. 6442 4	14090 10 13 6429 57	Techno-Gen Techno-Gen Transconoments	5064 99 5789	97 1 68
801-Marchi 211 10 Call 648 648	Imecoscopie Immoh. Marvelle	8150 Solice	600 765	S.R.F. Aktioholog Steel Cy of Cas Squibb Teeneco	365 365 106 102 403 285 50 280	Eptergne Court-Tentra Eptergne Ordesanon Eptergne-Industr	1454 37 1	509 05 Natio-Inter. 416 46 Hatio-Obligations	1234 Si	1201 93 549 88	LLAP, investing. LLAP, moyer terms	413 83 398 107 70 103	87
CAME 147 151 Carbone-Commine 690 890 Case-Podelin 35 e	Jager 199 90 Latino-Bell 450 Lambert Februs	193 20   Solingi	1211 172 570	Thora BM	66 65 40 10 40 1781 1800	Eptegne loter Eptegne J Eptegne Long-Teame	527 55 55141 71 55	Natio Placements 14171 Natio Revenu	67281 86 1057 66	6 67281 96 6 1047 19	Uniforce Uniforcier Uni-Garantie	500 11 482 1237 95 1193 1388 48 1382	20
C.E.G.Frig	Lite-Bounites Loca-Expension Locations Location	825   Southell	620 257 745 2900	Wagons-Lits West Rand Whitesus Corporation	1240   1240 8 05   8 05 188   ,,,,	Epague Monde Epague Pranière Epague Oblig	1141 70 1	111 14 HatioValeura 976 52 Hippon-Gan		4 706 32 2 5750 09	Uni-Régions Uninessa Uninessa	2807 04 2705 2377 75 2299	58
Champer (Hy) 158   155 o	Louis Voltage	715 Teent-Angulas 278	271	Hors-	290	Epagne-Unia Epagne-Unia Epagne-Valaur	1088 65 1 1219 42 1	195 05 ' Nord-Sud Développ 1959 52   Noonani 175 34   Oblice Régions	12459 35 126 1	5 12215 05 1 124 86	Univers-Actions	1124.25 1087 1611.91 1558 615.97 503	29 191
Cote des c	hanges	Marché libre d		Calciptos Chambouroy (AL) Codeny Copenhar C. Occid. Forestiline	175 175 976 281 115 115	Episco	1320 85 1	318 01 Obligations Cossert 116 34 Obligations casely 248 05 Obligation	4315	7 412 1 154 20 e	Valeng	1828 86 1626 41710 98 41690 23661 21 23637	23 13
	9/12 Achet Vents 5 014 5 820 6 200 7 101	ET DEVISES préc	19/12 80100 80660	Coparex Gentet Guy Degraves	377 366 65 60 65 690	Estodya Esto-Gan Esto-Marii	1073 59 1 5517 04 5	038 29   Oblisiousité	. 10107 . 209 04	10107 4 203 94			4
Alemagna (100 044)	H1 720 331 250 351 250 16 292 16 700 18 700 02 770 282 312 88 320 84 500 91 500	Pièce française (20 tr) 469 Pièce française (10 tr) 430 Pièce soinne (20 tr) 489	467 489 462	Herin Immobiler Mercaesvice (bons) Higolas Particip, Percier	240 240 19 19 50 d 600 915 d	Finand Placement Finand Valorisation Foresigns (div. par 10)	61542.34 61 13990.46 13	542 34 Orvator	. 5608 84 . 588 96	4 5406 11 6 564 95 16302 40	PUBL		•
Norvege (100 k)	92 200 87 600 94 500 10 949 10 600 11 300 4 104 3 400 4 200	Souterain	462 587 2676 1375	Rémy et Associés Rosenso N.V. Sensa-Metra Serv. Equip. Vah.	286   284 80 184 30   184 414   422	France-Gan	256 41 6874 55 6	250 28 Paribus France	97 1013 66	94 17 6 998 69	FINAN		E
Suisse (100 fr.)	04 980   392 790   414 750 98 540   94 500   101 500 48 580   47 050   50 050	Pièce de 5 dollars	3030 479	S.F.R. Seé Lectours du Monde Ufines Union Brittseries	484 640 380 142	France-Obligations	403 71	385 40 Parities Patrimone 454 71 Parities Revenu 397 26 Parities Valor	. 572 41	1 50111 5 9351	Renseign: 45-55-91-82,		٥
Espagne (100 pes.) 5 277 Porsugai (100 esc.) 4 112 Canada (S can 1) 4976 Japon (100 yens) 4836	5 286 4 900 5 400 4 110 3 700 4 400 5 007 4 820 5 200 4 847 4 880 4 900	Or Zerich						: demandé - • : p					-

DE LINET

4.

المكذا من الأصل

## **ÉTRANGER**

- 3 Après l'amorce d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP.
- 4 Les suites du tremble de terre en Arménie. - M. Mario Vargas Llosa, can-
- didat à l'élection présiden tielle au Pérou. Les e bons mots a du prince

## POLITIQUE

- 7 L'opposition échéances européennes. 8 Les déclarations M. Rocard à TF 1.
- 9 La dissolution du PSU. 11 Les élections partielles.

## SOCIÉTÉ

12 Une charte des immigrés en Europe. 14 M. Charles Hernu devar le tribunal de Paris.

26 Campus. Education.

## CULTURE

- 17 Musiques : ouverture de la saison lyrique à Venise, Pavarotti metteur en scène. Charles Trenet au Châte-
- 18 Un entretien avec M. Han PDG de FR 3.

## - Le Livre CGT bloque les journaux du groupe Her-

## ÉCONOMIE

- 27 Peugeot et Fiat investissent 3 milliards de francs dans le Nord. 29 Désendettement :
  - e prudent optimisme s la Banque mondiale. Le conflit des transports

## 30 Rhône-Poulenc l'américain Callahan.

## SERVICES

 Automobile : assurance on direct ..... ASSUR Chaque matin : l'actualité vue par la Monde . . . JOUR Météorologie .......... 20 Arménie : où adresser vos

Mots croisés .......20 dans ? ..... INT a Abonnez-vous au Monde Radio-télévision . . . . . . 20 

TÉLÉMATIQUE

3615 tapez LEMONDE

## La grève à la RATP

## La CGT à l'épreuve

On votait, lundi 19 décembre au matin, dans tous les ateliers de petit entretien du métro parisien paralysés par la grève. Aux Lilas, a Fontenay-sous-Bois, Charonne, Saint-Ouen, Auteuil et Boissy-Saint-Léger, les ouvriers étaient appelés à dire s'ils acceptaient les ultimes propositions de la direction de la RATP pour améliorer le déroulement des carrières.

Selon les premiers résultats, les ateliers de Charonne, de Saint-Fargeau et de Boissy-Saint-Léger ont voté pour la reprise du travail alors que ceux d'Auteuil et des Lilas ont décidé de poursuivre leur mouvement.

Pour sa part, la CGT, qui soutenait le mouvement en réclamant une augmentation salariale de 1 000 F par moia et en refusant de signer un protocole d'accord pour seulement 300 F, semblait aujourd'hui chercher une issue au conflit. La grève est impopulaire, et le gouvernement ne cédera pas malgré les perturbations du trafic. D'un autre côté, la CGT se trouve placée dans une situation délicate. Ce n'est pas elle qui a lancé le mot d'ordre de débrayage dans les ateliers de petit entretien, où les jeunes ouvriers, exaspérés de voir les conducteurs moins qualifiés qu'eux obtenir des primes supplémentaires, ont lancé le mouvement spontanément

La combativité demeure grande parmi eux : le mécontentement des usagers les touche peu. et ils ont inventé un système de grève relativement indolore en rémunérant certains d'entre eux pour cesser le travail à des endroits stratégiques. Il n'est pas sûr qu'ils suivront sans rechigner la CGT dans une recherche de compromis.

La direction de la RATP indique que les lignes 5 (Bobigny-Place d'Italie) et 9 (Pont de Sèvres-Montreuil) reprennent. La ligne 2 (Nation-Dauphine) rouvrira le 22 décembre et la circulation sur la ligne B du RER redeviendra normale le 26 décembre. Enfin, sur la ligne A du RER, la circulation sera normale les 22 et 23 décembre puis, du 24 décembre au 2 janvier, assurée à 60 % de la normale aux heures de

 La France et l'Arménie. Lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, dimanche 18 décembre. M. Michel Rocard a annoncé que la France va affréter cinq nouveaux evions, un train et un navire pour venir en aide à l'Arménie. D'autre part, M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national du PS. charcé des droits de l'homme, a dénoncé des autorités soviétiques contre les militants nationalistes arméniens ». Le PS a décidé, d'autre part, d'affréter un avion spécial pour achemines en Arménie des produits de première nécessité. Les fédérations et les sympathisants socialistes sont invités à adresser leur contribution à M. Henri Emmanuelli, Solidarité Arménie, BCCM, place de la Bourse, compte 75001 Paris. nº 0223.1008.2051 (code banque 42659, code guichet 00002).

· Cinquante-cinq morts fors du naufrage d'un ferry au sud de la Chine. - Au moins cinquagte-cinq personnes sont mortes et sept autres sont portées disparues à le suite du naufrage d'un ferry transportant des écoliers vers l'île chinoise de Hainan (sud de la Chine), ont annoncé le 18 décembre des journaux prochinois de Hongkong.

Le numéro du « Monde » daté 18-19 décembre 1988 a été tiré à 545 995 exemplaires

## A Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes)

## Un mort et une dizaine de blessés dans un attentat contre un foyer de la SONACOTRA

de notre correspondant régional

Un attentat à l'explosif a été commis, dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 décembre, contre un foyer-hôtel pour travailleurs immigrés, géré par la SONACO-TRA, à Cagnes-sur-Mer. Il a provoqué la mort d'un ressortissant roumain, Georges lordachescu, quarante-huit ans. Une dizaine de personnes ont été blessées, dont une sérieusement atteinte.

Trois explosions presque simultanées se sont produites vers 3 h 30. Les deux premières charges avaient été déposées sous une voiture en stationnement devant le bâtiment, la troisième sous l'escalier de l'une des trois entrées. C'est au moment où les locataires, pris de panique après les premières explosions, ont voulu se précipiter à l'extérieur qu'ils out été victimes de la troisième. L'attentat

## Précédents

De nombreux attentats ont déjà visé, dans la région Provence-Côte-d'Azur, des foyers d'immigrés ou des établissements fréquentés par ceux-ci.

mgi 1986, plusieurs actions violentes furent ainsi conduites dans les régions de Toulon, de Mar-seille et de Nice. Elles evalent été sttribuées à des « commandos de France contre l'invasion maghrébine ». Le 17 août de la même année, à Toulon, quatre hommes, dont Claude Noblie, président de l'Association SOS-France, avaient été tués par l'explosion d'une bombe qu'ils

transportaient dans leur voiture. Le 11 mai 1987, trois personnes avaient été blessées dans un attentat contre la Maison de l'étranger à Marseille.

Dans la nuit du 8 au 9 mai, une explosion provoqués par une bouteille de gaz placée au pre-mier étage du local avait fortement endommagé un foyer-hôtel de la Sonacotra à Cannes-La-Bocca, Quatre personnes avaient été légèrement blessées. Cat attentat avait été revendiqué par un « mouvement contre l'invasion maghrébine », organisation inconnue jusque-là mais tenue pour une émanation des « commandos de France contre l'invasion maghrébine », eux-mêmes liés à l'époque à l'association

Au mois de juin suivant, le directeur du foyer Sonscotra de Nice avait découvert et désamorcé une bombe de fabrication

Le 16 octobre, un bidon d'essence enflammés fut lancé contre la façade du consulat d'Algérie à Nice,

Enfin, le 24 octobre, un nouvel attentat causait d'importants dégâts à la Maison de l'étranger à Marseille, déjà attaquée le 11 mai 1987.

● L'Airbus A-320 autorisé aux Etats-Unis. - La certification, autorisation obligatoire pour tout avion, a été accordée par l'administration américaine de l'aviation civile au biréacteur Airbus A-320, dans ses deux versions 100 (de base) et 200 (rayon d'action allongé), équipées de moteurs CFM de General Electric et SNECMA. Cette certification permettra l'entrée en service, au printemps prochain, de cet appareil sur les lignes nord-américaines de la compagnie Northwest qui est, avec cent appareils commandés, le plus important client du consortium européen.

(Publicité)

Indemnité complémentaire

mer (ANIFOM) rappelle que la loi du 16 juillet 1987 prévoit l'octroi

d'une indamnité complémentaire aux personnes précédemment

ndemnisées en application des lois du 15 juillet 1970 et 2 janvier 1978. Ces personnes ou feurs héritiers qui ne se seralent pas encore manifastés, doivent adresser leur demande à l'ANIFOM, 207, rue de

Bercy, 75570 PARIS Cedex 12. Imprimés disponibles dans les

prélectures à l'ANIFOM ou dans ses délégations régionales.

RAPATRIÉS:

L'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-

# avait donc été conçu délibérément

pour tuer. Selon la police judiciaire, les trois charges étaient d'une très forte puissance. Sept voitures ont été entièrement détruites. L'attentat n'avait pas été revendiqué lundi en fin de matinée, mais

plusieurs dizaines de tracts ont été retrouvés à une centaine de mêtres du foyer. Ces tracts dactylographies sont frappés d'une étoile de David dans un cercle. Leur texte est très court : - Pour détruire Israel. l'Islam a choisi l'épée. Pour ce chaix l'islam périra par le sang versé d'Israël, parce que l'islam c'est l'holocauste - Ce texte est signé OJC groupe Massada, Ext, Chouvou Bonim. L'OJC (Organisation juive de combat) a déjà revendiqué une opération de commando, le 30 décembre 1987, contre le journal du Front national, National Hebdo, et le saccage le 17 janvier 1988 de deux librairies parisiennes d'extrême droite à Paris. Le 1" mai dernier, l'OJC a, de nouveau, etta-qué le siège de National Hebdo et celui de la Fédération parisienne du Front national ainsi que celui de l'état-major de M. Jean-Marie

Par ses circonstances il rappelle ceiui qui avait été perpétré, égale-ment à la fin d'un week-end, le 9 mai 1988, dens la nuit suivant l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, contre un autre foyer de la SONACOTRA, à Cannes, où deux personnes avaient été blessées.

Ouvert en 1980, le foyer SONA-COTRA de Cagnes-sur-Mer, situé au nord de l'agglomération, en bordure d'une route fréquentée conduisant à Grasse, comprend une centaine de lits et accueille des travailleurs maghrébins, en grande majorité tunisiens. Le résident qui a trouvé la mort était le seul de nationalité roumaine. Le foyer est en permanence surpeuplé (une fois et demie sa capacité) de locataires clandestins, et le nombre des victimes de l'attentat aurait pu être beaucoup plus important.

Selon le sous-préfet de Grasse M. Bernard Larvaron, le foyer n'avait pas fait l'objet de « menaces récentes et précises » en dehors de celles « régulières » reçues par la SONACOTRA.

**GUY PORTE.** 

## -Sur le vif

## Un cercle vicieux

vicetard, le poterd. Je devreis pas généraliser, je sais. Il y en a qui sont des chats, il y en a qui sont des chiens. Manque de bol, ce matin, c'est un méchant qui me téléphons. A cran :

- Allo, c'est toi ? C'est Gémetamaissous. J'espère que vous allez enfin parter de nous dans ton journal de crotte. De nos revendications, de notre marche sur l'Elysée hier aprèsmidi. de...

- Parlons-en, justement i Je suis restée bloquée une heure dans un embouteiliage à cause de ce défilé minable. Vous étiez à peine mille. Alors qu'il y a une pharmacia tous les 100 mètres à Paris. Où ils étaient, tes collè-gues ? Ils jouaient au golf ? Ils avaient peur de pas pouvoir ranger leurs Rolls place de la Bas-

 Ah i je t'en prie, épargnemoi tes sarcasmes de vieille intello de gauche !

 Et toi, éparane-moi tes iérémiades i Les prix des médicaments erretent pas d'augmenter, et vos bénefs avec.

Ouais, ben, les bénafs y en a pas bézef si t'es jeune et que tu t'endettes pour acheter....

- Une mine d'or marqué d'une croix verte, oui, je sais. Dire que c'est nous, les salariés qui vont les aider à devenir proprios en finançant un fonds de solidarité de cent millions avec l'argent de nos impôts ! Quand je pense à ce que gagne une infirmière et que je vois vos affi-chettes : avis à notre clientàle. On nous égorge | Au secours |

 Et nous, on vous aide pas, peut-être ? On se tape l'interninable liste de vos bobos - i'ai des vertiges, j'ai des lourdeurs, j'ai des nausées, j'ai des douleurs côté droit, non côté gauche; on yous rassure, on yous saille, et on...

Et on boycotte les grands labos nationalisés en nous fourquant telles gouttes plutôt que tel sirop. Tu crois vraiment que ça va lui faire bobo, ça, à mon Rocky, dis chéri ?

- A lui, non. A toi, oui. Attends un peu qu'on ferme boutique pendant les fêtes de Noëi. Grèves + grippes = catastrophe nationale. Et tu seras encore obligée de casquer. Après l'impôt-sécheresse, le vont nous voter un impôt-crève, et ce sers bien fait pour tes fesses.

CLAUDE SARRAUTE

## **Grands Prix nationaux**

Le ministre de la culture, M. Jack Lang devait remettre lundi, en fin de matinée, à l'Opéra de Paris, près de vingt grands Prix nationaux. Ils couvrent presque tous les domaines de la création artistique. Pour la première fois cette année un Grand Prix de la création indus-

Le Pen

trielle à été décerné, trielle à été décerne.

ARTS GRAPHIQUES: Hingo Pratt. —

Né en 1927 à Venise, Hingo Pratt est le
père du célèbre Corto Maltese, héros
légendaire de la bande dessinée, aventurier

romantique et anarchisant. Hingo Pratt a
déconvert la bande dessinée avec les Amé
ricains Milton Cannif et Will Eisner. Il en
a retenu un dessin net et une utilisation

très caractéristique du noir et blanc. Il
publie, d'abord en Argentine puis en Italie,
de nombreuses séries: Sergent Kirk, Erni

Pike, les Scorpions du désert.

TRADI (CION Combe Configue. — Né-

TRADUCTION :Claude Conffon. - Né en 1926 à Caen, Claude Couffon s'est fait en 1926 à Caen, Claude Couffon s'est fait surtout comaître par ses études et ses traductions dans les domaines hispaniques et latino-américains. Auteur d'études sur Nicolas Guillen, Rafael Alberti, Miguel Angel Assurias, et sur le poète haîtien René Depestre (1986). Traducteur de Lorca, de Neruda, de Luis Mizon, collaborateur anx Lettres françaises et au Monde, maître de conférence à la Sorbonae, Claude Couffon est également poète.

poète.
POÈSIE: Jacques Dupia. – Jacques
Dupin est né en Ardèche, en 1927, Installé
à Paris après la guerre, il travaille à la
galerie Maeght et se lie d'amitié avec les galerie Maeght et se he d'amitié avec les peintres et les poètes qui en sont proches. René Char l'influencera, du moins, à ses débuts. L'Epervier (1960), Gravir (1963), L'Embrassure (1969), Contumace (1986) et les Mères (1986) sont les principales étapes d'un cheminement poétique marqué par la tension d'une langue violente, éclatée. Dupin a également publié des études sur Mino et Giacometti.

Paris. A seize ans, elle est engagée dans le corps de ballet et, en 1984, est nommée étoile. Elle dame les grands rôles romanti-ques, travaille avec des chorégraphes aussi différents que Nouveev, Forsythe, Rob-bins... Elle est la meilleure, elle possède la

THEATRE: Armsud Gatti. — Né en 1924 à Monaco, Armand Gatti n'a jamais oublié que sa mère était femme de ménage et son père balayeur. Résistant, déporté, évadé, parachutiste, journaliste, il commence à écrire pour le théâtre en 1961. Plus de trente pièces — dont V comme Vietnam, la Passion du général Franco, Il transille bors des normes et fonde en 1982. travaille hors des normes et fonde en 1982, à Toulouse, l'Atelier de création populaire théâtre, vidéo, expositions, autour de letes assassinés. Son atopie générouse ne

connaît pas de limites. ENTREPRISE CULTURELLE: Eden Panorama. - Composée de Dominique Erenfrid, Brigitte Aknin, Vincent Melili, Jean-Jacques Zilbermann, la société ano-nyme Eden Panorama, après avoir domé un style et une identité à un ancien cinéma de quartier, l'Escurial, a repris et rénové le Max Linder, inauguré avec le Dernier Empereur, et qui présente actuellement l'Ours, de Jean-Jacques Annaud.

CINEMA: Joris Irens. — Né en 1898, sux Pays-Bas, Joris Ivens a, très tôt, pratiqué le documentaire militant et a parcouru le monde. Il a tourné plus de quarante films et, pendant cinq ans en Chine, sa dernière cauvre, le Vieil Homme et le

Jean-Jacques Annual. - Né à Juvisy Jean-Jacques Amanud. — Ne à Juviny en 1943, le metteur en schee de l'Ours à réalisé en 1976 son premier long métrage, la Victoire en chanum, occar du meilleur film étranger, mais n'a connu le succès international qu'en 1981 avec la Guerre du feu, suivie en 1986 du Nom de la ross.

CIRQUE: Gipsy Grass. — File da dompteur Firmin Bouglione, éponse d'Alexis Grass, Gipsy Grass a participé, avec ce demier, à la création du Cirque à DANSE: Sylvie Gaillem. – Née en 1965.

gymnaste de formation, Sylvie Guillem est
admise à onze ans à l'école de l'Opéra de

quatre enfants, eux anssi artistes de cirque.

CHANSON: Record. - No à Paris en 1952, donnant à ses chansons la forme d'une valse, d'une jave, d'une gigue ou d'une ballade plus ou moins rockifiée, Rensud frappe vine et touche juste. Ses chansons authentiques, rigourenses dans leur construction, font sargir des expresses construction, font sargir des expresses des leur construction, font sargir des expresses des leur construction, font sargir des expresses des leur construction.

LETTRES: Maurice Nadeau. - Né en 1911 à Paris, Maurice Nadeau, après un 1911 à Paris, Maurice Nadeau, après un passage per l'éducation nationale jusqu'en. 1945, se consacre à la critique lindraire— à Combat, à France-Observateur puis à l'Express — et à l'édition. Directeur de collection chez Juliard puis chez Denosijnsqu'en 1977, créateur de la collection « Les Lettres nouvelles » et de la revue du même april i presid en 1966 le direction. même nom, il prend, en 1966, la direction de la Quinzaine littéraire. Il est l'auteur d'une Histoire du surréalisme et d'un livre MUSIQUE: François-Bernard Milche.
- Né ca 1935 à Clermont-Fernand, ce

Né en 1935 à Clermont-Ferrand, ce diplânt d'archéologie grecque, doctaur èlettres, a été l'élève d'Olivier Messiaen dans la classe duquel il obtint en 1960 un prix de philosophie de la musique. Il mêne depuis conjointement des activités de compositeur, d'ethnomusicologue, d'essayiste et d'enseignant (à l'Université de Paris-lipuis à celle de Strasbourg). Son œuvre musicale ne répugne pas aux formes classiques (quatnor) mais associe le plus sonvent la bande magnétique à la voix ou aux instruments tradinionnels, avec des préoccupations moins évidemment formelles qu'humanistes et écologiques.

MUSEOGRAPHIE : Seicento et Escales da haroque. - Deux expositions se parta-gent le Grand Prix national de la mussographie, toutes deux consacrées à la pei ture italienne du dix-septième sièci présentées simultanément au Grand Palais de Paris et à la Vieille Chariné de Mar-seille. La première organisée par Nathalie seille. La première organisée par Nathalie Volle et Arnaud Brejon de Lavezgaée a été mise en scène par Pier Luigi Pizzi. La seconde a été organisée par Françoise Viatte et Stéphane Loire.

MÉTIER D'ART : Emile Re METIER D'ART: Essile Rostais. — Ne en 1914, Emile Rostain est chef des au-liers de récatollage des Musées nationaux. Les Monuments historiques lui ont confié notamment la restauration des peintares murales, de l'abbaye de Guebwiller. Sa parfaite commissance de l'aistoire de l'art parrame commissance de l'histoire de l'art ini a permis d'intervenir sur des toiles ansis famenses que le Portrait de Balthauer Castiglione, de Raphaël, ou la Vierge à l'enfant, de Botticcini.

CRÉATION INDUSTRIELLE : PE-CRÉATION INDUSTRIELLE : Phi-ippe Starck. — Né en 1949, Philippe Starck est sans donte le « designer » le plus comm à l'érranger. Sorti brillamment de l'école Camondo, son premier coup d'éclat fut l'aménagement des « bains-douches », puis celui du café Costes. En 1985, il est l'un des cinq architectes chargés de résménager le palais de l'Ely-sée. La même année, il est laurést du concours de mobilier urbain de la Villette. Il vient d'aménager à New-York Phôtel Royalton et, architecte à part entière, conçoit l'immemble Naminum à Tokyo. HISTORIE : Résié Rémand. — Né en HISTORIE: Résé Rémond. – Né en 1918, ancien élève de l'Ecole normale apérieure et agrégé d'histoire, Réné Rémond s'est fait connaître à la fois par ses travaux d'historien, en particulier son étude sur les Droites en France, devenue un classique de l'histoire des idées politiques, et par ses engagements dans la vie du catholicisme français et dans celle de l'Université, notamment comme président de l'université de Nanterre et premier vice-président de la Conférence des président de la Conférence des présidents de la Conférence des présidents de la Conférence des présidents de la Conférence de la Conférence de la Conférence des présidents de la Conférence de la Conférence des présidents de la Conférence de la vice-presseen de la Conference des pres-dents d'université dans les années Ru II vient de publier deux livres importants, Notre siècle, histoire de la France de 1918 à 1988, et Pour une histoire politique, ouvrage collectif qui résume sa conception de l'histoire.

TO SERVICE STATE OF

The same of the same

Williams.

10112

- -

----

44

-

-

and have

3 th 10 mm

And a large and Daywood

-

" I was been been

The state of the s The Congress of

1

-

The second second

1

A 201 DITO & 201

-

The second second

TOTAL STREET

Sale a ti. ne wide

Service of the servic

The second

Service 10

Service Comments srias

The second second

The contestes

150

排

- July #

Wild or one of the same diam's harmonia

A Same

""时境解,

a mile billige

Se Seng

The party

\*\*\* 174 FAR

The state of the s

de l'histoire.

PATRIMOINE: Francis Salet. — Né en 1903, Prancis Salet, archiviste paléographe a commencé sa carrière avant la guerre au département des sculptures du Musée du Louve. Membre de le Commission supérieure des monuments historiques, il a suivi de nombreux dossiers de restauration.

Econen, Gaillon. Depuis 1981, il est conservation du domaine de Chantilly; c'est une des figures de le conservation du partimoine en France.

PEINTURE: Martin Barré. — Né en

parimonne en France.

PEINTURE: Martin Barré. — Né en 1924, à Nantes, Martin Barré expose pour la première fois en 1954 au Salon des Réalités nouvelles à Paris. Il a'adhère pas dans ces aimées à l'abstraction lyrique, ni plus tard, à l'abstraction géoméorique. Il partage avec certains pentires amaricains une certaine façon de travailler, à la fois par série et hors catre. Il utilise souvent des formans en bauteur, presone carrés, la conformats en hauteur, presque carrés, la cou-leur intervenant comme élément essentiel Sa dernière exposition personnelle a eu lieu à Penis à la galerie Luage-Salomon en

1987.

PHOTOGRAPHIE: 2 Bernard Ploans. —
Né à Dalat en 1945, Bernard Ploans a roçu
jeme; — de sou père — une initiation à la
photographie. Professionnel depuis 1967, il
accompit de nombreur reportages dans le
moude entier: Mexique, Californie — où il
reacquire Henry Miller, — Inde, Afrique.
Il est de plus en plus fasciné par la désert.
De Kerouac, il a retam une philosophie du
novage où affigure le nuzzie de la réalité. voyage où afficure le puzzle de la réalité. Le Musée national d'art moderne lui a consacré cet été un hommage important. consecue cet ete un nomanage imporiant.

SCULPTURE: Takis. — Né à Athènes en 1925, Takis s'est installé définitivement.

à Paris en 1954. Set premiers signanx, tiges métalliques flexibles, datent de l'aumée mivante. Très vin: il intègre dans set travanx le champ d'atraction magnétique, puis la lumière. La vibration de l'électro-simant hi perinet des possibilités cinétiques. A la fin des aumées 60, il incorpute le son à ses couvres, qui pe géorifient pure le son à ses ceuvres, qui ne gjorifiere nullement la technique, mais sont la volonté d'une expérimentation commune.



MUMM DE MUMM.

LA CUVÉE PRÉCIEUSE DE MUMM.

LE BON COTE CHEZ RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS DE DÉCEMBRÉ VOUS AVEZ UN MOIS POUR EN